

Après la percée des formations religieuses aux élections législatives israéliennes

M. Itzhak Shamir va chercher à gouverner avec d'autres partis de droite

Radicalisation

Une fois de plus, l'Etat hébreu se trouve, au lendemain d'un scrutin législatif, profondément divisé. En renvoyant pratiquement dos à dos les deux grandes formations rivales - le Likoud à droite, les travaillistes à gauche - l'électorat israélien a refusé de trancher entre les deux visions du sionisme qu'elles incarnent. En votant plus massivement que naguère pour les partis ultra-orthodoxes, défenseurs intrinsèques de l'identité juédique du pays, il a tout de même, au bout du compte, fait pencher la balance en faveur de la droite, qu'elle soit nationaliste ou religieuse.

Au terme de l'un de ces marchandages post-électorales dont la classe politique israélienne a le secret, Itzhak Shamir devrait donc, grâce au soutien des religieux, garder en main les rênes du pays. Cette perspective n'est pas de bon augure pour le processus de paix, en panne depuis de longs mois. Elle consacre un indéniable échec de la gauche. Shimon Pérès avait, au fil de la campagne électorale, sollicité des Israéliens un contrat de confiance l'autorisant à négocier, le jour venu, un compromis territorial en Cisjordanie et à Gaza, avec une délégation jordanienne-palestinienne, et sous l'égide d'une conférence internationale.

Au lendemain des élections législatives israéliennes, qui ont, une fois de plus, renvoyé dos à dos les deux formations - Likoud (droite) et travailliste - qui dominent la vie politique, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, n'a pas attendu d'être pressenti par le chef de l'Etat pour engager, dès mercredi

2 novembre, des pourparlers avec les grands vainqueurs du scrutin de mardi : les religieux. Ceux-ci occupent, en effet, aujourd'hui plus que jamais, une position-clé pour la constitution d'une coalition gouvernementale. La stagnation des travaillistes représente un nouvel échec pour le parti de M. Shimon Pérès.

JÉRUSALEM
de nos envoyés spéciaux

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a de sérieuses chances de se succéder à lui-même. Au lendemain des élections législatives, son parti, le Likoud, semblait, mercredi matin, 2 novembre, en bonne posture pour former dans les prochaines semaines l'ossature d'une large coalition, qu'elle englobe ou non le Parti travailliste de M. Shimon Pérès.

Selon des chiffres qui proviennent d'un dépouillement de 95 % des suffrages, le Likoud remporte trente-neuf mandats sur un total de cent vingt, contre trente-huit aux travaillistes ; le parti de M. Shamir perd deux sièges par rapport à 1984. En revanche,

celui de M. Pérès reste stable si l'on exclut le MAPAM qui se présentait cette fois-ci indépendamment du Parti travailliste.

Le verdict des urnes a donc pratiquement renvoyé dos à dos les deux grandes familles politiques du pays. Mais il s'agit d'un match nul en trompe-l'œil. Car, sur l'échiquier national dans son ensemble, le bloc des droites l'emporte sur celui des gauches. Sur le papier, M. Shamir pourrait disposer d'une majorité parlementaire d'au moins quatre députés si, toutefois, tous les religieux le rejoignent.

Le vote des soldats, qui sera connu en fin de semaine, devrait apporter à la droite un siège supplémentaire. L'expérience d'union nationale, menée de 1984 à 1988,

n'a plus les faveurs du public et devrait, en bonne logique, prendre fin - encore que personne ne s'attendait, mercredi matin, à en exclure le prolongement.

Ainsi, Israël poursuit un glissement à droite commencé avec la victoire de M. Begin en 1977. Le scrutin de mardi est une nouvelle preuve que celle-ci, loin d'être un accident, a bien marqué un véritable tournant dans l'histoire de l'Etat hébreu. La gauche est désormais assez nettement minoritaire dans le pays. Les petits partis, qui avaient déjà progressé en 1984, continuent de rogner l'électorat des deux grands.

ALAIN FRACHON
et JEAN-PIERRE LANGELLIER.(Lire la suite
et nos informations page 3.)

L'ENQUÊTE : huit années à la Maison Blanche

L'héritage en trompe-l'œil de Ronald Reagan

Après le traumatisme iranien et le fiasco économique de la présidence Carter, Ronald Reagan, le populaire "grand communicateur", a su, pendant huit ans, exorciser la peur du déclin qui s'était emparé des Américains. Son héritage, fait de succès inattendus et de promesses inachevées, sera lourd à assumer.

WASHINGTON
de notre correspondant

Miracle ou mystification ? Mystère en tout cas : l'acteur de série B, le "cow-boy" aux idées simplistes, l'homme-image qui a peine à soutenir la conversation et semble perdu sans ses fiches, en un mot le président qui, de toute

évidence, n'était pas à la hauteur, arrive tranquillement au terme de son second mandat. Sa popularité est en hausse, supérieure à celle d'Eisenhower en 1960. L'Amérique est en paix et paraît prospère.

Après une longue série d'échecs au goût amer - Johnson, Nixon, Ford, Carter - cette présidence-là est déjà comptée au nombre des réussites, et « Reagan le Magnifique », pour reprendre l'expression, à peine ironique, d'un commentateur, est communément comparé à Kennedy, un homme dont le souvenir fait chaud au cœur de l'Amérique. « Comme John Kennedy, Ronald Reagan s'est battu avec des résultats remarquables pour permettre aux Américains d'être à nouveau satisfaits de leur pays. » Le com-

pliment ne vient pas précisément d'un thuriféraire, mais du gouverneur démocrate de l'Etat de New York, Mario Cuomo.

Le rapprochement peut paraître étrange, entre le jeune président sanctionné par son assassinat et le vieil homme qui, un quart de siècle plus tard, s'achemine vers une sortie beaucoup plus paisible. Et leurs idées - en dehors de leur puissance foi en l'Amérique - n'étaient vraiment pas les mêmes. Mais l'un comme l'autre ont su les faire partager à leurs compatriotes, l'un comme l'autre ont marqué leur époque, et peut-être même un peu au-delà : Kennedy par la grâce du mythe qu'il est devenu, Reagan parce que, à en croire tous les observateurs politiques et les sondages, sa présidence devrait être couronnée, la semaine prochaine, par l'élection

du candidat qu'il soutient et qui fut son fidèle coéquipier. Que George Bush soit élu, et un même parti - le parti républicain - se sera assuré le contrôle de la Maison Blanche pendant au moins trois mandats successifs. Cela ne s'est jamais produit depuis la guerre.

Il y a, bien sûr, l'envers du décor : l'Amérique de 1988 est dure aux faibles. Les pauvres sont restés pauvres ou n'ont eu droit qu'à quelques miettes du gâteau, et certains quartiers, au cœur des plus grandes villes du pays, offrent un spectacle indigne de la première puissance mondiale. Quelques plaies ont été pansées, d'autres se sont ouvertes.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 6.)

Le rapport de l'Institut d'études démographiques

La France féconde mais vieillissante...

La France sera, dans le début du troisième millénaire, le pays le plus peuplé de l'Europe de l'Ouest. Une étude, publiée le mardi 1^{er} novembre par l'ONU, indique même qu'elle sera le seul de ces pays à demeurer dans le peloton de tête des vingt-cinq plus grandes nations. En 2025, selon ce rapport, la Chine et l'Inde comptent chacune 1,5 milliard d'habitants, l'URSS 351 millions, les Etats-Unis 300 millions... tout comme la Nigéria. Tout cela malgré une fécondité restreinte mais qui, comme le montre le rapport annuel de l'Institut national d'études démographiques (INED), la place en tête des pays de la Communauté européenne, l'Irlande exceptée.

Avec ses 60 millions de citoyens à la même époque, la France fera figure de petit avant-dernier dans la classe des grands, d'où seront sorties l'Allemagne fédérale, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Espagne. Cette simple constatation est-elle de nature à nous procurer quelque fierté ? Sauf à se réjouir du déclin des voi-

sins, c'est plutôt la modestie qui devrait être de mise.

Les performances de notre pays ne seront pas dues, en effet, à un accroissement des naissances, mais à des progrès sanitaires qui, non seulement maintiendront le taux de mortalité infantile à son plus bas niveau, mais feront aussi des Français des gaillards nonagénaires. L'espérance de vie à la naissance, selon la belle expression des démographes, ne cesse d'augmenter, au point que certains experts s'interrogent sur les comportements de vie des plus que centenaires à la fin du prochain millénaire... Et, en attendant, quel système de retraite envisager, si l'on passe deux fois plus de temps hors de la vie active qu'au travail ?

Avant d'aborder ces épineux problèmes, la France devra composer avec une population vieillissante. Le rapport annuel de l'INED indique que les plus de soixante ans représenteront près de 21 % de la population après 2006.

Cela pourrait nous faire quelque vingt millions de retraités à la fin du premier quart du vingt unième siècle. Faut-il pleurer, faut-il en rire ? Certains répondent que mieux vaut s'organiser en conséquence, et que déjà apparaissent - au moins pour le troisième âge - des formes nouvelles de société.

A travers les universités intergénérationnelles et les multiples activités des plus de soixante ans, la France ne serait-elle pas en train de reconstruire son collège des anciens, dont on peut attendre, tant sur le plan économique que social, d'intéressants bouleversements ?

F. S.

(Lire page 34 les articles
de GUY HERZLICH.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 28 et 29

M 0147-1103 0-4,50 F



3790147004500 11030

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 Da; Maroc, 4,50 dir.; Tunisie, 500 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Espagne, 7,20 P; Côte d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 10 kr.; Grèce, 120 dr.; Israël, 80 s.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 F.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 f.; Portugal, 150 esc.; Suède, 336 F CFA; Suisse, 12,80 fr.; Thaïlande, 1,80 B.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

Débats

URSS

« Monsieur Gorbatchev, c'est moi ! »

par ANDRÉ GLUCKSMANN

La Russie est une femme que l'opinion éclairée poursuit avec la grâce paternelle d'un policier syndiqué épousant le dossier Malsine. Innocente ou fatale ? Perverse ou dénuée ? Abandonnée aux amoureux transports des pédagogues et programmeurs, civilisable donc, ou bien continent noir, proie d'un passé sanglant et indépassable ? A chaque début de règne, l'énergie rebondit.

Diderot depuis trois siècles l'agite devant une éternelle Grande Catherine qu'effraie l'insondable barbarie de son ingouvernable empire. L'est de l'Europe s'occidentalisera-t-elle un jour ? Est-ce souhaitable ? Le débat partage l'intelligence russe de l'origine et pas même Gorbatchev n'en semble détenir le fin mot.

Transgresser les secrets

Les quotidiens mystères du Kremlin bloquant la curiosité des gazettes, inutile de paraître mieux informé que quiconque. Faute de pouvoir interroger en vérité les intentions des hiérarchies du Politburo, que les experts, diplomates et sociologues, s'interrogent eux-mêmes. Il faut chercher la Russie comme Flaubert quitta Emma, en transgressant les secrets voués impénétrables des boudoirs et des comités centraux, quitta à oser un péremptoire et fantastique « Madame Bovary, c'est moi ! ». Que chacun interroge son Gorbatchev intérieur ou extérieur, fiat lux.

Jusque dans ses détours les plus propagandistes et en apparence purement soviétiques, les discours gorbatcheviens ne manifestent rien qui soit intrinsèquement étranger ou étrangement marxiste. Il s'agit d'un homme dans l'entre-deux guerres par l'importance quel centriste français adhérent

au Parti radical-socialiste ou militant de la Ligue des droits de l'homme. Incisif et parfaitement documenté, le livre de Christian Jelen — *Hélène ou Staline* — démontre combien tout était écrit, bien avant la « perestroïka » et les Verts allemands. Le pacifisme des officiers soviétiques n'est que la répétition morale de vieilles liturgies fleurant bon la Troisième République, tout comme le révolutionnarisme mondial du vingtième siècle exportait seulement tous les symboles métaphysiques parisiens et berlinois du dix-neuvième.

L'alerte essai de Jelen montre combien il est inutile d'incriminer des agents d'influence omnipotents et des techniques de désinformation quasi estoniennes. Les idéologies qui paraissent souffler de Moscou à Paris et Francfort font simplement retour à l'envoyeur, Gorbatchev est bien chez nous, il parle de la « maison commune européenne » aussi doucement et rêveusement qu'Aristide Briand hier. Arrêtons de prolonger Jelen : l'Europe depuis la vingtième siècle écarte la maladie, éloigne ses vieillards, ignore la mort, masque ses conflits et occulte souverainement tout mal : les millions de pacifistes d'hier ne constituent que le dernier avatar de cette insatiable soif de sécurité mentale.

Une projection européenne

Occidental par les vœux pieux et sa rhétorique bien pensante, Gorbatchev le demeure quand il passe aux décisions qui coûtent. Le retrait soviétique d'Afghanistan vaut le retrait américain du Vietnam, le chaos s'installe dans le sillage mais les états-majors les mêmes effets, faire le lit de l'impérialisme soviétique par leur complaisance coupable. Sans doute la France est-elle restée à l'écart des récents mouvements pacifistes européens, mais « le vieux pacifisme des années 30 n'a pas disparu », affirme l'auteur. Acceptons donc l'appel à la vigilance, mais constatons que la comparaison entre les deux époques mériterait, au moins, d'être approfondie.

L'historien, lui, tente d'établir la responsabilité des socialistes dans la défaite de 1940. La

plus présumptueuse de la planète découvre les limites de leur supposée toute-puissance. Le maître du monde, lequel n'est pas : avec vingt ans de retard, l'URSS s'initie aux fragiles équilibres dissuasifs, lesquels tiennent en échec toute volonté impériale, fut-elle matérialiste dialectique.

Edo l'interminable commentaire de la « coexistence pacifique » selon les cinquante volumes du père fondateur, il faut imaginer désormais des stratèges soviétiques ignorant Vladimir, empruntant les concepts de leurs collègues américains, voire français, lesquels doivent à leur tour calculer à « M. Gorbatchev, c'est moi ! », formule qui à bien l'entendre rassure moins qu'on l'eût espéré.

Cosaques et western

Poudre aux yeux euphorique et salubre réalisme débalisé, en ses ambivalences mêmes, le premier soviétique demeure une projection de l'esprit européen. Mais projection sur un écran hostile. La Russie n'est pas une page blanche prête à supporter n'importe quel scénario. Au réformisme des responsables, elle objecte qu'elle veut de la « saucisson » (1) et milite pour la libération de la vodka.

Chaque tentative d'occidentalisation révèle une réaction de rejet que les progressistes d'antan attribuaient à un atavisme réactionnaire et « asiatique » tandis que les slavophiles y discernaient le signe d'une élection providentielle, la chance d'une ré-évangélisation de l'Ouest mercantile et athée. Le temps qui passe renvoie dos à dos les deux écoles, l'hostilité est grand-russe plutôt qu'ouzbek ou tatar, elle n'est pas pour autant messianique puisqu'elle subit la popularité

et indécrainable sur une terre pour l'essentiel déchristianisée. La question russe est celle d'une négation intra-européenne de l'Europe.

L'Occident sans cesse peuple ses marges d'individus baroques et inquiétants. A l'origine les cosaques ressemblent à d'étranges pionniers de western, ce sont des « outlaws » sauf qu'ils combattent à fronts renversés, leur « nouvelle frontière » n'est pas tournée sur l'extérieur mais vers l'intérieur du Vieux Continent, leurs « Indiens » — à Taras Boulba ! — ce sont les Polonais et les Juifs.

Sensuelle, sauvage, roublarde, mystique, enthousiaste, la Russie ne constitue ni un Empire du mal, ni une Terre promise, pas davantage en retard qu'en avance, elle renvoie les messages de la civilisation sous une forme inversée. Déjà les Grecs évocaient symboliquement aux frontières des chèvres faunes pré-dostoïevskiennes où se mélaient adeptes éthérés d'Elysée et possédés de Dionysos, ascètes pythagoriciens et prêcheurs cyniques. La radicalité russe se fait miroir, Bakounine gauchit Hegel, et Nietzsche découvre un frère en Dostoïevski, tous pris par un vertige unique et tournant.

Une Russie qui incendie ses églises, ses palais et sa capitale plutôt que d'y tolérer un Napoléon provisoire n'a jamais fini d'interroger : pourquoi vous plutôt que la saucisson et l'ivresse, pourquoi la culture européenne plutôt que rien ? C'est probablement la plus originale question que l'Europe pose à elle-même, celle qu'Homère déléguait aux « Troyens », nos semblables, nos pères. Gorbatchev, est un fantasme, celui du cheval de Troie.

(1) Ainsi la foule à Krasnodar lors d'une tournée du numéro un. Voir *Le Monde* du 14 septembre.

ALGÉRIE

Pour un Helsinki Nord-Sud

par SAMI TAWIL (*)

LES leçons de la crise algérienne sont pour la diplomatie française fort douloureuses. Une fois de plus la cécité de nos diplomates aura conduit à occulter une réalité politique pour le moins tragique. S'en tenant aux apparences, connaissances et spécialistes d'opérette vantant, il y a encore quelques mois, la solidité du régime algérien, le sérieux de ses dirigeants. La réconciliation entre dirigeants algériens a été présentée comme un grand succès (un de plus) pour M. Chadli, alors qu'à y regarder de près elle consacrait l'échec d'une stratégie régionale agressive.

En vérité, même la diplomatie algérienne n'est plus aujourd'hui que l'ombre d'elle-même. Hormis le Sahara occidental, ses initiatives internationales restent limitées. La frange la plus dynamique de la diplomatie d'Algérie est en réalité représentée par ses services secrets. Cette évolution pourra sembler naturelle, compte tenu de la nature policière du gouvernement algérien. Mais cette explication ne suffit pas. Sous le président Chadli, « l'État fort » s'est défilé. Le clientélisme régional et administratif est apparu au grand jour. Chacun défend son clan, sa région, ses hommes. Les services secrets n'ont fait que leur travail. Ils ont infiltré les ambassades après avoir noyauté les mosquées.

De tout cela, il faut tirer une conclusion. Le « mur de Berlin » entre la politique extérieure d'un gouvernement et sa conduite interne doit être détruit. Cet objectif ne relève pas de la seule salubrité morale ; c'est aussi un impératif d'efficacité.

Ces jours-ci, la question du gaz algérien a été remise sur le tapis. Faut-il consentir un « surprix » afin de sauver ce qui peut l'être du régime de M. Chadli ? Faut-il au contraire attendre de manière que ce coup de pouce ne redonne pas du poil de la bête aux maîtres locaux de la répression ?

Ma suggestion est la suivante : oui à un « surprix » gazier, mais à une condition : que le gouvernement algérien s'engage sur la voie de

réformes politiques garantissant le respect des droits de l'homme. Plus facile à dire qu'à faire, diront certains. Peut-être. Mais la position de faiblesse dans laquelle se trouve le régime d'Algérie devrait faciliter la définition des conditions d'un dialogue politique comparable à celui qui existe avec Moscou. Il y a d'ailleurs fort à parier que la majorité des Algériens comprendraient et approuveraient un tel choix dans la mesure où il renforcerait le pouvoir de négociation de la société civile face à un État affaibli.

Pour arriver à cet Helsinki Nord-Sud, il faudra beaucoup de doigté et de réalisme. Mais le jeu en vaut la chandelle. D'ores et déjà, Paris pourrait prendre deux mesures relevant de sa stricte souveraineté : levée de l'interdit inacceptable qui pèse sur la diffusion en France des revues de l'opposition algérienne, et ouverture, par l'entremise des partis, d'un dialogue officiel avec toute force politique ou sociale algérienne représentative. Au plan diplomatique, l'évolution vers le multipartisme devra être posée.

M. Mitterrand ne semble pas peu fier de son discours de Jérusalem et de sa référence à Sakharov sous les lambris du Kremlin. Nous attendons tous une référence aux victimes de la répression lors de sa prochaine visite à Alger. Oui, M. Dumas, il n'y a pas qu'à Santiago que les droits de l'homme sont bafoués. Il faudra le dire à votre collègue algérien. Il serait même souhaitable d'aller au-delà en faisant implicitement l'accord gazier à un calendrier de réformes intérieures crédibles et réalistes.

A Alger comme à Paris, de telles propositions provoquent l'ire des uns et l'amusement des autres. Mais toutes les atteintes au conformisme international ont initialement connu pareil accueil. « Ici, c'est pire qu'au Chili, écrivez-le ! », disaient les manifestants d'Algérie au correspondant du *Monde*. Ces mots ont un sens. Les Algériens ont besoin du soutien international pour vivre enfin libres.

(*) Professeur d'université.

BIBLIOGRAPHIE

Ni Hitler ni Staline

SOUCIEUX de tirer du passé des leçons pour le présent, Christian Jelen, ancien journaliste à l'Express, s'est penché sur les années 30 en se faisant tour à tour pamphlétaire, historien et archiviste. Passons rapidement sur le pamphlet, qui n'est pas la partie la plus intéressante de ce travail. La thèse de Jelen est simple : les socialistes s'étant montrés il y a un demi-siècle, en raison de leur pacifisme invétéré, d'une faiblesse insigne à l'égard de l'Allemagne hitlérienne, ils pourraient bien aujourd'hui, les mêmes causes produisant les

mêmes effets, faire le lit de l'impérialisme soviétique par leur complaisance coupable. Sans doute la France est-elle restée à l'écart des récents mouvements pacifistes européens, mais « le vieux pacifisme des années 30 n'a pas disparu », affirme l'auteur. Acceptons donc l'appel à la vigilance, mais constatons que la comparaison entre les deux époques mériterait, au moins, d'être approfondie.

L'historien, lui, tente d'établir la responsabilité des socialistes dans la défaite de 1940. La

France, estime-t-il, a été « rongée de l'intérieur par le pacifisme », et si la droite, à l'approche du conflit, a été gagnée par cette idéologie, c'est la gauche qui en a fait un dogme en considérant la guerre comme la conséquence du capitalisme. Tous les socialistes ne sont pas également condamnables, mais les uns et les autres ont contribué à l'affaiblissement de la France : les « pacifistes radicaux », minoritaires, en se ralliant au nazisme par peur du communisme, et les « pacifistes démocrates » majoritaires, en cédant, sous l'influence des communistes,

aux illusions du désarmement et de l'arbitrage international.

Christian Jelen suit l'itinéraire de ces militants, leurs débats, voire leurs antagonismes, au sein de la SFIO, de la CGT ou de la Ligue des droits de l'homme, leurs réactions contradictoires à l'occupation de l'Éthiopie par l'Italie ou à celle de la Rhénanie par l'Allemagne, à la guerre d'Espagne ou à Munich, enfin leur entrée dans la collaboration pour les uns, dans la Résistance pour les autres. Un rappel utile, qui nous vaut des portraits bien venus de personnalités encore mal connues comme Michel Alexandre, Léon Emery, Félix Chailay ou Ludovic Zoretti.

Mais l'apport le plus neuf de Christian Jelen est sans doute son choix de la Ligue des droits de l'homme comme « lieu d'observation privilégié ». L'auteur, en archiviste consciencieux, a dépouillé les comptes rendus de tous les congrès de cette organisation de 1916 à 1939 et analysé avec justesse, à travers les controverses dont elle fut le théâtre, l'évolution du pacifisme de l'entre-deux-guerres. Il dénonce notamment, face à l'ultrapacifisme d'une minorité de ses membres, l'attitude ambiguë de la majorité, incarnée par son président Victor Basch, dont il souligne à la fois « la lucidité » dans son jugement sur Hitler et « l'irréalisme » puisque « de son diagnostic implacable sur le nazisme il ne tire aucune conséquence militaire ».

Christian Jelen fait aussi observer que la Ligue, qui s'était élevée contre la violation des droits de l'homme en URSS en 1919, est restée muette sur les procès de Moscou pris de vingt ans plus tard. Certes. Mais ce fâcheux silence annonce plus, semble-t-il, l'aveuglement manifesté après la guerre à l'égard de Staline qu'il n'explique les erreurs commises avant à l'égard de Hitler. Le polémique prend ici, de nouveau, le relais de l'historien.

THOMAS FERENCZI

★ *Hélène ou Staline* — Le prix de la paix, de Christian Jelen. Flammarion, 290 p., 95 F.

FRANS BRÜGGEN LE RÉNOVATEUR

DÉCAPAGE. Avec l'Orchestre du XVIII^e siècle, Frans Brüggen a retrouvé tout un monde de sons oubliés. Aujourd'hui, il s'attaque à Beethoven. Le baroque serait-il un nouveau romantisme ? Une interview... et un grand concours.

HOMMAGE. Charles Münch a débuté à Leipzig, triomphé à Boston et créé l'Orchestre de Paris. Le plus français des grands chefs a eu le monde pour audience. Un dossier, une discographie complète.

BOUGIES. Olivier Messiaen a quatre-vingts ans. Mais le temps qui passe a-t-il un sens pour ce grand orchestrateur de l'éternité ?

HÉRITAGE. Pour succéder à Maurice Béjart à Bruxelles, Gérard Mortier a nommé l'Américain Mark Morris : « Le plus musicien des chorégraphes ». Mortier explique son choix. Morris expose ses plans.

Et aussi l'énergie spectrale d'Horatiu Radulescu ; le miroir obscur du romantisme ; du nouveau dans le catalogue Bach ; le Trio Gubitsch ; « la boîte noire » de Maurice Fleuret, une nouvelle chronique à décrypter.



Le Monde de la Musique
26 F. Chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Date de la société :
celle à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 296 136 F

Le Monde
TELEMATIQUE
Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administrateur

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-437
ISSN : 0393-2037

Reconnu par les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-89-61.

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS vols normaux
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 280 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse différés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le résultat des élections israéliennes

M. Shamir va chercher à gouverner avec d'autres partis de droite

(Suite de la première page.)

La dérive droite d'Israël a conduit avant tout une poussée des partis religieux. A gauche, les deux bénéficiaires du scrutin sont le Parti communiste et le Mouvement des droits civiques RATZ, qui, chacun, recueillent cinq sièges contre, respectivement, quatre et trois dans le parlement sortant.

Cet enseignement du scrutin ne fait que confirmer le rôle accru des juifs religieux dans la société israélienne. Leurs partis sont plus que jamais maîtres du jeu politique en raison d'un mode de scrutin qui leur accorde une influence sans commune mesure avec leur audience réelle. Nombre d'Israéliens relèvent avec une ironie amère que les grands choix d'Israël dépendront encore un peu plus des caprices d'un groupe grandissant de députés, « *non sionistes* », représentant un électoral juif ultra-orthodoxe.

Naturellement, M. Itzhak Shamir a tiré, le premier, des conclusions optimistes de cette dérive à droite de l'électorat. Même si son parti ne devance finalement les travaillistes que de justesse, c'est bien le Likoud qui est le mieux placé pour former le prochain gouvernement, en constituant une coalition avec l'extrême droite laïque (le parti Tehiya) et, surtout, avec la droite religieuse (notamment le PNR, Parti national religieux).

Le premier ministre, cravate défaits et large sourire, avait un air vainqueur lorsqu'il est apparu, tard dans la nuit de mardi à mercredi, devant les sympathisants du Likoud dans un grand hôtel de Tel-Aviv. Il a tenu un discours décidé : « *Le Likoud a été désigné par les électeurs pour former le prochain gouvernement ; nous ne les décevrons pas* ». Il a dénoncé la campagne menée par ses adversaires travaillistes - « *des campagnes de calomnies* » - et, à aucun moment, ne leur a fait le moindre appel du pied pour constituer un nouveau gouvernement d'union nationale. Le Likoud, a-t-il dit, est en mesure de former « *un gouvernement homogène* » avec ses alliés de la droite. M. Shamir a marié le programme du « *camp national* » : « *Garder toute la terre d'Israël (c'est-à-dire les territoires occupés de Cisjordanie et Gaza) tout en faisant la paix avec les Arabes* ».

M. Shamir n'a pas tort : tactiquement, il est sans doute bien placé pour que le président de l'Etat, M. Haim Herzog, s'adresse d'abord à lui afin qu'il tente de constituer une coalition de gouvernement. A y regarder de près, pourtant, le

Likoud n'a pas de quoi pavoiser. Avec trente-neuf mandats, il n'obtient qu'un médiocre résultat, ne coiffant les travaillistes que d'une courte tête. Les discours musclés tenus au lendemain de l'attentat de Jéricho (le Monde du 1^{er} novembre) ne paraissent guère lui avoir profité : le Likoud perd des suffrages au profit de la droite religieuse. Dans les rangs du parti, certains faisaient la moue - comme le député Elihu Ben Elissar, qui se disait « *déçu* » de ne pas devenir plus nettement les travaillistes.

M. Shamir ne s'est pas véritablement imposé et il se retrouve dans une situation politique difficile, obligé de composer et négocier avec des alliés qui entendent faire chèrement payer leur ralliement au Likoud dans une éventuelle coalition gouvernementale de la droite. Le chef du PNR, le professeur Shai, a déjà annoncé, le couloir : il exige une augmentation des implantations juives en Cisjordanie et à Gaza - « *c'est une condition préalable* » - et un renforcement de la législation religieuse. Côté laïque, le parti Tehiya n'en demande pas moins et appelle à l'« *annexion* » immédiate des territoires.

« Ingérences grossières »

Pour former un « *gouvernement homogène de droite* », c'est avec de tels alliés qu'il faudra négocier. Le Likoud, qui entendait se donner des allures de Parti centriste, risque de se trouver entraîné très à droite et d'être aligné sur un programme radical augurant mal des relations futures d'Israël avec les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale. Pourtant, pragmatique, M. Shamir est un partisan du *statu quo*. L'alliance avec les travaillistes allait dans ce sens ; y renoncer, c'est risquer de perdre une respectabilité internationale en gouvernant franchement à droite. Le pari n'est pas facile. Si ses « *alliés* » se montraient trop gourmands dans les semaines à venir, qui sait si M. Shamir ne sera pas obligé d'aller frapper à la porte de M. Shimon Pérès...

L'échec du Parti travailliste, et d'abord celui de son chef, M. Shimon Pérès, est indéniable. Pour la quatrième fois en onze ans, les héritiers de Ben Gourion ne parviennent pas à l'emporter, et la gauche israélienne dans son ensemble enregistre une nouvelle érosion de son électoral.

Pour pouvoir prétendre déloger le Likoud, les travaillistes avaient

besoin de constituer une minorité de blocage. Or le parti de M. Pérès, avec trente-huit sièges, est loin du compte.

M. Pérès et ses amis avaient pourtant bien des atouts. Leur parti a entrepris une cure de jeunesse et de démocratie interne. Il s'est ouvert plus largement à des candidats séduisants, représentatifs du pays réel. A l'extérieur, les appels ne lui ont pas manqué. L'administration Reagan n'a cessé, au fil des mois, de manifester sa préférence pour un dirigeant travailliste réceptif à ses propositions de paix. Le roi Hussein lui-même alla jusqu'à « *voter* » travailleur en déclarant, le 20 octobre, qu'une victoire de M. Shamir serait un « *désastre* ». L'O.L.P., qui avait coutume de traiter les jeux de la démocratie israélienne par l'indifférence ou le mépris, appela les Arabes israéliens à voter - sans autre précision - pour les « *forces de la paix* ». Mais ni le roi Hussein ni l'O.L.P. n'ont sans doute rendu service à M. Pérès en donnant l'occasion à la droite de dénoncer « *leurs ingérences grossières* ».

L'insuccès des travaillistes est d'autant plus étonnant que leur chef n'a pas démenti, bien au contraire, pendant les deux années où il fut le patron du gouvernement d'union nationale. Le retrait de l'armée israélienne du Liban et le spectaculaire redressement économique de l'Etat de M. Pérès auraient dû lui assurer deux ans plus tard la gratitude d'une partie des électeurs. C'était compter sans deux aspects importants de la société israélienne : les citoyens de l'Etat hébreu ont la mémoire courte ; les événements « *déçus* du Likoud » n'ont pas été jusqu'à désorienter un parti à qui ils vouent une loyauté inébranlable, quasi viscérale. Au surplus, les tourments du soulèvement palestinien ont constitué un échec pour l'ensemble de la classe politique, dévalorisant au même coup les succès du règne travailliste.

Malgré tout, M. Pérès ne s'avoue pas vaincu : « *Nous gardons le moral. Tout n'est pas perdu, a-t-il dit. Le Likoud chante trop tôt victoire* ». Sa mine sombre et son ton grave semblaient cependant démentir cet optimisme forcé. M. Pérès assure vouloir, pour barrer la route à la droite, « *convaincre les formations religieuses de rallier le camp de la paix* ». En fait, les travaillistes ont une très faible marge de manœuvre. Seul le Parti Shas pourrait éventuellement leur prêter une oreille attentive. Mais le prix qu'il ferait payer pour une éventuelle alliance avec les travaillistes

s'annonce si élevé en matière de législation religieuse qu'une telle alliance semble improbable. On voit mal la gauche laïque, notamment Ratz, soutenir un parti travailliste qui aurait baissé pavillon face aux ultra-orthodoxes.

Le rôle-clé du chef de l'Etat

Il reste aux travaillistes à envisager un retour pur et simple à l'opposition, comme ce fut le cas de 1977 à 1984. Certains le font déjà avec une relative sérénité en soulignant que leur parti gagnerait ainsi en vigueur, et en cohérence, et pourrait se battre à nouveau librement pour ses idées après s'être trop longtemps compromis dans les ambiguïtés de l'union nationale. Beaucoup se demandent aussi si ce nouvel échec électoral ne marquera pas, cette fois, la fin de la carrière de M. Pérès. Mais le numéro un travailliste, à soixante-cinq ans, n'a sans doute pas dit son dernier mot. D'autant qu'aucun membre de la jeune génération ne possède encore l'autorité suffisante pour prétendre prendre sa place.

Les grandes manœuvres post-électorales n'ont pas tardé à commencer. Les tractations, promesses et surenchères, rythmeront dans les prochaines semaines la chronique politique du pays. Dans la procédure à venir, le rôle-clé reviendra au chef de l'Etat, M. Haim Herzog. C'est la seule occasion, pour ce personnage aux attributions surtout honorifiques, d'exercer une fonction hautement politique. Il aura pour mission de charger le chef de parti de son choix de mettre sur pied un cabinet de coalition apte à gouverner. Sa préférence ira vraisemblablement à celui qui paraît le mieux placé pour cela, en l'occurrence M. Shamir.

M. Herzog ne commencera sans doute pas ses consultations avant la publication, dans quelques jours, des résultats officiels et définitifs des élections. Le premier ministre pressenti par M. Herzog aura droit à deux fois vingt et un jours pour constituer un cabinet.

ALAIN FRACHON
et JEAN-PIERRE LANGELLIER.

La composition de la nouvelle Knesset selon les dernières estimations

Voici la composition de la future Knesset (le Parlement), selon les estimations annoncées par la presse israélienne, à l'issue du scrutin, dont les résultats officiels ne seront pas connus avant plusieurs jours. La projection porte sur 95 % des 4 840 bureaux de vote. Les résultats de 1984 pour les partis en lice cette année figurent entre parenthèses.

PARTIS DE DROITE : 46		
Likoud	39	(41)
Tehiya	3	(5)
Taomet	2	(1)
Moledet	2	(0)
FORMATIONS RELIGIEUSES : 18		
Shas	6	(4)
Parti national religieux	5	(4)
Agoudat Israel	5	(2)
Degel Hatorah	2	(0)
PARTIS DE GAUCHE : 48		
Travaillistes	38	(38)
Mapam	3	(6)
Mouvement des droits civiques	5	(3)
Shinui (Mouvement pour le changement)	2	(3)
FORMATIONS D'EXTRÊME GAUCHE ET PRO-ARABES : 8		
Hadash (communiste)	5	(4)
Liste progressiste pour la paix	2	(2)
Parti démocratique arabe	1	(0)

Lors des élections de 1984, le Mapam s'était associé avec le Parti travailliste. Cette fois-ci, il a constitué une liste séparée.

Où sont passées les voix des extrémistes du Kach ?

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Où sont passées les voix du Kach, le parti du rabbin raciste Meir Kahane, qui prône le « *transfert* » des Palestiniens de l'autre côté du Jourdain et qui avait cette fois été exclu du scrutin par la Cour suprême ? Ces suffrages ont sans doute essaimé un peu partout à droite, mais d'abord au profit d'une nouvelle formation, Moledet (patrie), créée par M. Rahavam Zeevi, général à la retraite et actuel directeur du Musée d'Israël à Tel-Aviv.

Ancien compagnon de route des travaillistes dans les années 50, il s'est fait le nouvel avocat du « *transfert* », sur un ton plus « *modéré* », jouant non pas sur des thèmes racistes comme le faisait le Kach, mais développant une rhétorique sécuritaire apparemment plus « *respectable* ». A la télévision, M. Zeevi martelait un message

sans ambiguïté sur des images du soulèvement dans les territoires occupés : « *Si nous ne voulons pas partir, eux [les Palestiniens] devront le faire* ». A en croire les premières estimations données mardi soir, Moledet obtiendrait deux sièges - ce qui représente quelque 50 000 suffrages.

Toujours dans le camp de l'extrême droite laïque, le parti Tehiya du physicien Yuval Neeman semble regagner. Avec le vote des jeunes appelés du contingent, qui ne sera connu que dans vingt-quatre heures, Tehiya pourrait obtenir quatre sièges contre cinq dans l'Assemblée sortante. Cette formation paraît victime d'un de ses dissidents, tout aussi à droite, l'ancien chef d'état-major « *Rafael* » Eitan, dont le nouveau parti, Taomet, est crédité de deux mandats.

AL. FR.

Les religieux grands vainqueurs

JERUSALEM
de notre envoyé spécial

Si le moral était bas chez les travaillistes et l'humour mitigé du côté du Likoud, le camp religieux était en fête. C'est donc lui qui sort grand vainqueur d'un scrutin qui devrait porter un coup supplémentaire au principe de la laïcité de l'Etat ; c'est lui, une fois de plus, que chacun s'apprête à couronner, lui qui va dicter ses conditions et entamer un peu plus encore l'idéal des pères fondateurs, au moment où Israël célèbre ses quarante et un ans. La « *maturité* » n'est pas à tendance laïque.

Tous les partis religieux représentés à la Knesset progressent,

qu'ils appartiennent à la mouvance sioniste ou au camp des non-sionistes (les ultra-orthodoxes). Dans le premier groupe, le vieux Parti national religieux passe de quatre à cinq sièges, ne laissant aucune chance ni à aucun mandat à certains qui venaient de le quitter pour constituer une formation religieuse modérée (Meimad). Chez les ultra-orthodoxes, le Shas (rassemblant un électoral séfarade) enregistre un triomphe : il passe de quatre à six députés et devient ainsi le troisième parti de cette douzième Knesset (derrière le Likoud et les travaillistes). Une nouvelle formation proche du Shas (mais plutôt ashkénaze), Degel Hatorah, entre au Parlement avec au moins deux représentants. Enfin, le plus ancien

des bastions de la mouvance orthodoxe, Agoudat Israel, fait plus que doubler sa représentation, obtenant cinq mandats.

Les religieux ont mordu sur tous les électors. Ils ont mené campagne sur les thèmes du retour à la tradition juive, tel grand rabbin, à la télévision, n'hésitant pas à « *maudire* » l'Etat laïque ; tel autre signifiant péle-mêle la drogue, la permisivité sexuelle et autres dangers qui menaçaient la jeunesse du pays. C'est dans le camp des plus orthodoxes - les « *notrs* », comme on les appelle - que la mobilisation a été la plus nette, alors que l'abstentionnisme y est traditionnellement élevé. Les sympathisants d'Agoudat Israel, souvent réfugiés dans les écoles talmudiques des Etats-Unis, ont afflué à l'aéroport Ben-Gourion, sommés de venir voter pour le parti. Jamais le quartier de Mea-Shearim et la ceinture « *noire* » qui cerne Jérusalem n'avaient connu pareille campagne : bataille d'affiches et rues jonchées de tracts.

Certes, les religieux ne forment pas un bloc homogène mais, tout de même, la dominante est nette : ils sont dans l'ensemble plus proches du camp nationaliste que des travaillistes. C'est incontestable pour le PNR, qui, depuis quelques années, a viré à l'extrême droite, devenant un des plus ardents défenseurs du Grand Israël. C'est peut-être moins clair dans le cas du Shas, sur lequel M. Shimon Pérès semble fonder quelques espoirs.

J.-P. L.

● LIBAN : raids israéliens. — Quatre combattants palestiniens ont été tués et dix-sept autres blessés au cours des raids de représailles effectués mardi 1^{er} novembre sur des positions palestiniennes au Liban, à l'est de Saïda et au sud de Beyrouth. — (AFP.)

A Genève Les pourparlers irano-irakiens se poursuivent en séance plénière

Genève. — Les pourparlers de paix entre l'Iran et l'Irak ont repris mardi après-midi 1^{er} novembre, au niveau ministériel, dans une atmosphère aussi froide que le jour où ils ont commencé, le 25 août.

Le protocole a également été, en tous points, identique : le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, et ses collaborateurs, sont arrivés dans la salle du conseil du Palais des Nations, suivis, deux minutes plus tard, par les délégations iranienne et irakienne, qui ont fait leur entrée à la même seconde par des portes opposées.

Les ministres des affaires étrangères d'Iran et d'Irak, MM. Ali Akbar Velayati et Tarek Aziz, ont continué à s'ignorer ostensiblement : pas un regard échangé, pas un salut poli. Les tables avaient été disposées en triangle, les représentants de

l'ONU occupant la base et les deux délégations les deux côtés, les dix-huit Iraniens à la droite du secrétaire général et les quatorze Irakiens à sa gauche.

A l'issue de la réunion, M. Javier Pérez de Cuellar a indiqué que l'atmosphère avait été « *polie* » et que les pourparlers se poursuivraient mercredi, toujours en séance plénière, avec la participation des deux ministres des affaires étrangères irakien et iranien, MM. Tarek Aziz et Ali Akbar Velayati. Le secrétaire général a précisé qu'il avait obtenu des deux parties que toutes les séances se déroulent désormais en plénière et que cela était dicté « *par le sentiment d'urgence* ». Il a ajouté que son objectif était d'obtenir d'ici à la fin de la semaine « *des éléments positifs* ». — (AFP.)

LA

RECHERCHE

57, RUE DE SEINE, 75100 PARIS CEDEX 06 - TEL. (1) 43 34 32 84

NUMÉRO SPECIAL

LA

RECHERCHE

SPECIAL

LES NOUVEAUX ORDINATEURS

QUELS ORDINATEURS POUR DEMAIN ?
par J. J. Duby
L'ARCHITECTURE DES NOUVEAUX ORDINATEURS
par J. P. Sansonnet
LES SUPERCALCULATEURS A TRANSPUTERS
par T. Muntean
L'ORDINATEUR CELLULAIRE
par P. Graussay
LES MACHINES DE VISION
par O. Fauget
LES MACHINES A RÉDUCTION ET L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
par B. Lecusson et coll.
LES MACHINES NEURONALES
par L. Personnaz, G. Dreyfus et L. Guyon
L'ORDINATEUR OPTIQUE
par B. Hénérage, J. B. Grun et R. Lévy
LES SYSTÈMES INFORMATIQUES RÉPARTIS
par J. P. Verjus
LES RÉSEAUX D'ORDINATEURS
par R. Dubois et C. Bréillon
L'AVENIR DES MÉMOIRES DE MASSE
par C. Bréillon
LE MICRO-ORDINATEUR DE L'AN 2000
par A. Truong Trong Thi et P. Vandeginste
L'EUROPE DES NOUVEAUX ORDINATEURS
par J. Stern

N° 204 NOVEMBRE 1988 32 F

(Publicité)

52-60, AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS



DIX MILLIARDS D'OREILLES SUR LA TERRE. POUR LA MUSIQUE. FANATIQUEMENT POUR. TOUJOURS PRÊTES À ENTENDRE LES DERNIÈRES NOUVELLES DU PLUS GRAND BOUCHE À OREILLE DU MONDE. PLUS FORT LA MUSIQUE ! NUMÉRIQUE, MAGNÉTIQUE, SUR LES ONDES OU DANS UN SOUFFLE, QU'ELLE NOUS FASSE DANSER COMME ELLE VEUT. ELLE NOUS VEUT VIVANTS, C'EST L'ESSENTIEL. ELLE VEUT DES REGARDS ÉLECTRISÉS, DES CHEVEUX DRESSÉS, DES FOULES ENTIÈRES SOULEVÉES. OU DES YEUX FERMÉS. ELLE PASSE EN COURANT, ÉLECTRIQUE. IL FAUT LA SUIVRE. TRENET PEUT CHANTER COMME UN FOU, GLENN GOULD ENVOÛTER SON PIANO, PRINCE RAMPER SUR LE DOS, NOUS N'IRONS JAMAIS PLUS VITE QUE LA MUSIQUE. À CONDITION QU'ELLE NE S'ARRÊTE JAMAIS. QU'ELLE CONTINUE EN RYTHME, COMME NOTRE POULS. NOUS VOULONS ÊTRE SÛRS QU'IL Y A UNE MUSIQUE APRÈS LA MORT, DE LA MÊME MANIÈRE QU'IL Y A DES SILENCES BOULEVERSANTS DANS LA MUSIQUE. NOUS N'AVONS JAMAIS SU GARDER LA MESURE. UN PIED SUR TERRE ET L'AUTRE EN L'AIR, NOUS VOULONS RESTER ÉTERNELLEMENT LES ENFANTS DE LA PREMIÈRE GRANDE PUISSANCE DU MONDE.

VIRGIN MEGASTORE
ON NE FERA JAMAIS ASSEZ DE PLACE
A LA MUSIQUE.



Proch

en appel

LE VILLAGE AUX

EGYPTE

Parture en son absence du pro

LA SCIENCE

Le 1er Congrès

King's College

Amphithéâtre

202 rue de

Amériques

BRÉSIL

La « Phalange rouge » a fait tuer treize détenus dans les prisons de Rio-de-Janeiro

parvenir dans de nombreuses régions du Sud sont « politiques et administratifs ». « Cela fait six mois que les tentatives de la Croix-Rouge et de l'ONU sont bloquées. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le massacre des populations animistes chrétiennes du Sud n'empêche pas les musulmans du Nord de dormir », a-t-il ajouté.

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

être perpétré uniquement pour attirer l'attention.

Des journalistes sont allés sur les lieux. Ils ont parlé avec des détenus. « Nous sommes une grande famille, ont dit ces derniers. Nous avons arrêté le travail par solidarité avec n o s chefs. Ils doivent être transférés. Là où ils sont, ils n'ont que de la nourriture avariée et sont privés de tout contact avec l'extérieur. »

Les chefs en question sont pour la plupart des trafiquants de drogue, qui ont leur Q.G. dans les favelas (bidonvilles) de Rio. Leur gang s'est formé dans les camps du régime militaire, quand les détenus politiques cohabitaient avec les délinquants de droit commun. Au contact des militants incarcérés, les voyous ont appris qu'ils ne devaient pas se voler, ni se violer entre eux, qu'ils devaient au contraire s'entraider. D'où le nom de Phalange rouge qu'ils ont donné à leur organisation, en souvenir de leur coexistence avec des gauchistes.

Aujourd'hui, les phalangistes ont oublié les règles de bonne moralité apprises avec les « politiques », mais ils restent parfaitement organisés : ils suivent leurs affaires depuis leurs cellules. Ils programment des hold-up, dirigent le trafic de cocaïne, et se constituent des trésors de guerre, qui servent à acheter les gardiens et financer des évasions. Il leur arrive aussi de fomenter des mutineries ou de lancer des grèves, comme celle, ponctuée de meurtres, qui a lieu en ce moment.

C.V.

SALVADOR

La guérilla a attaqué le QG de la garde nationale

L'armée vénézuélienne a ouvert une enquête, mardi 1^{er} novembre, sur la mort de quatorze villageois qui auraient été tués, selon des témoins, par des soldats samedi dernier. « La justice militaire va enquêter sur cette affaire et ira jusqu'au bout », a déclaré à la presse le ministre de la défense, le général Italo Valle de Alliegro. Environ 1 500 personnes ont assisté à l'enterrement, lundi, des quatorze paysans tués près de la frontière colombienne, à El Amparo, à 800 kilomètres au nord-ouest de Caracas.

Des témoins ont raconté avoir vu les soldats ouvrir le feu sans sommation, samedi, sur un groupe d'hommes qui préparaient un festin pour le lancement d'un nouveau bateau.

Deux survivants, tous deux pêcheurs, ont affirmé dimanche aux enquêteurs que toutes les victimes étaient des civils désarmés.

Selon un officier supérieur, les personnes tuées, samedi, étaient des guérilleros colombiens qui s'apprêtaient à saboter des installations pétrolières. Lundi, M. Teodoro Petkoff, ancien rebelle pro-cubain devenu l'un des dirigeants du troisième parti du Venezuela, le Mouvement pour le socialisme (MAS), a accusé l'armée d'avoir perpétré un « massacre effroyable contre des gens sans défense ». — (Reuters.)

Ce regain de tension survient après que le nouveau chef militaire du pays, le colonel René Emilio Poonsaqui, qui a remplacé le général Adolfo Blandon, « a rejeté les offres de négociations des rebelles. « Nous les voyons se servir du dialogue comme d'une tactique pour accéder au pouvoir. S'ils le veulent, ils doivent se soumettre au processus démocratique et aux jouets parlementaires », a déclaré le colonel, en ajoutant toutefois que l'armée respecterait la volonté du gouvernement civil si ce dernier souhaitait reprendre les pourparlers interrompus en octobre 1987. — (AFP, Reuter.)

Ouverture, en son absence, du procès du fils de Nasser

Le procès de l'organisation Révolution égyptienne, responsable de plusieurs attentats contre des diplomates israéliens et américains, s'est ouvert, mardi 1^{er} novembre, au Caire, devant la Cour supérieure de la sécurité de l'Etat.

gié, qu'il rentrerait en Egypte pour son procès. Le procureur général avait réclamé, en février, la peine de mort contre M. Khaled Abdel Nasser et dix autres membres présumés de Révolution égyptienne.

Le principal accusé, M. Mahmoud Nouredin, a déclaré à la presse qu'il ne regrettait rien. - *Je n'ai fait que mon devoir en combattant les services de renseignement israélien et américain.* -

Alors que dix-huit des vingt accusés étaient présents, l'accusé numéro 2, M. Khaled Abdel Nasser, brillait par son absence. Le fils aîné du président Nasser avait affirmé, à partir de Belgrade, où il s'est réfu-

(Publicité)

**CAPEL met
l'homme fort
à son aise**

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

- 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
- 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
- 13, rue de la République, 68001 Lyon
- 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

Centre Science, Technologie et Société
Cycle de conférences

« LA SCIENCE, LA GUERRE ET LA PAIX »

Mardi 8 novembre 1988 à 18 heures
L'ÉCONOMIE DE LA DISSUASION
 par le professeur Emma ROTHCHILD,
 King's College, Cambridge, et M.I.T.

Amphithéâtre C, accès 16

Conservatoire National des Arts et Métiers
292, rue Saint-Martin, 75003 PARIS
Tél. 40-27-21-09

L'homme
le plus long
s'habille
chez CAPEL

- 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
- 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
- 13, rue de la République, 69001 Lyon
- 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

(Publicité)

**PALESTINE :
UN AN
DE PIERRES**

Pour la première fois depuis des décennies, les Palestiniens de l'intérieur tiennent le haut du pavé. Ecrivain, ex-doyen de la Faculté de droit de Nancy, Jean-Paul Chagnollaud enquête sur les origines, les caractéristiques et les implications de cette Intifada.

Dans le numéro de novembre
d'Arabes.
en kiosques et en librairies
78, rue Joffroy. 75017 Paris
Tél. - 46 22 34 14

LA MONTRE DES MONTRES LA MONTRE DES MONTRES LA MONTRE DES MONTRES LA MONTRE DES MONTRES

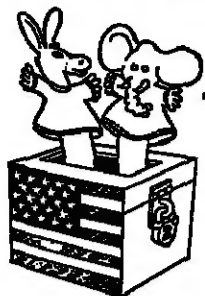
MDM GENEVE

HUBLOT

Boîtier en or, en acier ou en acier; bruceles en caoutchouc naturel. Eclanche à 50 m.

LA MONTRE DES MONTRES LA MONTRE DES MONTRES LA MONTRE DES MONTRES LA MONTRE DES MONTRES

ADX EN PROVENCE: Pellegrina • AJACCIO: Scaram • BORDEAUX: Fanchoux, Lamoignon • CANNES: Julien • GRENOBLE: Capelloni • HYERES: Joux • LA VALETTE DU MAR: Dancy • LILLE: Kahan • LYON: Molot • MARSEILLE: Papp • NANTES: Sphar • MONTI CARLO: Van Vliet • NANCY: Kahan • NANTES: Papp • NICE: Huet • NICE: AEROPORT: Sam • NIMES: Cassin • PAPERETS: Soudan • PARIS: Aflou, Barrot, Blom, Br, Boudet, Cal, Deschamps, Legendre, Ford, de Monty, de Philotte, Weng • PARIS AEROPORT: TONNEY ET 2: OJ Barrot • PARIS AEROPORT ONLY: SUD ET OUBIST: Poul • PARIS 2: Gaudin • ROUBIN: Bachelard • SAINT-DENIS: Julien • STRASBOURG: Kahan • TOULON: Barrot • TOULON: Verrier



Enquête

Les huit années à la Maison Blanche

Un héritage en trompe-l'œil

(Suite de la première page.)
L'inflation a été réduite, le chômage ramené à un niveau remarquablement bas (sauf pour les Noirs), mais la dette a été promue au rang d'ennemi public numéro un. Enfin, l'administration a tiré bien des traits de l'avenir, laissant s'accumuler une dette colossale et de graves déficits budgétaires et commerciaux — qui, il est vrai, commencent enfin à se contracter.

Mais l'Amérique « moyenne » semble fondamentalement satisfaite : 56 % des Américains, selon une récente enquête de *Time*, estiment que la politique économique de M. Reagan « a été bonne pour le pays », et une très forte majorité approuve la manière dont il a géré le problème majeur de la politique étrangère américaine : les relations avec Moscou.

On peut contester le bilan du « reaganisme », estimer que M. Reagan a ignoré ce qui ne cadrait pas avec ses principes, et hypothéqué l'avenir. Mais on ne conteste plus la surprenante réussite « personnelle » de cet homme qui, malgré un corps robuste et de solides convictions, a semblé souvent si fragile. Ce président a parfois frôlé la catastrophe, comme au sommet de Reykjavik : il s'est embarqué, tête la première, dans des entreprises incertaines, comme l'initiative de défense stratégique (IDS) et a connu des échecs pitoyables, comme l'« Irangate ». Mais il a toujours rebondi.

« Paix et prospérité »

Question de chance ? Chance de survivre à un attentat, chance de profiter d'une conjoncture mondiale favorable, chance de trouver un interlocuteur comme M. Gorbatchev ? Sans doute, mais on peut aussi bien considérer que M. Reagan a eu le mérite d'avoir quelques idées simples, mais efficaces, et de s'y être tenu :

réarmer l'Amérique, et ne négocier qu'en position de force, ne pas céder sur les droits de l'homme, mais ne pas, non plus, tout mélanger dans les négociations Est-Ouest, comme son prédécesseur avait tendance à le faire. Et puis, au plan économique, libérer les forces « naturelles » des États-Unis en essayant d'alléger le poids de diverses contraintes — au premier chef, les impôts.

Quelle que soit la part de la chance ou de la justesse des idées, certains résultats peuvent paraître impressionnants. En dépit de tous les sarcasmes suscités par ce qu'on a appelé, par dérision, les « reaganomics », l'expansion en est à sa sixième année consécutive, et l'homme que naguère la presse soviétique comparait à Hitler, et que bien des Européens de l'Ouest eux-mêmes considéraient comme un dangereux va-t-en-guerre, est allé prêcher à Moscou les mérites de la liberté après avoir signé le premier traité sur l'élimination d'une catégorie d'armes nucléaires. « La paix et la prospérité » ne sont pas que le refrain des discours républicains : pour une majorité d'Américains, c'est une réalité, à laquelle M. Reagan est, par la force des choses, associé.

C'est peut-être l'essentiel, mais, pour le reste, la « révolution reaganienne » ne s'est guère traduite dans les faits. Le rôle de l'État n'a pas vraiment diminué. Au contraire, concède un ancien conseiller économique de M. Reagan, « le gouvernement fédéral pèse d'un poids plus lourd sur l'économie américaine qu'au moment où Carter a quitté ses fonctions ».

La plupart des Américains subissent, au total, autant de prélèvements, la hausse des cotisations sociales (et des taxes locales) ayant compensé, et au-delà, la diminution des impôts. Dans tous ces domaines, M. Reagan et ses amis idéologues n'ont pas vraiment réussi à renverser la vapeur. Tout au plus ont-ils donné un coup de frein.

Quant à la « révolution morale », elle en est restée au stade des intentions, pour la bonne raison que les Américains n'ont pas suivi, et que M. Reagan lui-même n'a guère insisté, tant pour ce qui concerne l'avortement que la prière à l'école.

Le diable fiscal

Au bout du compte, l'emprunte du reaganisme ne sera pas forcément très profonde, ni très durable — et même les objectifs pour lesquels le président sortant s'est battu avec le plus de conviction risquent de ne guère lui survivre : le projet de « bouclier spatial » qu'était censée fournir, à long terme, l'IDS a toutes chances de se réduire comme une peau de chagrin, dès que M. Reagan aura quitté la Maison Blanche.

Mais l'heure des remises en cause et des réexamens n'a pas encore sonné, et, pour l'essentiel, le « message » reaganien continue à être entendu et à donner le ton. Le principe d'une défense forte reste acquis, et aucun homme politique sérieux ne se risque à plaider pour une réduction drastique des dépenses militaires, en dépit des contraintes budgétaires. M. Dukakis lui-même s'applique à apparaître « ferme » en matière de défense, quitte à revenir sur certaines de ses prises de positions passées, et M. Bush chausse pour l'instant les bottes de M. Reagan, même s'il ne nourrit de toute évidence pas le même enthousiasme pour l'IDS.

Même consensus en matière d'impôts. M. Bush jure tous les jours qu'il ne les augmentera pas. M. Dukakis affirme qu'il ne le ferait qu'en tout dernier ressort, mais il refuse absolument le moindre relâchement, et fait semblant de croire qu'une lutte plus sévère

contre la fraude suffira. La plupart des spécialistes — et la majeure partie de l'opinion — estiment qu'aucun des deux candidats n'est crédible sur ce point, mais aucun d'entre eux ne s'est aventuré à s'attaquer à ce dogme reaganien de base : les impôts, c'est le diable.

Carollais, il est impératif d'économiser sur les autres dépenses de l'État. C'est même là l'un des héritages majeurs de la présidence Reagan. En « institutionnalisant » le déficit budgétaire, l'actuel président prive de fait les démocrates de leurs outils préférés : les programmes sociaux, puisque toute dépense nouvelle ne peut qu'aggraver les choses.

Plus fondamentalement encore, l'Amérique de la fin des années Reagan reste convaincue que le conservatisme est une vertu et le libéralisme une tare — un libéral américain étant, en gros, un homme de gauche. Tout au début des années 80, M. Dukakis était bien défini comme « un progressiste libéral », mais depuis qu'il affronte son adversaire républicain il s'efforce de convaincre qu'il est, en réalité, plus conservateur que M. Bush.

Ce dernier ne renonce pas pour autant à broder sur le thème du « mot qui commence par un I » — comme s'il s'agissait d'une obscénité, tandis que M. Reagan va répétant que l'élection de novembre sera, comme l'ont été celles de 1980 et de 1984, « un référendum sur le libéralisme ».

Jamais, jusqu'à ces tout derniers jours, M. Dukakis n'a relevé le défi, jamais il n'a répondu qu'il était libéral et fier de l'être. Au contraire, il a affirmé cet été que l'élection 1988 portait « non sur l'idéologie, mais sur la compétence », — manière de concéder d'emblée la défaite sur le plan des principes. Ce n'est que dimanche 30 octobre, à dix jours de l'élection, qu'il s'est décidé à sortir enfin son drapeau de sa poche, comme beaucoup de ses partisans l'ajoignaient de la faire depuis longtemps, pour déclarer, sans insister outre mesure : « Oui, je suis un libéral, au sens où je suis fidèle à la tradition de Roosevelt, Truman et Kennedy ».

Volgate reaganienne

L'excessive prudence du gouverneur du Massachusetts n'est pas seule en cause : c'est bien l'ensemble du Parti démocrate qui se trouve mis en porte à faux, placé sur la défensive en matière d'idéologie, comme il l'est à propos des recettes et des dépenses budgétaires, ce qui est un bien curieux paradoxe pour un parti d'opposition.

D'ailleurs M. Reagan, comme pour couper ce qu'il reste d'herbe sous les pieds de ses adversaires, proclame que le Parti républicain d'aujourd'hui est l'héritier légitime du « parti de Truman » (auquel lui-même a appartenu jadis). C'est aussi l'actuel président qui, à la convention de La Nouvelle-Orléans, s'est écrié : « Que personne ne l'oublie, le changement, c'est nous ».

M. Bush a repris la formule, sans vraiment la développer, sinon pour dire qu'il voulait « une Amérique plus gentille, plus douce ». Mais c'est bien sûr avant tout à M. Dukakis qu'il revenait de définir ce que, lui, voulait changer. Il n'est jamais parvenu à le faire, par manque d'audace, de convic-



George Bush et le président Reagan à la Convention nationale républicaine.

tion, ou peut-être parce que M. Reagan, beaucoup plus que M. Bush, se trouvait sur son chemin.

Les problèmes de société — la drogue, le crime, l'éducation — auraient dû fournir aux démocrates un excellent terrain d'attaque. Mais c'est précisément là qu'ils ont reçu les coups les plus douloureux, leurs adversaires républicains jouant efficacement sur la réputation de « permissivité » associée dans l'esprit du public aux libéraux des années 60.

En politique étrangère, même les échecs les plus flagrants de l'actuelle administration — l'Amérique centrale, le Proche-Orient — n'ont pas été l'occasion d'exposer d'autres projets, d'autres idées,

ces deux sujets étant, pour diverses raisons, pratiquement exclus de la campagne.

Sur les relations Est-Ouest, la place de l'Amérique dans le monde, comme sur l'économie, M. Dukakis n'a pas non plus dit grand-chose de notable. Peut-être parce qu'il n'avait rien à dire, mais peut-être aussi parce qu'il avait choisi, jusqu'à ces derniers temps, de faire campagne au centre, et que le centre — ou ce qu'on appelle ici la « *mainstream America* », le « courant principal » de l'Amérique — reste, au terme de ces huit années, assez largement acquis à la vulgate reaganienne.

JAN KRAUZE.

L'envers du décor

SEPT cent cinquante mille sans-abri (dont cent mille enfants), un Américain sur sept dépourvu de toute forme d'assurance-maladie, 13,5 % de la population vivant au-dessous du « seuil de pauvreté » — avec une proportion beaucoup plus forte pour les Noirs et les Hispaniques : l'Amérique est peut-être prospère, mais bien des Américains ne le sont pas, et huit années de présidence Reagan n'ont nullement comblé les lacunes d'une société profondément inégalitaire.

Au contraire, les contrastes se sont aggravés, les revenus des plus riches ont progressé nettement plus vite que ceux des plus modestes, tandis que l'administration poussait le Congrès à tailler dans toutes sortes de programmes sociaux, réduisant à la portion congrue les subventions destinées à la construction de logements à bas prix. Si l'on ajoute à cela que l'équipe Reagan a semblé pour une grande part se désintéresser de la promotion des droits des Noirs et des Hispaniques, qu'elle a échoué dans sa lutte pour enrayer le trafic et la consommation de drogue, et que les prisons se sont remplies sans que les rues des villes américaines soient devenues plus sûres, on peut sans mal composer un tableau sinistre des États-Unis d'aujourd'hui.

Si le pasteur Jackson a suscité un tel écho au cours de la campagne des primaires, ce n'est pas seulement parce qu'il est noir et doué d'un charisme personnel infiniment supérieur à ceux des deux « finalistes » de la compétition. C'est aussi parce que lui seul s'est vraiment fait le porte-parole de l'Amérique des laissés-pour-compte, et que cette Amérique-là existe, tel un ramard, même pour beaucoup.

Mais l'administration Reagan refuse le procès qu'on lui fait, en affirmant d'abord que la réduction du chômage et de l'inflation était le plus grand service à rendre aux « pauvres ». De fait, le fameux « indice de misère » (qui est la somme des taux d'inflation et de chômage, et fut inventé par M. Carter pendant la campagne de 1976 avant d'être retourné contre lui par M. Reagan en 1980) a diminué de plus de moitié : 21 % en 1980, environ 10 % aujourd'hui.

J. K.

Une morale à la carte

APRÈS les désordres du Watergate et le « malaise » des années Carter, il est admis que Ronald Reagan fit à nouveau rêver l'Amérique. Un rêve codifié, bien sûr. Car ce président, qui, la main sur le cœur, saluait le drapeau et faisait qu'un « jour nouveau » se levait chaque matin sur des millions de « petites maisons sur la colline », incarnait pleinement un certain idéal moraliste et bien-pensant. Tout renaît dans l'ordre donc, un peu trop même.

En 1980, devant les cris de victoire anticipés des chœurs de la révolution morale qui avaient fait de Ronald Reagan « leur » candidat, les organisations de défense des droits civiques s'offrirent une pleine page de publicité dans le *New York Times* pour constater : « Il ne reste plus qu'à faire ses prières... »

Huit ans après, alors que le vicaire révérend Falwell, le voix mouillée, le vieux pasteur qui s'en va de « meilleur leader depuis Lincoln », les manifestations contre l'avortement, qui se multiplient à l'heure actuelle, montrent qu'à l'évidence la croisade morale n'a pas été si efficace. Elle connaît même son pire échec l'an dernier lorsque le juge ultra-conservateur, Robert Bork, fut écarté de la Cour suprême — ce régulateur ultime de la société, — où M. Reagan entendait le placer.

« Grand communicateur » ou « grand prestidigitateur » ? Ce président divorcé, peu pratiquant et père d'une famille aux liens relâchés, a réussi jusqu'au bout à entretenir l'illusion, alors même que la « jour nouveau » promis à l'Amérique était chaque fois plus brumeux, et que la Maison Blanche, tiraillée entre les intérêts particuliers, n'avait plus rien d'immaculé.

Il y eut bien sûr l'« Irangate », ce complot au sein du cabinet, révélé en 1986 et destiné à vendre des armes en secret à l'Iran pour mieux financer la Contre-antisandinisme au Nicaragua. Et l'on découvrit comment des

membres peu scrupuleux du Conseil national de sécurité réussirent à court-circuiter et George Shultz, secrétaire d'État, et Casper Weinberger, secrétaire à la défense. Un scandale national dans lequel Ronald Reagan, bafoillant, se contredit plusieurs fois sur le rôle qu'il avait lui-même joué. Election aidant, l'heure des éclairements sur cette affaire a été repoussée au lendemain du scrutin, où devrait se tenir le procès du principal protagoniste, l'ex-lieutenant-colonel Oliver North.

Plus de cent scandales !

Il y eut enfin et surtout une profusion rare de petits « scandales » à l'intérieur même de l'équipe Reagan. Et *Time Magazine*, qui s'amusa à les compter, en trouva plus de cent en huit ans ! Certains ténors de la politique furent les premiers touchés, dont Raymond Donovan, l'ancien secrétaire au travail qui, soupçonné d'avoir des liens avec la mafia et d'avoir « escroqué » 7,4 millions de dollars au métronew-yorkais, fut, en 1985, le premier membre à part entière du cabinet à démissionner dans l'histoire américaine sous des accusations criminelles.

L'ancien ministre de la justice et ami très proche du président, Edwin Meese, avocat fervent d'une éthique rigoureuse qu'il était le premier à enfreindre, finit par partir lui aussi après avoir longtemps tenu tête à la cabale menée contre lui. Compromis dans une fumeuse affaire d'« oléoduc irakien jamais construit, pour lequel il avait envisagé de donner des pots-de-vin (jamais versés) aux Israéliens en échange de leur « protection », il fut blanchi de justesse par la commission d'enquête.

Par ailleurs, sans même attendre les révélations du journaliste Bob Woodward sur la CIA, il était de notoriété publique que William Casey, l'ancien directeur de l'Agence, aujourd'hui démis, avait réussi quelques fois coups de Bourse grâce aux renseignements confi-

lés auxquels il avait accès. Sa mort mit fin à toute chance de connaître la vérité sur cet « Irangate » dont il fut le personnage-clé.

Enfin, forte du principe que servir l'État n'exclut pas de s'enrichir personnellement, beaucoup se sont donné bonne conscience en soulignant qu'ils étaient, ou seraient, mieux payés dans le privé. Ce qui valut à deux anciens conseillers de la Maison Blanche, MM. Deaver et Nofziger, d'être condamnés pour « trafic d'influence » après avoir un peu trop monnayé leur intimité avec la présidence.

Dans pareil contexte, on pourrait s'étonner de cette « morale à la carte » du public américain, si indulgent à l'égard de ceux qui ignorent ou tournent la loi et si rigoureux pour la moindre entorse aux bonnes mœurs. En témoignent les méseures de l'ex-favori démocrate Gary Hart, contraint de quitter la course à la présidence pour un week-end extrajudicial avec un mannequin de Miami ; ou, dans une moindre mesure, celles de Joe Biden, cet autre démocrate obligé de se retirer pour avoir « emprunté » quelques lignes à l'éloquence d'un leader travailliste britannique, alors que les livres récemment écrits par les peu reconnaissants amis de M. Reagan décrivent à l'envi un président « préfabriqué » pour la télévision, dont chaque trait d'aspiré est préparé à l'avance.

Après pareil examen de passage, si tatillon que bien peu d'actuels leaders de par le monde l'auraient réussi, on peut aussi s'interroger sur une campagne électorale qui monte en épingle le peu de goût de M. Dukakis pour le drapeau ou le peu d'empressement de M. Quayle (collègue de M. Bush) à aller le servir au Vietnam, alors que sont lissées en suspens des questions, autrement plus graves, sur le rôle peu clair joué par le vice-président Bush dans cet « Irangate » qui fut après tout le plus grand scandale de la présidence qui s'achève.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

PIAGET



Enquête

du président Ronald Reagan

Prospérité économique sur fond de déclin...

Il était venu pour célébrer une ère de croissance, et de confiance retrouvée, d'une Amérique humiliée peu avant par les Iraniens : Ronald Reagan va quitter la présidence sur le grand air du déclin. Il n'est jusqu'à Henry Kissinger qui, dans son « mémo » adressé au futur président des Etats-Unis, ne remarque qu'en 1950 les Etats-Unis produisaient 52 % de l'ensemble des biens et services du monde. Aujourd'hui, ils n'en produisent plus que 22 %.

Cette idée abstraite d'un déclin de l'Amérique a été alimentée par le livre *Montée et déclin des grandes puissances* (1) de l'historien britannique, disciple de Toynbee, Paul Kennedy, qui concluait qu'« instinctivement les grandes puissances en déclin relatif dépendent davantage pour leur sécurité, au détriment des investissements productifs ». Mais elle n'aurait jamais reçu l'écho qu'elle a eu si les Américains n'avaient eu le sentiment d'être confrontés à une compétition qu'ils ne gagnaient pas toujours et à un déferlement, sur leur sol, des investissements japonais et européens. Non seulement une part importante des automobiles qu'ils achètent est japonaise. Mais décident-ils de structurer leur industrie automobile par des coupes claires dans les effectifs et par des investissements colossaux qu'ils ne parviennent toujours pas à rattraper leur retard. L'écart de prix d'un modèle « compact » vendu à San-Francisco est aussi élevé entre Ford ou GM et Toyota ou Nissan en 1987 qu'en 1979.

Des pans entiers de l'industrie américaine ont ainsi vu croître la concurrence étrangère aux Etats-Unis : le textile, la machine-outil, les produits électroniques ou la sidérurgie ont dû céder le pas, depuis 1980, dans des proportions parfois importantes (jusqu'à 30 %). Quand des touristes américains veulent passer leurs vacances à l'hôtel à Hawaii, ils n'ont pratiquement aucune chance de le faire ailleurs que dans un hôtel japonais. Comme si les Japonais avaient décidé d'acheter Pearl-Harbor à défaut de le prendre. Des bâtiments aussi prestigieux que le siège d'Exxon à New-York, le Citicorp Center à San-Francisco ou l'Arco Plaza à Los Angeles sont désormais japonais. Quand un journaliste du *New York Times* écrit « Buying into America », il démontre que ces avoirs détiens par les étrangers aux Etats-Unis — quelque 1 500 milliards et une progression de 150 milliards par an — conduisent à une perte de contrôle politique de l'Amérique.

En fait, comme le dit Félix Rohatya, l'un des penseurs démocrates, associé gérant chez Lazard Frères, « les Etats-Unis deviennent une puissance de second ordre. On mesure mal le degré de dépendance à l'égard du capital étranger auquel nous sommes arrivés. Non seulement pour financer les investissements mais aussi, ce qui est nouveau, pour financer le gouvernement américain lui-même ».

Le dilemme américain est celui d'un pays passé, en un lustre, de premier créancier du monde à premier débiteur. Il est simple : les déficits (extérieur et budgétaire) obligent à attirer des capitaux étrangers qui, en se plaçant non seulement en bons du Trésor mais aussi en actifs industriels ou immobiliers, soulèvent de plus en plus de réticences internes. La loi sur le commerce (Trade Bill) finalement adoptée en août 1988,

qui avaient conduit l'Amérique, à la fin des années 60, à la stagnation des gains de productivité, au recul de l'épargne, à l'insuffisance des investissements productifs, au dérapage continu des dépenses publiques, à une inflation montante et à une croissance pénible. Vaincre l'inflation et relancer la croissance passaient donc par une réduction simultanée des dépenses publiques et des impôts.

Dès son arrivée au pouvoir, en 1981, le président a fait approuver la réduction de 25 % en trois étapes de l'impôt sur le revenu (avec notamment un abaissement du taux marginal de 70 à 50 %). L'autre grande réforme fiscale, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1987, a poursuivi la politique d'abaissement des taux (barème ramené à deux taux — 14 et 28 % — pour les personnes physiques, et taux réduit de 46 à 34 %).

Le « moins d'Etat » a aussi été sensible dans une déréglementa-

tion engagée par Jimmy Carter mais systématisée sous Ronald Reagan. Commencé par la dérégulation du transport aérien, ce mouvement a touché ensuite les transports routiers et ferroviaires, les télécommunications et le secteur financier. Pour le meilleur et pour le pire : les coûts des transports et des télécommunications ont été abaissés pour les usagers, l'épargne a été mieux rémunérée, mais des lignes aériennes non rentables ont été fermées, des caisses d'épargne ont fait faillite, retards et files d'attente paralysent les aéroports. Sans parler du krach du 19 octobre 1987 issu des excès de la Bourse, nourris par une vague de prises de contrôle financières à crédit.

Les économistes libéraux (2) mettent pourtant en exergue les résultats de cette politique : repartie en 1982, l'économie américaine a enregistré depuis lors sa plus longue phase d'expansion depuis la guerre ; elle a créé de ce fait plus de quinze millions d'emplois et ramené le taux de chômage de 9,5 à 5,4 % de la population active. Quant à l'inflation, enrayée par la politique monétariste de la banque centrale au début des années 80 et par la détermination manifestée par la Maison Blanche à l'occasion du conflit salarial avec les contrôleurs aériens, elle n'a toujours pas reparu. Enfin, en termes de productivité, l'industrie américaine a regagné un peu du terrain perdu, du moins sur les Européens.

Mais les dépenses publiques, dont la réduction devait être corrélative à la baisse des impôts, n'ont pu être maîtrisées. Les dépenses militaires ont continué de croître. Comme le rappelle Henry Kissinger dans son « mémo », les engagements des Etats-Unis hors de leurs frontières sont énormes : plusieurs centaines de milliers de soldats répartis dans quelque trente pays, l'appartenance à quatre pactes de sécurité régionaux, des traités de défense mutuelle avec plus de quarante pays, la fourniture d'une aide économique et militaire à une centaine d'Etats. De quoi étayer largement la thèse de Paul Kennedy.

Les dépenses civiles n'ont pas été réduites autant qu'elles devaient l'être, et il a fallu une loi Gramm-Rudman pour contraindre la Maison Blanche et le Congrès à un peu plus de rigueur. L'ancien directeur du budget de Reagan, David Stockman, montre bien l'évolution de certains libéraux. Dans un livre intitulé *Le Triomphe de la politique* publié en 1986, il reconnaît qu'il était fou de remettre en question les dépenses d'intervention sociale et économique de l'Etat : « Le refus que les hommes politiques opposent à une réduction significative de l'Etat-providence n'est pas arbitraire, il correspond bien aux préférences des électeurs ». Des organismes comme le département de protection sociale, dont la destruction était annoncée, n'ont donc pas été remis en cause.

Retour de l'Etat ?

Or cela n'a pas empêché les inégalités de s'aggraver. Les vingt premiers pour cent de la population reçoivent 43,7 % de tous les revenus, tandis que les vingt derniers n'en obtiennent que 4,6 %, soit une différence aussi forte qu'au lendemain de la guerre. Et comme l'écart de salaires entre Blancs et Noirs s'est élargi depuis huit ans, un Noir sur trois vit aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté (11 500 dollars par an pour une famille de quatre enfants) contre un Blanc sur dix. Tous les ferments d'une société duale à fondement raciale sont de nouveau en place.

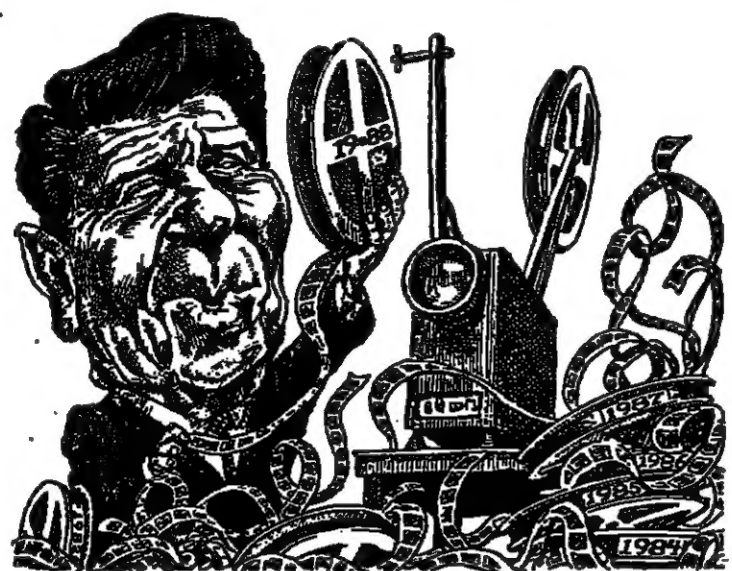
L'autre échec majeur de Ronald Reagan, c'est que le revenu disponible laissé aux Américains par les deux réformes fiscales ne s'est pas transformé en épargne mais en une consommation qui a fait écrire à Alfred Malabre, du *Wall Street Journal*, que l'Amérique vivait « au-dessus de ses moyens ». Bon an, mal an, le pays a ainsi un déficit d'épargne de 140 milliards de dollars qui oblige à faire appel à l'extérieur pour boucher les trous. Et comme les Japonais ont, eux, un excédent d'épargne de 100 milliards de dollars, cela fait dire à Jean-Claude Trichet, le directeur français du Trésor, que si cela devait durer les Japonais pourraient en vingt ans acheter l'ensemble des sociétés cotées à Wall Street. Une manière de dire que cela ne peut pas durer.

Voilà pourquoi le nouveau président américain devra attaquer plus vivement le problème des déficits pour accélérer un infléchissement de tendance trop lent à se manifester. Ne serait-ce que parce que le dollar, monnaie de réserve internationale, ne peut durablement être fondé sur des déficits.

Certes les admirateurs du modèle reaganien, tel Paul Mentré, président du Crédit national, ont-ils raison de souligner que personne ne parle de traiter ce problème par la résurrection de l'Etat-providence ou par la « réréglementation ». Mais le protectionnisme connaît en la dérégulation compétitive du dollar à laquelle nous assistons depuis deux ans ne sont-ils pas les promesses d'un certain retour de l'Etat ?

BRUNO DETHOMAS.

(1) *Le Monde* du 22 avril.
(2) Au sens économique et non au sens politique selon lequel un « libéral » est, aux Etats-Unis, « de gauche ».



Dessin extrait de « The Economist ».

qui élargit la notion de pratiques commerciales déloyales à celle visant à améliorer la compétitivité et celles — nombreuses — tendant à limiter les investissements étrangers, n'a pas d'autre origine. Le protectionnisme n'est peut-être pas la manière la plus ingénieuse de réduire le déséquilibre américain, car une purge qui comblerait rapidement les déficits américains entraînerait inévitablement une récession dans les autres pays industrialisés. Il y a donc quelque hypocrisie à réclamer une telle politique.

Inflation maîtrisée

C'est un peu injuste, il est vrai, de ne retenir de la politique économique menée par Ronald Reagan que ces deux monstres trous du budget et des échanges extérieurs. La « reaganomie », puisque tel fut le nom donné à cette politique, était fondée sur le rejet des politiques keynésiennes

Le temps Piaget ne se mesure qu'en Or

PIAGET



Or 18 carats. Quartz, étanche

Aldebert

A Paris: 16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
6, fg Saint-Honoré
70, fg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot
A Cannes: 19, La Croisette
A Monte-Carlo: 3, av. des Beaux-Arts

Le Monde
EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL
POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

SINORG & CAM. SERVEUR

Tél. : (1) 45-38-70-72

CLASSE AFFAIRES AMERICAN AIRLINES

PLUS D'ESPACE

PLUS DE CONFORT

6 FAUTEUILS

PAR RANGÉE

ET SEULEMENT

UN VOISIN



American Airlines

4 vols quotidiens sans escale au départ de Paris-Orly. Correspondances vers 200 destinations en Amérique du Nord (dont certaines en liaison avec notre partenaire régional American Eagle). Pour vos réservations, appelez votre agent de voyages ou contactez-nous au (1) 42.89.05.22. En province, contactez notre agent général Loisirs S.A.

Europe

La remise du prix Charlemagne à MM. Kohl et Mitterrand Les bons élèves de la classe européenne

AIX-LA-CHAPELLE
de notre envoyé spécial

Cela ressemble à une distribution solennelle des prix dans un collège de Jésuites d'une ville de province : prêts en carmin violet et calotte pourpre, notables encadrés, discours de circonstance, musique bien tempérée. La remise à MM. Kohl et Mitterrand de la ville d'Aix-la-Chapelle devait rappeler de très vieux souvenirs scolaires au président français. Provinciale jusqu'au bout des ongles et soucieuse d'assurer sa promotion aux moindres frais, la municipalité d'Aix-la-Chapelle utilise, depuis 1949, un sponsor dont la fidélité ne s'est jamais démentie : l'empereur à la barbe fleurie, Karl der Grosse pour les Allemands, Charlemagne pour les Français, qui installa à y a plus de mille ans sa résidence principale dans ce lieu.

Ce prix, destiné à récompenser des personnalités politiques ayant œuvré pour l'unification européenne, compte parmi ses lauréats d'illustres personnalités : Jean Monnet et Konrad Adenauer dans les années 50, plus près de nous Simone Veil et le roi Juan Carlos d'Espagne. La mode, instaurée par les Nobels, des prix collectifs ou accordés conjointement à deux personnalités a également inspiré le comité, qui a honoré « la Commission européenne » et « le peuple luxembourgeois ». L'usage veut que les anciens lauréats assistent, chaque année, à la Toussaint, à la remise du prix, ce qui permet au bourgmestre de la ville d'attirer sur lui les feux de

l'actualité et de parader en compagnie de grands de ce monde et de têtes couronnées sans grever par trop le budget communal : la frappe d'une ou deux médailles et un banquet suffisent.

Le président de la République avait cependant provoqué quelques sursauts froids chez les organisateurs. Comme à son habitude, il n'avait pas transmis par avance son discours de remerciements. M. Otmar Braun, responsable du service de presse de la ville, ignorant que la parole de Dieu n'est révélée que du haut de la chaire, s'était permis une machine à vapeur : l'insertion, dans le dossier de presse, de la lettre de l'ambassade de France regrettant de ne pas pouvoir faire parvenir le texte du discours et agrémentée d'un gros point d'exclamation vengeur.

Figures imposées

Le président de la République avait invité les amis et la famille — son frère Robert et sa belle sœur, Roland Dumas, Michel Tournier, Antoine Vitez et quelques journalistes triés sur le volet — à participer à l'ensemble des cérémonies, dont un office pontifical de soixante-dix minutes où l'on put voir un bon levit vicine d'un claqueuse masculine au jogging suivre la messe sans broncher, appuyé sur une béquille, et un roi d'Espagne pleurer derrière ses Ray-Ban : une méchante branche lui avait frotté l'œil, la veille, au cours d'une partie de chasse.

L'éloge des deux meilleurs élèves de la classe européenne avait été confié au président fédéral, Richard von Weizsäcker, qui se tira avec brio de ces figures imposées, dans un discours très politique appelant les Européens à l'union monétaire dans l'esprit de Charlemagne : celui-ci avait mis en circulation le denier d'argent, anctore du pfennig allemand, qui avait cours sur tout le territoire de l'Empire. Richard von Weizsäcker, évoquant la situation dans la partie orientale de l'Europe — celle qui ne fut jamais carolingienne — lança un vibrant appel à ne pas oublier le destin des peuples de « l'autre Europe ».

Les réponses des récipiendaires furent, on pouvait l'imaginer en une telle circonstance, sans surprise. Le chancelier Helmut Kohl vanta l'esprit de compromis qui permet les grandes avancées européennes, comme l'Acte unique, et François Mitterrand, s'appuyant sur l'image de ce Charlemagne inventeur de l'école glorifiée par les livres scolaires de la troisième République et tournée en dérision par France Gall, mit en garde ses auditeurs : « L'Europe de la culture se défait ! » s'écria-t-il avant de se lancer dans un plaidoyer pour la coopération européenne en matière de création audiovisuelle. « L'Europe de la culture est un ciment trop inutilisé », ajouta le président de la République, qui se préparait ainsi aux négociations du prochain sommet franco-allemand de Bonn, où, jeudi et vendredi, cette question sera à l'ordre du jour.

LUC ROSENZWEIG.

RFA : les liaisons avec Berlin-Ouest

La création d'une compagnie franco-allemande aérienne suscite d'intenses controverses

BONN
de notre correspondant

Au mois de juin 1988, Américains, Britanniques, Français et Soviétiques s'étaient entendus pour que d'autres compagnies aériennes que les trois actuellement autorisées à desservir Berlin-Ouest (Panam, British Airways et Air France) puissent avoir accès à la desserte de cette ligne. Dans cette perspective, Air France et la compagnie nationale ouest-allemande Lufthansa fondaient une filiale commune, Euroberlin France, pour aborder ce marché dans les meilleures conditions (le Monde du 22 juin). Dans cette compagnie de droit français, dont Air France détient la majorité du capital et dont le directeur est l'ancien représentant d'Air France en RFA, M. Jean Signoret, la présence minoritaire de Lufthansa inquiète les Soviétiques. Ceux-ci, si l'on en croit le magazine *Der Spiegel*, voient dans cette entreprise

Euroberlin-France, la nouvelle société de transport aérien franco-allemande qui doit assurer la desserte de Berlin-Ouest au départ des principales villes de RFA pourra-t-elle faire décoller ses appareils la semaine prochaine, comme prévu ? Les négociations entre les attachés de l'air représentant les Alliés — garants du statut de l'ex-capitale du Reich et responsables de l'organisation du trafic aérien — ont été intenses ces derniers jours et n'ont pas encore abouti.

franco-allemande une manière de détourner la réglementation en vigueur depuis la fin de la guerre, qui n'autorise qu'aux compagnies aériennes des États garants du statut de la ville l'accès aux couloirs aériens vers Berlin-Ouest.

Cette inquiétude soviétique a pu être nourrie par une présence insuffisante d'Air France sur le terrain ces dernières semaines. Le soupçon s'est installé : Euroberlin-France ne serait-il qu'un paravent pour Lufthansa ? Selon les milieux diplomatiques occidentaux, les demandes d'informations soviétiques sur Euroberlin-France ont été formulées

« à un niveau assez bas » et l'on se montre assez confiant quant à une solution. Mais aux objections soviétiques, s'ajoutent aujourd'hui les obstacles mis par les compagnies américaines à l'entrée sur le marché d'Euroberlin. Ceux-ci ne sont pas d'ordre politique, mais commercial. Panam et TWA, qui assurent 70 % du trafic, craignent que cette nouvelle société, qui emploie des pilotes britanniques, moins « chers » que le personnel français ou américain, leur fait une concurrence déloyale. Toutefois, les négociateurs français se montrent optimistes sur l'issue du marchandage avec les compagnies amé-

ricaines. Dans ce domaine, les choses ont cependant peu de chances d'évoluer avant le 8 novembre, date de l'élection présidentielle américaine ; on saura alors si le nouvel élu à la Maison Blanche doit renouer Panam pour ses contributions à la campagne électorale.

« Tout est prêt pour le démarrage d'Euroberlin-France », déclare-t-on au siège d'Air France à Paris — mais les vols ne commenceront qu'une fois l'accord signé ». Le Sénat de Berlin-Ouest manifeste une certaine irritation devant ces discussions interalliées qui ressemblent, selon le chef du groupe parlementaire chrétien démocrate de cette assemblée, « à une discussion de marchands de tapis ».

La compagnie British Airways n'a pas attendu la conclusion de l'accord pour mettre en service une ligne Francfort-Berlin dans son horaire d'hiver, alors que, depuis trois ans, cette liaison était un monopole de Panam.

L. R.

URSS

M. Sakharov s'inquiète de la concentration des pouvoirs résultant des réformes politiques

Plusieurs intellectuels soviétiques partisans de la « perestroïka », dont l'académicien Andreï Sakharov, se sont déclarés inquiets, au cours d'une réunion avec des sociologues américains, mardi 1^{er} novembre, de la concentration des pouvoirs qui entraînerait les réformes politiques élaborées par M. Mikhaïl Gorbatchev.

Les historiens Iouri Afanassiev et Leonid Babkine, le dramaturge Alexandre Guelman, se sont fait l'écho des préoccupations de M. Sakharov lors de cette réunion, organisée à Moscou par l'hebdomadaire soviétique *Ogoniok* et dont le *New York Times* a rendu compte. Bien que le projet de loi électorale et les projets d'amendements à la Constitution publiés les 22 et 23 octobre aient en principe pour but de démocratiser le système politique, ils aboutissent en fait à investir le numéro un d'un « pouvoir absolu », a souligné M. Sakharov.

« Aujourd'hui, cela va être Gorbatchev, a poursuivi l'ancien dissident. Demain, ce sera quelqu'un d'autre, et il n'existe aucune garantie, il faut le dire franchement, aucune ». Le Prix Nobel de la paix a également fait remarquer que le projet de loi électorale restreignait le rôle de mouvements politiques alternatifs tels que les fronts populaires récemment créés dans les républiques soviétiques.

« Tout cela est une question extrêmement sérieuse, dont dépend extrêmement le destin du pays », a ajouté M. Sakharov.

Ces intellectuels, tous de fervents supporters de M. Gorbatchev, ont, en outre, attiré l'attention sur plusieurs aspects des réformes politiques qui leur paraissent susceptibles de nuire à l'Assemblée législative ne seront pas élus directement, mais choisis par le nouveau Congrès, dont un tiers des membres ne sera pas non plus élu, mais

désigné par diverses organisations du Parti communiste ; seuls les mouvements fédéraux pourront proposer des candidats ; et le président pourra légiférer par décret entre les sessions législatives. Ils ont enfin regretté les récessus décrétant limitant le droit de manifester.

Les projets de loi sur ces réformes doivent être soumis au vote du Soviet suprême le 29 novembre.

Par ailleurs, les principaux dirigeants de l'Opposition ouvrière dont Alexandre Chliapnikov, victimes des répressions staliniennes à la fin des années 30,

ont été réhabilités, a annoncé, mardi, la télévision. L'Opposition ouvrière avait été constituée en 1921, lors d'une réunion de représentants syndicaux, mais son programme avait été rejeté par le dixième congrès du PC (mars 1931). A la fin des années 30, les leaders de ce courant avaient été persécutés pour activités antisoviétiques. Chliapnikov et S. Medvedev avaient été condamnés à mort en 1937. Des « accusations infondées », de même que pour treize de leurs amis, reconnaît aujourd'hui la Cour suprême.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Neuf opposants toujours détenus en dépit de l'amnistie

Neuf opposants arrêtés à la mi-octobre en Tchécoslovaquie sont toujours en détention, malgré l'amnistie, décrétée le 27 octobre pour les délits passibles de moins de deux ans de prison (le Monde du 29 octobre), a indiqué, mardi 1^{er} novembre, à Prague, le VONS (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies).

Les chefs d'inculpation retenus contre plusieurs de ces personnes auraient, selon leurs avocats, été « requalifiés » à la veille de l'amnistie, de manière que les peines encourues dépassent les deux ans de prison.

Quatre de ces opposants sont poursuivis pour avoir signé une lettre ouverte accusant, notamment, les dirigeants du pays d'être responsables de la mort en prison, le 26 avril dernier, du détenu politique

Pavel Wouka. Quatre autres sont inculpés pour avoir diffusé des tracts appelant à la manifestation interdite du 28 octobre (le Monde du 30-31 octobre). Le dernier de ces accusés était à Brno (Moravie) une revue culturelle indépendante.

Les avocats estiment cependant que certains opposants politiques devraient pouvoir bénéficier de réductions de peine en vertu des mesures d'amnistie décrétées à l'occasion du sixième anniversaire de la République.

Enfin, le dramaturge Václav Havel, de la Charte 77, un des derniers opposants détenus depuis jeudi — à la veille de la manifestation marquant cet anniversaire, — a été libéré de la nuit de lundi à mardi. — (AFP.)

TURQUIE

Amnesty International dénonce les violations des droits de l'homme

Selon un rapport d'Amnesty International publié, mercredi 2 novembre, à Londres, plus de 250 000 personnes ont été arrêtées pour des raisons politiques en Turquie au cours des huit dernières années. La plupart ont été torturées. En dépit de la diminution du nombre des interrogatoires, aucun changement fondamental n'est intervenu dans la nature des violations des droits de l'homme dans ce pays depuis le rétablissement du pouvoir civil en novembre 1983. L'année dernière, 17 prisonniers politiques seraient morts après avoir été torturés.

Bien que la Turquie ait ratifié la convention des Nations unies contre la torture en août 1988, l'organisation de défense des droits de l'homme affirme avoir reçu, depuis, plus de vingt rapports faisant état de tortures (passages à tabac systématiques, suspensions par les poignets, décharges électriques, sévices sexuels, privations de nourriture, de boisson et de sommeil).

Amnesty International note que les tribunaux militaires continuent, malgré la fin de l'état d'urgence, à examiner les affaires politiques. En avril 1988, plus de 5 300 personnes, dont 1 400 étaient toujours en prison, attendaient leur comparution devant des cours militaires. L'organisation demande enfin au gouvernement d'Ankara d'abolir la peine de mort, 700 condamnés à mort sont actuellement dans les pénitenciers mais aucune exécution capitale n'a eu lieu depuis 1984.

« M. Marcelino Oreja, « Européen de l'année », — La Fondation européenne des sciences, des arts et de la culture vient de désigner Marcelino Oreja, ancien ministre espagnol des affaires étrangères, secrétaire général du conseil de l'Europe, comme l'« Européen de l'année ». Le professeur André Lwoff, prix Nobel de médecine, et M^{me} Simone Veil lui remettront cette distinction, le mercredi 30 novembre, dans les salons du Sénat à Paris.



OPERATION 89 POUR L'EQUALITE



1. Hazlem. Desir.
2. H. Boudiema. 3. M. Bouth.
4. E. Gheballi. 5. K. Titus. 6. P. Aidenbaum. 7. D. Assouline. 8. A. Begag. 9. P. Boudieu. 10. G. Boulanger. 11. J. Brunerie-Kaufmann. 12. J.D. Bredin. 13. J.F. Batiellier. 14. J. Benguigui. 15. B. Breytenbach. 16. G. Bedas. 17. P. Bergé. 18. A. Benshemoun (UEJF). 19. P. Chereau. 20. M. Charrel. 21. Costa Gavarrs. 22. V. Colucci. 23. M. Cardinale. 24. M. Comtal-Dupart. 25. A. De Caunes. 26. J. Dray. 27. M. Duras. 28. G. Deleuze. 29. J. Derrida. 30. M. Dibango. 31. I. De Bonkole. 32. M. Ewange-Epee. 33. A. Fressard. 34. L. Fernandez. 35. M. Gallo. 36. F. Guatten. 37. M. Gotlib. 38. Mgr. Geillor. 39. H. Hamon. 40. M. Haller. 41. B. Henri. 42. G. Keff. 43. G. Konop-

n France, deux cents ans après la Révolution, la citoyenneté n'est toujours pas la même pour tous.

Habitants d'une commune, quelque soit notre nationalité, nous payons tous les impôts locaux, nous avons tous les mêmes devoirs, nous respectons tous les mêmes lois.

Pourtant, lorsqu'il s'agit d'être ceux qui nous représenteront, les immigrés, eux, sont exclus du choix.

Être égaux en devoirs mais ne pas l'être en droits, c'est une curieuse conception de l'égalité.

C'est une injustice et c'est un obstacle à l'intégration.

Aux élections à la Sécurité Sociale, nous votons tous dès lors que nous cotisons.

Dans l'entreprise, nous votons tous dès lors que nous travaillons.

Déjà dans plusieurs pays européens les immigrés participent aux élections locales.

Le Parlement Européen lui-même s'est prononcé en faveur de ce droit.

Vivre ensemble, réussir l'intégration des immigrés dans la société française, c'est possible.

Pour cela il faut l'égalité dans tous les domaines, l'éducation, le logement, les rapports avec la police, la justice ou l'administration, la citoyenneté.

Célébrer le Bicentenaire de la Révolution, c'est faire un pas en avant dans la conquête de l'égalité des Droits.

C'est pourquoi nous nous adressons aux parlementaires du pays où, il y a deux cents ans, furent proclamés les Droits de l'Homme :

Il faut, sur tous les plans, que change la situation des immigrés et cela doit être l'objet
• D'UNE LOI CADRE POUR L'INTÉGRATION
et • DU DROIT DE VOTE POUR LES IMMIGRÉS
AUX ÉLECTIONS LOCALES.

Envoyez vos signatures et vos contributions à SOS RACISME - 84, rue de la Folie-Méricourt 75011 PARIS - Tél. (1) 48 06 40 00 - Téléc. 3615 POTS.

L'ensemble des signatures seront compilées par l'Institut et déposées sur la bureau de l'Assemblée Nationale.

Asie

SRI-LANKA : sous le contrôle de l'armée indienne

Drôle de guerre à Jaffna

JAFFNA
de notre envoyé spécial

De Colombo, il faut environ treize heures pour rejoindre Jaffna par rail ou par route. A partir de Vavuniya, la grosse bourgade qui marque le début de la province du Nord et de la zone tamoule, on commence à rencontrer de forts contingents de la Force indienne de maintien de la paix (IPKF), qui compte de cinquante à soixante mille hommes. On comprend aussi pourquoi New-Delhi a globalement échoué dans sa politique dite de « saturation du terrain ».

La « jungle » où serpente, avec une désespérance lente, le train brinquebalant semble parfois impénétrable, et les patrouilles indiennes, pourtant innombrables le long de la voie ferrée, sont souvent victimes de tireurs embusqués. Au cœur de cet enchevêtrement d'épaves, les Tigres tamouls sont dans leur élément. Curieusement, le train parvient jusqu'à la gare de Jaffna sans être contrôlé le moins du monde, comme si les lignes du passé (des mines sous les rails) n'avaient pas porté. A l'arrivée, deux haies de soldats sont très occupés à fouiller minutieusement la population tamoule.

Plus tard, au cours d'une rencontre fortuite, le « commandant de la ville », le général indien Kahlon, s'en étonnera : « Personne ne vous a arrêté ? » Rencontre instructive aussi dans les rues silencieuses de cette cité labyrinthique qui se confond avec la campagne : une vingtaine de soldats sautent en volige des véhicules d'escorte pour mettre en joue tout le périmètre immédiat. La situation à Jaffna est devenue pro-

que normale, dit-on pourtant à New-Delhi.

A Elephant Pass, étroit goulet qui relie la péninsule au reste de l'île, un important dispositif de fouilles est en place : « IPKF : Inconvenience regretted » (« Nous regrettons ces désagréments »), est-il écrit sur un large panneau planté à quelques mètres d'un nid de mitrailleuses. Plus loin, à la sortie de ce no man's land situé au milieu des marais salins, sur un autre écriteau un simple mot, bien visible : « Merci ».

Ce n'est pas la seule manifestation de l'humour indien. A la sortie de Vavuniya, on passe devant un gigantesque camp militaire comptant plusieurs centaines de tentes et de camions. Sur un mur entouré de barbelés et de casemates trouées de meurtrières, un message s'adresse à la population : « IPKF, Happy New Year ». Parfois, les militaires indiens en font « un peu trop » dans le registre de la convivialité. Kankesanthurai est un petit port situé sur la côte nord de la péninsule en face du détroit de Palk qui sépare Sri-Lanka de l'Inde. C'est là, ainsi qu'à Mannar, localité de la côte ouest, qu'arrivent les réfugiés tamouls qui se sont expatriés dans l'Etat indien du Tamil-Nadu et qui, aujourd'hui, fortement incités par New-Delhi, acceptent de rentrer, il est vrai au compte-gouttes.

Le chemin de l'exil

Le 25 août dernier, cinq cent huit d'entre eux ont été accueillis à Kankesanthurai. Il y avait une sorte de vin d'honneur avec l'anfane, discours et éloges fleuris à l'appel ; et puis aussi une grande banderole avec cette inscription : « IPKF, nous vous souhaitons la bienvenue dans

notre patrie ». Ceux qui rentrent sont pris en charge par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Ils reçoivent un baluchon de première urgence, de la nourriture et une somme de 2 000 roupies (1) par famille. Avec un peu de chance, ils pourront prendre possession de l'une des petites maisons qui, grâce à l'aide internationale, vont être construites sous l'égide du HCR.

Le retour au pays de ces réfugiés n'est pourtant guère enviable, et l'on comprend que seuls vingt-cinq mille d'entre eux, sur un total d'environ cent vingt mille, aient choisi de rentrer. Les Tigres tamouls sont hostiles à ces opérations de rapatriement et l'armée indienne, qui a déjà bien du mal à tenir la population, y renoncera volontiers. D'autres, dans le même temps, partent. Ce soir-là, entouré de sa femme et de ses deux enfants, M. X., explique pourquoi, en février prochain, avec regret, il partira pour le Canada avec toute sa famille. Beaucoup d'autres « riches » Tamouls de Jaffna, profitant des facilités de visa accordées par le Canada et l'Australie, prennent le chemin de l'exil.

Nous discutons sous la véranda, là où, quelques jours plus tôt, une douzaine de soldats indiens avaient fait irruption, brisant leurs armes sur toute la famille. Un soldat en patrouille avait été tué d'une balle dans la tête par un Tigre, et l'IPKF tentait d'obtenir d'impossibles témoignages. « Je ne veux plus rester dans mon pays, où il n'y a aucun avenir immédiat pour mes enfants ; mais j'y reviendrai quand cela ira mieux », nous dira notre hôte. Pour lui, le fossé ethnique qui sépare aujourd'hui la minorité tamoule (2) de la majorité cinghalaise est définitif. Parce que la politique constante

des Cinghalais a été de faire des Tamouls des « citoyens de seconde zone », explique-t-il. La seule solution est l'EELAM, cet Etat séparé tamoul circonscrit aux provinces du Nord et de l'Est.

La liste des massacres commis contre la population cinghalaise ne l'émue guère puisqu'il s'agit de la « propagande indienne et cinghalaise ». La tuerie du 10 octobre, au cours de laquelle quarante-cinq civils cinghalais (dont treize femmes et dix-neuf enfants) ont été exterminés au fusil automatique et à l'arme blanche par des « Tamouls » — dont tout porte à croire qu'ils étaient aussi des Tigres — fait partie, selon lui, de la même stratégie consistant à dénigrer les Tamouls.

Violence « ordinaire »

A Jaffna, la violence est plus « ordinaire ». Lundi était jour de Hartal (cessation de toutes les activités) : à l'appel des Tigres, Jaffna célébrait à sa façon le premier anniversaire de l'offensive du 10 septembre 1987. Pour l'armée indienne, c'était une journée comme les autres, faite d'une multitude de patrouilles de routine, qui peuvent se transformer brusquement en bain de sang.

Jaffna est une ville en principe ouverte mais qui se ferme sans préavis au moindre incident : les multiples barrages de troncs d'arbres qui encombrèrent les rues et que gardent quelques soldats deviennent alors infranchissables. Ce jour-là, tout le quartier de la Kacheheri (la mairie), qui est aussi celui du haut commandement indien, était interdit, et la plupart des habitants n'ont pas attendu l'heure du couvre-feu — de 19 heures à 5 heures du matin — pour rentrer chez eux.

En cas d'« alerte », l'armée cerne un quartier, fouille les maisons, arrête plusieurs dizaines de personnes, obligeant parfois des familles entières à rester groupées pendant plusieurs heures, sous un soleil de plomb. Parfois aussi, un soldat nerveux lâche une rafale, et les « bavures » s'ajoutent les unes aux autres. Il y a en moyenne une dizaine de morts par semaine à Jaffna, une partie d'entre eux étant les victimes de règlements de comptes entre groupes séparatistes tamouls (la plupart du temps, les Tigres exécutent un « traître », comble de « collaborer » avec les Indiens).

La population compte ses « martyrs », et cette répression, devenue institutionnelle, interdit toute réconciliation future avec l'armée d'occupation indienne. Venue en juillet 1987 protéger les Tamouls contre les excès des soldats sri-lankais, la force indienne a réussi la contre-performance de faire presque regretter ces derniers. « Avec les Cinghalais, explique un représentant municipal, on pouvait toujours s'arranger : les soldats indiens, pour la plupart, ne parlaient pas un seul mot d'anglais ».

Les Cinghalais invisibles

Militaires ou civils, les Cinghalais sont invisibles. Il y a bien longtemps que plus un seul fonctionnaire du gouvernement de Colombo ne s'est risqué à pénétrer dans le bastion tamoul, et le détachement de l'armée sri-lankaise à Jaffna est recueilli dans le camp de Pallali, jouxtant l'aéroport. Ses deux automitrailleuses font des exercices dans un périmètre réduit. « Nous ne savons même pas ce qui se passe en ville », nous avoue piteusement un

officier sri-lankais, qui n'a même pas l'honneur d'être relié au réseau téléphonique mis en place par l'armée indienne à Jaffna et qui seul fonctionne.

La population tamoule peut suivre dans de bonnes conditions les émissions de la télévision indienne (grâce à un récepteur de l'IPKF). Le bureau des affaires civiles de l'armée indienne enregistre les plaintes. On peut s'y enquerir du sort des personnes arrêtées et détenues dans l'un des nombreux camps militaires indiens. On peut également obtenir un passe (un permis de circuler) pour un véhicule.

Selon plusieurs témoignages, la situation semble nettement moins grave à Jaffna-ville que dans le reste de la péninsule. Le comité de citoyens, une institution officielle qui soutient activement les Tigres tamouls, y est en effet une institution forte, quoique non officielle, qui dispose de relais à Colombo, à Madras et à New-Delhi, et la répression dans la « capitale » tamoule est sans doute plus « douce » que dans les zones rurales. La vie économique y suit, peu ou prou, son cours, et, parfois, des rapports de relatif bon voisinage avec l'état-major indien se sont créés. C'est le cas avec le personnel de l'hôpital de Jaffna ou avec le Comité des citoyens.

Le général Kahlon, qui le sait, laisse faire. Dans cette drôle de guerre, où le « front » est partout et nulle part et l'ennemi invisible, il est parfois utile de « faire passer » des messages.

LAURENT ZECCHINI

- (1) Un franc français vaut environ 4,8 roupies sri-lankaises.
- (2) La population sri-lankaise est composée de Cinghalais (74 %), de Tamouls (18 %) et de musulmans (7,6 %).



Il ne suffit pas de poser une pierre sur l'autre pour être un professionnel de l'immobilier : il faut de l'intuition pour choisir les meilleurs sites, il faut du talent pour concevoir les espaces les mieux adaptés aux désirs des futurs utilisateurs, il faut du métier pour construire des logements et des bureaux de qualité.

A la SINVIM, Société d'Investissements Immobiliers de France, nous vous offrons une expérience fondée sur une longue pratique de l'aménagement et de la construction : en un quart de siècle 70 000 logements, 850 000 m² de bureaux, commerces, locaux d'activité et de loisirs.

Nous sommes 150 à mettre notre savoir-faire, notre expérience et notre enthousiasme en commun pour créer des lieux où il fait bon vivre, travailler et se détendre.

Chaque lieu possède un génie qui lui est propre.

La SINVIM sait l'apprivoiser pour vous.

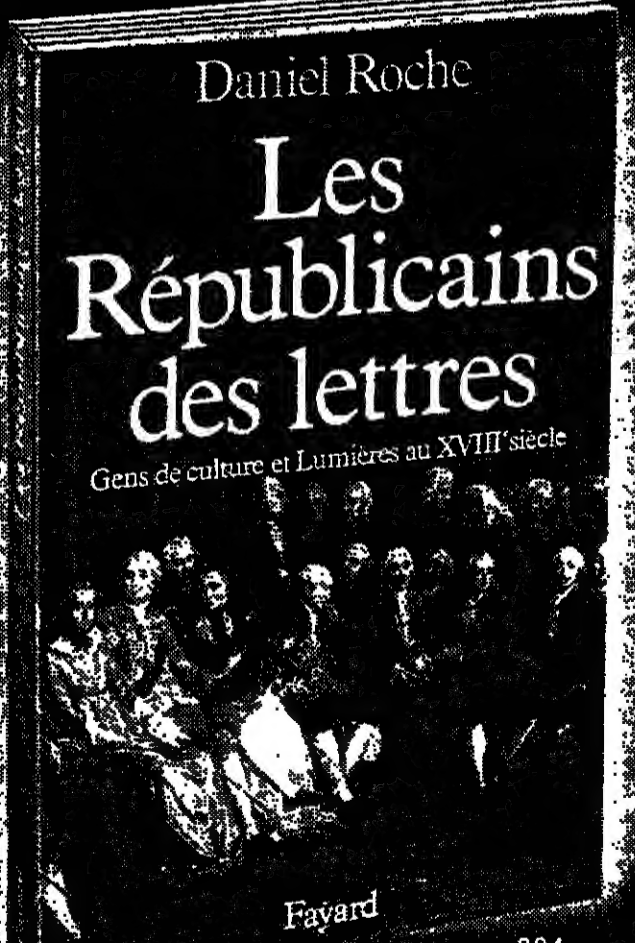
SINVIM
le génie des lieux
5, Avenue Kléber 75116 PARIS - Tél. : 45.01.31.38

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

Daniel Roche

Les Républicains des lettres

Gens de culture et Lumières au XVIII^e siècle



Fayard

394 p.
160 F.

Une vision originale des mutations culturelles qui marquent le dix-huitième siècle... A la question classique des origines intellectuelles de la Révolution, le livre de Daniel Roche apporte une réponse subtile et pénétrante.

Roger CHARTIER, *Le Monde*.

(Publicité)

LA GUERRE IRAK-IRAN : A QUI LA FAUTE ?

Il est vrai que les troupes armées irakiennes ont entamé le 22 septembre 1980 une opération militaire de grande envergure contre les positions militaires iraniennes à l'intérieur des territoires iraniens.

Depuis lors, certains milieux politiques et militaires ont estimé que le 22 septembre 1980 a marqué le début de la guerre du Golfe. Ces mêmes milieux n'ont jamais cessé de poser la question suivante : qui a vraiment commencé la guerre Irak-Iran, cette guerre qui a duré huit ans ?

Analysons ensemble la situation prévalant avant le déclenchement de cette guerre sanglante. En abordant cette question il est indispensable de noter certaines vérités historiques devenues de plus en plus claires pour beaucoup de milieux intéressés.

Un simple regard sur la situation créée tout de suite après l'arrivée de Khomeiny au pouvoir en Iran nous permet de comprendre la nature agressive de ce régime.

A propos de la guerre Irak-Iran, nous pouvons dire évidemment qu'elle était clarifiée dans la stratégie des nouveaux dirigeants d'Iran. Bien avant le déclenchement de cette guerre, tous les hauts responsables iraniens à la tête desquels se trouve Khomeiny n'ont jamais caché leurs motifs en lançant les slogans hostiles à l'Irak et à son gouvernement.

Khomeiny a affirmé à plusieurs reprises son but principal, à savoir l'occupation de l'Irak afin de l'annexer à son Empire perse, ce qui représente en soi une déclaration de guerre.

Dès les premiers jours au pouvoir, les hauts responsables du régime iranien ont choisi la politique d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak.

« Nous devons déployer tous nos efforts pour exporter notre révolution... », a déclaré Khomeiny le 21 mars 1980.

Avant cette déclaration, l'ex-ministre de la défense iranien Fakhrouri a fait part que « l'Irak allait rayer l'Irak de la carte du Moyen-Orient ».

Suite à une réunion du commandement des forces aériennes iraniennes présidée par Khomeiny, il avait déclaré que « l'Irak est perse ». « Nous voulons fonder un Etat islamique en Irak », a fait savoir Khomeiny lui-même le 18 avril 1980. Le lendemain, il a ajouté que « le devoir du peuple et de l'armée en Irak consiste à renverser le régime irakien ». Plus encore fut l'appel lancé par Khomeiny de Radio Téhéran le 23 avril 1980.

Cet appel fut adressé aux officiers et aux soldats irakiens les incitant à « renverser le régime baathiste en Irak ». Ne s'agit-il pas là d'une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de l'Irak ? Et encore une fois une déclaration de guerre ? La situation s'est encore dégradée.

Le régime iranien a commencé à envoyer ses agents en Irak en leur fournissant des armes afin de pouvoir commettre des actes de sabotage à l'intérieur des territoires irakiens.

Le bilan fut alors lourd. En avril 1980, les agents du régime iranien ont lancé des grenades visant le vice-premier ministre irakien, M. Tarik Aziz, et cela lors d'un rassemblement à l'université de Mustansyria.

Cette tentative d'assassinat fut une véritable déclaration de guerre puisque les auteurs de cette tentative étaient des agents travaillant à la solde du régime iranien et agissant directement sous ses ordres.

De février 1979 jusqu'à septembre 1980, l'Irak a violé l'espace aérien irakien 249 fois et a effectué 244 agressions armées (bombardements, pilonnages contre les villages et les villes irakiennes tels que Zerbah et Khanaqin).

L'Irak, de son côté, n'a pas riposté, mais il a choisi la voie de la patience et la retenue, ainsi il a envoyé 293 notes de protestation aux instances internationales. Dès le mois de mars 1979 jusqu'à septembre 1980, l'Irak a appelé l'Iran, par des voies diplomatiques, à cesser ses agressions. Ces actes n'appelaient-ils pas une riposte de l'Irak, Etat souverain, face au déclenchement d'une guerre non déclarée de la part de l'Iran ?

Comme nous l'avons remarqué ci-dessus, les agissements belliqueux des dirigeants iraniens ont abouti à imposer une riposte de la part de l'Irak.

Nous citons ce que le magazine britannique *The Economist*, du 6-12 avril 1985, a écrit : « Lord Mearns, connu par ses travaux à la Cour internationale de justice de La Haye, a écrit que la guerre commence quand un Etat se conduit d'une manière à imposer un mouvement militaire et l'autre Etat voit dans cette conduite une sorte de provocation et la création d'un état de guerre. A partir de cette définition, c'est l'Iran qui a commencé la guerre. »

En plus, Khomeiny n'a jamais reconnu l'accord d'Alger de 1975 le qualifiant de « l'accord de la honte ». L'Iran de Khomeiny, par son comportement et par ses agressions verbales et militaires, a délibérément violé l'accord d'Alger. L'Iran avait reconnu à diverses reprises qu'il n'avait pas respecté l'accord d'Alger en admettant qu'il n'avait pas restitué les territoires revenant à l'Irak. Plus encore, l'Iran avait repris ses ingérences ouvertes dans les affaires intérieures de l'Irak, armant les rebelles baraznatis et les utilisant dans des actions armées contre l'Irak, violant ainsi délibérément l'accord d'Alger de 1975.

L'Irak a été accusé à riposter pour montrer son refus de toute ingérence iranienne dans les affaires intérieures de l'Irak et sa détermination à se défendre contre l'agression iranienne. L'Irak a été disposé à arrêter la guerre dès les premiers jours.

Le 28 septembre 1980 : le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité la résolution 479, demandant aux deux belligérants d'arrêter les combats et de trouver une issue au conflit par des moyens pacifiques.

L'Irak s'engage, sous réserve de réciprocité, à cesser le feu et à engager des négociations. L'Iran, en revanche, refuse tout dialogue direct ou indirect avec l'Irak.

— Le 1^{er} octobre 1981, à la suite de l'acceptation par Bagdad de la mission de médiation de l'OCC, l'Irak invite l'Iran à un cessez-le-feu du 5 au 8 octobre. L'Iran rejette la cessez-le-feu.

— L'Irak s'est retiré en juin 1982 sur les frontières internationales en déclarant un cessez-le-feu unilatéral. L'Iran n'a pas pris cette initiative en considération en faisant une offensive sur Basorah le 13 juillet 1982.

— Le 12 juillet 1982 : la résolution 514 du Conseil de sécurité de l'ONU demande un cessez-le-feu, la fin immédiate de toutes les opérations militaires et le retrait des forces jusqu'aux frontières internationales reconnues ; elle décide d'envoyer une équipe d'observateurs des Nations unies pour superviser le cessez-le-feu, elle demande instamment que les efforts de médiation soient poursuivis par l'intermédiaire du secrétaire général ; L'Iran rejette cette résolution, contribuant ainsi à la prolongation du conflit.

— Le 4 octobre 1982 : la résolution 522 (1982) rappelle les demandes d'application des résolutions antérieures et se félicite de ce que « l'une des parties » (l'Irak) s'est déclarée prête à coopérer à l'application de la résolution 514 ; elle réaffirme la nécessité d'envoyer des observateurs des Nations unies pour superviser le retrait des forces, de poursuivre les efforts de médiation en cours, et redemande à tous les autres Etats de s'abstenir de toute action qui pourrait contribuer à prolonger le conflit.

— Le 31 octobre 1983 : la résolution 540 (1983) prie le secrétaire général de poursuivre ses efforts de médiation ; condamne les violations du droit humanitaire international, en particulier des dispositions des conventions de Genève de 1949 ; et affirme le droit à la liberté de navigation et du commerce « dans la région du Golfe », demandant aux deux parties de cesser toutes hostilités dans le Golfe et les voies navigables. L'Irak a accepté, et l'Iran l'a rejeté en acceptant ses attaques dans le Golfe.

— Le 1^{er} juin 1984 : après examen de la lettre dans laquelle les représentants des Etats membres du GCC se plaignaient des attaques lancées par l'Iran contre des navires marchands à destination ou en provenance de l'Arabie Saoudite et du Koweït, la résolution 562 (1984) condamne les attaques récentes sur le trafic maritime ; exige que la circulation des navires entre Etats non belligérants ne soit pas entravée ; et demande à tous les

Etats de respecter la libre navigation dans les eaux internationales et l'intégrité territoriale des Etats non belligérants. Cette résolution n'a pas été respectée par l'Iran.

— Le 24 février 1986 : la résolution 582 (1986) demande aux deux parties de soumettre tous les aspects du conflit à la médiation. L'Irak accepte. L'Iran la rejette.

— Le 8 octobre 1986, la résolution 588 (1986) demande à l'Irak et à l'Iran d'appliquer immédiatement la résolution 582 ; et prie le secrétaire général d'intensifier ses efforts de médiation. Acceptée par l'Irak et rejetée par l'Iran.

— Le 20 juillet 1987 : le Conseil de sécurité adopte la résolution 588 à l'unanimité. L'Irak se déclare prêt à l'appliquer intégralement. L'Iran, après avoir longuement louché, la rejette. Puis il l'accepte une année, jour pour jour, plus tard.

Il est donc aisé de constater que l'Irak était, dès le départ, une victime de l'agression iranienne. Il s'est armé, pendant plusieurs mois, avant de riposter le 22 septembre 1980, de patience devant les provocations et les intentions claires d'agression du régime iranien. En fait, Khomeiny a déclaré la guerre à l'Irak plusieurs mois avant les attaques massives du 4 septembre 1980, tandis que l'Irak a épuisé toutes les possibilités pacifiques de raisonner le régime iranien avant de riposter militairement pour se défendre.

En plus, l'Irak a accepté le cessez-le-feu et la résolution de l'ONU n° 479 du 28 septembre 1980, quelques jours après les grandes attaques de septembre 1980 et puis, il n'a pas cessé d'accepter toutes les résolutions internationales et les médiations pour mettre fin à la guerre. En revanche, l'Iran n'a pas cessé de tout rejeter et de refuser les résolutions internationales et les médiations en persistant à suivre une politique d'agression et d'expansion.

L'Iran a été obligé d'accepter la résolution n° 598 et, comme disait Khomeiny, « l'acceptation de la résolution 598 est plus dure que d'avaler du poison ».

C'est une preuve de plus que l'Irak a déclenché et a persévéré à poursuivre la guerre.

Sans doute, si l'Irak n'a pas été déterminé à se défendre et s'il n'a pas réalisé la victoire finale, l'Irak persisterait encore à poursuivre la guerre.

BUREAU DE PRESSE,
AMBASSADE D'IRAK A PARIS.

Asie

AFGHANISTAN

Washington dénonce l'installation de missiles SS-1 à Kaboul

Les Etats-Unis ont dénoncé, mardi 1^{er} novembre, l'introduction de missiles soviétiques SS-1 sol-sol (SCUD) en Afghanistan, affirmant qu'elle mettait en question la sincérité des promesses de Moscou. « Ces missiles ont une portée qui permet d'atteindre la frontière occidentale du Pakistan et la plus grande partie de l'Afghanistan », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman. Leur introduction, ainsi que le déploiement de Mig-27 en Afghanistan et l'utilisation de bombardiers Backfire (TU-26) basés en URSS pour défendre Kandahar « mettent en question la volonté déclarée des Soviétiques de parvenir à un véritable règlement politique en Afghanistan et la promesse qu'ils nous avaient faite (en décembre dernier) de ne pas lancer d'opérations offensives », a-t-il ajouté. « Si le but des derniers développements militaires est de menacer le Pakistan, l'Union soviétique qui que nous soutenons totalement ce pays », a déclaré le porte-parole.

Plus tôt, mardi, un communiqué de l'Etat-major des forces armées afghanes avait annoncé que les troupes de Kaboul avaient été à guépion de missiles à long rayon d'action ayant une grande force destructrice. « L'Etat-major a averti les habitants de Kaboul que des essais de cette nouvelle arme étaient prévus pour ce soir », avait souligné

l'agence Tass. Tass avait auparavant annoncé que l'armée afghane avait reçu une « nouvelle arme puissante » de « moyenne portée » que la population de la capitale a pu voir mardi matin dans un convoi militaire.

L'Etat-major afghan a affirmé que l'apparition dans l'armée afghane de ces missiles a pour but « la défense de l'intégrité territoriale, de la souveraineté nationale et la mise en échec des agressions extérieures. Ils seront utilisés pour réprimer les actions criminelles des groupes extrémistes ».

L'installation de ces missiles tactiques terre-terre, à moyenne portée, est intervenue seulement à deux jours de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies à New York qui devait adopter une résolution appelant à une solution pacifique au conflit afghan. Sur le plan diplomatique, ce renforcement spectaculaire vise surtout à montrer que l'URSS est prête à continuer à soutenir le régime pro-soviétique de Kaboul.

Les missiles qui étaient transportés dans des camions MAZ 543 ont été placés sur une base soviétique du centre ville. Des officiers supérieurs soviétiques attendaient l'arrivée du convoi devant la base. — (AFP.)

CHINE

Nouvelle manifestation au Tibet et accusations de torture

Selon des informations parvenues à Pékin, de violents incidents entre lamas, paysans et policiers se sont produits, le 3 octobre, au monastère de Rato, non loin de Lhassa. Les forces de l'ordre auraient tiré des coups de feu contre les manifestants qui jetaient des pierres et incendiaient des voitures de police. Cette manifestation est intervenue quelques jours après que les lamas aient chassé un groupe d'officiers venus leur demander de dénoncer les activités « séparatistes » au Tibet. Une vingtaine de lamas auraient été arrêtés.

Cet incident fait suite à une série d'autres depuis la première grande manifestation antichinoise de Lhassa le 27 septembre 1987. Selon un rapport compilé par des sources occidentales à Lhassa, la répression a été brutale (le Monde du 2 septembre) et des lamas et des nonnes ont été dévêtus, passés à tabac et torturés à l'électricité lors de leur détention. « Il est courant que le prisonnier se retrouve nu, assis sur le sol, pendant ces interrogatoires musclés », précise ce rapport rédigé à partir d'entretiens avec une trentaine d'anciens détenus. Interrogés sur ces allégations de torture, comme sur la manifestation du 3 octobre, le porte-parole de la commission chinoise des nationalités a affirmé ne rien savoir. — (UPI, Reuters.)

Les autorités chinoises, qui n'aiment évidemment pas que l'on parle de la répression au Tibet, empêchent les journalistes étrangers d'y faire leur travail et surveillent les visites individuelles dans la région. Pourtant, ce ne sont pas seulement les informations provenant de Dharmasala, en Inde, où réside le dalaï-lama, qui font état de tortures. Le panchen-lama, le numéro deux de la hiérarchie religieuse tibétaine et vice-président de l'Assemblée chinoise, avait publiquement dénoncé en mars : « Les gens qui disent qu'il faut taper sur les lamas, qu'il faut détruire les temples, j'attire votre attention sur cela, amis. Il s'agit de lamas, pas de chiens. Ne faites pas dans les erreurs du passé. » (le Monde du 31 mars.)

EN BREF

● INDE : trois attentats, vingt et un morts. — Vingt et une personnes au moins ont été tuées et plus de cinquante blessées, mardi 1^{er} novembre, à la suite de l'explosion de deux bombes à Pathankot, dans l'Etat du Pendjab, et d'une troisième dans l'Etat voisin de Jammu et Cachemire, à bord d'un autocar en provenance de cette ville.

Le coup de feu a été déclaré à Pathankot. Les autorités n'ont pas fait état, mardi, de preuves liant ces trois attentats au séparatisme sikh. — (AFP.)

● JAPON : des chalutiers japonais dépouillés de leur équipement de haute technologie par des garde-côtes soviétiques. — Les garde-côtes soviétiques ont dépouillé des chalutiers japonais de leurs appareils de navigation de haute technologie après les avoir arraisonnés pour avoir pêché illégalement, a rapporté, le 30 octobre, l'agence Kyodo. Ces équipements font partie de ceux dont l'exportation vers un pays communiste est soumise à l'autorisation spéciale du COCOM. — (AFP.)

Afrique

TUNISIE

M. Habib Ammar perd ses fonctions de ministre de l'Intérieur

TUNIS
de notre correspondant

Ce n'est probablement pas de gaieté de cœur que le président Ben Ali a dû remplacer, mardi 1^{er} novembre, au ministère de l'Intérieur, M. Habib Ammar, son ami de toujours, qui avait, dit-on, pris une part active à la destination de l'ex-président Bourguiba, le 7 novembre 1987. A l'évidence, M. Ammar garde d'ailleurs la confiance du chef de l'Etat, puisqu'il demeure le seul ministre d'Etat. Le gouvernement, mais, désormais, avec le titre assez vague de conseiller spécial auprès du président de la République.

Pourquoi ce départ qui, apparemment, n'a aucune motivation politique ? Les milieux officiels s'abstiennent de fournir toute explication, alimentant ainsi un peu plus les rumeurs qui circulent depuis que l'absence — persistante depuis une dizaine de jours — de M. Ammar de la scène politique a été remarquée et abondamment commentée. Selon des sources sérieuses, son fils Doudou, âgé d'environ vingt-cinq ans, serait impliqué dans un trafic de marchandises diverses qui ferait actuellement l'objet d'une enquête. Dès lors, et ne serait-ce que pour une question d'éthique, il devenait difficile pour M. Ammar de conserver ses fonctions de ministre de l'Intérieur. Au lendemain du 7 novembre, le président Ben Ali ne s'était-il pas engagé à moraliser le vie publique, si souvent entachée par le passé de scandales qui défrayaient la chronique, mais demeurent sans suite dès qu'ils touchaient aux milieux proches du pouvoir ? M. Chedli Neffati, jusqu'alors secrétaire d'Etat à la sécurité nationale, succède à M. Ammar à la tête du ministère de l'Intérieur.

MICHEL DEURÉ.

ALGÉRIE

Les autorités semblent redouter une forte abstention au référendum

Alger. — Le président Chadli a fait, mardi 1^{er} novembre, sa première apparition publique depuis trois semaines en se rendant au Maqam El Chahid (Sanctuaire du martyr), où il a déposé une gerbe à l'occasion du trente-quatrième anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération.

Le chef de l'Etat ne s'était pas montré depuis son discours du 10 octobre, qui avait marqué la fin des émeutes sanglantes de la semaine précédente.

L'anniversaire du soulèvement de 1954 était célébré deux jours avant le référendum du 3 novembre portant sur des amendements constitutionnels aux termes desquels le gouvernement sera désormais responsable devant l'Assemblée nationale. Dans la relation qu'elle a diffusée de l'événement, l'agence officielle APS a donné deux versions, dont la dernière ne fait plus mention de la présence à cette cérémonie des membres du bureau politique, la plus haute instance politique du pays avant les émeutes. Cette seconde version fait, en revanche, mention de la présence aux côtés du président Chadli des membres de la Commission nationale chargée de la préparation du prochain congrès du FLN, prévu en décembre. Le président de l'Assemblée nationale, des membres de l'Etat-major de l'armée et du gouvernement, dont plusieurs font partie du bureau politique, participaient à la cérémonie, mais pas en cette qualité.

Les préparatifs matériels du référendum se poursuivent à travers tout le pays. Les opérations de vote se dérouleront dans les écoles primaires dont les élèves sont mis en vacances. La supervision de ce ser-

tin a été retirée au FLN et confiée aux collectivités locales et au ministère de l'Intérieur. Les autorités semblent redouter un fort taux d'abstention, qui serait interprété comme un désaveu.

Des mots d'ordre d'abstention ont été donnés par le PAGES (Parti de l'avant-garde socialiste - Parti communiste clandestin) et par l'Alléié intégriste des islamistes.

Les premiers, influents dans les organisations syndicales et étudiantes, déclarent qu'ils refusent ainsi de « donner un cheque en blanc au pouvoir ». Les autres, qui restent divisés, estiment en substance que les réformes politiques annoncées ne vont pas à l'essentiel : l'établissement de la charia (la loi islamique).

On s'interroge, d'autre part, sur l'attitude des militants du FLN à l'égard de ce test électoral. La plupart de ses responsables affichent une ostensible indifférence. Selon des rumeurs insistantes à Alger, des militants du parti feraient même circuler de bouche à oreille un mot d'ordre d'abstention. L'appareil du parti, qui compterait quelque quatre-vingt-dix mille permanents, est d'ailleurs absent de la scène : pas de réunion électorale, pas d'animation, aucune activité dans les structures locales ou régionales. Telle inertie pourrait jouer en faveur des abstentions.

Aucune fièvre électorale n'est perceptible dans la rue : les conversations sur le prochain scrutin sont plutôt rares dans les cafés, souvent par crainte des oreilles indiscrètes. Le bouillonnement d'idées qui a saisi l'Algérie depuis début octobre semble s'être arrêté ces jours-ci aux cordes intellectuelles et politiques. — (AFP.)

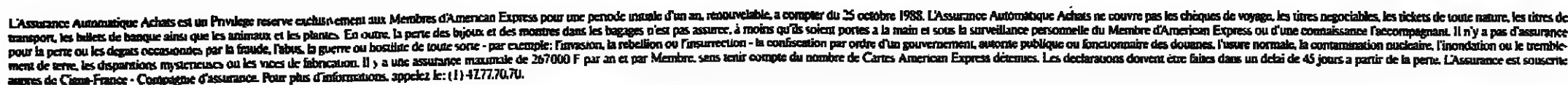
AFRIQUE DU SUD

Suspension de l'hebdomadaire « Weekly Mail »

Le ministre des affaires intérieures, M. Stoffel Botha, a ordonné, le mardi 1^{er} novembre, la fermeture pour quatre semaines de l'hebdomadaire *Weekly Mail* en application de la réglementation de l'Etat d'urgence. La mesure est justifiée par « la menace sur la sécurité et la stabilité de l'ordre public » que fait peser ce journal d'audience libérale, la principale ment par des intellectuels.

Créé en juin 1985 après la fermeture du quotidien *Rand Daily Mail*, le *Weekly Mail* diffusait à environ vingt-cinq mille exemplaires. Ses articles très critiques de la politique gouvernementale lui avaient déjà valu trois avertissements et une saisie en août. Deux autres journaux, *South* et *New Nation*, avaient aussi été suspendus. La veille, les autorités avaient interdit toute activité à deux mouvements anti-apartheid,

Port Elizabeth Youth Congress et Transvaal Students Congress, portant ainsi à vingt-quatre le nombre des organisations dans l'incapacité d'exercer toute contestation depuis le 24 février. A cette date, dix-sept mouvements avaient été réduits au silence, et le COSATU, la plus importante confédération de syndicats noirs, avait vu son champ d'action considérablement limité. — (Corresp.)



Politique

La campagne pour le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Tjibaou estime que la polémique entre M. Rocard et le RPR a eu le mérite de « faire pointer l'oreille de ceux qui roupillaient »

Par le même avion, MM. Jean-Marie Tjibaou et Dick Ukeiwé sont rentrés, mardi 1^{er} novembre, en Nouvelle-Calédonie pour y animer les derniers jours de la campagne sur le référendum. Tirant les enseignements de celle qu'il a menée en métropole, le chef du FLNKS a estimé que le taux de participation avoisinerait les 40 %, compte tenu d'une mobilisation de l'opinion qui lui semble plus forte qu'auparavant.

Selon M. Tjibaou, la polémique suscitée entre la majorité et l'opposition « a fait pointer l'oreille de ceux qui roupillaient tranquillement ». « Je pense, a-t-il dit, qu'ils se sont posés la question : qu'est-ce qui se passe ? ». De son côté, M. Ukeiwé a appelé les Calédoniens « à tous voter » pour la confirmation et la consécration des accords de Matignon. Le sénateur RPR a regretté particulièrement les récentes déclarations de M. Bernard Pons. « Ce n'est pas le moment, a-t-il dit, de déterrer des morts en tenant des propos qui ne sont plus conformes à la situation politique actuelle en Nouvelle-Calédonie. Les Calédoniens n'aspirent qu'à

retrouver la paix et oublier tout ce qui s'est passé, même si quelquefois les cicatrices font mal (...). » « Nous saurons dans les jours qui viennent, a conclu M. Ukeiwé, renseigner, informer à nouveau les Calédoniens pour que disparaissent ces ambiguïtés et ces inquiétudes qui quelquefois tourment à une perte de confiance. »

Descendant du même avion, le député wallisien du RPR, M. Benjamin Brial, a, à son tour, pris quelques distances avec sa formation politique en annonçant que ses amis et lui se prononceraient pour « un oui massif ». Consigne qui aura sans doute des répercussions auprès de l'importante communauté wallisienne du territoire. M. Brial a indiqué que cette décision avait été prise « après avoir beaucoup réfléchi » et en « solidarité avec Jacques Lafleur, Dick Ukeiwé et tous nos amis de Nouvelle-Calédonie ».

En revanche, invité mardi de RTL, M. Nicolas Sarkozy, député RPR des Hauts-de-Seine, a écarté l'argumentation du RPR en faveur de l'abstention en relevant sur la composition du

corps électoral telle qu'elle est prévue pour le scrutin d'autodétermination de 1998. Selon M. Sarkozy, on ne peut « envisager qu'un certain nombre de nos compatriotes soient exclus du droit de vote ». D'autre part, M. Sarkozy s'est dit d'accord avec M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, pour souligner que « ce qu'a fait une loi, une autre loi peut le défaire » et qu'« une loi référendaire n'a pas plus de force qu'une loi adoptée par le Parlement ».

En termes moins châtiés, le délégué à l'outre-mer du Front national, M. Roger Hollenore, présent aussi sur le territoire, a appelé, mardi, les électeurs à donner « une bonne tartre » aux signataires des accords de Matignon par « un non colossal ». « Pas un non aux Mélanésiens, a-t-il déclaré, pas un non aux gens de couleur, mais non à l'aventure, non à l'abandon. »

D'autres prises de position se sont également exprimées. SOS-Racisme a appelé l'ensemble de la jeunesse française à se mobiliser et à participer massivement au référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Le Syndicat des avocats

de France (SAF) se prononce « résolument » en faveur du « oui ».

L'association Coup de soleil regroupant des pieds-noirs, des Français musulmans, des juifs et des Maghrébins de France se prononce également pour le « oui » : « Rapatriés, immigrés originaires du Maghreb, nous avons tous connu la douloureuse expérience de l'incompréhension et de la déchirure entre nos communautés. Le courageux accord passé entre les deux populations de la Nouvelle-Calédonie leur permet de saisir une chance qui ne nous a pas été donnée. »

Se reportant aux deux articles (80 et 81) de la loi référendaire prévoyant l'amnistie des infractions commises avant le 20 août 1988, les familles des gendarmes tués le 22 avril dernier lors de l'attaque de la gendarmerie de Fayaoué ont en revanche justifié, mardi sur TF 1, leur « non » au référendum. « Si on me demandait aujourd'hui de voter » oui « a déclaré la veuve de l'un des gendarmes, c'est comme si je décidais, moi, de libérer l'assassin de mon mari. »

Les socialistes reprochent à la Cinq son refus de diffuser les appels du Centre d'information civique

Le refus de la Cinq de diffuser les annonces publicitaires du Centre d'information civique (CIC), appelant les citoyens à participer au référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, a été sévèrement critiqué, le mardi 1^{er} novembre, par les socialistes. « Le dossier de la Cinq, qui était déjà lourd, va devenir accablant », a déclaré M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, devant les Jeunes Socialistes réunis pour leur université d'automne à Rennes-les-Bains (Aude).

M. Jean-Marie Cambacérès, membre du secrétariat national du Parti socialiste, a publié un communiqué affirmant qu'« il n'appartient pas à une chaîne de télévision d'empêcher la Cinq de remplir sa mission ». Selon M. Cambacérès, « la Cinq est parfaitement dans son rôle, puisqu'il a toujours appelé les citoyens à participer aux élections ».

M. Nicolas Sarkozy, membre du secrétariat national du RPR, qui préconise l'abstention le 6 novembre, a défendu un point de vue opposé. Pour M. Sarkozy, qui s'exprimait sur Antenne 2, il n'est « pas normal » que « des spots financés par l'argent du contribuable annoncent toutes les cinq minutes, sur toutes les chaînes de télévision, que s'abstient est coupable », alors que « la première formation d'opposition de ce pays dit le contraire ».

La Cinq avait justifié sa décision « dans un souci de stricte pluralité », car « la Cinq appelle à voter alors qu'une grande formation parlementaire appelle à ne pas le faire ». La direction de la chaîne

avait souligné, en outre, qu'il n'existe « pas d'obligation de diffuser ce spot, qui est programmé gratuitement » (Le Monde du 2 octobre).

Oui, non, ou blanc, mais votez !

M. Jean-Christian Barbé, président du CIC, a déclaré « ne pas comprendre » la position de la Cinq, qui, selon lui, « prend implicitement position en faveur de l'abstention ». L'annonce du CIC proclame : « Oui, non, ou blanc, mais votez ! ». M. Barbé a indiqué que le coût de la campagne menée par le CIC, association déclarée conformément à la loi de 1901, s'élève à 2 millions de francs. Il a précisé que le CIC avait fait campagne dans les mêmes termes lors du référendum d'avril 1972 sur l'Europe, pour lequel le Parti socialiste préconisait, alors, le refus de vote.

La campagne du CIC, en 1972, avait été dénoncée par le Parti socialiste, et M. François Mitterrand, alors premier secrétaire du PS, avait saisi, à ce sujet, le Conseil constitutionnel. Le président de celui-ci, M. Gaston Palewski, avait répondu à M. Mitterrand que « l'activité du Centre d'information civique n'était pas de nature à justifier une intervention » du Conseil.

Le CIC avait fait valoir, à l'époque, la nécessité d'« officialiser » le vote blanc, en mettant des bulletins blancs à la disposition des électeurs et, en décomptant séparément, à l'issue du scrutin, bulletins blancs et bulletins nuls, cela afin de distinguer le refus de vote motivé de l'abstention d'indifférence.

POINT DE VUE

par Michel Durafour

ministre de la fonction publique et des réformes administratives

Dans son message aux Français, le président de la République situe clairement l'enjeu du référendum du 6 novembre : « Il ne s'agit ni de la victoire d'un camp ni de la défaite d'un autre, mais bien d'une Nouvelle-Calédonie qu'on Métropole. Il consacrera la victoire de la paix. »

La victoire de la paix — et de l'amour. Sommes-nous capables et avons-nous la volonté de dépasser nos médiocres querelles quotidiennes, de partager les angoisses et les espoirs de nos concitoyens d'outre-mer, d'aider des hommes responsables et courageux qui ont décidé de bâtir ensemble un pays fraternel ? Ne cherchons pas, ailleurs l'interpellation qui nous est faite : il s'agit d'apporter notre pierre à une œuvre humaine passionnante, la nouvelle jeunesse d'un peuple multiple, rassemblé et solidaire.

Aucun domaine n'était plus propre à une grande manifestation de concorde et d'union. On était donc en droit d'attendre qu'à la question posée par le projet de loi, une réponse fût de toutes les lèvres, spontanée et positive : la droite, sacrifiant une fois de plus à ses démons manichéens, a brisé cette

espérance ; elle refuse même d'aborder le sujet, comme si toutes les violences commises ne la concernaient pas, comme si elle était étrangère à un drame qu'elle a vécu en situation d'acteur.

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie est une ambition pour la France. Il prône le dialogue et l'effort des communautés déchirées afin de renouer le dialogue. C'est l'honneur du gouvernement de donner à cette réconciliation la forme authentique d'un vote populaire. En regard des objectifs, les arguties, les dérobades, les petites phrases assassines tendant à écarter les électeurs des urnes apparemment comme dérisoires et tristes.

Pourquoi, feignent de s'inquiéter certains, une procédure aussi inhabituelle ? Tout cela ne cacherait-il pas des arrière-pensées ? Il n'en est rien, évidemment. Le vote du 6 novembre n'est pas un moyen de manifester un soutien au président de la République, suffisamment conforté par son net succès aux élections ; il ne s'agit pas davantage de donner un satisfecit au gouvernement. Des événements douloureux, présents dans toutes les mémoires, ont rendu le dossier calédonien urgent, prioritaire. De nombreux statuts ont été votés depuis 1945 — quelques-uns n'ont jamais été appliqués. La sanction

Oui !

d'un choix qui engage personnellement chaque Français apportera au texte proposé une garantie de durée : en dix ans, les forces vives de ce pays auront le temps de définir leur avenir, de mettre en place un système politique et social assurant l'égalité des chances, d'organiser ensemble l'administration et le développement économique.

Le partage des responsabilités

Voter oui au référendum n'est pas voter l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie : les habitants, toutes ethnies confondues, détermineront eux-mêmes et librement leur destin. Je souhaite, en ce qui me concerne, que des femmes et des hommes, très divers, l'heure venue de se prononcer, acceptent de rester dans la communauté française, au nom d'un même idéal démocratique, d'une culture partagée, d'une longue tradition de vie en commun. Cela exige, de la part de tous, des concessions, une volonté très ferme de se comprendre, le partage des responsabilités. Mais ce serait un signe qu'à l'autre bout du monde des peuples d'origine différente se réunissent et fraternisent dans l'amour de la liberté que notre nation a enseigné au monde.

« Le Dossier calédonien », de Jean-Paul Besset, « Hienghène, le désespoir calédonien », de Lionel Duroy

Deux livres pour comprendre l'enjeu

Voilà deux livres complémentaires qui tombent à pic parce qu'ils aident à mieux comprendre l'enjeu du référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Le Dossier calédonien, de Jean-Paul Besset, est, sans conteste, de tous les ouvrages récents consacrés à ce territoire des antipodes, l'un des plus complets et des mieux documentés sans que la clarté du style soit affectée par sa densité.

L'auteur sait de quoi il parle. Avant de faire partie de l'équipe rédactionnelle de *Politika*, il a été, en qualité de rédacteur en chef, l'un des principaux acteurs de la plus passionnante aventure journalistique que la Nouvelle-Calédonie ait vécue ces dernières années. Son *Journal de Nouvelle-Calédonie* — le *Journal bleu*, comme on l'appelait à-bas à cause de la couleur de son titre — a connu, en 1984-1985, une gloire qui, pour être éphémère, n'en a pas moins été authentique.

S'il n'avait pas été victime d'un blocus économique total de la part des annonceurs potentiels du territoire, priés par M. Jacques Lafleur de boycotter ce quotidien jugé trop proche, à l'époque, du délégué du gouvernement socialiste, M. Edgard

Pisani, il aurait continué à prendre des lecteurs aux *Nouvelles calédoniennes*, qui a retrouvé une position de monopole depuis son sabotage, faute de publicité commerciale, en pleine ascension de ses ventes.

Sans aucun esprit de revanche, Jean-Paul Besset apporte des réponses précises aux questions qui conditionnent le destin du territoire : que fait la France en Nouvelle-Calédonie ? Les calédoches sont-ils des colons ? Les Canaques sont-ils français ? Peut-on parler de réalité coloniale en Nouvelle-Calédonie ? Qu'est-ce que la France a apporté à la Nouvelle-Calédonie ? Le maintien dans la République française constitue-t-il la seule façon de résoudre pacifiquement les problèmes ? L'indépendance de la Nouvelle-Calédonie est-elle réaliste ? Que veulent les indépendantistes ?

Sa conviction est faite : « Un peuple — le peuple français, depuis la prise de possession de 1853 — a fait violence à un autre — le peuple canaque ; et il incombe aujourd'hui à la République française de réparer ses erreurs passées en préparant l'accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance. Car Jean-Paul Besset croit à « sens de l'histoire » qui rend inéluctable l'émancipation politique de ce pays.

Il ne s'agit pourtant pas d'un livre militant au sens étiqué que cet adjectif reçoit généralement. Ou plutôt, si cet ouvrage militie, c'est pour que l'intelligence prévaille sur le territoire. « Pour être utile, l'aide de la France doit rompre avec le système qu'elle a institué en Nouvelle-Calédonie, souligne Jean-Paul Besset. Encourager la production

plutôt que l'importation, l'agriculture plutôt que le négoce, l'arrière-pensée plutôt que la ville, les relations régionales plutôt que les liens avec la métropole. Appuyer une dynamique économique et sociale de développement autonome dont la responsabilité centrale aura changé de main et dont les mécanismes n'aboutiront plus à reproduire les privilèges et la domination d'une minorité ethnique. C'est au prix de ce changement de cap que la Calédonie se verra offrir la chance de vivre son indépendance. Et c'est à ce changement que la France devra de pouvoir maintenir sa présence dans le Pacifique, car cette présence sera perçue comme tournée vers la paix et le développement. »

Hienghène le microcosme absolu

Sans doute, Jean-Paul Besset sera-t-il accusé par le lobby local du statu quo de prolonger les orientations d'Edgard Pisani, pour lequel il ne cache pas une certaine tendresse. Mais l'opportunité de ce livre apparaît d'autant plus aiguë qu'il développe avec lucidité une analyse décapante, implacable pour tous les poncifs dont tous les conservateurs affublent ce dossier calédonien.

Si l'électeur indécis ne devait emporter qu'un seul livre dans l'île, ce serait celui-ci et il ne s'en nuierait pas avant de voter « oui ».

Lionel Duroy, lui, ne connaissait pas la Nouvelle-Calédonie quand il a cherché à comprendre, en tant que spécialiste des affaires judiciaires, comment cette extraordinaire société du bout du monde avait pu engendrer un jour l'effrayant verdict d'acquiescement des auteurs de

l'embuscade du 5 décembre 1984 qui fit dix morts parmi les militants indépendantistes de la vallée de la Tiendanite, à Hienghène, dont deux des frères de M. Jean-Marie Tjibaou. Et le bilan de son exploration sur le terrain donne un fulgurant coup de projecteur sur les absurdités de cet univers calédonien, où Calédoches et Canaques se côtoient depuis un siècle et demi sans se connaître et sans même vraiment essayer de se comprendre ; sur cette pitoyable tragédie dont les racines remontent dérisoires les recherches sur le partage des responsabilités.

Sous la plume alerte de Lionel Duroy, la vallée de Hienghène apparaît soudain comme le microcosme absolu, le lieu où se résume l'histoire folle de deux communautés sombrant lentement dans le désespoir, puis l'horreur, faute d'avoir su, ou voulu mutuellement, s'apprivoiser.

A moins que la vallée de Hienghène ne soit au fond, plus que toute autre, hantée par la fatalité. Il y avait quelque chose d'incorrigible dans le destin de la famille Lapetite, dont le père et les fils ont massacrés ce soir-là plusieurs de leurs amis canaques. Tout était écrit, sans doute, depuis ce jour de 1899 où son patriarche, François, débarquant de Loire-Atlantique avec sa famille nombreuse, prit possession à Hienghène d'une plantation de café qui lui avait été attribuée par le gouverneur Feillet, en tant que colon volontaire, sans savoir que la veille les gendarmes avaient chassé *manu militari* les Canaques qui l'avaient plantée et à laquelle elle appartenait jusqu'à son arrivée.

Et comment s'interroger encore sur les motivations nationalistes des

Canaques de Hienghène, dont M. Tjibaou est le chef, en découvrant la longue litane des exactions en tout genre commises contre eux au fil de la colonisation ? Pourtant, qu'ils ont aimé la France ! A l'exemple d'Aman, ce chef de la tribu des Foyca, coupable d'insubordination caractérisée, aux yeux de l'administration et de l'Eglise catholique, parce qu'il persistait dans un paganisme heureux, et qui, après avoir été emprisonné par ruse, au cours d'une réception pour les environs de Verdun où l'armée perdait sa trace en 1917...

Quelle actualité dans ce récit passionnant, nourri d'anecdotes ! En racontant l'aventure des modestes pionniers calédoches de Hienghène, abandonnés par la France au milieu d'une population canaque humiliée, Lionel Duroy dresse, sans le vouloir, avec une sensibilité exempte de manichéisme, le plus terrible des réquisitoires contre l'inconséquence criminelle d'un pouvoir central inapte, à travers le temps, à maîtriser les processus enclenchés en son nom. Et en nous faisant partager les rêves, les peurs, les espoirs, les fantasmes de ces hommes, qu'ils soient canaques ou victimes, calédoches et meurtriers d'un soir de démesure, Lionel Duroy réussit la gageure d'apporter au débat politique actuel le meilleur des plaidoyers pour la paix des cœurs, qui vaut bien, après tout, celle des consciences.

ALAIN KOLLAT.

★ *Le Dossier calédonien*, de Jean-Paul Besset, la Découverte, 175 p., 85 F.

★ *Hienghène, le désespoir calédonien*, de Lionel Duroy, Barrault, 320 p., 98 F.

OUI c'est

14 Le référendum, pour l'autodétermination de l'Inde Pacifique, s'ouvrira le 6 novembre, et se poursuivra jusqu'au 20 novembre.

21 L'indépendance de la Nouvelle-Calédonie sera-t-elle le 6 novembre ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

22 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

23 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

24 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

25 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

26 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

27 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

28 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

29 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

30 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

31 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

32 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

33 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

34 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

35 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

36 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

37 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

38 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

39 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

40 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

41 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

42 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

43 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

44 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

45 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

46 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

47 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

48 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

49 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

50 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

51 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

52 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

53 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

54 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

55 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

56 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

57 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

58 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

59 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

60 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

61 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

62 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

63 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

64 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

65 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

66 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

67 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

68 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

69 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

70 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

71 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

72 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

73 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

74 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

75 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

76 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

77 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

78 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

79 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

80 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

81 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

82 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

83 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

84 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

85 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

86 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

87 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

88 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

89 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

90 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

91 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

92 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

93 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

94 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

95 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

96 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

97 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

98 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

99 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

100 La France 2000 : quelle sera la France de demain ? Le vote du 6 novembre sera-t-il le dernier référendum ?

MARTINOT DE PREUIL
49560 NUEL-SUR-LAYON

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA FORMATION, CLÉ DE L'EMPLOI

Avec notamment des articles de : MICHEL DELEBARRE, CLAUDE EVIN, JEAN-MICHEL GALLARD, ANDRÉ LAGNEL.

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 F d'abonnement, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

Politique

Le Sénat débat à son tour de la création d'un revenu minimum d'insertion

Plus de responsabilités et moins de dépenses pour les collectivités locales ?

Les discussions sur le projet de loi créant un revenu minimum d'insertion (RMI) qui, après son adoption par l'Assemblée nationale le 12 octobre, devait être examiné par le Sénat le mercredi 2 novembre, ne sont pas près d'être terminées.

Si la commission sénatoriale des affaires sociales a moins bouleversé le texte du projet que ne l'avait fait celle de l'Assemblée, certaines propositions d'amendement risquent de remettre en cause l'équilibre entre l'Etat et les collectivités locales obtenu à l'Assemblée. Ces propositions ayant par leur nature même de grandes chances d'être votées par le Sénat la réunion de la commission mixte paritaire s'annonce d'ores et déjà animée.

La commission sénatoriale propose notamment que la commission locale d'insertion, celle qui déterminera les actions d'insertion pour les bénéficiaires du revenu minimum, soit composée pour moitié d'élus locaux et que la commission départementale — qui met au point les

programmes d'insertion dans le département — soit composée pour moitié de représentants des communes et du département, alors que le texte adopté par l'Assemblée ne prévoyait pas de proportions fixes ni pour les uns ni pour les autres.

Derrière, ce sont les responsabilités respectives de l'Etat et des collectivités qui sont en cause. Le gouvernement, par crainte de clientélisme et des surenchères locales — les collectivités ne payant pas de leur poche — avait confié aux préfets l'attribution du RMI et la présidence de la commission départementale d'insertion, contre le vœu de ceux qui, comme M. Delebarre, souhaitent donner le maximum de responsabilités aux collectivités locales, afin de les impliquer davantage, comme ce fut le cas pour les TUC.

Attitude parcimonieuse

L'Assemblée nationale avait déjà obtenu que la commission départementale d'insertion soit coprésidée par le préfet et le président du conseil général. La commission sénatoriale va plus loin en accordant de facto une majorité aux représentants des collectivités locales. Malheureusement, et dans le même mouvement, elle entend limiter la participation financière des départements à 40 F par habitant et en prévoyant une compensation de l'Etat lorsque les dépenses du département dépassent ce que le RMI lui fait économiser sur les dépenses d'aide sociale.

Cette attitude de parcimonie rend peu crédible la revendication de responsabilité accrue pour les collectivités locales. Elle assure mal de leur effort d'insertion et, plus généralement, de leur volonté de lutter contre la pauvreté. En outre, de telles dispositions ouvrent la voie à d'interminables disputes sur le montant réel des économies que l'Assemblée nationale a voulu éviter en imposant un pourcentage fixe des dépenses de revenu minimum.

L'argument de principe avancé par la commission — l'aide sociale relevant de la compétence des

départements on ne peut leur imposer une contribution — est contradictoire avec l'idée d'un plafonnement des dépenses. D'ailleurs, M. Adrien Zeller, ex-secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale dans le gouvernement de M. Chirac, défenseur de l'implication des collectivités locales, a vigoureusement soutenu l'idée d'une participation financière proportionnelle au montant du RMI versé dans le département, afin que celui-ci ne se désintéresse pas de l'insertion.

Considérations de boutique

Sans doute, le principe risque de peser davantage sur les départements économiques et sociaux comparables, les sommes consacrées à la lutte contre la pauvreté variant beaucoup d'un département à l'autre, qu'il s'agisse de « compléments locaux de ressources » créés par M. Zeller en 1986 ou des allocations de l'aide à l'enfance. Récompense à la vertu : ceux qui économiseront le plus sont ceux qui dépensent déjà le plus.

De même, la proposition de réserver « l'instruction » des demandes aux centres communaux ou intercommunaux d'aide sociale, alors que le texte de l'Assemblée permettrait aux demandeurs de s'adresser aussi bien à des associations ou au service social départemental, paraît inspirée par de pures considérations de boutique. Elle va à l'encontre du soulèvement manifesté par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission, « d'aller au plus près du terrain pour toucher le mieux les bénéficiaires potentiels du RMI ». Beaucoup de centres communaux connaissent mieux les personnes âgées que les demandeurs potentiels de RMI, on s'est plutôt porté à faire des sélections entre eux. Et certains demandeurs ne tiennent pas nécessairement à le faire savoir dans leur commune.

D'autres amendements, proposés par la commission, risquent également de provoquer des discussions soit avec les membres de l'Assemblée nationale, soit avec le gouvernement : le retour au texte gouverne-

mental pour l'attribution du RMI aux étrangers — l'exigence d'une carte de séjour de dix ans (!) — de peur de créer un « effet d'appel » sera sans doute vivement combattu par les députés socialistes, qui avaient été sensibles aux interventions de nombreuses associations caritatives ou de chômeurs aussi bien que d'immigrés sur ce point.

En revanche, sur le calcul des ressources des candidats au RMI, c'est plutôt le gouvernement qui risque d'être réticent. Sensible aux demandes des associations familiales et d'ATD Quart-monde — le rapporteur, M. Pierre Louvot, préside l'amicale sénatoriale de soutien à l'ATD — la commission a souhaité que les allocations familiales ne soient pas totalement incluses dans les ressources des demandeurs au même titre que l'allocation logement.

Prise à la lettre, cette proposition élargirait considérablement le nombre des bénéficiaires du RMI et rapprocherait par trop celui-ci du revenu des amicaux. En fait, M. Louvot a expliqué qu'il souhaite surtout que la règle de calcul des ressources soit assouplie pour les familles nombreuses, ce qui est plus réaliste.

Cette même implication du rapporteur explique que la commission veuille assouplir les exigences en matière d'insertion et la notion de « contrat » avec le bénéficiaire du RMI : « A vouloir insister sur le contrat, on risque de manquer la cible », déclare M. Louvot. C'est une note juridique qui n'a pas de sens pour une partie de ce public. Le lien avec l'insertion doit être proclamé, car c'est l'essence même de la loi, mais il faut être modeste dans les objectifs. Beaucoup de projets n'aboutiront pas.

Curieusement, à l'Assemblée, ce sont les centristes et la droite — majoritaires au Sénat — qui avaient insisté sur la contrepartie à apporter au revenu minimum et sur le lien entre revenu minimum et insertion.

GUY HERZLICH

L'épouse de M. Marchais plaide pour l'éducation des cadres du PCF Liliane fait la leçon

« Je pense que la conférence nationale devrait fortement attirer l'attention de tout le parti sur notre travail d'éducation. » Cette recommandation est formulée par Mme Liliane Marchais, adhérente du PCF à la cellule Croizat-Thimbaud, section de Champigny, fédération du Val-de-Marne.

L'Humanité, du mercredi 2 novembre, publie une contribution de Mme Marchais dans le cadre de la « Tribune de discussion » préparatoire à la conférence nationale du PCF des 12 et 13 novembre, dont le thème est « Faisons de chaque cellule, de chaque communiste, un artisan décisif de l'union pour se défendre, de l'union pour que ça change. »

« Certes, l'activité de la cellule constitue un creuset où les adhérents du parti acquièrent une bonne connaissance de notre stratégie, écrit l'épouse du secrétaire général, tout en soulignant que cette activité, ne saurait, pour autant, conduire à sous-estimer la nécessité d'un immense et spécifique travail d'éducation pour la formation des cadres du parti. »

Mme Marchais développe l'idée selon laquelle « les nombreuses campagnes électorales » de « ces dernières années » ont entravé le « travail d'éducation » du PCF en direction de ses jeunes adhérents, parmi lesquels se recrutent les futurs animateurs du parti, alors même, selon l'auteur, que, « dans nos derniers congrès, nous avons procédé à un profond renouvellement de notre stratégie ». En clair, le PCF n'aurait pas les cadres nécessaires à sa politique.

[Revue éditée en janvier 1988 par une expression de son mari — « Liliane, fais les valises, on rentre à Paris », — qui avait donné, à la télévision, sa version de la rupture de l'union de la gauche intervenue durant l'été 1977, Mme Marchais avait précisé, en lançant une initiative du PCF pour le Nicaragua, en mai 1982, que son rôle ne se bornait pas à « faire les valises ». Campagne du secrétaire général avant leur mariage, en février 1977, elle est membre de la direction de la fédération communiste du Val-de-Marne depuis 1959, département où M. Marchais est élu député depuis 1973.]

O. B.

« Le « non » de M. Noir à M. Delors. — M. Michel Noir, député RPR du Rhône, ancien ministre du commerce extérieur, a décliné une proposition de M. Jacques Delors, président des Communautés européennes, qui souhaitait le voir succéder à M. Claude Cheysson dans cette instance au poste qui vient d'être attribué à M^{me} Christiane Scrivener. Interrogé sur les raisons de son refus, M. Noir a répondu qu'il « aime Lyon » et n'a « pas envie » de quitter cette ville.

(Publicité)

UNE DEUXIEME COMPETENCE, L'INFORMATIQUE POUR DIPLOMES NON SCIENTIFIQUES

L'Université Pierre-et-Marie-Curie organise une formation à de NOUVEAUX METIERS DE L'INFORMATIQUE pour des diplômés Bac + 5 (éventuellement Bac + 4) en Sciences Humaines et Sociales, Lettres, Droit, Economie, etc. La formation est d'une année à temps plein dont trois mois de stage en entreprise. Rémunération possible des stagiaires. Service de formation permanente de l'Université Pierre-et-Marie-Curie — Paris VI — 4, place Jussieu - Tour centrale - 13^e étage 75252 PARIS Cedex 05 Tél. 46-33-10-32 et 43-23-02-83 43-36-26-26 poste 48-47

REVEILEZ VOTRE ANGLAIS pour gagner en 1992!

Dernière l'Europe! Bougez! Participez à un entraînement actif à la conversation avec des autochtones anglophones expérimentés. Stages "bilingues" d'anglais avec supports pédagogiques audio et vidéo, sur le même principe, à autres langues.

RENSEIGNEZ-VOUS! N° VERT 05.19.66.00

Sus HUNTER
Centre de Formation aux Langues
12 rue Lincoln (Champs-Élysées)
75008 PARIS

Champion de France dès la 1^{ère} année: on ne manque pas de souffle en Renault 21.



RENAULT 21. LE SOUFFLE DE LA LIBERTE.

1^{re} des ventes dans sa catégorie, 26 versions, 6 motorisations essence et Diesel, la Renault 21 c'est la voiture de Jean Ragnotti, champion de France de Superproduction 1988. 1^{re}, dès la 1^{ère} année: on ne manque pas de souffle en Renault 21.

RENAULT présente elf

RENAULT DES VOITURES A VIVRE

Vive le sport

RENAULT

Société

FOOTBALL : l'ancien sélectionneur écarté après une série de mauvais résultats

Michel Platini remplace Henri Michel à la tête de l'équipe de France

Villeurbanne, mardi 1^{er} novembre. 22 heures, au siège de la Ligue du Lyonnais de football, Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football (FFF), confirme officiellement que Michel Platini remplace Henri Michel au poste de sélectionneur de l'équipe de France.

Quelques heures auparavant, il avait pourtant démenti des informations fautive dat de ce changement à la tête de la sélection nationale. Le limogeage d'Henri Michel avait été annoncé le matin même sur les ondes des radios périphériques. France-Info avait, à la mi-journée, donné en exclusivité le nom de son successeur.

Débordé par une information qu'il ne souhaitait pas voir divulguée si tôt, Jean Fournet-Fayard avait voulu gagner du temps par le biais d'un démenti. En fin d'après-midi, il rencontra Henri Michel pour lui annoncer ce qu'il savait déjà.

Depuis l'élimination sans gloire du championnat d'Europe des nations 1988, ses jours à la tête de la sélection nationale paraissent comptés. Ne l'avait-il pas portée que deux fois à la victoire lors des dix rencontres officielles disputées depuis la fin du Mondial mexicain en 1986 ? Encore ces deux succès avaient-ils été acquis à domicile contre l'Islande et la Norvège.

Le mal consacré à Chypre le 22 octobre, catastrophe dans la perspective de la qualification pour le prochain Coupe du monde, a précipité sa chute. L'absence de mesures radicales après cet échec a confirmé l'image d'un Henri Michel incapable d'entraîner la spirale de l'échec dans laquelle l'équipe de France s'était engagée.

M. Jean Fournet-Fayard qui, au retour de Chypre, ne semblait pas décidé à tailler dans le vif, a convoqué un « conseil de crise » pour le 2 novembre. On voyait mal alors qui aurait pu succéder à Henri Michel et, sans doute, ce-ci à la principale raison du succès qui lui fut accordé.

C'est alors que Michel Platini et Claude Bez sont arrivés à la rescousse. Au cours d'une rencontre avec le président de la Fédération française de football, à l'Hôtel George V à Paris, le

lundi 31 octobre, ils lui ont présenté leur projet. M. Fournet-Fayard a sauté alors sur la planche de salut qui lui était offerte à deux mois du renouvellement de son mandat de président. « Depuis Chypre, je me suis peu à peu convaincu qu'il fallait faire quelque chose. Frapper un grand coup. Maintenant, s'il n'y avait pas eu un Platini dans le pays, je ne peux assurer qu'Henri Michel aurait été remplacé. »

Le rôle de Claude Bez

A ses côtés, l'ancien capitaine de l'équipe de France devait disposer du soutien de Gérard Houllier, entraîneur du Paris-Saint-Germain, qu'il emmena au titre de champion de France avant d'entrer dans la direction technique de la Fédération en août dernier, et de Claude Bez, le président des Girondins de Bordeaux, qui est nommé intérimaire général.

Ce dernier semble être l'instigateur du putsch de la Toussaint. En septembre dernier, il avait affirmé que la France n'avait que deux chances sur dix de se qualifier pour la Coupe du monde. Il avait ouvertement critiqué les conceptions du sélectionneur. L'échec de Chypre, où aucun joueur bordelais n'avait été retenu alors qu'on avait envisagé une équipe de France bâtie sur une ossature girondine, a renforcé la position de Claude Bez et amoindri d'autant celle d'Henri Michel.

Le président des Girondins de Bordeaux avait pris contact avec Michel Platini le mercredi 26 octobre, lors du match de Coupe d'Europe entre l'Urss et la France. Entre New-York et Turin, où il disputait deux matches d'exhibition, Michel Platini s'était arrêté à Paris lundi pour donner son accord au président Fournet-Fayard. Une semaine pour ce dernier, qui devait prouver aux nouveaux sponsors de la sélection nationale (Perrier, Canal Plus) sa volonté de faire bouger les choses.

Or, avec Platini triple ballon d'or, il dispose maintenant d'un sélectionneur

qui présente toutes les caractéristiques du « patron » que la France recherchait justement depuis sa retraite, en 1987. Meilleur de jeu et d'homme, il a été le pilier des campagnes mondiales d'Espagne en 1982 et du Mexique en 1986, et surtout du championnat d'Europe des nations, gagné en 1984.

A trente-trois ans, il devient le plus jeune sélectionneur qu'ait connu le football français. En sortant de sa retraite sportive, il prend un risque dont il paraît bien conscient. N'écrit-il pas, après le mal de Chypre, dans la chronique hebdomadaire qu'il tient dans le journal *L'Equipe* : « Qui peut sérieusement croire qu'il suffirait de remplacer Henri Michel pour que soudain notre équipe nationale retrouve des ailes ? »

Il s'est tout de même doté de quelques garanties avant de s'engager dans ce nouveau pari. Ainsi Jean Tigana devrait-il porter le brassard de l'équipe de France en Yougoslavie, le 19 novembre, lors du troisième match

qualificatif pour la Coupe du monde. Le capitaine bordelais n'a fait aucun commentaire sur un éventuel retour dans une sélection nationale qu'il a quittée il y a plus d'un an.

Il s'est plusieurs fois déclaré réticent devant une telle proposition. Mais on le voit mal dire non à un appel de son ami Platini. Surtout lorsque l'on sait la détermination de Claude Bez, le président du club de Tigana, à faire respecter des règlements qui stipulent que tout joueur est tenu d'accepter les sélections. Le retour de Tigana en appellera-t-il d'autres parmi ceux qui avaient quitté l'équipe de France après le Mondial mexicain ?

Michel Platini, auquel on a souvent prêt certaines responsabilités dans la composition des équipes de France, que ce soit avec Michel Hidalgo ou avec Henri Michel, a désormais tous les pouvoirs pour rendre âme et confiance en elle à la sélection nationale.

THIERRY CERINATO.

[Michel Platini est né le 21 juin 1955 à Joux (Meurthe-et-Moselle). De 1966 à 1972, il joue à l'AS Nancy-Lorraine ; de 1972 à 1979, à l'AS Nancy-Lorraine ; de 1979 à 1982, à l'AS Saint-Etienne ; puis de 1982 à 1987, à la Juventus de Turin, où il termine sa carrière. Il a été entraîneur-adjoint de l'équipe de France A, et cinquante fois capitaine de l'équipe de France (37 victoires, 17 nuls, 18 défaites, 41 buts). La première, à Paris le 27 mars 1976, contre la Tchécoslovaquie, la dernière à Paris le 29 avril 1987, contre l'Allemagne. C'est le joueur français qui a disputé le plus de matches de Coupes d'Europe (52 matches, 31 victoires, 10 nuls, 11 défaites, 28 buts).

Platini a été champion d'Europe des nations (1984) ; deux fois demi-finaliste de la Coupe du monde (1982, 1986) ; vainqueur de la Coupe des champions (1983) ; vainqueur de la Coupe des coupes (1984) ; champion de France (1981, 1984, 1986) ; vainqueur de la Coupe de France (1978) ; trois fois Ballon d'or européen (1983, 1984, 1985). Michel Platini collabore à Canal Plus, *L'Equipe* et le mensuel *Mondial* (dont il est actionnaire). Il possède 49 % de la société Michel Platini Production (ligue

de vêtements de sport) et préside la fondation antidrogue qui porte son nom.]

[Henri Michel est né le 29 octobre 1947 à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Jusqu'en 1966, il joue à l'AS Aixoise. De 1966 à 1982, au Football-club de Nantes. Trois fois champion de France avec Nantes (1973, 1977, 1980). Henri Michel est vainqueur de la coupe de France (1979), cinquante-huit fois sélectionné en équipe de France, la première le 17 septembre 1967 à Varsovie contre la Pologne, la dernière le 11 octobre 1980 à Limassol contre Chypre, il a été six fois capitaine de l'équipe de France.

De 1982 à 1984, Michel est entraîneur de l'équipe de France, médaille d'or à Los Angeles, après être resté entraîneur pendant tout le tournoi olympique. Sélectionneur national depuis juillet 1984 et directeur technique national (DTN) depuis 1984. Il a été sélectionné pour trente-six matches de l'équipe A (17 victoires, 11 nuls, 8 défaites) et son équipe a obtenu une troisième place lors de la coupe du monde au Mexique en 1986. Henri Michel conserve le titre de directeur technique national.]

L'homme providentiel

Comme l'a fait remarquer Guy Roux, l'entraîneur d'Auxerre, la France comptait 54 millions de sélectionneurs à la veille des matches de l'équipe nationale de football. C'est désormais le « plus libre » d'entre eux, si l'on en croit le « fils de pub » Jacques Séguela, qui tiendra ce rôle : Michel Platini a en effet accepté de remplacer Henri Michel pour former une équipe capable d'arracher sa sélection à la prochaine coupe du monde.

Platini, Platoche, c'est un mythe, l'incarnation du football champagnais, la cristallisation de l'intelligence du jeu, le symbole d'une France qui peut gagner. Un mythe qui n'a jamais été aussi fort depuis qu'il a décidé, le 17 mai 1987, de prendre sa retraite et que l'image de l'équipe nationale s'est effilochée au gré des déceptions et des échecs. Qu'on ait pensé à lui pour provoquer un sursaut collectif de l'équipe nationale va dans le sens d'une logique toute hexagonale, celle de l'homme providentiel, quasiment du magicien, censé par sa seule personnalité régler tous les problèmes.

Mais qu'on fasse appel à Michel Platini dans ces circonstances particulières montre aussi la profondeur de la crise qui mine la première et la plus puissante fédération sportive française. Car avant de provoquer un choc, la manière dont cette décision a été prise a été choquante. Dans cette affaire, le président Jean Fournet-Fayard a montré son incapacité à traiter les problèmes dont il a la charge. C'est en effet de son bureau qu'aurait dû sortir une solution au manque de résultats de l'équipe de France depuis le Mondial mexicain. Est-ce parce que ses affaires personnelles le retiennent trop à Lyon ? En tout cas, la solution lui a été fournie « clé en main » par le président des Girondins de Bordeaux, Claude Bez, qui avait déjà été nommé à Henri Michel. Et la façon dont l'information a fini par être confirmée, au cours d'une conférence de presse nocturne, alors qu'elle avait été annoncée le matin sur France-Info par un journaliste qui avait suivi son montage depuis le début, n'est qu'une confirmation de cette incapacité à gérer les événements. Le monde du

football devait donc décider rapidement s'il faut ou non continuer à être dirigé à mi-temps.

Dans ce contexte, comment apprécier si Michel Platini sera la roue de secours qui permettra à l'équipe de France de prendre un nouveau départ, ou une simple rustine sur un vieux pneu qui crèvera à nouveau rapidement ?

En premier lieu, l'ancien capitaine de l'équipe de France n'a pas les diplômes d'entraîneurs chers à Guy Roux. Le travail sur le terrain devra donc être fait par Gérard Houllier. Et il y a peut-être dans la division des fonctions de sélectionneur et d'entraîneur les prémices d'un désfonctionnement. Le choix des joueurs doit en effet correspondre à une conception du jeu. Platini et l'ancien entraîneur du PSG ont-ils les mêmes ? Il ne semble pas qu'ils aient eu le loisir d'en discuter.

Deuxième difficulté : la situation personnelle de Michel Platini. Depuis qu'il a pris sa retraite de joueur, celui-ci a de multiples activités professionnelles. Tout d'abord, Platini devra abandonner les collaborations qu'il entretenait avec des médias comme *L'Equipe*, *Canal +*. Ensuite, il devra mettre en veilleuse ses fonctions de vice-président de l'AS Nancy-Lorraine. Enfin il lui sera difficile de rester au premier plan pour la promotion de la ligne de vêtements qu'il a lancée l'été dernier en association avec Les Cooper. Bref, Platini qui a déjà un agenda très chargé devra faire des sacrifices importants pour s'occuper de l'équipe nationale.

Mais le principal obstacle qui se dresse sur sa route est l'urgence dans laquelle il se trouve : il n'a que deux semaines pour former une équipe capable de ramener de Yougoslavie le point qui le maintiendra en course pour la coupe du monde. En fait parce qu'il est appelé comme un sauveur Platini n'a pas droit à l'erreur. Le 18 novembre il jouera sur un match toute sa crédibilité comme sélectionneur. C'est un pari risqué. Même si des anciens comme Jean Tigana ont accepté de reprendre leur place sous le maillot bleu.

ALAIN GRAUDO.

SAINT-GOBAIN LE DÉVELOPPEMENT



ÉMISSION DE 5 743 315 ACTIONS A BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

LES ACTIONS

Priorité de souscription pour les actionnaires actuels du 24 octobre au 5 novembre 1988. A raison de 1 action nouvelle pour 9 actions anciennes. Le nombre d'actions anciennes sera arrondi au multiple de 9 supérieur.

LES BONS DE SOUSCRIPTION

A chaque action nouvelle est attaché un bon de souscription. 1 bon permettra de souscrire 1 action au prix de 630 F, à tout moment et jusqu'au 31 décembre 1993.

Service de Relations avec les Actionnaires

« Les Mirroirs » - Cedex 27 - 92096 Paris-La Défense -

Tél. (1) 47 62 33 33 - Minitel 3615 code GOBAIN

La note d'opération visée par la CDB en date du 20 octobre 1988 est sous le n° 98-306 ainsi que le document de référence émis par le 29 avril 1988 qui en fait partie intégrante, sont disponibles auprès des Banques, Sociétés de Bourse et tous Établissements Financiers, ainsi qu'au Service des Relations avec les Actionnaires de la Compagnie de Saint-Gobain. BALO du 24 octobre 1988.

POUR RENFORCER SES ATOUTS DANS LA COMPÉTITION INTERNATIONALE SAINT-GOBAIN AUGMENTE SON CAPITAL

Saint-Gobain poursuit sa stratégie de développement en France et dans le reste du monde :

Saint-Gobain modernise et accroît ses moyens de production. Près de 5 milliards de francs seront consacrés cette année à renforcer ses moyens de base. Parmi les projets : une nouvelle usine de verre plat dans la Vallée du Rhône : une nouvelle machine à papier à Cordat dans le Périgord : deux usines de fibres de renforcement au Brésil et en Espagne.

Saint-Gobain accélère son développement international par des acquisitions et des prises de participation dans des sociétés allemandes (céramiques industrielles, verre d'emballage), britannique (produits de quartz et de silice), danoise (fibres d'isolation), américaine (matériaux de construction). Le Groupe a également pris le contrôle total de ses filiales américaine et belge.

Pour se donner des moyens d'actions supplémentaires et renforcer ses atouts dans la compétition internationale, Saint-Gobain propose à ses actionnaires de participer à une augmentation de capital par émission d'actions assorties de bons de souscription d'actions.

SAINT-GOBAIN

NOTRE MÉTIER : LA COMPÉTITION

ULTRA
MODE
SOLIT
le Nouvel

Société

JUSTICE

Le congrès du Syndicat des avocats de France

La menace d'une grève programmée

CLERMONT-FERRAND
de notre envoyée spéciale

Plafonnée, l'aide judiciaire ; dérisoires, les commissions d'office. La situation du « secteur justice », celle faite aux justiciables les plus défavorisés, mais aussi à leurs habitués défenseurs, ne manquent pas d'inquiéter les avocats du SAF (Syndicat des avocats de France). Le thème retenu pour leur XV^e congrès, qui s'est tenu à Clermont-Ferrand du 29 au 31 octobre (*Le Monde* du 1^{er} novembre), « Défense et précarité », ne pouvait, en période d'austérité budgétaire, que déboucher sur un coup de colère. Ainsi, le congrès a-t-il adopté une motion assez provocatrice appelant en réalité à une grève de l'aide légale — en dernier recours — au printemps prochain.

Rémunérés sous forme d'indemnités forfaitaires dérisoires (275 F pour une commission d'office, 2040 F pour une procédure devant le tribunal de grande instance, 870 F devant le tribunal d'instance, un peu plus de 1 000 F pour une affaire d'assises, etc.), les avocats du SAF en ont assez : non seulement pour eux-mêmes mais aussi pour leurs clients. Ils estiment que, dans ces conditions, une défense décente ne peut être assurée. C'est pourquoi ils ont décidé de demander à leurs adhérents de chiffrer systématiquement le coût de leurs dossiers d'aide légale, du 1^{er} janvier au 31 mars, « en faisant apparaître la perte en frais et en honoraires subie par les avocats », en se fondant sur un coût horaire de 500 à 1 000 F. Les barreaux centraliseront ces chiffres, seul moyen d'évaluer à l'échelon national le poids du secteur assisté sur la profession. Un document comptable sera ensuite établi et adressé à la chancellerie et au ministère du budget, dans la perspective de l'ouverture de

négociations sur « un mode de financement équitable de l'aide légale ». Le SAF est décidé, « faute d'engagement précis, concret et acceptable des pouvoirs publics », à engager au printemps un mouvement de grève de l'aide légale.

Parallèlement, le SAF invite l'ensemble de la profession d'avocat — et notamment les ordres — « à mettre en œuvre la publicité des honoraires moyens usuellement pratiqués sans attendre l'élaboration d'un barème national » et demande à ses adhérents de refuser les conditions de règlement imposées par les compagnies d'assurances, qui proposent des contrats de protection juridique, dès lors que ces tarifs seraient inférieurs au coût économique réel. Conscient de la nécessité d'adapter et de moderniser la profession — malgré des divergences internes — le SAF se déclare attaché au « rapprochement » (c'est le terme utilisé par le garde des sceaux), des professions d'avocat et de conseil juridique mais avec des « clauses de sauvegarde » touchant notamment à un strict respect de la déontologie de la profession.

Enfin, en matière pénale, déçu par la réforme de la détention provisoire présentée par M. Pierre Arpaillange, le SAF propose une charte de 25 propositions (information de la personne gardée à vue sur ses droits, suppression du secret de l'instruction, suppression de la détention provisoire, respect du contradictoire en matière d'expertise, etc.) et annonce qu'il « s'opposera à toute réforme de façade et dénoncera les gadgets procéduraux qui donnent l'illusion d'une amélioration de la justice pénale sans promouvoir les droits de la défense et sans se soucier de garantir le principe selon lequel la détention provisoire doit être l'exception ».

AGATHE LOGEART.

Un skinhead écorché au Havre. — Un consommateur et le propriétaire d'un bar du Havre, le Restobar, ont été frappés par un groupe d'une douzaine de skinheads, dimanche 30 octobre, vers 3 heures, la bande a aussi endommagé le mobilier du café. Un des agresseurs, Régis Karhuel, vingt-trois ans, a été écorché et trois autres skinheads, tous domiciliés en Seine-Maritime, ont été placés en garde à vue.

Du beaujolais dans la Saône

Après avoir rempli sa citerne de 30 000 litres de beaujolais nouveau dans une cave située près d'Anse (Rhône), le 1^{er} novembre, un camionneur a raté un virage et entonné une maison inhabitée. Le contenu du citerne s'est déversé dans un canal se jetant dans la Saône. Le vin, dilué dans un cours d'eau du débit de la Saône, ne devrait pas nuire aux poissons.

Trois réactions après la disparition de Casamayor

Dans un télégramme de condoléances adressé, lundi 31 octobre, à M^{me} Fuster, veuve du magistrat décédé samedi, chroniqueur du *Monde* sous le pseudonyme de Casamayor (*Le Monde* du 1^{er} novembre), M. François Mitterrand écrit notamment : « Casamayor a lutté toute sa vie pour une justice toujours plus indépendante et ouverte sur les réalités sociales ».

Dans un autre télégramme, M. Michel Rocard, premier ministre, rend lui aussi hommage à Casamayor qui, déclare-t-il, « demeura un guide pour tous ceux qui recherchent de nouveaux chemins pour les libertés. Nous lui devons beaucoup. Sa disparition nous touche profondément ».

De son côté, M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, souligne dans un texte publié par la chancellerie : « Toute sa vie, Casamayor a réfléchi aux problèmes de la justice. Il a été l'un des initiateurs de pistes nouvelles à défricher. Casamayor laissera un grand souvenir dans le monde judiciaire ».

La difficile poursuite d'un combat pour une proclamation d'innocence

MÉZIÈRES-EN-BRENNE (INDRE)
de notre envoyé spécial

Cette année-là Jean Lebaudy, le magnat du sucre, avait fait dresser au château un arbre de Noël pour les enfants des métayers et des garde-chasse. Deux ans après le départ des Allemands, l'industriel, maître de 2 800 hectares et d'une quinzaine de métairies, avait voulu ressusciter les traditions des temps ordinaires. C'est ce jour-là, 29 décembre 1946, tandis que les enfants riaient de joie dans le château du Blizon illuminé dans le brouillard, que disparaît le garde-chasse Lucien Boistard.

Toute la journée du lendemain, on ratisse en vain bois et brandes. Et on ne le retrouve qu'un matin de la Saint-Sylvestre, flottant entre deux eaux dans l'étang glacé des Saules, non loin de la ferme Prends-garde-à-toi, le montre arrêtée à 5 h 05. Le commissaire Daurad accourt de Limoges, et prit quartier avec ses hommes à la mairie de Mézières. Et, quasi biologiquement, les soupçons se portèrent sur un groupe de chasseurs qui, toute la journée du 29, avaient couru les bois.

Deux groupes, plutôt. Christian Grosjean, un fermier du coin, avait invité deux amis dont Gabriel Thiennot, un ouvrier maçon de Mézières. Et les frères Mis, fermiers eux aussi, avec les amis d'amis et les cousins de cousins, s'étaient retrouvés à onze. Les deux groupes s'étaient réunis entre voisins à l'heure du café, et avaient décidé de chasser ensemble l'après-midi.

Quercels de brucelles

Très vite, les témoignages affluèrent. Désiré Brunet, fermier de Prends-garde-à-toi, avait entendu à 500 mètres, dans le brouillard, les échos d'une algarade entre Lucien Boistard et un groupe de chasseurs, dont un sœur « Je l'emmerde ». Quant au régisseur du château, Henri Béthune, il se souvient opportunément que Gabriel Thiennot, deux ans auparavant, s'était accouché avec les Boistard, les accusant de l'aveir déposé aux Allemands pour détention clandestine d'un fusil. Bref, avant même que le corps de Lucien Boistard ne fût retrouvé, les gendarmes, assistés de Jean Lebaudy en personne, montaient déjà la garde à toutes fins utiles autour de la ferme des Mis.

La mairie fut réquisitionnée comme annexe à la gendarmerie et les interrogatoires y durèrent huit jours et huit nuits. L'époque ne connaissait pas encore une limitation des temps de garde à vue. Les policiers firent preuve de tellement d'ardeur que les voisins durent calfeutrer portes et fenêtres pour pouvoir dormir malgré les hurlements. Aujourd'hui encore, les interrogés se souviennent surtout de la « prière des juifs ». Entre les doigts des mains jointes, on glisse de petites baguettes de bois. Et on presse. Au bout de huit jours, ils auraient avoué le meurtre du pape.

D'emblée les enquêteurs avaient placé à part un des quatorze chasseurs, Albert Nicéron, domestique de Christian Grosjean, à qui Jean Lebaudy avait offert pension complète au Boeuf couronné. Ils furent récompensés. Au troisième jour, Nicéron avoua avoir assisté au

meurtre du garde par Raymond Mis et Gabriel Thiennot.

Les deux « coupables » avaient alors quarante ans à eux deux, et concentraient tous les défauts. Mis était polonois — ses parents étaient venus à pied d'Odesa, de quoi avaient-ils donc vécu pendant le voyage ? — et Thiennot devait bien être un peu communiste, puisqu'il avait rejoint le maquis en janvier 1944, à dix-sept ans. Jean Lebaudy, qui avait ressenti le meurtre de son garde, en ces temps troublés encore, comme une menace sur ses terres de chasse, voulait des coupables. Présent matin et soir à la gendarmerie, il offrit, le 4 janvier, 100 000 F (200 000 F d'aujourd'hui) aux policiers pour leurs bonnes œuvres. Deux jours plus tard, les chasseurs passaient des aveux complets, et le commissaire Daurad n'avait plus qu'à peaufiner les détails du scénario.

Une toute simple querelle de brucelles, donc. Dès 15 h 30, le groupe, maraudant sur les terres Lebaudy, rencontre le garde. Insulte, dont le fameux : « Je l'emmerde ». « Si tu ne veux pas que l'on chasse ici, on va à l'étang des Rondières », lance un chasseur. « J'y serai aussi », rétorque Boistard. Les Rondières font aussi partie du domaine Lebaudy. On s'y suit. On s'y retrouve. Et Mis et Thiennot, de sang-froid, font feu sur le garde. Retour précipité à la ferme Mis. Conciliabules, casse-croûte — oui, casse-croûte. Et quatre des jeunes gens retournent transporter le corps dans l'étang des Saules, plus distant de la ferme des Mis, où ils le jettent à 17 h 05, heure d'arrêt de la montre.

Une version si cohérente que l'on ne fit jamais de reconstitution complète, pas d'expertise, que l'on ne crut les témoignages établissant la présence d'autres chasseurs, le même jour, dans les brouillards de la Brenne. On se passa aussi de preuves. On avait d'abord fait grand cas de traces de sang trouvées sur une veste des Mis, avant que les analyses ne révèlent qu'il s'agissait de sang de lapin. Mis et Thiennot furent inculpés d'assassinat, six de leurs partenaires de chasse de complicité.

Le boucher et le haut magistrat

Dès leur première comparution devant le juge d'instruction, les huit inculpés rétractèrent leurs aveux d'une seule voix, ce qui n'empêcha pas la justice de faire diligence. En juin, Mis et Thiennot s'entendaient infliger quinze ans de travaux forcés par les assises de l'Indre. L'arrêt fut cassé. A Poitiers, la cour d'assises de la Vienne les condamna à vingt ans. Re-cassation. A Bordeaux, celle de la Gironde revint à quinze ans.

Le président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, Maurice Patin, était tout disposé à casser

une troisième fois. Intimement persuadé de l'innocence des condamnés, il l'avait assuré à l'un d'entre eux, Emile Thibault, à qui une perforation du poumon à la suite des interrogatoires, en lui épargnant la prison, avait laissé le temps d'entreprendre des démarches à Paris. Ces entrevues entre un boucher berrichon condamné pour complicité d'assassinat et l'un des plus hauts magistrats de France, au domicile de ce dernier, ne sont pas le moindre paradoxe de l'affaire. La bonne volonté de Maurice Patin fut inutile. Les trois procès avaient ruiné Emile Thibault, seul des accusés à posséder « un peu de bien ». Mis et Thiennot purgèrent sept ans et furent graciés en 1954 par le président René Coty.

L'affaire ne resurgit qu'un quart de siècle plus tard. En 1979, un jeune instituteur de la région, Léandre Boizeau, se passionne et publie un pamphlet chez un éditeur régional (1). Humbles victimes d'une erreur judiciaire évidente aux yeux de la quasi-totalité de l'opinion locale, brutalement policiers : tout est réuni pour enflammer les indignations. Dix mille exemplaires s'arrachent dans la Brenne et alentour. Un comité de soutien est constitué qui, entre 1980 et 1984, dépose trois demandes de révision.

Il s'en est passé des choses, entre-temps ! Le principal témoin à charge, Albert Nicéron, a été reconnu débile profond dans les années 50, à la suite de l'incendie volontaire d'une grange. Depuis le 29 décembre 1946, il n'a jamais cessé de varier dans ses déclarations — « J'ai tout vu », « Je n'ai rien vu », — au gré de ses interlocuteurs du moment. Face à lui, le groupe compact des chasseurs — l'un d'entre eux est aujourd'hui devenu général, qui n'ont jamais cessé de protester de leur innocence.

Deux témoignages nouveaux ont été exhumés grâce à la pugnacité du quotidien communiste local, *la Marcellaise*. Un gendarme, Fernand Sarrazin, se souvient avoir vu Gabriel Thiennot sur la place de Mézières à 17 heures. Heure où il était censé jeter à l'étang le corps du garde. Une voisine, Juliette Desart, a reçu des confidences et surpris des conversations ne laissant aucun doute : l'assassin est le fermier de Prends-garde-à-toi, décédé depuis.

Mais comment, aujourd'hui, passer l'opinion pour ce meurtre préhistorique ? Et comment, si longtemps après, convaincre les magistrats de la Cour de cassation ? Nul ne le reconnaît officiellement, mais seule, aujourd'hui, la révélation du nom du vrai coupable, assortie de preuves irréfutables, pourrait convaincre la justice de se déjuger. Et ce n'est pas le cas de la version dont se sont progressivement convaincus les amis de Mis et Thiennot — la culpabilité de Désiré Brunet, fermier de Prends-garde-à-toi —

qui pêche, elle aussi, par trop d'invasivité.

Tant d'années ont passé ! Quarante-deux ans après les souvenirs de chacun se sont figés. « Aujourd'hui, remuer cette affaire, c'est remuer du sable », dit un haut responsable de la chancellerie qui eut à traiter les demandes de révision. Comment distinguer encore la vérité des mille légendes de la Brenne, que quarante-deux ans ont comme solidifiées dans les esprits ?

Pour tout arranger, la politique s'est emparée de la cause. Le comité de soutien ne sert bien souvent que de prétexte aux communistes et aux socialistes locaux pour pousser leurs querelles en sourdine, les uns paralysant les initiatives des autres. Les communistes proposent-ils d'aller manifester devant un dignitaire du PS en visite ? Les socialistes s'en effarouchent, tout comme les communistes s'effrayèrent d'aller déployer des banderoles lors d'une visite d'Anicet Le Fors, alors ministre PCF de la fonction publique.

Le fondement de l'accusation

Après plus de deux ans de réflexion, la chambre criminelle de la Cour de cassation a donc rejeté, le 15 juin dernier, la demande de révision balayant le témoignage du gendarme Sarrazin. Il ne prouverait rien, car « l'heure de la mort n'a jamais été établie avec précision ». assure soudain la Cour, en contradiction complète avec le fondement essentiel du dossier d'accusation : l'horreur.

« C'est comme si nous avions été condamnés une quatrième fois », soupire Gabriel Thiennot, dans son pavillon de Châteauneuf, en bordure de la route de Paris. Sur les conseils d'un avocat médiatique, M^{re} Gilbert Collard, accouru de Marseille le temps d'une conférence de presse, Mis et Thiennot ont entrepris, en septembre dernier, une grève de la faim dans le pavillon, interrompue après deux jours. Tous les chasseurs survivants de cette journée-là sont, aujourd'hui, d'ardents retraités. Tous les mois, ils se retrouvent pour pleurer ensemble aux réunions du comité de soutien, et évoquer de fantastiques « pressions des Lebaudy » sur l'univers en général, et sur la Cour de cassation en particulier.

Parfois, ils « montent » en autocar spécial à Paris, où ils déploient des ruses de braconniers pour tromper les CRS et aller manifester sous les fenêtres du garde des sceaux, au risque de se perdre dans les rues parisiennes. Ils continuent d'emplir d'espérance et de démarches les années qui leur restent, et veulent croire encore que leur réhabilitation viendra un jour.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(1) « Ils sont innocents ! ». Léandre Boizeau, Ed. Le Cercle d'Or.

VOLS RÉGULIERS QUOTIDIENS
L'AMÉRIQUE DU NORD AUX COURS LES PLUS BAS

2690^F PARIS-NEW YORK - A/R
4290^F PARIS-LOS ANGELES - A/R

Et de nombreuses autres destinations.

ANY WAY
6, rue du Tréport 75004 PARIS. 40 27 80 40
VISAGES DU MONDE 43294510

ULTRA MODERNE SOLITUDE
le Nouvel Album d'Alain Souchon

Sur Disques Compacts, Cassettes et Disques

Virgin



Société

Une politique de répression plus sévère

Les Pays-Bas ne veulent plus apparaître comme un « paradis de la drogue »

LA HAYE
de notre envoyé spécial

Dans ce bar à l'enseigne du Parapluie blanc, les « joints », remplacent sur le comptoir les œufs durs de nos bistrotiers. Nous sommes en plein centre de La Haye, la respectable, à quelques enjambées du Parlement, des ministères et des ambassades. D'autres cafés affichent les tarifs des différentes qualités d'herbe « en sachet », et leurs rayonnages proposent tous les accessoires nécessaires aux fumeurs.

Il y a longtemps que ces pratiques, considérées comme sans conséquence, ne choquent plus personne ici. Mais dans les rues chaudes d'Amsterdam, où les filles en sous-vêtements fluorescents mènent en vitrine, le marché des stupéfiants est autrement plus sérieux. Aux touristes en goguette, les dealers offrent à voix haute « un quart de gramme d'héroïne pour 100 florins ». A vouloir dédramatiser le problème de la drogue et « normaliser » la situation des toxicomanes, les autorités néerlandaises n'ont-elles pas versé dans la complaisance ?

Distribution gratuite de méthadone

M. E.L. Engelsman, chef de la division drogue au ministère du bien-être, reconnaît que la politique de son pays, qu'il qualifie de réaliste et de pragmatique, a aussi un aspect paradoxal. L'objectif affiché est évidemment de réduire simultanément l'offre et la demande de stupéfiants. Mais, pour y parvenir, les Hollandais répugnent à brandir l'arme de la répression. Certes, du côté de l'offre, on poursuit les importateurs et les trafiquants, mais les peines qu'ils encourrent sont modérées au regard de ce qu'ils risquent ailleurs. En outre, on établit un subtil distinguo entre, d'une part, les dealers de drogues dures, comme l'héroïne, la cocaïne et les amphétamines, et, d'autre part, les revendeurs de drogues douces, comme le hachisch.

Les premiers sont pourchassés, les seconds tolérés. Ce qui aboutit à la situation suivante, qui ne manque pas d'hypocrisie : les douanes ont saisi en 1987 près de 50 tonnes de hachisch et de cannabis, et leurs importateurs ont été emprisonnés, mais personne ne demande aux *coffee shops* comment et où ils se procurent les sachets d'herbe qu'ils vendent ouvertement. Bien des familles qui craignent pour leurs enfants ne comprennent pas ce double jeu.

Du côté de la demande, c'est-à-dire des consommateurs, même ambigüité. On fait le pari que les amateurs de joints ne seront pas accablés par des drogues beaucoup plus dangereuses. Ce qui justifie qu'on les laisse fumer. Mais on se garde également de traiter les vrais toxicomanes comme des coupables, car on estime que cela ne servirait en rien leur éventuelle guérison. L'esprit de tolérance, traditionnel

aux Pays-Bas, triomphe ainsi sur toute la ligne.

On y ajoute celui de l'assistance. Les adeptes des drogues dures sont soignés, suivis et comme pris en charge par un réseau d'institutions exceptionnelles. Ont-ils besoin d'une aide quelconque ? Ils trouvent toujours à moins de 20 kilomètres de chez eux un bureau officiel, cofinancé par la santé et la justice, qui joue les SOS drogue. Chaque commune est tenue d'avoir au moins une antenne de ce genre. Les toxicomanes ont-ils des enfants ? Ceux-ci sont visités une fois par trimestre et, en cas de danger, immédiatement recueillis et placés. Leurs parents sont-ils délinquants ? On leur propose un traitement alternatif. Veulent-ils atténuer l'enfer de leur existence quotidienne ? Les héroïnomanes peuvent s'inscrire sur les listes de bénéficiaires de distribution gratuite de méthadone. Cet opium synthétique n'est ni un substitut ni une thérapeutique, mais une substance de confort qui passe pour diminuer la dépendance et améliorer l'état général. A Amsterdam, comme à Rotterdam, des bus faisant quotidiennement le tour de la ville en délivrent des milliers de doses. Ils en profitent pour proposer l'échange standard des seringues.

Un drogué écope-t-il de quelques mois de prison pour un larcin ? Il est sévère en douceur, à la méthadone, puis, s'il accepte de se faire désintoxiquer, il est placé dans un post-cure confortable. Veulent-ils atténuer l'enfer de leur existence quotidienne ? Les héroïnomanes peuvent s'inscrire sur les listes de bénéficiaires de distribution gratuite de méthadone. Cet opium synthétique n'est ni un substitut ni une thérapeutique, mais une substance de confort qui passe pour diminuer la dépendance et améliorer l'état général. A Amsterdam, comme à Rotterdam, des bus faisant quotidiennement le tour de la ville en délivrent des milliers de doses. Ils en profitent pour proposer l'échange standard des seringues.

Décourager les « touristes »

Cette « gestion », qui mélange astucieusement l'assistance et la mise sous contrôle, semble porter ses fruits. Selon les autorités, le nombre total des toxicomanes résidant aux Pays-Bas serait stabilisé autour de vingt mille. Leur âge moyen est passé de vingt-six à vingt-neuf ans, ce qui voudrait dire que le recrutement diminue chez les adolescents. Enfin, la propagation du SIDA est tenue en lisière. Parmi les héroïnomanes qui se piquent, 30 % seulement sont séropositifs (contre environ 55 % en France).

Il n'empêche qu'une telle politique est trop originale pour être bien comprise. Elle suscite même de vives critiques. Les commerçants du centre d'Amsterdam manifestent récemment contre le « cancer de la drogue ». Les policiers et les douaniers grognent

contre la mansuétude des juges. Tenus pour le ventre mou de l'Europe dans la défense contre les trafiquants, les Pays-Bas ont mauvaise réputation auprès des gouvernements étrangers. Treize d'entre eux ont installé à La Haye des policiers, spécialistes des stupéfiants, qui font office de gendarmes en première ligne.

Ceux-ci font observer que les superbes bénéfices des vendeurs de drogue douce peuvent financer des trafics beaucoup moins innocents, que la surveillance de Rotterdam — le plus grand port du monde — est insuffisante, que la police néerlandaise est trop pauvre en effectifs et surtout trop parcellisée (cent cinquante corps municipaux) pour traiter les affaires qu'elle découvre, que les peines infligées aux trafiquants (douze ans au maximum, seize en cas de récidive) sont inférieures à celles de tous les pays voisins. Conséquence : les drogues semblent se précipiter dans la brèche. En cinq ans, les saisies annuelles d'héroïne sont passées de 150 à 500 kilos, celles de cocaïne de 60 à 400 kilos, et celles d'amphétamines de 65 à 125 kilos.

Piqué au vif, le gouvernement néerlandais s'est lancé dans une campagne d'explication. Premiers touchés : les journalistes étrangers qu'on invite à venir juger sur place et sur pièces. L'opération séduction ne suffit évidemment pas. Il faut sinon changer de politique au moins la rapprocher des normes internationales beaucoup plus sévères. Selon le procureur Alexander Van Capelle, trente-cinq ans, le « M. anti-drogue » des Pays-Bas, la vis se resserre. Avant la fin de l'année, vingt-trois brigades régionales et une unité nationale de policiers anticrimine seront constituées. Puisque dans les prisons néerlandaises la moitié des détenus sont occupés par des délinquants de la drogue, on va en construire deux mille de plus. Très prochainement, devrait s'ouvrir enfin le procès très attendu des patrons de *coffee shops* vendeurs de hachisch qui ont manifestement abusé de la tolérance ambiante. On menace de les frapper là où ça fait mal : au portefeuille. Cent soixante-dix experts comptables recrutés tout exprès vont se pencher sur leurs livres, et la loi sera modifiée de manière à pouvoir confisquer les fortunes mal acquises.

Enfin, les autorités veulent décourager les « touristes de la drogue » qui accourent de l'Europe entière. Déjà, on leur refuse les soins et mesures d'assistance dont bénéficient les toxicomanes néerlandais. Demain, s'ils se font piquer, ils seront recueillis à la frontière *manu militari*. Un premier accord a été conclu avec l'Allemagne fédérale pour que celle-ci recueille ses drogués exilés. On espère convaincre d'autres voisins d'en faire autant. Les Pays-Bas attendent avec intérêt l'ouverture des frontières inter-européennes, mais, auparavant, ils tiennent à se débarrasser de leur réputation de « paradis de la drogue ».

MARC AMBROISE-RENDU.

● Saisie de drogue au Mexique. — Quarante-cinq kilos de cocaïne pure ont été saisis au Mexique par des soldats de l'infanterie de marine qui ont arrêté quatre trafiquants de nationalité colombienne à Puerto Penasco dans l'Etat septentrional de Sonora, près de la frontière avec les Etats-Unis. La drogue avait été parachutée d'un avion de tourisme qui était revenu se poser à Puerto Penasco.

● Huit revendeurs d'héroïne et de cocaïne arrêtés à Cannes. — La police a interpellé, lundi 31 octobre, dans un bar de Cannes, Le New York huit revendeurs d'héroïne et de cocaïne dont sept ont été écroués à Nice et à Grasse. Il s'agit de Giuseppe Colucci, dit « Jo », trente-huit ans, considéré comme le chef du groupe ; Pascal Albanese, trente-trois ans, chargé de distribuer la drogue aux revendeurs, Nordine Saguita, vingt-six ans, Robert Kernmann, dit « Bob », vingt-six ans, Nicole Chiesa, trente-huit ans, Xavier Poli, vingt-quatre ans, et Yves Raymond, vingt-neuf ans.

Tous, ainsi que le gérant du bar, Robert Moura, quarante-six ans, ont été inculpés d'infraction à la législation sur les stupéfiants par M. Jean-Paul Renard, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Grasse.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Agnès et Luc ZARALLE ont la joie d'annoncer la naissance de Florent, le 24 octobre 1988.

Décès

— M. et M^{me} Roger Altieri, Isabelle, Georges-Edouard, Florence, Caroline, ont la douleur de faire part du décès de leur fils et frère,

Charles-Henri ALTIERI,

survenu le 28 octobre 1988, à l'âge de dix-huit ans.

17, avenue de la Planchette, 13008 Marseille.

— M. et M^{me} Roger Altieri, Isabelle, Georges-Edouard, Florence, Caroline, M^{me} A. Giraudon, M. et M^{me} J. Biaggi, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} D. Germoni et leurs enfants, M^{me} F. Bagués et ses enfants, M. et M^{me} G. Giraudon et leurs enfants, M. et M^{me} J.-C. Charis et leurs enfants, Les familles, J.-B. Pietri, J. Farreyrolles, R. Reynard, M. Aldieri, J. Callet, J. Pietri, M. et M^{me} J. Pietri, M. et M^{me} J. Casanova ont la douleur de faire part du décès de leur fils, frère, petit-fils, neveu, cousin et fils,

Charles-Henri ALTIERI,

survenu le 28 octobre 1988.

Les obsèques ont eu lieu à Barretail, le 31 octobre.

— M^{me} Jacques Coiffard, son épouse, M^{me} Annie Sessel, M^{me} Monique Laskar, M. et M^{me} Jean Coiffard, M^{me} Nicole Coiffard, ses enfants, M^{me} Rivaud, M. et M^{me} Roger Réauté, M^{me} Brigitte Réauté, ses belles-sœurs, beau-frère, nièces, Agnès, Nadine, Lise et Delphine, ses petites-filles, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques COIFFARD, officier de la Légion d'honneur, survenu le 28 octobre 1988.

L'inhumation a eu lieu à Blanzac (Charente).

Ce présent avis tient lieu de faire-part.

Le président, Les administrateurs, Le personnel de SOFRACIM, font part avec tristesse du décès, le 28 octobre 1988, de

M. Jacques COIFFARD,

leur ancien président, fondateur de la société.

Le président, Les administrateurs, Le personnel du groupe Fougère, ont la tristesse de faire part du décès, le 28 octobre 1988, de

M. Jacques COIFFARD,

ancien administrateur de Fougère, ancien président de Fougère Construction.

— Ivry-la-Bataille.

M^{me} Anthony Norman Davis, son épouse, Isobel et Fadhel Akrouf, Pierre Norman Davis, Katrina Norman Davis, ses enfants, Charles et Edward Akrouf, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Air Commodore Anthony Norman DAVIS, D.S.O., D.F.C., Royal Air Force (C.R.),

survenu le 28 octobre 1988, dans sa soixante-onzième année.

Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Martin de Rouvres (Eure-et-Loir), le mercredi 2 novembre.

59, L'île-Royale, 27540 Ivry-la-Bataille.

— M^{me} Maurice Fayein,

M. et M^{me} Denis Fayein, M. et M^{me} Vincent Fayein, M. et M^{me} Laurent Fayein, ses enfants, Dorothea, Mathilde, Jérémie, Alice, Juliette, Guillaume, Pauline, Dominique et Marie, ses petits-enfants,

Le docteur André et Claudie Fayein, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques de Tovar, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur Dominique Labie, M. et M^{me} Jean-François Labie et leurs enfants, M^{me} Daniel Labie, ses frères et sœurs,

ont la douleur de faire part du décès de

Maurice FAYEIN, croix de guerre 1939-1945, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 29 octobre 1988, dans sa soixante-onzième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, à Paris, le 2 novembre.

15, rue Charles-V, 75004 Paris, 2, avenue Franklin-Roosevelt, 92330 Sceaux, 14, rue Pelouze, 75008 Paris, 8, rue des Fougères, 76130 Mont-Saint-Aignan.

— Serge FUSTER CASAMAYOR, est mort d'un cancer, le samedi 29 octobre.

Son corps a été enterré ce lundi 31 octobre, à Labbeville (Val-d'Oise).

Hélène Fuster, son épouse, Jean-Michel Fuster, son fils,

63 bis, rue Damrémont, 75018 Paris.

(Le Monde du 1^{er} novembre.)

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h du matin du jour même. 7, rue de Valenciennes, 75003 Paris. Tél. MONPAR 650 572 F. Télécopieur : 45-23-06-81. Renseignements : Tél. 42-47-85-03. Tarif de la ligne H.T. Toutes rubriques : 78 F. Abonné (avec justificatif) : 69 F. Communications diverses : 82 F. Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de titres). Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

Jean-Louis Donnadio

LA RÉVOLUTION EN DIRECT

Dans la marée des 400 titres qui paraissent sur la Révolution, le seul ouvrage qui allie humour et rigueur historique.

Cette revue de presse pas comme les autres nous permet de retrouver l'actualité des années 1789 à 1799, rapportée « en direct » par les grandes plumes d'aujourd'hui : Léon Zitrone, Yves Mourousi, Jean Cau, Jean d'Ormesson, Michel Polac, Bernard Pivot, François de Closets, etc. sont ici pastichés pour le plaisir du lecteur. Au total, un livre plein d'humour et fort sérieux (tout y est rigoureusement exact), une façon bien agréable de se replonger dans l'histoire de la Révolution et d'apprendre une foule de détails insolites et peu connus.

98 F

LA DÉCOUVERTE

— Paris. Rouen. Bourdainville.

M^{me} Georgette Launay, M. et M^{me} René Bonnard-Launay, M. et M^{me} Bernard Launay, Valentin et Anna, Et toute la famille Launay-Béchu, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marc LAUNAY, inspecteur des télécommunications, inspecteur principal au CNET,

décédé dans sa trente-onzième année. Levée du corps le 4 novembre, à 9 h 30, au 2, place Mazas, Paris-12^e.

L'inhumation aura lieu à Bourdainville (Seine-Maritime), à 14 h 30, le 4 novembre.

Condoléances sur registre. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Biarritz.

M^{me} Guy Petit, M. et M^{me} Jean Dihan, M. Pierre Petit, et sa famille, M. Francis Petit et ses enfants, M. et M^{me} Georges Dies et leur fils, M. et M^{me} Henri Pelagade et leur fils, M. et M^{me} Michel Harcot et leur fils, Parents et allés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy PETIT, avocat honoraire, membre honoraire du Parlement, maire honoraire de Biarritz, ancien ministre, ancien conseiller régional, ancien conseiller général, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 3 novembre 1988, à 16 heures, en l'église Sainte-Eugénie de Biarritz, où l'on se réunira.

La famille ne recevra pas de condoléances.

Un registre sera ouvert à l'entrée de l'église.

5, rue Louison-Bobel, 64200 Biarritz. (Le Monde du 2 novembre.)

— M. Jean-Paul Schoendoerffer, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Nicole Schoendoerffer, Le général et M^{me} Maurice Bley, leurs enfants et petits-enfants, M. Pierre Schoendoerffer, membre de l'Institut, et M^{me}, et leurs enfants, M. et M^{me} François Schoendoerffer et leurs enfants, font part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Marie-Louise SCHOENDOERFFER, née Friedl,

survenue le 26 octobre 1988, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Conformément à son vœu, elle a été enterrée, dans l'intimité familiale, au cimetière de Stosswitz, en Alsace.

« Père, mon désir est que là où je suis, ceux qui m'ont donné et sont avec moi. » (Jean, XVII, 24.)

Anniversaires

— En ce jour du quatrième anniversaire du décès de

Henri BLAUSTEIN,

tous ceux qui ont eu pour lui amitié et affection lui donneront une pieuse pensée.

— Pour le troisième anniversaire du rappel à Dieu de

Pierre DUC,

une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

L'ANGLAIS POUR TOUS

Pour moins de 250 F vous pourrez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec

LES COURS DE LA BBC

Deux cassettes et un livre avec explications en français

Documentation gratuite :

ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M)

8, rue de Berri, 75008 Paris

Tél. (1)43-59-90-05

Environnement

Les criquets pèlerins autour du Golfe

Les criquets pèlerins continuent leur progression vers l'Est. Après les côtes de la mer Rouge, de l'Arabie Saoudite, ils ont atteint la région de Médine et les montagnes de l'Asir (au sud-est de La Mecque). A partir du 30 octobre, on les a signalés dans le sud de l'Irak, du côté de Bassorah, le 31 octobre, dans le nord du Koweït et le 1^{er} novembre autour de Bouchir, en face du Koweït, sur la côte iranienne du golfe Arabo-Persique. — (AFP.)

Religions

L'Eglise brésilienne sous surveillance

La tension monte entre le Vatican et la puissante conférence épiscopale brésilienne (CNBB). Selon la presse nationale, un mouvement de « restauration conservatrice » serait en cours au Brésil. Le Pape de Sao Paulo va jusqu'à écrire qu'un « plan 1992 » serait en préparation à Rome pour « casser l'épine dorsale des sectes progressistes de l'Eglise latino-américaine ». En 1992, l'Eglise catholique du sous-continent doit célébrer le cinquantième anniversaire de son évangélisation.

Ces informations font suite à un récent séminaire théologique qui a réuni, près de Sao Paulo, une trentaine d'évêques brésiliens autour du Père Gustavo Gutierrez, inspirateur

perluvin de la théologie de la libération. Curia Mgr Casaldaliga, évêque de Sao-Felice-do-Araguaia, qui a reçu l'ordre du Vatican de mettre fin à certaines de ses activités, notamment ses visites au Nicaragua (Le Monde du 29 septembre), cinq autres évêques auraient reçu des menaces de sanction. Mais pour Mgr Luciano Mendes de Almeida, archevêque de San-Salvador-de-Bahia et président de la CNBB, cette campagne autour d'une prétendue « offensive conservatrice » du Vatican serait dénuée de tout fondement.

SIDA

Un hémophile gagne son procès

Pour la première fois depuis le début de l'épidémie de SIDA aux Etats-Unis, un jury fédéral d'Atlanta (Georgie) a décidé d'accorder 1,6 million de dollars (10 millions de francs environ) de dommages et intérêts à un hémophile contaminé par le virus du SIDA après avoir absorbé un médicament coagulant fabriqué à partir de sang. M. Randy Jones, trente-cinq ans, avait décidé en 1985 de poursuivre en justice les laboratoires Miles dont l'une des filiales fabrique ce coagulant, après avoir appris qu'il était séropositif. Le tribunal lui a accordé 1,1 million de dollars et 500 000 à sa femme. Les laboratoires Miles qui ont été accusés de négligence par le tribunal ont décidé de faire appel. — (AFP, AP, UPI.)

heureux

anxiété des

Le Monde CAMPUS

TV : heureux petits Britanniques

Infos, dessins animés, magazines, documentaires, jeux... la BBC offre aux jeunes Britanniques toute une gamme d'émissions de qualité. Une seule crainte : que la situation évolue « à la française ».

L'existe une télévision pour enfants sans robots hurlants, ni poupées sponsorisées, sans dessins animés minables, ni pitreries débiles... Ce comble de l'âge d'or peut faire rêver les parents français vécus quotidiennement par neuf millions d'enfants et d'adolescents britanniques.

Allumez BBC 1 en rentrant de l'école. Vous verrez une émission de sensibilisation à la poésie, puis un dessin animé adapté de Laurel et Hardy. Pas de publicité entre les émissions et encore moins à l'intérieur. Ensuite commencent « Beat the Teacher ! » une sorte de jeu des 1 000 francs où s'affrontent professeurs et élèves sur un questionnaire de culture générale. Le vainqueur gagne un chèque pour son école. Vers 17 heures, c'est « Newround », un vrai journal d'actualité destiné aux enfants et aux jeunes, qui passionne l'Angleterre depuis seize ans. En huit minutes, « Newround » concentre les éléments de la qualité BBC : professionnalisme, clarté, refus de la démagogie, mais aussi émotion et humour.

Amuser les animaux qui s'ennuient

Une fois par semaine, un magazine diffuse des reportages d'actualité, effectués sous la houlette d'enfants de différents pays, en particulier du tiers-monde. Le journal quotidien est conçu par une équipe d'une dizaine de journalistes attachés au service jeunesse, mais qui utilise les studios du journal télévisé adultes et les images envoyées des quatre coins du monde par les reporters de la BBC.

Ce soir-là l'ouragan qui sévit au Nicaragua, le sauvetage des baleines et l'actualité du cinéma figurent au sommaire. Des cartes claires situent les lieux dont on parle. On voit aussi une séquence sur le soixantième anniversaire d'un célèbre restaurant de *fish and chips* et, sourire final, un documentaire sur le gardien spécialement embauché par le zoo de Londres pour amuser les animaux qui s'ennuient.

Les bêtes et les bons sentiments sont les ingrédients de base des programmes pour enfants. Les animateurs de l'émission « Blue Peter », qui bat tous les records de popularité depuis trente ans, apparaissent toujours accompagnés d'un chien, d'un chat ou d'une tortue. Ils ont reçu vingt mille lettres, lorsque leur chienne fétiche, Petra, est morte après quatorze ans de bons et loyaux services.

Le courrier est à la base du succès de l'émission. Il est répondu à chaque lettre de façon personnalisée, grâce à un fichier sans cesse complété. « Blue Peter » est spécialisée dans les appels en faveur des « grandes causes », comme la pollution et la pauvreté. Les enfants vendent de vieux habits, des timbres-poste ou de la ferraille et envoient à la BBC le fruit de leur collecte. Mais l'émission n'évite pas les sujets plus proches, comme l'automobile, le rafting ou le bricolage. Elle a invité un collègue qui avait inventé un ouvre-boîtes pour manchot. Pour le quarantième anniversaire du service national de santé, elle a installé ses caméras dans un hôpital pour enfants de Manchester.

Le samedi matin, « Going Live » offre un patchwork bigarré, une sorte de mariage entre le « Top 50 », « Intervilles » et « Le téléphone sonne ». Au bout du fil, les téléspectateurs peuvent interroger les vedettes du moment et parfois des hommes politiques, comme le ministre de l'éducation, qui est venu s'expliquer sur la réforme controversée du baccalauréat.

La force du cocktail télé servi aux enfants anglais semble tenir à une réelle proximité avec la vie quotidienne et une certaine spontanéité. Quand Tina Heath, l'une

des présentatrices de « Blue Peter », a été enlevée, son médecin est venu expliquer sur l'écran, et les battements du cœur du bébé ont été diffusés en direct. Certaines œuvres de fiction produites par la BBC se distinguent par le même réalisme, avec, toutefois, quelques limites. Le feuilleton « Grange Hill », chronique à succès de la vie d'une *comprehensive school* londonienne particulièrement agitée, n'a pas hésité à aborder le vandalisme, le racisme ou la drogue.

Certains parents et éducateurs ont accusé la série de propager un « mauvais exemple ». Mais ses promoteurs démontrent que chaque épisode est porteur d'un message « positif et moral ». « Rien ne sert de servir un précepte aux enfants. Au contraire, c'est une bonne chose de leur apprendre à ne pas tout accepter », affirme Anna Home, directrice des programmes pour enfants à la BBC.

Mais la permissivité et le réalisme ont une limite claire : « Les parents doivent pouvoir laisser leurs enfants devant la télévision sans aucune crainte ». La série « Running Scared », qui décrit notamment la délinquance dans les quartiers est de Londres, n'évite pas toujours le sang, mais la mort n'est jamais montrée à l'écran. Autre principe : jusqu'à douze ans, « Love but not sex ». Un épisode de « Grange Hill » où il était question de lesbiennes et même un autre montrant une collègue enceinte ont été censurés. « On n'est jamais sûr que les parents sont derrière pour expliquer », remarque un producteur. Et pour les jeunes téléspectateurs anglais, le SIDA reste une maladie de drogués et d'hémophiles.

Des tranches d'âge bien ciblées

Ces principes ne peuvent s'appliquer que parce que les programmes s'adressent à des tranches d'âge bien ciblées et différenciées, contrairement à ceux de nos chaînes, tentées de ratisser large sous la pression des publicitaires. Le poids historique de la BBC, qui vit sans aucune recette publicitaire, le comportement de quasi-service public des chaînes privées excluent la concurrence sauvage et la course à l'audience. Les responsables des départements jeunesse des chaînes françaises connaissent par cœur le taux d'écoute du moindre dessin animé. Anna Home l'ignore. Elle sait seulement que ses deux

chaînes partagent l'audience avec le réseau privé, dont les émissions ne sont jamais plus populaires que lorsqu'il programme des dessins animés, alors que la BBC diffuse des émissions culturelles ou de fiction. Mais cette situation tranquille n'est pas immuable. Les projets de déréglementation du gouvernement de Mme Thatcher pourraient bientôt favoriser l'éclosion de chaînes privées totalement livrées aux impératifs commerciaux. Cette perspective « à la française » effraie les responsables actuels, partisans farouches de programmes « à valeur éducative et distractive ».

Avec un budget annuel de 20 millions de livres sterling, la BBC dispose, pour son secteur jeunesse et ses chaînes, de moyens quatre fois supérieurs à ceux des deux chaînes publiques françaises. Pour neuf cents heures de programme jeunes diffusées annuellement, dont les trois quarts sont des produits maison, la BBC emploie deux cents personnes contre... vingt à Antenne 2, pour sept cent cinquante heures programmées.

On comprend mieux pourquoi les Anglais, qui disposent en outre de l'énorme marché anglophone pour rentabiliser leurs productions, peuvent dispenser leurs enfants des dessins animés japonais, diffusés chaque matin avec « Playbus », une émission d'éveil pour les tout-petits. Et même s'offrir le luxe, pendant les vacances scolaires, d'une émission sur les livres, les jeux et autres passe-temps présentés par les enfants, dont le titre est tout un programme : « Pourquoi ne fermez-vous pas la télé pour faire quelque chose de bien plus intéressant à la place ? »

PHILIPPE BERNARD.

— A propos des émissions télévisées pour les jeunes en France, on peut lire le très intéressant dossier : *La Télévision des enfants*, publié par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en mai-juin 1988. INA-Publications. Tél. (1) 40.04.63.72.



Le courrier, qui montre une animatrice du club des « fans », est à la base du succès de l'émission.

L'anxiété des étudiants américains

Obsession de la réussite, préférence pour les études immédiatement rentables, crainte du risque... En vingt ans, l'état d'esprit des campus américains a bien changé.

DEPUIS 1966, plus de 200 000 étudiants américains de première année répondent à une enquête de 200 questions. Cette étude est dirigée par le Higher Education Research Institute (HERI) de l'université de Californie (Los Angeles), en collaboration avec 500 universités et collèges. Cet observatoire de la population étudiante (opinions, projets de carrière, études, consommation, styles de vie, etc.) permet aux établissements, aux pouvoirs publics et aux grandes entreprises de suivre, voire d'anticiper, les tendances d'une population considérée comme « stratégique » pour l'avenir de la société américaine.

L'observatoire de l'UCLA a publié récemment une étude de synthèse dressant l'évolution du profil de l'étudiant-type (entre 1966 et 1986) à partir de données recueillies auprès de six millions d'individus (1). Que s'est-il passé sur les campus, de la pérennité des « sixties » à la tranquillité des années Reagan ?

Première constatation : depuis 1983, les étudiants sont majoritaires sur les campus (51,8 %). Cette croissance quantitative s'accompagne de la montée de nouvelles attitudes. Les indicateurs qui, traditionnellement, caractérisaient les étudiants baissent. Une majorité, sans cesse en extension, rejette le destin de la femme au foyer et revendique une égalité tous azimuts. Mais, sur-

tout, l'étudiant contemporain fait sienne des valeurs qui, jusqu'alors, étaient propres aux jeunes gens : réussite professionnelle, argent, pouvoir, compétition.

Ces tendances se traduisent par des « variations dramatiques » dans le choix des spécialités et des projets de carrière : chute des filières habituelles (comme les études littéraires) ; attrait des professions juridiques ou médicales ; bond des carrières commerciales (le pourcentage de filles souhaitant s'orienter dans cette voie est passé de 3 % à 23 %).

Cette évolution, s'inquiètent les experts de l'HERI, menace deux secteurs d'activité. Il y a vingt ans, plus de 40 % des étudiants envisageaient de faire carrière dans l'enseignement ; l'an passé, 9,5 % seulement. Depuis 1983, la baisse du choix d'une profession paramédicale s'accroît (- 50 %). En 1986, pour la première fois, le nombre des étudiants désireux de devenir médecins est supérieur à l'effectif des aspirantes infirmières. Selon les estimations de l'HERI, l'Amérique « produira » annuellement, après 1990, plus de docteurs (16 000) que d'infirmières (14 500).

Ces tendances correspondent à des mouvements plus généraux. Chez les garçons comme chez les filles, l'intérêt pour les sciences humaines et sociales diminue ; il en est de même pour les disciplines

scientifiques fondamentales — en particulier dans les domaines de la biologie et des mathématiques. Les choix se portent de préférence sur des filières ouvrant la voie à des formations professionnalisées (carrières commerciales et gestionnaires, droit, etc.). Conséquences : les effectifs projetant de poursuivre des études longues menant au doctorat baissent de 20 %.

L'attrait du centre

Ces phénomènes s'accompagnent de bouleversements dans les échelles de valeurs. Au terme des années 60, 43,8 % voyait dans « la réussite matérielle le but ultime de la vie » ; aujourd'hui, 75,6 % partage cette opinion. A l'inverse, la quête d'un « art de vivre personnel et équilibré » recueille moins de 40 % des suffrages, contre 80 % en 1970. Une panoplie d'indicateurs confirme cette orientation : fréquenter l'université est considéré avant tout comme un investissement pour gagner de l'argent ; l'audience des valeurs altruistes et collectives, y compris celle des intérêts artistiques, périclète.

Paradoxalement, cette évolution n'entraîne pas un conservatisme sur le plan politique. Les conservateurs affichés oscillent au fil du temps autour de 20 %. Le phénomène essentiel est une migration de la sphère démocratique libérale (- 20 %) vers le centre (« middle of the road ») : 60 % des étudiants. Toutefois, ces variations n'affectent pas le soutien de la population étudiante aux politiques libérales-réformistes. Bien au contraire. La popularité de mesures éloignées du réaganisme ambiant demeure (taxation des

grandes fortunes, réduction des dépenses militaires, extension de la couverture sociale, protection de l'environnement). Seuls deux domaines témoignent de la diffusion des sentiments de la droite conservatrice : le laxisme présumé des autorités judiciaires et l'abolition de la peine de mort. En 1969, 53,9 % étaient favorables à l'abolition ; 26,6 % en 1985.

Enfin, l'observatoire de l'UCLA éclaire sous un angle inédit la crise — réelle — du système éducatif américain. Les notes moyennes obtenues au terme des études secondaires s'améliorent, mais simultanément les scores d'auto-évaluation par les étudiants de leurs capacités intellectuelles déclinent. Une majorité dénonce aujourd'hui la facilité des études secondaires, le manque de rigueur des activités d'éveil et l'inflation des bonnes notes. Plus de 40 % des étudiants attendent des universités et des collèges qu'ils améliorent leurs « aptitudes à lire et à étudier » — moins de 20 % expriment ce souhait en 1966. La demande de tuteurs personnels double.

En résumé, au cours de la période, l'anxiété gagne les campus. Les étudiants découvrent que, selon toute vraisemblance, ils n'atteindront pas le bien-être relatif de leurs parents. Dans ces conditions, ils « gèrent leur vie comme un portefeuille » : obsession de la sécurité matérielle, recherche des enseignements et des carrières perçues comme accessibles et « porteuses » à court terme, crainte du risque.

J.-G. PADIGLEAU.

(1) A.W. Astin, K.C. Green, *The American Freshman : Twenty Years Trends*, 140 pages.

Business et BD

SOURIRE bête aux lèvres, un étudiant arpente les couloirs d'HEC, le dernier recueil de Plantu sous le bras. En première page, rien que pour lui, le croquer du Monde à crayonné Lacanuet avec son cactus. Une douzaine de dessinateurs de bandes dessinées — parmi lesquels Morchoisne, Battelet, Juillard, Gine, Godard, Kieffer... — ont dédié fiévreusement leurs ouvrages lors du premier Festival BD des grandes écoles, mercredi 26 octobre. Organisé par des étudiants d'HEC, de Polytechnique et de Supélec, cette manifestation a montré que l'image de sérieux d'une grande école de commerce et celle, plus ludique, des remplisseurs de bulles n'étaient pas forcément incompatibles.

« Ce festival est un vieux rêve », confie Vincent Henry, étudiant en deuxième année à HEC. Fanatique de BD, j'avais envie de faire partager ma passion, d'offrir aux dessinateurs et aux éditeurs une journée de qualité et de plaisir. » Autour de lui, une vingtaine d'élèves ont préparé cette journée. Ils ont monté les panneaux exposant les planches, contacté des éditeurs comme Glénat, Dargaud, Vent d'Ouest pour participer à une table ronde autour du thème « Business et BD », mis en place la projection des dessins animés de Tex Avery...

Si les dessinateurs ont accepté sans difficulté de participer au festival, la recherche des sponsors s'est avérée plus

délicate. Mise à part une contribution d'EDF, qui a déboursé 15 000 francs, des messages publicitaires gratuits sur la radio Ouf-FM et quelques dons en nature, la chasse aux mécènes ne fut guère fructueuse, le mariage bande dessinée-grandes écoles paraissant à beaucoup comme un pari risqué. Il a fallu vaincre aussi les réticences de certains enseignants, voire d'étudiants, pour qui la bande dessinée ne fait vraiment pas sérieux.

Reste que les retombées positives de cette opération ne sont pas négligeables. « Comme les étudiants ont appréhendé ce projet avec professionnalisme, c'est valorisant pour tout le monde », admet Joël Pinkham, sous-directeur d'HEC.

La direction d'HEC accueille volontiers ce type d'initiative, parce qu'elle voit des vertus pédagogiques. Tout projet extrascolaire élaboré s'apparente à des travaux pratiques grandeur nature. Certains professeurs voient plus loin, expliquant que les éditeurs de BD ont aussi besoin de gestionnaires et qu'ils peuvent offrir des débouchés intéressants.

Le succès étant au rendez-vous, les organisateurs préparent déjà la prochaine édition. Elle sera plus ouverte encore, puisqu'ils sont en pourparlers avec l'ESCP, l'ESSEC et Centrale.

THÉRIY BILLARD.

Au siècle dernier, un père et son fils émigrent de Suède au Danemark pour trouver du travail. Une saga magnifique qui évite tous les pièges du naturalisme et du misérabilisme pour célébrer des sentiments aussi vastes que les paysages.

Max Von Sydow

Merci à Billie August, qui a su le convaincre d'être Lasse, qui a su filmer avec vigueur, avec rigueur, avec bonheur des sentiments assortis aux paysages. Qui nous fait aimer le Nord, les choses, la vie, le cinéma.

D. H.

Propos recueillis par
DANIELE HEYMAKIN

Comme dans la vie. Où il ne se départit jamais d'un air paisible d'artisan qui connaît sa valeur

d'exprimer plusieurs choses... J'ai eu d'excellents rapports avec « mon fils ». Ça peut être si difficile avec les enfants... Ils sont très rarement professionnels et préoccupés de leur propre importance, en rajoutent souvent lamentablement. Mais le jeune Pelle avait du talent, de l'intelligence, de la maturité. Il a tenu le coup six mois loin de ses amis,

Oui, bizarre carrière! Max Von Sydow en convient en souriant poliment. Il dit qu'il a été poussé par la curiosité et par la nécessité : *Je pense qu'un acteur suédois est contraint au changement. Nous sommes petits... Très petits, habitués à tout faire pour survivre : théâtre, cinéma, télévision, radio. A jouer tous les rôles dans des compagnies de*

Max Von Sydow, quand on lui demande des nouvelles de Bergman, dit qu'elles sont bonnes, confirme que son maître en a fini avec le cinéma, mais qu'il vient de monter un O'Neill, et prépare *Madame de Sade*, de Mishima. Retrauvaillez-vous au théâtre avec lui s'il vous appelle ? Quelque chose qui ressemble à un séisme souterrain a fait bouger le calme visage : *« Ah ! Oui ! Certainement. »* Lorsqu'il débütait avec Bergman, il y a trente-cinq ans, pouvait-il soupçonner que cela serait si important ? *« Pas le*

naliste à New-York. C'est tout. « Oh habite le discret Mr. Von Sydow ? Là où le conduit son travail. A New-York, il a un appartement. Ainsi qu'à Paris d'ailleurs. Il a vécu à Rome. Il aime l'esté dans la campagne suédoise avec « les mains pleines de terre... » En voyage, il essaie de demeurer un touriste, d'être toujours au diapason du pays qui l'accueille, il lit en V.O. l'allemand, l'anglais, l'italien, le français, et ne se sépare jamais de la musique qu'il aime, des extraits d'opéras italiens enregistrés sur cassette.

— Mon ambition ? Essayer d'être avec les comédiens tel que je voudrais qu'un metteur en scène soit avec moi... »

Parmi les metteurs en scène de cinéma du monde entier qui l'ont dirigé, y en a-t-il un qui lui ait paru proche d'Ingmar Bergman ? La réponse fuse : « Oui, Woody Allen, évidemment. »

Ses projets ? L'homme lisse accuse soudain une légère fatigue. Il dit qu'il est temps... Ou qu'il n'a plus tant de temps... Qu'il est lassé de faire et défaire des bagages, qu'avant de reprendre la *Temptie* (il avait déjà joué *Prospero* « trop tôt » en Suède) il s'est arrêté de faire du théâtre pendant quatorze ans. Que c'est beaucoup. Et voilà, peut-être bien qu'il « s'apprette à rentrer chez lui ».

Propos recueillis par
DANIELE HEYMAKIN

UGC NORMANDIE - PARAMOUNT OPÉRA - UGC MONTPARNASSE - HAUTEUILLE - FORUM LES HALLES - CONVENTION SAINT-CHARLES
UGC GOBELINS - UGC LYON BASTILLE - GAMBETTA - IMAGE - CRÉTEL - MARNE - BELLE-ÉPINE - VERSAILLES - LA DÉFENSE

JACQUELINE BISSET ALAIN SARDE PRESENTE VINCENT PEREZ

**LA MAISON
DE JADE**

UN FILM DE
NADINE TRINTIGNANT

AAA

D'APRES LE ROMAN DE
MADELINE CHAPSAI
"LA MAISON DE JADE" - EDITIONS GRASSET ET NOVELLIS



JAZZ

Carla Bley et les siens au Festival de Paris

Le petit bois

La Greta Garbo du jazz a enregistré en duo avec le bassiste Steve Swallow. Elle effectue ses tournées avec une nouvelle formation acoustique. Avant son passage en vedette au Festival de Paris, nous l'avons rencontrée chez elle, près de Woodstock. Inchangée.

DANS l'album de Carla Bley intitulé *Social Studies*, une mélodie jouée au saxophone avec une orchestration de cuivres vous saisit l'âme. Il n'en existe guère dans toute la musique d'aussi émouvantes, si ce n'est, par exemple, le mouvement lent du *Concerto en sol* de Ravel. Cette mélodie nordique porte un nom énigmatique : *Urklingsang*. C'est que Carla Bley est d'origine suédoise. Elle est née en 1938 dans une famille religieuse, presque piétiste, à Oakland, Californie. Elle est la femme la plus attirante qui soit dans le monde du jazz, où les femmes sont rares et toujours exceptionnelles par quelque côté. Elle est sexy, et drôle.

La première fois que je l'ai rencontrée, il y a douze ans, dans la maison new-yorkaise qui était celle de la Jazz Composers Orchestra Association (JCOA) qu'elle avait fondée au début des années 70 avec son mari Michael Mantler, elle aurait parfaitement pu m'allonger une cuisse. Paul Haines, qui avait écrit les textes dont elle a tiré son opéra-jazz *Escalator over the Hill* (ce disque est au jazz composé ce que *Sergeant Pepper's Lonely Heart Club Band* est au rock, du point de vue de la réussite esthétique), m'avait amené à cette fête. Pour amuser ses invités, Carla Bley, dont l'instrument est le piano, avait composé à cette occasion un air de fanfare, espiègle et rigoureux — deux adjectifs qui la caractérisent tout à fait ; elle l'avait joué au saxophone, avec cinq des cuivres de son orchestre. Le saxophone était sa lubie du moment. Elle en jouait beaucoup moins bien que moi, c'est-à-dire atrocement.

Alors, quand Paul Haines m'a présenté, j'ai dit à Carla, de but en blanc : « J'aimerais vous

apprendre à jouer du saxo. » Effet de mon accent ou lueur dans l'œil, elle a dû entendre « sexe » : vous savez combien ces deux mots, et le mot et la chose, dans l'esprit se confondent. Elle m'a toisé, disons avec le regard de Kathleen Turner pour Woody Allen, puis elle a ri. Tout le monde a ri. La fête était très gaie.

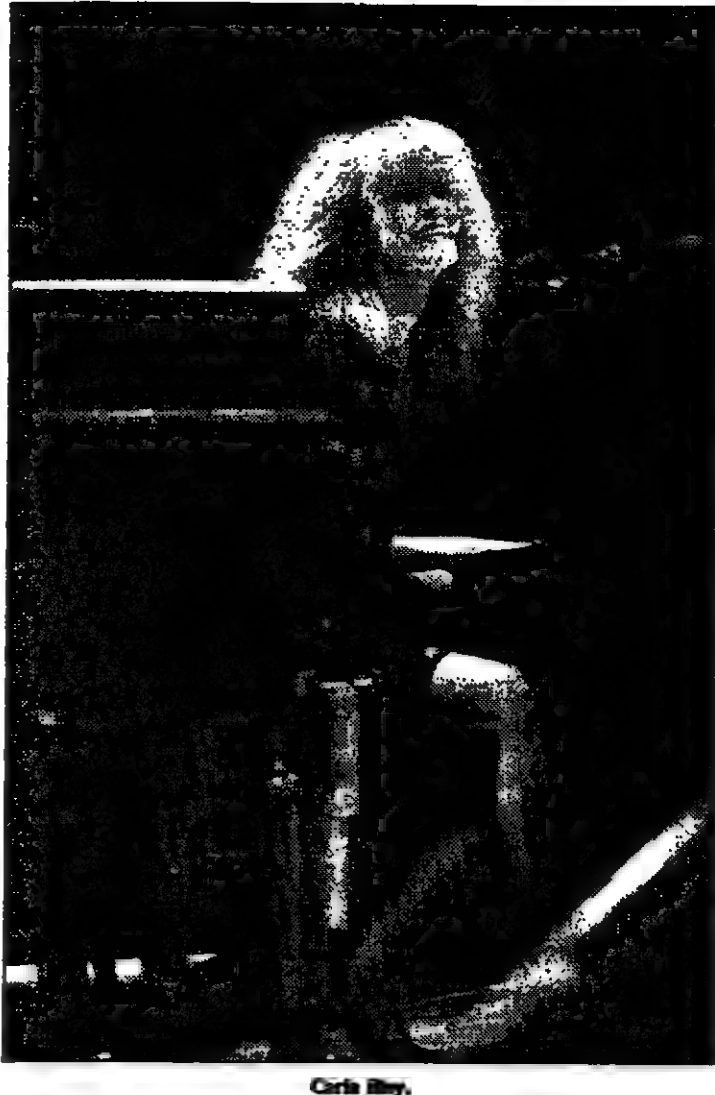
Carla est l'un des plus grands compositeurs de jazz, l'égal de Jelly Roll Morton, Duke Ellington, Billy Strayhorn, Thelonious Monk, George Russell, Charles Mingus. Même si, il y a deux ou trois ans, elle a pris un curieux tournant vers la FM Music, jolie et un peu languissante, avec son sextette électronique.

Dans le bus qui conduit de New-York à Willow, dans la vallée de l'Hudson, où elle habite, j'écoute au casque *Urklingsang* et aussi *Sing me Softly of the Blues*, une autre de ses compositions, interprétée par Art Farmer, sans doute la plus jouée par d'autres jazzmen dans le monde, et qui fend pareillement l'âme. Le bus traverse Hackensack. *Hackensack* est le nom d'une composition de Monk, c'est là que se trouvait le studio de Rudy Van Gelder, où tant de disques des années 50 et 60 ont été enregistrés.

Carla Bley attend calmement, toute mince, à côté d'une grosse jeep, au bord d'un chemin de forêt. La maison est au beau milieu des bois, sur un terrain décliné. L'architecte, un ami, l'a dessinée comme Mike et Carla l'ont souhaitée. Elle a sans doute été reproduite dans une revue d'architecture moderne. Une vision de la Suède dans l'Amérique des pionniers puritains.

Mike abandonne un instant l'ordinateur qui lui sert notamment à gérer les affaires du New Music Distribution Service, office de diffusion de plusieurs petites marques de disques issu de la Jazz Composers Orchestra Association, et celles du label Watt (distribué par ECM), qui publie les disques de Carla et les siens. C'est lui aussi l'organisateur des tournées. Il a le génie de l'organisation.

Mike Mantler est autrichien d'origine, trompettiste et compositeur. Son dernier album, *Many*



Carla Bley.

Have no Speech (Beaucoup n'ont pas la parole), est composé sur des textes de Samuel Beckett, Ernst Meister et Philippe Soupault, chantés-parlés par Jack Bruce, Marianne Faithfull et Robert Wyatt. Il est le seul musicien de jazz à tenter ainsi la fusion de la poésie et de la musique post-moderne. Le disque est dramatique sans grandiloquence, une très estimable réussite pour *happy few*.

Mike va me copier l'épreuve du dernier disque de Carla et Steve Swallow, le bassiste ami. L'album, intitulé *Duels*, commence par une nouvelle composition de Carla, *Baby Baby*, d'un minimalisme monique.

« Je me suis remise au piano pour jouer avec Steve en duo, dit Carla Bley. Un jour d'hiver où je me sentais comme un vieux cerveau dans du formol, il a appelé. Il a dit : « C'est idiot. La musique peut être physique aussi. » Douze heures après il était là

avec le *Real Book*, où il y a tous les morceaux du répertoire sur lesquels les jazzmen improvisent. On est descendu au studio, il m'a mis au piano, a sorti sa basse électrique, et m'a dit : « Autumn Leaves, tout le monde connaît ça, on y va. » Je me suis lancée, c'était amusant comme tout. On a improvisé sur la moitié du *Real Book*. Je me suis remise alors à travailler vraiment le piano, woodshedding on appelle ça en argot de musicien : faire du petit bois. Les progrès ont été notables au cours de l'hiver, et l'hiver est long ici.

« Un jour Steve m'a dit que nous devrions commencer à chercher quelques contrats pour le duo. Nous avons joué à New-York, dans une dizaine d'autres villes, puis dans des festivals : les gens semblent aimer cette formule, et nous nous amusons tant. Nous improvisons en phrases simples, nous tenons un

de la pianiste

discours musical que les gens peuvent suivre, alors que presque tous les improvisateurs aujourd'hui semblent vouloir jouer toujours plus vite, sans prendre le temps de penser ce qu'ils jouent. Est-ce que Michael Brecker s'imaginerait jouer encore plus vite que Michael Brecker ? »

Elle me montre le studio en sous-sol, avec les baies vitrées qui ouvrent sur une clairière, équipé pour enregistrer n'importe quelle formation. C'est là qu'ont été enregistrés *Duels* (sur un splendide vieux Steinway acajou) et tous les autres disques de leur label Watt. Ce studio est l'équipement de base de l'entreprise familiale et coopérative qui soutient un mécène. Les dettes sont importantes, le matériel analogique dépassé : les jazzmen créatifs sont des gens qui, économiquement, marchent sur une corde raide et peuvent d'un jour à l'autre tout perdre.

« J'ai encouragé Steve à prendre sa carrière en main. Il était sideman depuis trente ans, il gagnait correctement sa vie, mais il avait « sa » musique à jouer qu'il ne jouait pas, il ne composait pas assez. Il s'est jeté à l'eau. Depuis, il travaille beaucoup plus, gagne plus. On le demande un peu partout comme producteur, il fait ce travail admirablement : diriger des sessions d'enregistrement. Et il aime jouer. Moi, non, sauf avec lui, et peut-être maintenant avec ce nouveau Big Carla Bley Band où je vais tenir le piano et non plus l'orgue (où ma fille me remplace). C'est une formation que je peux monter rapidement pour des tournées en Europe. Elle comprend quatre saxo-

phones, un hautbois, deux trompettes, un trombone, un cor, un tuba, et une section rythmique avec percussions. Les musiciens sont moitié américains, moitié européens. Nous répétons en Europe. »

Retour aux cuivres qui ont fait le « son » de la grande Carla ? Fini l'électricité ? Elle rit : « Pour cet orchestre, j'ai réécrit tous les arrangements de mon ancien répertoire. J'ai l'impression de savoir écrire seulement maintenant. Mais tourner ne m'amuse plus autant qu'avant. Je voudrais écrire, écrire, je suis fatiguée pour cela, et que d'autres jouent ma musique, et parfois moi aussi. L'une des choses que j'ai préférées faire récemment est une composition sur un poème de Langston Hughes (1) pour le Harlem Boys Choir, une chorale d'enfants des écoles de Harlem : c'était une commande dont j'ai été très fière. Et puis je voudrais écrire des musiques de film. Celle du Voyage, de Michel Andrieu, a été faite finalement par Michel Portal, parce que le contrat n'a pu être signé avec la production. Mais un jour je travaillerai avec Michel Andrieu. »

Propos recueillis par MICHEL CONTAT

(1) Grand poète noir américain (1902-1967).

* The Big Carla Bley Band, vendredi 4 novembre, Grand Rex, Paris (également le 5 à Cotonou au festival « Jazz sous les palmiers »).

* Discographie : Carla Bley-Steve Swallow, *Duels* (Watt-20, ECM, à paraître), Michael Mantler : *Many Have no Speech* (Watt-19, ECM), Steve Swallow : *Carla* (Watt-18, ECM). Distribution Polygram.

PARIS V.F. : GAUMONT OPÉRA - GAUMONT PARNASSE
GAUMONT CONVENTION - Clichy-Pathey
V.O. : GAUMONT AMBASSADE - PAGODE - BIENVENUE
14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - UGC ODÉON
PUBLICIS SAINT GERMAIN - GAUMONT ALÉRIA - GAUMONT HALLES
UGC MAILLOT - ESCURIAL - IMPÉRIAL - UGC BLANZAC
Périphérie : GAUMONT QUEST BOULOGNE (V.F.) - FRANÇAIS
ENGHEN (V.F.) - ROXANE VERSAILLES (V.O.)

PALME D'OR CANNES 1988



PELLE
LE
CONQUÉRANT
UN FILM DE BILLE AUGUST

PRÉSENTÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
DISTRIBUTION GÉNÉRALE : LES FILMS DE LA RÉPUBLIQUE
DISTRIBUTION SPÉCIALE : LES FILMS DE LA RÉPUBLIQUE
DISTRIBUTION SPÉCIALE : LES FILMS DE LA RÉPUBLIQUE

Chuck Berry fait son cinéma

Parallèlement aux Mémoires de Chuck Berry (Mon autobiographie, à paraître chez Michel Lafon), un film de Taylor Hack Ford retrace la carrière du premier chanteur noir de rock.

L y a, dans le film de Taylor Ford, un moment très beau qui donne bien l'idée de ce que *Hail! Hail Rock 'n' Roll* (quel titre...) aurait pu être. Chuck Berry, l'inventeur noir du rock, le séducteur à moustache de garçon coiffeur, le voyou céleste, chipeur, fornicateur, homme à scandales, authentique poète populaire du siècle, Chuck Berry est dans le Fox. Le Fox, c'est la plus grande salle de spectacles de Saint-Louis, Missouri. Une mixture de Babylone et de Versailles rêvée par un architecte local après la projection d'un Cecil B. De Mille.

Dans le Fox, où s'étale aujourd'hui son nom, Chuck Berry raconte qu'à onze ans, en 1937, il s'était vu refuser l'entrée. Il voulait voir un film, *le Marquis de Saint-Evremond*, que son père lui avait recommandé pour ses qualités esthétiques. Et là, au Fox, en 1937, la caissière lui dit : « De toute façon, tu sais bien qu'on ne laissera pas entrer quelqu'un comme toi. »

Chuck Berry n'a pas besoin de préciser que « quelqu'un comme lui », ça voulait dire un nègre. Il raconte l'histoire et, dans l'entrée majestueuse du Fox, pourpre, lambris, ors, colonnes et stucs, cadrée en contre-plongée, il s'abandonne à une méditation amère, amusée, drolatique, emphatique, dure, très étonnante. Une sorte d'improvisation shakespea-

rienne sur les beaux spectacles, les belles manières, les beaux sentiments et les belles réactions dont le Fox était le théâtre. Ce n'est pas à East Saint-Louis, le quartier noir, qu'on savait faire les distinctions de la sorte. Dans les théâtres et les cinémas d'East Saint-Louis, ça gueulait à tout va, on se pâmait avec les amoureux et on insultait les salauds. Ce jour du refus de l'entrée, Chuck Berry a su qu'il reviendrait au Fox, et partout dans le monde, avec le manque de tenue, la jovialité et les passions bruyantes d'East Saint-Louis. Et qu'il les communiquerait à tout le monde. Ce serait le rock and roll.

Le film aurait pu être de ce tonneau. Il est pour l'essentiel fichu comme l'es de pique, mais ça n'a pas l'air d'avoir la moindre importance. Il est monté de brio et de broc, opérateur cherchant le point, plans d'une laideur étudiée, interminables interviews de niais empâtés qui s'étouffent de contentement à la seule idée qu'ils ont pu faire un jour la première partie d'un spectacle de Chuck Berry (Bruce Springsteen), hagiographie bouffonne (John Lennon en médaillon simplement parce qu'il fait l'éloge de Chuck Berry), clones déprimés (le petit Julian Lennon : « Il ressemble à papa, hein ? », s'esclaffe Chuck Berry), petites bourgeoisies entre shopping et coiffeur (Linda Ronstadt), concert longuet affectueux monté par Keith Richards avec Eric Clapton, Etta James, Robert Cray, etc.

Bref : un « film-culte », une cérémonie nocturne que des générations de kids bien équipés et ravitaillés iront voir en rangs serrés. Quelques traits pourtant, et pas des moindres, méritent le détour sans regret. D'abord la présence, juste-

ment, de Keith Richards, sur qui tout réalisateur sensible devrait fondre. Ensuite, tout un discours sans lourdeur, comme un éclat de rire, sur le racisme, la situation réelle des musiciens, et toute sorte de nuances parfaitement éclairantes sur le rythme « n' blues (noir), le rock 'n' roll (blanc), le jazz (version savante des musiques populaires qui ne rapporte pas) et le rôle des marchands (conversations hirsutes entre Chuck Berry, Bo Diddley et Little Richard). Enfin, ce qui éclate, c'est l'ahurissante personnalité de Chuck Berry, charmeur cynique, dégaï, d'une intelligence sigüé, d'une violence indépendante parfaitement choisie, « idole » sans souci, c'est vrai (son allure dans les aéroports !), une figure du siècle. Et quelques chansons pour l'éternité, c'est-à-dire pour quelques décennies : *Mobyline*, *Roll over Beethoven*, *Memphis Tennessee*, *Johnny B. Goode*, *Carol*, *Rock and Roll Music*, etc.

Ni le film ni l'autobiographie à paraître, aucun commentateur d'ailleurs, ne disent pourtant mot de ceci : la même année, en 1926, dans le même quartier pourri, à East Saint-Louis, dans des familles noires semblablement convenables (petite bourgeoisie cultivée), sont nés deux incroyables personnages qui ont changé, oui, changé la musique, le style et le rythme du siècle. Aussi célèbres à Saint-Louis qu'à Moscou, dans les deux Berlin ou à Rome : Chuck Berry et Miles Davis. Se sont-ils connus ? Peut-être. Ont-ils joué ensemble ? Jamais.

FRANCIS MARMANDE.

* Action rive-gauche, Ciné Beaubourg les Halles, à Paris. Et dans les grandes villes de province.

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

Muséum international

ARTS ET SPECTACLES

LUC PEIRE. *Galerie Convergence*,
rue des Archives (42-78-57-45). Du 4 no-

SABELLE PLANTÉ. Galerie Katia Gran-
13, quasi Conti (43-54-41-92). Du 3 no-
vembre au 23 novembre.

RICARD PRINCE. Galerie Châteaufort
Museum, 5 bis, rue des Maillandiers (48-87-
11). Jusqu'au 12 novembre.

IGNIGES RACINE. Galerie 10, 10, rue des
Luz-Arts (43-25-10-72). Jusqu'au 10 no-
vembre.

SAFOLS, CASAMADA. Galerie Citi-
zène, 46, rue de l'Université (42-96-89-57).
Du 3 novembre au 17 décembre.

MICHEL BOGINSKY. *Œuvres récentes.*
Galerie Georges Lervoy, 42, rue Beaumoyon
72-71-91-17. Du 3 novembre au 30 novembre.

Pierre Rouge-Pulch
ROUCH. Galerie Résine

Odette (46-33-37-50). Du 3 novembre au 15 décembre.

JOSE SAN MARTIN. Galerie Anna Giacalone, 14 Val-de-Jarvis, du 15 novembre au 15 décembre.

JOSE-ROYAL (43-86-94). Du 8 novembre à 14 décembre.

MAVIGNAC. Galerie Redwooder, 6, rue de Valenciennes (47-02-82-63). Jusqu'en 3 décembre.

MAREO SCHIFANO. Galerie Adrien Barget, 46, rue du Bac (42-22-15-59).

MARTIN. Galerie Nara Stern, 25, av. de la République (47-05-08-46). Du 8 novembre au 15 décembre.

MILBA, LUKASZESWSKI. Galerie de la Ville, 27, rue de Clugnot (47-04-18-18). Jusqu'au 26 novembre.

SNELL. Galerie Bernard Jordan, 14, rue du Temple (42-73-39-84). Du 8 novembre au 8 décembre.

ALEXANDER SOKOLOV. Galerie de la Ville, 27, rue de Clugnot (47-04-18-18). Du 8 novembre au 8 décembre.

ERTE. Floors of matured wood.
Galerie d'Art Saint-Hon

ILLEGÉ. Annabonne. Galerie de 04-23, rue Keller (44-06-02-93). Jusqu'au

JEAN-MARC VULBEAU,
professeur, L63, rue Saint-Gilles

ripérîe
ULNAY-SOUS-BOIS. Mîjo Coppins.
 au Jacques Prévôt, 134, rue Anatoles-
 (4-68-00-22). Suivint les spectacles:
 au 4 décembre.
VERVÈS. Mîscomorcheles de Dany Cou-

Estúdio fotográfico. Muro
fotográfico, 78, rue de P

DOULOGNE-BELLANCOURT. Olivier
d'Arcois monumentales. Centre cultu-
rel Doulogne-Bellancourt, 22, rue du
Feytelle (46-84-77-95). Tj, de 10 h à
14 h. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 18 décem-
bre.

CHAMPIGNY-SUR-MARNE. Dix Ti-
f'aramaz Saint. Théâtre des Boucles de
la Marne, 54, boulevard du Château (48-80-
11-11). Soirée ouverture du théâtre. Du
20 novembre au 29 novembre.

COURBEVOIE. Michel Lajoux. Un re-
souvenir à la dent. Centre culturel de Courbe-
voie, 14 bis, square de 1789-02-de-Ville (43-33-
11-11).

à 18 h. Du 4 novembre au 2

RY-SY-LES-MOULINIERS. A propos de
ces deux figures de Jeanne Drouot, Musée
d'Art et d'Industrie de la Ville de Paris, 19 rue
de Gervais (46-45-21-70). T.l.j. d. jan.,
r. matin de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.
r. soir. Jusqu'à 22 h. jusqu'en 31 dé-
cembre.

RY-SY-SEINE. Pierre Beaumais, Arts
Centre d'art contemporain, 93, av.
Guy-Geant (46-70-15-71). T.l.j. d. jan.,
d. 19 h, dim. de 14 h à 17 h. Jusqu'en
juin.

RY-EN-JOAS. Gérard Garouste : les

ture (39-56-46-46). T.L.j. of
Jury's 18 December

JUILLY-SUR-MARNE. Jours Le-
gionnaires de feu...
Gabin Gelin, 3
de (43-09-67-73 et 43-08-82-83). Mardi,
de 14 h à 18 h, sam., dim. et jours fériés,
à 18 h. Jusqu'en 15 janvier 1989.

MARS-LA DÉFENSE. L'Art contempo-
rain. La Défense. Les années 1980 vers pour
l'avenir. Art 4, Perennité du monde.
de la Défense (49-00-15-96). Jusqu'en
septembre.

ANTONCE. A l'aube et à vote. Musée de
la ville. Tavet-Delacour, 4 rue Lemercier
(43-02-40). T.J. et mar. et jours fériés de
12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'en 29 fé-
vrier 1989. 11, rue du Château n° 10.
du Parc. 17, rue du Château n° 10.

18 h. Jusqu'au 28 février.

NT-GERMAIN-EN-LAYE. Le Trésor de Bethel. Musée des Antiquités nationales de Saint-Germain (34-51). T.j. s'ouvr. de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F (8 F dim.). Du 28 novembre. Les XIV à Saint-Germain-en-Laye. 1638-1682 - de la royauté à la gloire. Musée des Antiquités nationales de Saint-Germain (34-53-65). T.j. s'ouvr. de 9 h à 17 h. Entrée 5 F. Jusqu'au 27 novembre.

CY-EN-BRIE. Les Peintres de Sacy.

4-25-12). 'Suivant les spectac
5 novembre au 13 novembre

ULON. Valère Bernard. Musée, coudoier du Général-Lotore (94-93). Jusqu'au 10 décembre.

LEURBANNE. Adolphe Livres Mémoires. Maison du Evre, de l'Imag et du 47, cours Emile-Louis (78-68-04-04). Jusqu'au 19 novembre; Vivent le FRAC. Le au Musée, 11, rue du Docteur-Dofard (-55-10). Jusqu'au 11 décembre.

ILLIE. 1788 : enjeux culturels à la de la Révolution. Musée de la Révolu-onnaine (76-68-07-35). Jusqu'au 28 o-



THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

MÉPHE-TON MA VILLE Au Bec (42-96-39-55) (mar.), 22 h, dim., 20 h 30 (2).

TITANIC CABARET Cave du Cloître (42-25-19-92) (dim., lun.), 18 h 30 (2).

HENZO BLUES Point Virgule (42-76-67-03) (mar.), 18 h 30, ven., 24 h (2).

LE COMMISSAIRE EST BON ENFANT, L'ÉPREUVE Les Déchoues (42-36-00-02) (dim. soir, lun.), 21 h, dim. 17 h (2).

LA TÈNÉRE Théâtre Marie-Souart (45-08-17-80) (dim.), 20 h 30 (2).

LES ESTIVANTS Théâtre de l'Ombré qui roule (43-26-29-61) (mar.), 20 h 30 (2).

ARMISTICE AU PONT DE GRENNELLE Théâtre du Tourneur (48-97-82-85) (dim., lun.), 19 h (2).

GEORGE DANDIN Champigny-sur-Marne. Centre Gérard-Philipe (48-90-90-90), 20 h, jeu, sam, lun, mar., 16 h 30, ven., dim., mar. (3).

HERODIAS Genservilles. Salle Yvon-Garagat (47-90-35-07) (mar.), 20 h 45 (3).

LE NOUVEAU LA COMTESSE Centre Jean-Houdouin (48-36-54-10) (dim. soir, mar., mer.), 20 h 45, jeu, ven., sam, lun., 16 h 30, dim. (3).

TONTOUR ARTHUR Théâtre Marie-Souart (45-08-17-80) (dim., lun.), 22 h (3).

TÉXAS A L'AMÉRIQUE Théâtre. Petite salle (46-57-22-11), ven. et sam. à 21 h (4 et 5).

LA GONFLE Makhov. Théâtre 71 (46-55-43-45) (dim. soir, lun., mar., ven., sam. à 20 h 30; dim. à 18 h (4).

HISTOIRE DU SOLDAT Bagneux. Théâtre Victor-Hugo (46-63-10-54) (dim. soir, lun.), 20 h 30, ven., sam., mar., 19 h, dim. et mar. (4).

E. VON G. d'après AUCUN LIEN Nulle part. Rouen-Théâtre (43-71-30-20) 20 h 30, dim. à 17 h (5).

LA PRÉSIDENTE Théâtre des Variétés (42-33-09-92) (mar.), 20 h 30; sam. 17 h 30 et 21 h; dim. 15 h (5).

NICOMÈDE Comédie-Française (40-15-00-15), salle Richelieu, sam. à 20 h 30, dim. à 14 h (5).

DJEBELS Théâtre Artistique-Archives (43-36-02) (lun.). 20 h 30, dim. 16 h (7).

LE PLAISIR DE LA MUSIQUE Palais-Royal (42-97-59-51), lun. à 21 h 30, mardi à 14 h 30 (7).

JOCKEY Théâtre 13 (43-08-16-30), 20 h 30 (8).

LE FAISSEUR DE THÉÂTRE Théâtre de la Ville (42-74-22-77), 20 h (8).

LE PRINCE DE HOMBURG Nouveau Théâtre Moutet (43-31-11-99), 20 h 30 (8).

LE CAÏF Villégiature. Théâtre Romain-Rolland (47-26-15-02) (8).

KLEIST OU LA MORT D'UN POÈTE Châlon. Théâtre. Petite salle (46-57-22-11), 21 h (8).

HOMME POUR HOMME Cautel. Maison des arts (46-59-14-65), 20 h 30 (8).

ÉCLATS DE RIRE AU MARTEAU Carroussel. Théâtre du Soleil (43-74-24-08), 20 h 30 (8).

De Ne sont pas joués le mercredi.
De Hors

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-46-42-17). Le Boudoir: 20 h 30, Rel. dim., lun.

ANTOINETTE - SIMONE-BERTRAND (42-06-77-71). Avant: 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun.

ARTISTE-ATÉVAINS (48-06-36-02). D. Diebolt: lun., sam. à 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (42-97-33-33). O. Les Enfants du Soleil: 20 h 30 (Sam. mar., Rel. dim., lun.). D. Arlene ou l'Age d'or: jeu, (lève partie) 20 h 30, ven. (chêne partie) 20 h 30, Rel. dim., lun.

ATELIER (46-06-49-24). Bety Bloom: 21 h, sam. dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun.

ATYREUX-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Hébert. Souvenirs rétrospectifs: 20 h 30, Rel. dim., lun. Salle Louis Jovet. Simplicité compliquée, Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30, Rel. dim., lun.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Le roi se meurt: 20 h 30, sam. 15 h, dim. 16 h, Rel. dim. soir, lun.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence: 20 h 30, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun.

CAFÉ DE LA DANSE (42-57-05-35). D. Clodion ou la nostalgie: dim. 17 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-29-34). Théâtre: 20 h 30, dim. 16 h, Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). L'Assommoir: 20 h 30, dim. 16 h, Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-34-08). O. Trakia: 20 h 30 (Jeu, ven., sam.), dim. (Général) 15 h 30. D. Éclats de rire au marteau: mar. 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-36-36-50). Salle L. Rel. du Nord: 20 h 30, dim. 16 h, Rel. dim. soir, lun. D. Le Destin de l'immortel Fouché ou Saison: O. Congo: sam. 17 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-74-44-55). Ah! Ça rira, ça rira, ça rira: 21 h, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). Grande salle. O. Colloque, revue parlie: le Sichel Stanislas: 12 h 30 et 20 h 30, sam., dim. 10 h 30, jeu, ven., dim. 12 h 30. D. Revue parlie: les Belles Extrêmes: lun. 21 h.

CINO DIAMANTS (45-40-51-31). L'Orage: 20 h 45, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun.

CIRQUE D'HIVER (48-78-75-00). Astérix: 14 h et 17 h 30, sam., dim. 14 h et 17 h 30, ven., mar. 20 h 30, sam. 21 h, Rel. lun., jeu.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (43-80-36-69). Grand Théâtre. Pantomime génoise: 20 h 30, jeu, 15 h, Rel. dim., lun., mar. Le Galère. La Seconde Striptease de l'Amour: 20 h 30, mar. 14 h 30, Rel. dim., lun. La

Reserve. Henry Brillard: ma. vie: 20 h 30, jeu. 14 h, Rel. dim., lun.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). D. Roulez dans l'Élysée: 21 h, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, mer.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies: 21 h, sam. 19 h, dim. 15 h, Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Déchoues du théâtre: 20 h 30, Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. O. Esclapart: 14 h. O. Les Legs suivis par le jeu de l'Amour et du hasard: 20 h 30 (Mar.). D. Fin de partie: jeu, 21 h, dim. 21 h. Nicomède: sam. 20 h 30, dim. 14 h.

DAUNOU (42-61-69-14). D. Monsieur Masure: 21 h, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, mer.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Côté du cœur: 20 h 30, sam. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun.

DEUX-HEURES THÉÂTRE (42-26-47-47). Le Gardien: 20 h 30, dim. 16 h, Rel. dim. soir, lun.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadras: 20 h 15, Rel. dim. Nons on fait ou nous dit de faire: 22 h, Rel. dim.

ÉDOUARD-VII SACRA GUTZKY (47-42-57-49). Gengary Glen Ross: 21 h, dim. 15 h, Rel. dim. soir, lun.

ELDORADO (42-49-60-27). O. Rêve de Vienne: 14 h 30, jeu, sam., dim. 14 h 30, dim. 18 h, sam. 20 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Les Anciens. Odeurs: 19 h, Rel. dim. soir, lun. Salle L. Les Anciens. Odeurs: 19 h 30, Rel. dim. soir, lun. L'Assommoir de Mouchah: 21 h, Rel. dim. soir, lun.

FONDATEUR DE L'ALLEMAGNE (DEUTSCHE DE LA MEURTHE) (42-38-09-13). D. Le pupille veut être teur: mar. 20 h 30.

FONTAINE (48-74-74-09). Quatre Femmes: 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun.

GAITE-MONTFARNASSE (43-22-16-18). Nicomède: 20 h 45, sam., dim. 15 h, Rel. dim. soir, lun.

GALERIE 48-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal Man's Apprentice (les Anglaises): 20 h 30, Rel. dim., lun.

GAVEAU-THÉÂTRE (SALLE GAVEAU) (45-63-52-74). O. Le Mariage: 19 h (Jeu, dim. soir). Rel. jeu.

GRAND HALL MONTROUGE (42-96-04-06). O. La Machine infernale: 20 h (Jeu, ven., sam. dimanche).

GUICHET MONTFARNASSE (42-97-82-85). Les quatre heures: 18 h 45, Rel. dim., lun. Le Festival de Cocalon: 20 h 30, Rel. dim., lun. O. Le Compteur de Job: 22 h 15 (Jeu, ven., sam., dimanche).

GYMNASIE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ange gardien: 20 h 30, dim. 16 h, Rel. dim. soir, lun.

HUCHETTE (43-26-39-99). La Comtesse d'Essex: 19 h 30, Rel. dim. La Comtesse: 20 h 30, Rel. dim. Tokyo: 21 h 30, Rel. dim.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). Paris-Nord, attractions pour tous et tous: 18 h 30, Rel. dim., lun.

L'ESPACE EUROPEEN (42-93-69-68). La Face cachée d'Orion: 20 h 30, Rel. dim.

LA BRUYÈRE (42-74-76-99). Les Amoureux: 21 h, dim. 15 h, Rel. dim. soir, lun.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Métempsychose d'une maison: 21 h, Rel. dim., lun.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Voltaire: 20 h 15, Rel. dim.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Le commissaire est bon enfant, l'épreuve: 21 h, dim. 17 h, Rel. dim. soir, lun.

LUCERNAIRE FORUM (44-64-57-34). O. Aéroline: 18 h (Jeu, ven., sam., dimanche). Théâtre solo. Le Petit Prince: 20 h, Rel. dim. Mère à crédit: 21 h 30, Rel. dim. Théâtre. Les quatre heures: 18 h 45, Rel. dim. Pour un oui, pour un non: 21 h 30, Rel. dim.

MADELEINE (42-45-07-09). La Fête d'été: 20 h 30, Rel. dim. soir, lun. D. Les Sept Miracles de Jésus: jeu, ven. 18 h.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-03). D. André Schmitt: mar. 20 h 30.

MARAI (42-78-03-53). Le Grand Inconnu: 20 h 30, Rel. dim.

MARIE STUART (43-08-17-80). La Montre-Plais: 18 h 30, Rel. dim., lun. La Tenture: 20 h 30, Rel. dim. D. Tonton Arthur: jeu, ven., sam., mar. 21 h, Rel. dim., lun.

MARIGNY (PETIT) (42-25-30-74). Si c'est pas Montagné, j'en veux pas: 20 h, Rel. dim., lun.

MATHEUS (42-45-90-00). La Femme à court-pour: 21 h, jeu, 18 h, dim. 15 h, Rel. dim. soir, lun.

MATHURINS (PETITS) (42-45-90-00). Le Minotaure: 19 h, sam. 16 h, Rel. dim. MICHEL (43-45-35-02). Pjama pour six: 21 h 15, sam. 18 h 30, 21 h 30, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun.

MICRODIE (47-42-95-23). Ma comédie de Vancou: 20 h 45, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h, Rel. dim. soir, lun.

MONTFARNASSE (43-22-77-74). O. Le Secret: 21 h (Jeu, ven.), sam. 18 h et 21 h 15.

MUSÉE DE CIRE (HISTORIAL DE MONTMARTRE) (46-06-79-92). D. Après-midi au Chat noir: ven., sam., dim. 17 h 30, 16 h et 14 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99). D. Le Prince de Hombourg: mar. 20 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-74). Le Grand Standing: 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun.

ODÉON (42-70-52-74). Rotonde: 20 h 30, dim. 15 h, Rel. dim. soir, lun.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport: 20 h 45, dim. 15 h, Rel. dim. soir, lun.

PAIS DES GLACES (PETIT PAIS) (48-03-11-36). Kismet: 20 h 15, Rel. dim., lun. Les Vamps: 21 h 30, Rel. dim., lun.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). L'Éclapart est tombé: 21 h, Rel. dim.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos: 20 h 30, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun. D. Le Plaisir de la musique Remontez du Palais Royal: lun. 20 h 30, mar. 14 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Première Fiancée de Franz K.: 21 h, dim. 16 h 30, Rel. dim. soir, lun.

PAROISSE DE FORT-ROYAL (ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE) (45-35-30-56). D. La Mer (Polenta): dim. 17 h.

POCHE-MONTFARNASSE (45-48-52-97). Salle L. Le plus heureux des trois: 21 h, dim. 15 h, Rel. dim. soir, lun.

PORT-SAINTE-MARTIN (45-07-37-53). Témor: 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h, Rel. dim. soir, lun.

RANELAGH (42-88-64-44). L'Étrange Mister Knight: 21 h, dim. 16 h, Rel. dim. soir, lun.

RENAISSANCE (42-08-18-50). A. ta santé, Dorothea: 20 h 45, sam., dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). D. K. von G. d'après Aucun lien. Nulle part: sam., mar. 20 h 30, dim. 17 h, Rel. dim. soir, lun.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Dédie du couple: 20 h 45, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h, Rel. dim. soir, lun.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). L'Ex-Femme de ma vie: 20 h 30, Rel. dim., lun.

SQUARE BÉLANE-SOUS-DEUX-CRAPIEUX (43-79-90-90). D. Baroque II: jeu, ven., sam. 20 h 30, dim. (dimanche) 15 h.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). D. Jock: mar. 20 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-37-90). Gérard Sery: 20 h 30, Rel. dim., lun. Bouscous, Bouscous: 21 h, Rel. dim., lun.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La Réaliste Ascension d'Amuro U: 20 h 30, dim. 15 h, Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE L'OMBRÉ QUI ROULE (42-26-29-61). Les Estivants: 20 h 30, Rel. dim.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-59). D. Martin: 20 h 30, sam. 15 h 30, dim. 14 h, O. La Mémoire: 20 h 30 (Mar.), lun. 15 h, mar. 17 h, O. La Prémontée: 22 h (Jeu, ven.). Salle II: O. L'Écume des jours: 20 h 30 (Jeu, ven.). D. Fanny: jeu, 21 h 30, sam. 18 h, dim. 16 h 30, Cœur: ven. 20 h 30, sam. 21 h 15, L'Étranger: lun. mar. 20 h 30, dim. 16 h 30.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (40-49-01-82). O. Cœur, d'après Communication à une académie: 20 h 30 (Jeu, ven., sam.), dim. (dimanche) 17 h.

Région parisienne

AUBREVILLE (THÉÂTRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). O. Les Mémoires du théâtre: 20 h 30 (Jeu, ven., sam.), dim. (dimanche) 16 h 30.

BORGNY (MAISON DE LA CULTURE) (43-31-11-45). Petite salle. Minicrit. Festival d'automne à Paris 1988: 21 h, dim. 16 h, Rel. dim. soir, lun.

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (42-02-40-44). O. Mère Courage et ses Enfants: 20 h 30, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun., mar. (exceptionnellement).

CHAMPAGNE-SUR-ORSE (SALLE DES FÊTES) (34-70-10-27). D. Madame Guillotine Festival théâtral de Val-d'Oise: sam. 21 h.

CLICHY (THÉÂTRE DE L'ARC) (42-70-03-18). Le Soir du bal: 20 h 30, Rel. dim., lun.

CRETEIL (MAISON DES ARTS) (48-99-18-48). Petite salle. O. Dom Juan 2000: 20 h 30 (Ven., sam.), dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun., jeu.

ENGHIEN (THÉÂTRE MUNICIPAL) (42-34-03-83). Les Étoiles rouges: 20 h 30, Rel. dim., mar.

FAVIGNY (MJC) (40-14-29-32). Quel petit vélo avec un grand chromé au fond de la cour: 21 h.

REUIL-MALMAISON (THÉÂTRE ANDRÉ MALRAUX) (47-32-24-42). D. Les Femmes: 20 h 30, Rel. dim., lun.

SAINT-MAUR-DES-FOSSES (RONDE-POINT LIBERTÉ) (48-89-99-10). La Troupe: sam. 21 h.

VANVES (THÉÂTRE DE LA VANVES) (48-89-99-10). Le Lieutenant: 20 h 30, Rel. dim., lun.

VILLIERS-SUR-MARNE (SALLE GEORGES-BRASSENS) (43-05-24-62). D. Le Lézard, suivi de Jacques ou la comédie de l'Amour: 20 h 30, Rel. dim., lun.

VILLIERS-SUR-MARNE (SALLE GEORGES-BRASSENS) (43-05-24-62). D. Le Lézard, suivi de Jacques ou la comédie de l'Amour: 20 h 30, Rel. dim., lun.

VINCENNES (INTERNATIONAL VISUAL THÉÂTRE) (43-65-63-63). O. L'Avare (langue des signes française): 21 h (Jeu, ven., sam.). Rel. dim., lun., mar.

VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL SORANO) (48-08-60-83). La Vieille Dame indigne: 21 h, dim. 18 h, Rel. sam., dim. soir, lun., mar.

Musio-Hall

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-35-54-84). Jacques Higelin, 20 h 30.

OLYMPIA (42-81-82-25). Gilbert Bécaud. Jusqu'au 27 novembre. 20 h 30, mar., jeu, ven., sam., mar., 17 h, dim.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Cirque de Moscou. Jusqu'au 8 janvier. 14 h, sam., dim. 17 h 30, sam., dim. 21 h 30, jeu, ven., sam. Jusqu'au 10 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 12 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 14 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 16 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 18 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 20 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 22 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 24 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 26 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 28 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 30 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 31 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 4 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 6 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 8 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 10 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 12 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 14 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 16 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 18 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 20 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 22 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 24 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 26 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 28 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 30 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 31 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 5 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 7 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 9 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 11 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 13 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 15 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 17 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 19 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 21 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 23 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 25 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 27 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 29 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 31 mars. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 5 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 7 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 9 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 11 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 13 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 15 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 17 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 19 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 21 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 23 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 25 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 27 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 29 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 30 avril. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 5 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 7 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 9 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 11 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 13 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 15 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 17 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 19 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 21 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 23 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 25 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 27 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 29 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 31 mai. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 5 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 7 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 9 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 11 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 13 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 15 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 17 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 19 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 21 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 23 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 25 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 27 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 29 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 30 juin. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 5 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 7 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 9 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 11 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 13 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 15 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 17 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 19 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 21 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 23 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 25 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 27 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 29 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 30 juillet. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 5 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 7 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 9 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 11 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 13 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 15 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 17 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 19 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 21 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 23 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 25 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 27 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 29 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 30 août. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 5 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 7 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 9 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 11 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 13 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 15 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 17 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 19 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 21 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 23 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 25 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 27 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 29 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 30 septembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 5 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 7 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 9 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 11 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 13 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 15 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 17 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 19 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 21 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 23 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 25 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 27 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 29 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 30 octobre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 5 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 7 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 9 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 11 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 13 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 15 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 17 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 19 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 21 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 23 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 25 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 27 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 29 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 30 novembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 5 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 7 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 9 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 11 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 13 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 15 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 17 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 19 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 21 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 23 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 25 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 27 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 29 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 30 décembre. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 5 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 7 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 9 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 11 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 13 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 15 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 17 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 19 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 21 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 23 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 25 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 27 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 29 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 30 janvier. 20 h 30, mar. Jusqu'au 1er février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 3 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 5 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 7 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 9 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 11 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 13 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 15 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 17 février. 20 h 30, mar. Jusqu'au 19 février. 20 h 30, mar. Jusqu

1180^F

MUNK
 Élément étagère plaqué chêne
 teinté noir. Prix avec 4 éléments empilables.

MUNK
Élément étagère plaqué chêne
teinté noir. Prix avec 4 éléments empilables.

Offre valable jusqu'au 13 Novembre 1988 dans la limite des stocks disponibles



IKEA PARIS NORD II : ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48.63.20.25 - LUN. A VEN. : 11-20 H - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM. : 10-20 H RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA EVRY LISSES : ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENEXY TEL. (1) 64.97.71.80 - LUN. A VEN. : 11-20 H - (NOCTURNE LE JEU. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM. : 10-20 H RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA LYON - ZAC DU CHAMP DU PONT - 69800 ST-PIERRE. TEL. 78.26.49.49 - **IKEA VITROLLES** : RN 118 C. CIAL VITROLLES - ESPACE - LA BASTIDE BLANCHE - 13127 VITROLLES TEL. 42.89.96.16 RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA LILLE : C. CIAL DE L'OMME - 59160 L'OMME - TEL. 20.93.36.77. RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

Communication

Selon une étude de la SECODIP

Les recettes publicitaires de la presse progressent plus vite que celles de la télévision

Selon la SECODIP (Société d'études de la consommation, de la distribution et de la publicité), les investissements publicitaires sur les médias ont progressé au premier trimestre 1988 de 12,5 % par rapport au premier semestre de 1987. Ce chiffre cache une grande disparité entre les médias puisque les investissements sur la presse ont progressé de 20 % (21,6 % pour la presse nationale), tandis que la télévision enregistre une baisse de 0,3 %. Les investissements sur la radio progressent de 12,8 %. Le cinéma subit une chute de 16,7 %, l'affichage enregistre une hausse de 16,2 %.

Les parts du marché restent relativement stables à l'exception de celle de la presse qui passe de 48 % à 51 %, tandis que la télévision régresse de 28,4 % à 25,2 %. Cette évolution peut sembler contradictoire avec la multiplica-

tion des chaînes commerciales. Mais les comparaisons avec le premier semestre de 1987 doivent être traitées avec prudence. La privatisation de TF1, le démarrage en fanfare de la Ciné, le dépassement par les chaînes publiques de leurs plafonds publicitaires avaient alors fait « exploser » le marché de la télévision.

Depuis, la Ciné a dû baisser ses tarifs (-47 % d'investissements publicitaires selon la SECODIP) et les annonceurs ont quelque peu nuancé leur fascination pour le petit écran. Enfin, il faut noter que l'étude ne prend pas en compte le sponsoring qui s'est largement développé sur les chaînes de télévision drainant une part de l'investissement traditionnellement concentré sur les messages publicitaires.

J.-F. L.

BIBLIOGRAPHIE

Une télévision sans chaînes

Quel objet social plus étrange que la télévision ? « La plus chronophage de nos activités » dévore cinquante milliards d'heures par an dans l'Hexagone, plus que les Français n'en consacrent au travail ! Et pourtant, ce « géant social » est aussi un « main financier », une industrie qui pèse moins que les exportations de beurre et de lait. Dans *Briser les chaînes*, un petit ouvrage clair, deux chercheurs tentent d'élucider l'économie posée par ce « tuteur des sociétés modernes ».

Nathalie Costa Cerdan et Alain Le Diberder plongent d'abord dans les mystères de l'audiovisuel, pour en dégager les grandes tendances. Mais, au-delà de la sociologie, les auteurs explorent aussi les deux autres dimensions indissociables de la télévision, contenu culturel des programmes et économie. En ce cas, parler de qualité sans tomber dans le carabosse, en rappelant les règles de base d'une grille de programmes « qui ne s'adressent pas au téléspectateur dans l'abstrait, comme le font les livres par exemple, mais à sa disponibilité contingente au soir donné ».

Enfin, dans la partie la plus novatrice, leur ouvrage définit les nouvelles voies de la télévision. Plus que l'opposition entre chaînes publiques et privées, ou entre les différents supports d'une image (horizontale, câble, satellite), les auteurs dégagent deux modèles de télévision. Le premier, qui régit le monde actuel, est celui du « broadcasting », c'est-à-dire une diffusion de masse, que le spectateur ne finance que très indirectement par la publicité ou la redevance.

Or ce modèle, non seulement a une rentabilité économique faible, mais maîtrise difficilement ses coûts. Loin de favoriser la diversité, la concurrence impose l'uniformité et la course à la taille, donc recrée rapidement des monopoles, au moins pour le marché des fortes audiences, le prime time.

Pourquoi, dès lors, ne pas renoncer à cette organisation archaïque,

et « briser les chaînes » ? C'est-à-dire non plus donner un canal entier à une seule entreprise qui exploite intensivement les heures de forte audience et stérilise le reste, mais partager dans le temps cette ressource rare qu'est l'espace hertzien ? Iconoclastes en France, l'idée est déjà en partie appliquée en Grande-Bretagne. Et elle favoriserait l'éclosion d'un second modèle que décrivent les auteurs, celui des « vidéoservices ».

Idees nouvelles et faits ignorés

Chaînes à péage, thématiques, paiement à l'image, services de télétexte ou de téléachat, ne visent qu'une partie de la population prête à les payer. Restituant un vrai choix au consommateur, ces vidéoservices amélioreraient aussi la rentabilité des entrepreneurs et la liberté des créateurs — même si le risque de discrimination financière existe.

Pour clore leur raisonnement abondamment étayé de chiffres et d'exemples internationaux, Nathalie Costa Cerdan et Alain Le Diberder dessinent le paysage audiovisuel de leurs vœux : un canal public tenant tête au privé sur le prime time, et jouant la carte éducative et culturelle le reste du temps ; deux canaux privés occupés par les grandes chaînes actuelles en prime time, et par des chaînes locales ou régionales le reste du temps ; enfin, le reste des espaces libres attribués aux vidéoservices négociant des horaires réguliers ou occasionnels.

Utopique ? Riche d'idées nouvelles et de faits ignorés, cet essai devrait s'imposer aux membres du futur Conseil supérieur de l'audiovisuel comme à ceux que les dérives actuelles de la télévision étonnent ou effraient.

M.C.L.

* *Briser les chaînes*, par Nathalie Costa Cerdan et Alain Le Diberder. Éditions La Découverte, 175 pages, 89 F.

Associé au groupe Virgin

Vidéomusic prend le contrôle de Superchannel

La chaîne musicale italienne Vidéomusic vient de racheter 55 % du capital de la télévision britannique par satellite, Superchannel. Lancée il y a un an par l'éditeur de disques Virgin et plusieurs compagnies de télévision privée membres d'ITV, Superchannel arrose vingt-quatre heures sur vingt-quatre par satellite quatorze pays européens, et peut être captée par environ 13 millions de foyers câblés. Mais cette chaîne, comme la plupart des télévisions européennes diffusées par satellite, a quelque mal à trouver de la publicité et accumule déjà plus de 600 millions de francs de pertes.

Les compagnies d'ITV, notamment TV South, Yorkshire Television et Anglia, souhaitent depuis quelques mois se retirer. Plusieurs repreneurs, dont M. Robert Maxwell, ont étudié le dossier sans donner suite.

Le groupe Virgin, qui possède 45 % de Superchannel, a renoncé à acquérir la totalité du capital. Vidéomusic, qui vient de prendre le contrôle de la chaîne britannique, est une télévision hertzienne italienne spécialisée dans le rock.

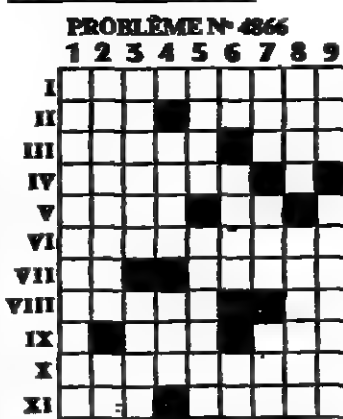
● Mesure d'audience télévisée : le panel SOFRES-Nielsen agréé par le CESP. — Le dispositif de mesure de l'audience individuelle de la télévision qui met en place le GIE SOFRES-Nielsen vient d'être examiné par le comité scientifique du Centre d'études des supports de publicité (CESP). Celui-ci conclut que « malgré les imperfections rencontrées, dues en partie au caractère nouveau de l'opération et d'ailleurs partiellement corrigées », ce panel est « de nature à permettre les mesures prévues ».

La mesure de l'audience individuelle (et non plus par foyer) est une nouvelle technique qui va voir dans les prochains mois s'affronter trois concurrents : Médiamétrie, SOFRES-Nielsen et le dernier venu, Télémetric, qui compte lancer son système en février prochain.

● Vidéotron et Générale des eaux prennent le contrôle de Southampton Cable. — Le principal câble-distributeur québécois, Vidéotron, et son associé français la Générale des eaux viennent de prendre chacun 45 % des actions du réseau câblé de Southampton. Les fondateurs du réseau, autorisés depuis deux ans, conservent les 10 % restants de la société Southampton Cable, dont les fonds sont renforcés par un apport de plus de 300 millions de francs, par emprunt et augmentation de capital. C'est le premier investissement en Grande-Bretagne de Vidéotron, qui détiendrait des participations dans les filiales du câble de la Générale des eaux. Cette dernière détient elle-même 5 % de Vidéotron.

Informations « services »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Peut se produire en un moment. — II. Victoria entre deux lacs. Jetée parfois. — III. Un poète particulièrement dur. Langue ancienne. — IV. Peut donner des couleurs. — V. Clovisse quand elles sont comestibles. Une grande plaine. — VI. Pour vaincre, devait se battre mieux qu'un lion. — VII. Demi-lune. Une maison ancienne. — VIII. Tigre quand on parle familièrement. En première ligne. — IX. Fit un assortiment de couleurs. On le prend en servant. — X. C'est évidemment un homme qui avait semé. — XI. Qui avait donc circulé. Négrepont autrefois.

VERTICALEMENT

1. Des gens à qui on peut demander des arrangements. — 2. Où l'on peut faire un bon tableau. A l'est de Troie. — 3. Comestibles quand elles sont blettes. Petite quantité. — 4. Spécialiste de l'histoire des doctrines économiques. Morceau pour deux. — 5. Le théâtre d'une chute. A laquelle on ne peut rien reprocher. — 6. Un peu de miel. Pour fermer la porte. Pas révéler. — 7. Sujet pensant. Blanche quand elle n'a pas été desséchée. Supplément pour les hommes. — 8. Moment où sortent des belles. Agit comme celui qui s'en est mis plein les poches. — 9. Sans changement. Un homme qui se croit supérieur.

Solution du problème n° 4865

Horizontalement
I. Echouerie. — II. Montons. — III. Pucier. — IV. Or. Er. — V. Irruption. — VI. G.I. Saumon. — VII. Net. Eve. — VIII. Ara. Lea. — IX. Pal. R.E.R. — X. Epical. Os. — XI. Suse. Ion.

Verticalement
1. Empeignade. — 2. Courrier. — 3. Lac. Tapis. — 4. Utérus. — 5. S.O.S. Paella. — 6. In. Etuve. Li. — 7. Escrimeur. — 8. Os. — 9. Entomisme.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 3 NOVEMBRE

« Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'éléphant (M. Polver).
« Le Marais : de l'hôtel de Marie à l'hôtel de Soubise », 14 h 30, 68, rue François-Miron.
« Les appartements royaux de Louvre », 14 h 30, square face à l'entrée de Saint-Germain-l'Auxerrois (Santogarde et mise en valeur du Paris historique).
« Trésors de la cathédrale russe », 14 h 30, 12, rue Dura (J. Hanou).
« La cour des Miracles et la rue Saint-Denis », 14 h 30, métro Sédici (C.-A. Mouton).
« Jardins et clubs d'arrivés du petit Montmartre », 14 h 30, R.E.R. Cité universitaire (Paris pittoresque et insolite).
« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Régulation du passé).
« Appartements royaux de Louvre », 15 heures, porte Daumesnil, face pyramide (Tourisme culturel).
« Eugénie de Montijo, impératrice inconnue », 15 heures, métro Nation.

sortie côté faubourg Saint-Antoine (Paris et son histoire).
« L'hôtel de Chimay et l'École des beaux-arts », 15 h 30, 17, quai Malakoff (D. Bouchard).

CONFÉRENCES

3, rue Ronsard, 10 h 30 : « Le cinéma et l'abstraction », 19 heures : « Le jardin au dix-huitième siècle » (Arcus).
27, rue Pierre-Nicole, 15 heures : « La polarité, une technique de rééquilibrage énergétique », par Sarah Mala (La maison du soleil. Tél. : 43-31-6-48).
30, rue Saint-Guillaume (salle A. Sieffrid), 17 h 30 : « L'élection présidentielle américaine, perspectives électorales » (Rencontres du CERI).

9, rue Gutenberg, 20 h 30 : « Yoga et santé », par le docteur Condor (Taypa).

EN BREF

● Salon-exposition. — Le quatrième Salon des antiquaires du quartier arrondissement se tiendra au jardin du Retenue, de 11 heures à 20 heures, du vendredi au lundi 14 novembre, et jusqu'à 23 heures, le 10 novembre. Entrée : 30 F.
Dans le cadre du Mois de la photographie, la mairie du seizième arrondissement du 4 au 26 novembre, de 11 heures à 18 heures, une exposition sur les aspects de la photographie européenne de 1968 à 1988.

● Colloque sur la convivialité : pour mieux vivre ensemble. — Le club Echappé et Projets et le Centre culturel des Français en proposent d'analyse du 11 au 13 novembre, les nombreuses pratiques de la vie conviviale (monde rural, entreprises, municipalités, vie associative, les formes qui s'effondrent, celles qui naissent, en France et à l'étranger. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat, Maurice Grimaud, délégué général du médiateur, et Daniel Cohn-Bendit apporteront leur réflexion et témoignage.

● Inscriptions : Les Fontaines-Sessions, boîte postale 205, 60501 Chantilly Cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.

● Pour les jeunes. — Les musées de la Ville de Paris proposent des animations aux enfants et aux jeunes pendant l'année scolaire. Ces activités ont lieu également pendant les vacances de la Toussaint.
* Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, 75003 Paris, tél. : 42-72-21-13. « Le petit reporter à Paris » : Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, 75008 Paris, tél. : 42-65-12-73. « Contes d'Anne de Cointilly et de la famille de la nature de ce qui n'est ni une gymnastique, ni une thérapie, ni une philosophie, mais l'union retrouvée du corps, du cœur et de la tête ».

* FNEY, 3, rue Aubriot, 75004 Paris (Seine-Est-de-Ville). Tél. : 42-78-03-05.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 1^{er} novembre 1988 :

UN DÉCRET
N° 88-1014 du 26 octobre 1988 pris en application de l'article 2 de la loi n° 88-808 du 12 juillet 1988 relative à l'administration de la Nouvelle-Calédonie.

UNE LISTE
Par ordre alphabétique des candidats admis à subir les épreuves orales du premier concours d'accès à l'École nationale de la magistrature.

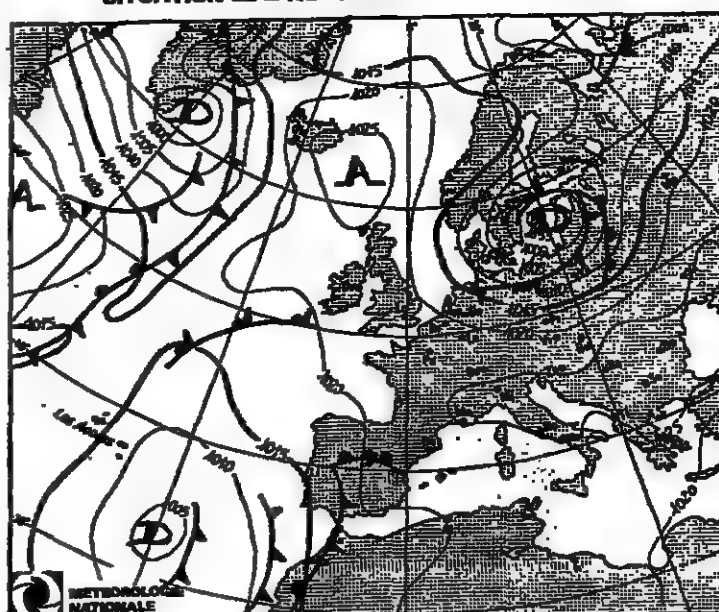
NOEL - NOUVEL AN

aux Antilles
à l'Hôtel Méridien
de la Guadeloupe.
8 jours vol + séjour
à partir de 14 980 F.
AIRCOM
93, rue de Monceau 8.
Tél. : 45-22-86-46
Télax 643780F.

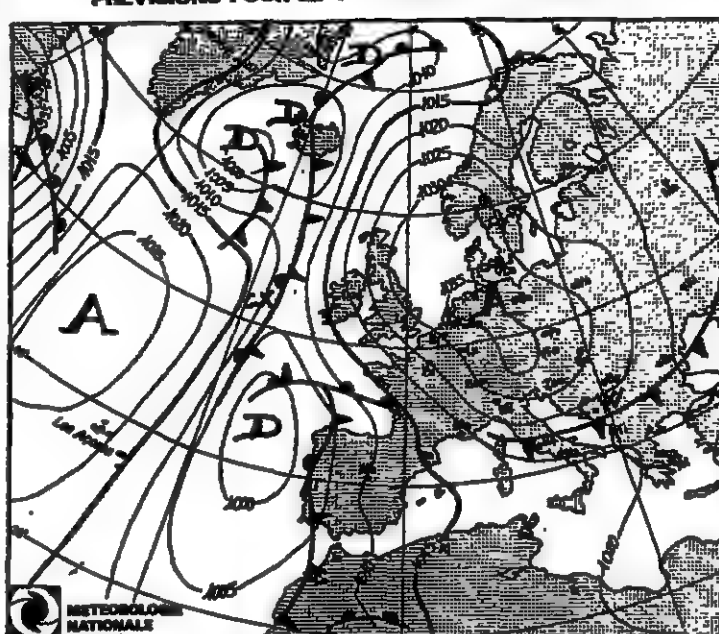
KOH-TOUR
Spécialité : voyages et publications
34, rue Cassini 75007 PARIS
Tél. : 47-65-50-31 1988-1989 (Paris-Montparnasse)

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 NOVEMBRE 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 NOVEMBRE À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 2 novembre à 0 heure et le jeudi 3 novembre à 24 heures TU.

La France demeure sous l'influence d'un anticyclone centré sur la mer du Nord et l'Allemagne. Il canalise sur le pays un courant froid d'est à nord-est. Par ailleurs, le creusement d'une dépression à proximité du Portugal déclenchera sur le golfe de Gascogne des rafales d'air doux et humide.

Jour : nuages et éclaircies.

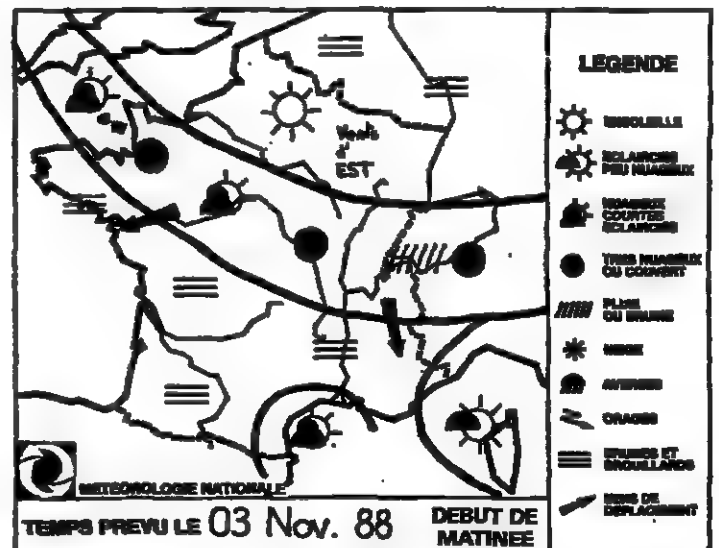
Du Nord et de la Haute-Normandie au Bassin parisien et à l'Alsace, le soleil sera présent dès le lever du jour. De la Bretagne au Centre, au nord de la Rhône-Alpes, à la Franche-Comté et à la Bourgogne, la météo s'annonce très nuageuse, avec quelques gouttes de

pluie sur le relief, mais les éclaircies l'emporteront dans l'après-midi.

Sur le reste du pays, de la Bretagne au Massif Central, aux Alpes, à la Méditerranée et au Sud-Ouest, nuages et éclaircies se disputent le ciel après dissipation des brouillards matinaux. Quelques ondées pourront se produire au fin de journée sur le Languedoc-Roussillon. Le vent d'est à sud-est sera modéré à assez fort.

Les températures minimales seront voisines de 0 à 5 degrés du Nord à l'Alsace, de 3 à 7 degrés du nord au sud sur le reste du pays, de 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales, généralement comprises entre 8 et 11 degrés, atteindront 13 à 15 degrés sur le Nord-Ouest, 16 à 18 degrés sur le Sud-Ouest et le Sud-Est.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 01-11-1988 à 6 heures TU et le 02-11-1988 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	11 - 2	D	LOS ANGELES	18 16	C
ANGERS	20 9	N		LOS ANGELES	10 - 1	N
NANTES	20 9	D		TOULOUSE	21 7	D
BORDEAUX	20 4	S		PORT-AU-PRINCE	32 23	A
BOULOGNE	13 5	S				
BREST	14 5	D				
CAEN	12 - 1	D				
CHERBOURG	11 2	D				
CLERMONT-FERRAND	16 1	D				
COCOT	11 1	N				
DIJON	15 5	N				
LYONS	11 1	S				
LYONS	13 6	S				
LYONS	14 7	D				
LYONS	18 14	N				
LYONS	11 - 3	D				
LYONS	10 8	D				
LYONS	16 11	D				
LYONS	13 3	N				
LYONS	22 7	N				
LYONS	16 8	D				
LYONS	12 - 2	D				
LYONS	13 2	D				
LYONS	11 - 2	N				

A B C D N O P T *
averse bruine ciel couvert ciel dégagé nuageux orage pluie tempête neige

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde INTERNATIONAL

Leader mondial de la construction de
remontées mécaniques

POMA

recherche

jeune ingénieur études

Bilingue français/allemand

Pendant la phase d'intégration d'environ un an, il sera rattaché à la direction technique et basé à Fontaine (38). Ensuite, il sera appelé au sein de notre filiale suisse, à proximité de Berne, à renforcer l'encadrement technique et à animer le bureau d'études. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur généraliste (ENSA, ECL, ECAM, INSA...) motivé par une carrière à l'étranger. Ecrire à notre conseil F. PHILIBERT en précisant la référence A/5101M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
Advertising

78, Bd de 11 Novembre
69626 VILLEURBANNE Cedex
Tél. 78.93.90.43

Société de recherche
recherche
JEUNE PATISSIER
pour travail saisonnier
en Italie, prox. Turin.
Tél. H.R. 46-29-82-85,
48-08-23-82.

RÉDACTEUR : La publication
des Nations unies,
Africaine Relations
recherche un rédacteur expé-
riencé, connaissances en
techniques de production et
anglais : formation économique
et développement de l'Afri-
que. Env. CV et échantil-
lons d'articles avant le 15 nov.
à l'adresse suivante :
Africaine Relations,
Nations unies, New-York
10017, USA.

Lyons France 8.35
PONDICHERY 605001 (Inde)
recherche 1^{er} AOUT 1988
2 cartes de postales
1 cart. de sc. physiques
1 cart. de sc. naturelles
3 illustrations
1 documentaliste.

Société anglaise de forma-
tion en transport routier
recherche responsable
gérant pour aider à la créa-
tion d'une succursale en
France. 30 ans min., forma-
tion sup. et bonne expé-
rience dans l'enseignement.
Connaissances du transport
ou gestion ou droit. Stage de
formation en Angleterre.
Friedberg LTD, Stagen-
ter, Tauron, TAA,
STP (S.-S.).

Le Monde CADRES

Valeo

Systèmes
d'essuyage

Recherche pour une importante unité
de production en grande série de
moteurs et d'ensembles mécaniques
(1 000 pers.)

Ingénieur Responsable Maintenance

Il définira et mettra en œuvre les actions de maintenance des
moyens de production dans le cadre d'une évolution vers le pré-
visionnel. Sa mission comprendra également les travaux neufs et
la sécurité de l'usine.

3 à 5 ans d'expérience en maintenance électronique et infor-
matique sont indispensables. (Réf. IRM 1810 LM)

Responsable Approvisionnement et Gestion de Production

Il aura notamment la responsabilité en liaison avec les services
achats et qualité des approvisionnements et de la gestion des
stocks. Il sera chargé de la mise en place des flux tendus
fournisseurs.

Ingénieur ou diplômé Grande Ecole de gestion, le candidat
recherché possède une première expérience de la fonction et
parle couramment l'anglais. (Réf. BAO 1810 LM)

Pour ces deux fonctions : l'expérience aura été impérative-
ment acquise dans un environnement grande série.
Les 2 postes sont situés à Châtelleraud (86).

Merci d'adresser votre dossier de candidature précisant la
référence choisie à Valeo Systèmes d'Essuyage - Recrutement
des Cadres - 21 Bd Gambetta 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

Valeo L'Équipement Automobile

L'avenir de la communication - profession passion-
nante et en pointe - appartient aux médias. INTERDECO,
1^{re} régie de magazines avec 1,5 milliard de C.A., permet
de pénétrer dans cet univers fascinant de la presse et de
la publicité car elle commercialise et conseille 25 des
supports français les plus prestigieux.

INTERDECO offre à des

CHEFS de PUBLICITÉ

L'opportunité de s'intégrer à des équipes de vrais profes-
sionnels qui appliquent les techniques du marketing de
vente les plus sophistiquées tout en exprimant leurs
vraies personnalité et compétences.

Si vous êtes fortement intéressé par la régie et le marke-
ting de presse, si vous avez fait des études commerciales
supérieures puis acquis une expérience marketing de
2 ou 3 ans en agence ou chez l'annonceur, INTERDECO
peut vous proposer une vraie carrière. Vous ne serez pas
étonné qu'elle vous demande rigueur et dynamisme.

*TÉL 7 JOURS • ENFANTS MAGAZINE • ELLE •
SCIENCE ET VIE • PARIS MATCH • VITAL • BIBA • LES
ÉCHOS • SYSTÈME D • 20 ANS • PREMIÈRE • MAX •
L'ACTION AUTOMOBILE • LE JOURNAL DU DIMANCHE

Envoyez C.V. + photo à :

INTERDECO

27, rue de Berri - 75008 PARIS

La douceur du succès: avec Zentis

Zentis produit des confitures de haute qualité et
autres denrées alimentaires à tartiner, c'est aussi un
spécialiste de la confiserie. Nous comptons environ
1.000 collaborateurs et avons enregistré pour l'année
1987 un chiffre d'affaires de 420 millions de DM.
Nous voulons poursuivre ce développement et cher-
chons en conséquence pour la France

un directeur des ventes pour produits de marque.

Vous avez une formation commerciale et une longue
expérience dans le domaine des produits de marque.
Vous disposez de solides connaissances de la langue
allemande ainsi que de toutes les qualités nécessai-
res à mener des entretiens commerciaux - y compris
de haut niveau. Vous avez l'esprit d'équipe, vous êtes
créatif et très disponible.

Nous vous offrons une grande autonomie dans le
cadre de liens de longue durée et, naturellement, un
salaires correspondant au poste ainsi que les avan-
tages sociaux d'une grande entreprise.

Etes-vous intéressé? Dans ce cas, écrivez-nous.

Franz Zentis GmbH & Co.

Personalabteilung

Jülicher Straße 125/157

5100 Aix-la-Chapelle

Allemagne

ZENTIS

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR LEADER recherche pour son siège de Rome EXPERT D'ENQUÊTES ET DE PLANNING SUR LES THÈMES DE LA POLLUTION (ACOUSTIQUE, ATMOSPHERIQUE)

ON DEMANDE : Maîtrise en Chimie ou en Physique, expérience d'au moins
trois ans dans le domaine spécifique, âge maximum 30 ans, très bon niveau
de culture et capacités marquées de gestion et de relations interpersonnelles;
disponibilité pour déplacements et missions, en Italie et à l'étranger, très
bonne connaissance de la langue italienne et bonne connaissance de la
langue anglaise.

Envoyer un CV détaillé portant un numéro de téléphone et indiquer
clairement sur l'enveloppe, la référence 4859 LM.

Division Selezione del Personale dell'ORGA S.r.l.
00165 ROMA - Italie - Via Gregorio VII, 486 - Tel. 1938/8/82.21.044

L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

met au concours un poste de

PROFESSEUR

ORDINAIRE DE LANGUE ET LITTÉRATURE ARABE

Poste à charge complète : 6 heures hebdomadaires de cours et de
séminaires ; direction de recherches.

Titre exigé : doctorat en lettres ou titre équivalent.

Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1989 ou date à convenir.

Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le
21 décembre 1988 au secrétariat de la Faculté des lettres.

Rue de Candolle 3, 1211 GENÈVE 4 (Suisse)

où peuvent être obtenus des renseignements complémentaires sur le
cadre des charges et les conditions.

Cherche une GOUVERNANTE

(éducation française) d'une
trinité d'années, avec
expérience, pour s'occuper
d'une fille de trois ans en
Arabie Saoudite. Ecrire
jusqu'au 20-11 à M. H. Abu-
Souda, A. Ch. de la Tour de
Champel, CH-1206 Genève
ou P.O. Box 418, Jeddah,
Arabie Saoudite.

Agents/représentants pour
promouvoir école d'anglais
en France en vue d'y
envoyer des étudiants.
Cont. : Tynhall College,
The Old Chapel,
Shrewton Road,
Chewton Vale,
BA12 0LW, GB.
19-44-985-50827.

POSTES OUTRE-MER

Contenus de postes bien
payés. Rev. exonérés
d'impôt. Avantages sociaux
indépendants. Occ. pour tous.
médiers spécialisés, profes-
sionnaires, techniciens,
etc. Renseignements gra-
tuits. Ecrire à : Services
Emplois outre-mer, dépt
LM 1255, bd Lard, cham-
bre 208, ville Mont-Royal,
Québec, Canada H3P 2T 1.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRIGEANT D'ENTREPRISE

PROFIL : resp. évolutives dans des direct. finances,
ventes & marketing des sociétés de premier plan. Crée et
supervise filiales à l'étranger. Trilingue français, anglais,
allemand.

CHERCHE : direction générale d'une société interna-
tionale (filiale française d'un groupe étranger ou société
française avec filiales à l'étranger).

Ecrire sous n° 8 771, LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

CHARGÉ DE MISSION EXCEPTIONNELLE

recherche P.M.E.-P.M.I. pour missions
un jour - une semaine - un an
puissance relationnelle.

Véritable interface direction/logistique.
Établir un diagnostic, concevoir les solutions de développement,
accroître les parts de marché, cibler les actions, évaluer la force de vente,
dynamiser psychologiquement les équipes.
Longue expérience de la gestion des hommes.
Appui opérationnel, pluridisciplinaire.

Ecrire sous n° 8 837
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

JEUNE JURISTE. - Maîtrise de droit des affaires et fiscalité
(1987 ASSAS). Maîtrise de carrières judiciaires en cours
(ASSAS). Expérience réussie dans la fonction de conseil.

RECHERCHE : poste de collaborateur juridique dans un cabinet de
conseil parisien. Dégage des obligations militaires.
(Section BCO/MR 1255.)

F. CADRE - Études supérieures, bilingue anglais. Expériences
confirmées en formation adultes : conseil et direction centre.

RECHERCHE : poste à responsabilité, organisme formation ou ser-
vice formation entreprise.
(Section BCO/DDS 1256.)

H. 40 ans. - 19 ans expérience marketing, relations publiques et
publicité pour Société internationale (base successivement en Asie,
Proche-Orient, Europe).

RECHERCHE : poste à vocation commerciale, formation : diplôme
en bachelor of commerce. Déplacements acceptés.
(Section BCO/MH 1257.)

F. RESPONSABLE COMMUNICATION. - Relations exté-
rieures, 15 ans expérience. Compétences affirmées dans le domaine
des relations publiques, communication institutionnelle, relations
internes et externes, marketing social, mécénat. Diplôme centre
d'études supérieures de communication d'entreprise.

ETUDE : toute proposition motivante. (Section BCO/MH 1258.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

Périodique spécialisé mode
ch. ETUDIANTES!
heures libres pour prospecter
abonnements Paris.
Fue + commission.
C.V. + photo exigées.
Ecrire FRANDYMA, 16, bd
Saint-Denis, 75010 Paris.

Organisme professionnel
spécialisé dans le
MANAGEMENT
DES ENTREPRISES
recherche

COLLABORATEUR
pour son département
**GESTION
PLANIFICATION
et
INFORMATIQUE**

Expérience notamment dans
le secteur des

SERVICES

- Formation supérieure :
- Pratique d'une ou plu-
sieurs langues.

Env. CV av. photo en précis-
ant l'envoi, le réf. 40 288
B.E.U. 17, rue Labat
94307 VINCENNES CEDEX
qui transmettra.

capitaux propositions commerciales

CONSULTANTS

COLLABORATION
Central Management Ser-
vices Ltd à Londres, consul-
tants en stratégie et ser-
vices aux administrations
décentralisées, recherche
une collaboration à double
sens avec une société fran-
çaise similaire afin d'ébaucher
projets professionnels.
Effectif
10 personnes, fortement
informés, 0,5 million de
livres d'honoraires annuels.
Donald Moreton, CMS,
17/18 Redwood Way, London
SE1 1TA, GB. 1-378-8928.
Fax 1-357-7758.

automobiles.

ventes

(de 5 à 7 C.V.)

Cause double emploi via
FORD SIERRA 1600 GL,
modèle 85, rouge, intérieur
velours gris, 1^{er} main,
77.000 km, alarme volumé-
trique & télécommande. Prix
31.000 F. Parfait état.
Tél. H.B. : 30-82-50-12,
dom. apr. 19 h 39-18-01-00.

L'AGENDA

Galleries

de peinture

KOLLER - ROCHER-RUSTIN
Dessins - Peintures
Galerie Pierre Marie Vitoux,
3, rue d'Ormesson, Paris-8,
Du 18 au 20 novembre.
Tél. : 39-54-18-87.

Hi-Fi

PHOTO CENTER
PHOTO MIPI MANAGER
CAMERA
Magnétoscope vidéo com-
mandes marquées
100 W. audio 3 600 F
Téléphone sans fil 799 F
14, r. Guibaud,
94230 Cachan.
Tél. : 45-45-16-92.

Jeune fille

au pair

NURSES IRLANDAISES
Libres de suite.
Irish Nanny Service.
DUBLIN
T. direct 19-353-1-598-280.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt
I.-J. ROUSSEAU
Bon imm. 18^e, 80 m²,
rénové, 3,60 m sous plaf.,
stand. 43-04-36-55.

3^e arrdt
DELAUNAY
Dilect. 17^e, 1^{er} étage,
Gde cuisine, salle de bains.
REPART NEUF.
43-26-59-04.

MARAS
Des très bel imm.
rénové, sept 5 pces, séjour
37 m², très clair.
2 800 000 F. Réf. 228.
A. Karcha SA 43-70-89-68.

4^e arrdt
ILE SAINT-LOUIS
3 pièces sur rue,
cuisine AMÉNAGÉE,
4^e étage, très clair.
1 250 000 F. Paris-9.
Tél. : 43-26-38-40.

5^e arrdt
GOBELINS
BEAU 2 PCEES, beaux
REPART NEUF. Prix :
650 000 F. 43-26-59-04.

PLAQUE L'ESTRADADE
Pierres de taille, 5 pces,
120 m², 2 services, 3^e ét.,
salle, balcon, sol.
43-55-73-14/45-28-25.

SAINTE-ANNE
Studio carcéral, 30 m²,
terrasse 8 m², inconv. Prix :
1 000 000 F. Réf. 089.
A. Karcha SA 43-70-89-68.

CLAUDE BERNARD, P.A.I.
CENSIER, état, 4^e étage
s/jard., studio cuisine, séjour,
bains, w.c., 30 m²,
780 000 F. 43-35-18-35.

GAY LUSSAC
Pierres de t., 3 pces, 70 m²,
séjour d'été, 2 150 000 F.
Tél. : 43-41-11-00.

6^e arrdt
6^e, RUE SUR JARDINS
Grand studio, ref. neuf,
43-55-64-00, prêt, event
9 h ou après 18 h.

7^e arrdt
PROX. CHAMP MARS
Imm. pierre de taille, sept.
6 pces, 2 sers., 3 sers.,
ch., bien exposé.
F. FAURE 43-57-05-17.

9^e arrdt
R. CHAPTAL
Beau studio, bar américain,
salle de bain, ref. neuf.
Prix : 472 000 F. Réf. 285.
A. Karcha SA 43-70-89-68.

13^e arrdt
GOBELINS STUDIO, 25 m²
3^e étage, poutres,
C.A., pour 2 000 F. petit loy.
A. Karcha SA 43-70-89-68.

14^e arrdt
ÉTUDE DUVERNET
EXPERTISE GRATUITE-
MENT
VOTRE APPARTEMENT
45-41-11-00.

ATELIER D'ARTISTE
R. SCHOLCHER, 90 m²
per. état, 2 650 000 F.
RUE DES PLANTES
rare, 3 pces, 82 m²,
jard. terrasse, 80 m²,
+ bois, 2 100 000 F.
ÉTUDE DUVERNET.
45-41-11-00.

MONTMARNASSE
Rue Fernat, imm. récent,
2 pces, 54 m², séj., + chère,
bonne décoration, s/j rue calme
et cour jardin, bds, pers.,
F. FAURE 43-57-05-17.
11, R. ROUSSEAU, PARIS-2^e.

ALÉSIA EXCEPTIONNEL
MAISON R. + 2
REFAITES RÉGULIÈRES
superbe volumes, terrasses,
3 ou 4 chambres,
1 800 000 F. réf. 035.
A. Karcha SA 43-70-89-68.

14, R. DES PLANTES
Sup. duplex 35 m², 4^e ét.,
sec. 2^e terr., pers., clair, ref.
nt. 890 000 F. Réf. 063.
A. Karcha SA 43-70-89-68.

ALÉSIA COTY, Imm. 58,
3/4 p., 11^e et 65 m²,
85 m², cuis., séj., pers.,
GATEL, Imm. 83, 4^e ét.,
3/4 p., 11^e et 80 m², terr.
18 m², pers., 2 500 000 F.
RMM, 78, 1^{er} et 2^e ét./rue et jard.
3/4 p., 11^e et 2^e ét., 85 m²,
1 800 000 F. 43-35-18-35.

14^e MAIRIE
2 pces, 60 m², récent, bal-
con, 1 500 000 F.
Tél. : 43-41-11-00.

15^e arrdt
CHARLES-BOUCHÉ
Récent, plain sud, agréable
et calme, 4 pces, confort,
43-77-98-95.

CÉVENNES-CONVENTION
Récent 1978, 2 pces, ét.,
voies cal., sud, balcon, 3^e
et dem. étage, 1 120 000 F.
43-77-98-95.

16^e arrdt
VOUS VENDEZ ?
GROUPE DDL
45-63-11-88 +
SPECIALISTE DU
GRAND STANDING
GEORGE V
RÉCENT, + CH. + PARK.
PARFAIT MIO-J. TERR. NE
NEULLY ST-JAMES
NOYÉ DANS LA VERDURE
RÉCENT, + CH. + JARD.
SPONTINI 330 m²
Dupl. calme, 6^e et 7^e ét., en
BENNE-INDEPENDANT
GROUPE DDL
45-63-11-88 +
Sd Muret, pro Saint-Cloud,
part. à part, 2 pces, cuis.,
séb., sals., 3^e et dem. ét.,
bail, 12^e et 13^e ét., 1 000 000 F.
34-55-68-60, livre 09/88.

ÉTOILE/AV. FOCH
Campagne à Paris, 300 m²,
r.d.c., 4^e et 5^e étages, jardins
à l'ouest, 3 chères services +
garage, 43-55-68-60.

VICTOR-HUGO/ÉTOILE
200 m², impeccable, état
récent, 3 chères, 2 bains.
Tél. : 43-02-13-43.

AV. VICTOR-HUGO
170 m², parfait état, état
récent, 3 chères, 2 bains.
Tél. : 43-02-13-43.

17^e arrdt
ATELIER D'ARTISTE
RUE DES ACACIAS
97 m², FX : 2 800 000 F.
ÉTUDE DUVERNET
45-41-11-00.

PORTES CHAMPERRET
App. 4 pces, 75 m², 3^e et
4^e ét., 2 ch., s. d. b.,
1 800 000 F. réf. 035.
A. Karcha SA 43-70-89-68.

15^e arrdt
DANUBE
Symphonique, 2 pces, bds
de bain, chauffage centr.,
indiv. 440 000 F.
43-77-98-95.

78-Yvelines
S/GOLF ST-NOM
Superbe villa 380 m²,
dble récept., 5 chères, 9
bains, terrain 3 200 m².
Tél. : 43-02-13-43.

MAISON-LAPITTE
3 p. standing, 52 et 54 m²,
face école, piscine, calme,
bon état, depuis 1 500 000 F.
C. MOULIN 39-73-25-58.

PRÉS ST-GERMAIN Vue
panoram. s/jard., sept.
4 p., 115 m² + sub. 15 m²
ind. 1 395 000 43-35-18-35.

91 - Essonne
A vendre à Grigny II,
Bessonne, dans résid.
d'immobilier de 4^e et 5^e ét.
F.A. cuis. entrée, salon
double, moquette tissée
mural, porte blind., sals.,
interphone, cave, parli-
privé, non placardé.
43-55-68-60, 2 part. 18 h.

92 Hauts-de-Seine
ASNIÈRES-MAIRIE
Rénovation de standing, sur
rue de jardin.
— 3 pièces, 65 m²,
— 2 pièces, 47 m²,
bds, sec. 47-81-23-70.
Tél. : 43-02-13-43.

ASNIÈRES/BOIS-COLOMBE
3 pces et 4 pces
10 800 F le m²
Ref. nt. 46-02-13-43.

Province
LE TOUQUET front de mer,
piscine, vue sept 60 m²,
3^e et 4^e ét., 2 ch., s. d. b.,
ind. dans part. copropriété,
500 000 F.
90-84-97-88 18 h apr. 20 h.

BOURG-ST-MAURICE
à 4 h 36 Paris app. de stu-
dio au 5^e p. dans résidence de
standing :
— terrasse avec vue s/valée,
— noble cheminée et meubl.,
— hab. chère.
Prix : 11 000 F/m².
André Karcha SA 43-70-89-68.

appartements
achats
Recht. 1 à 3 pces, Paris, prêt.
8^e, 9^e, 12^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e,
18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e,
25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e,
43-73-48-07, même soir.

M.G.N. (23^e ANNEE)
35, bd Bergotte, Paris-17^e,
43-67-71-65.
dans le cadre du réseau
OPI, recherche pour nous
clients locaux et étrangers.
APPTS, HOTELS PARTICI-
PANTS, PROX. BANLIEUE.

AGENCE FRANÇOIS FAURE
45-67-95-17
11, RUE ROUSSEAU
PARIS-7^e
reht. après tme services,
préférence rive gauche,
avec ou sans travaux
pour nombreux clients.
PAIEMENT COMPTANT.

locations
non meublées
demandes
Paris
EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine,
75008 Paris, recherche
APPTS DE GRANDE
CLASSE, belles réceptions
avec minimum 3 chambres.
Tél. (1) 45-62-78-90.

INTERNATIONAL SERVICE
rue, pr BANQUES, STES
MULTIPL. et DIPLOMATES.
GDS APPTS de 200, 5, 6,
7 p. Tél. : 43-50-20-42.

RÉSIDENTIE CITY
reht. pour multinationales
STES HAUT DE GAMME
VIDE ET MEUBLES, av. min
2 ch. et VILLAS Paris C.E.
Tél. : (1) 45-27-12-18.

locations non meublées offres

Paris
M. MALESHERBES
Immobilier grand standing,
82 m², loyer 8 000 F +
charges, 43-87-71-55.

Sup. 5 pces, 100 m²
s/jard., asc. bds, cuis.,
équip., jardin, dcoles, coas,
7 500 F + charges,
CMF 43-85-63-30.

NICE COMEX : à louer dem.
6^e, F.4, 100 m² + 50 m²
de terr., pers., ferm., plac.,
vue magnif., mer, mont.,
1 000 F/m² + charges,
10, 1118 92-88-87-87.

CITE MALESHERBES 9^e
30 m², au r. de c. REPART
NEUF, calme, cour privée,
cuisine équipée.
47-83-80-80.

RUE ROUSSEAU
STUDIO rez-de-chaussée
s/j rue, 2, 250 F + ch.
Francis Faure 45-67-95-17.

VILLERS STUDIO 35 m²
Refait neuf, cuisine, s. d'eau,
3.500 ch. comm. bds, 228.
André Karcha SA 43-70-89-68.

locations
non meublées
demandes
Paris
EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine,
75008 Paris, recherche
APPTS DE GRANDE
CLASSE, belles réceptions
avec minimum 3 chambres.
Tél. (1) 45-62-78-90.

INTERNATIONAL SERVICE
rue, pr BANQUES, STES
MULTIPL. et DIPLOMATES.
GDS APPTS de 200, 5, 6,
7 p. Tél. : 43-50-20-42.

RÉSIDENTIE CITY
reht. pour multinationales
STES HAUT DE GAMME
VIDE ET MEUBLES, av. min
2 ch. et VILLAS Paris C.E.
Tél. : (1) 45-27-12-18.

locations meublées demandes

Paris
UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE
5, RUE BERRYER
75008 PARIS
LOCATION VENTE

RECHERCHE
APPARTEMENTS VIDES
POUR SA CLIENTÈLE
LOYERS GARANTIS
par compagnie d'assurance
U.F.E. 42-89-12-52.

immeubles
Rech. pour invest. étrang.
un immeuble bourgeois de
gde qualité et stand. dans
emplacement de 1^{er} choix.
Paiement comptant, ché-
quiers garantis, Clarté, 130,
rue Fg-Henri, Paris-9^e.
Tél. : 40-74-05-44.

hôtels particuliers
BOULOGNE
Ravins, main, 80 m² + es-
sol + jard. charmé.
2.300.000. 43-59-51-48.

pavillons
CESSON
35 KM DE PARIS
Vente pavillon 3 pièces
(48 m² habit.), cheminée,
non cuisine, salle de bain,
jardin 140 m², fortifié état.
Prix 380.000 F.
Tél. h.b. : 43-25-85-80.

A VENDRE
à VILLECROUX (84).
Quartier résidentiel,
construction de 1968.
Pavillon de 6 pièces, cuisine
sur sous-sol total, tout
confort, terrain clos de
518 m², veranda, terrasse,
barbecue.
Prix : 1 285 000 F.
Tél. : 43-46-85-83.

locations meublées
demandes
Paris
UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE
5, RUE BERRYER
75008 PARIS
LOCATION VENTE

RECHERCHE
APPARTEMENTS VIDES
POUR SA CLIENTÈLE
LOYERS GARANTIS
par compagnie d'assurance
U.F.E. 42-89-12-52.

immeubles
Rech. pour invest. étrang.
un immeuble bourgeois de
gde qualité et stand. dans
emplacement de 1^{er} choix.
Paiement comptant, ché-
quiers garantis, Clarté, 130,
rue Fg-Henri, Paris-9^e.
Tél. : 40-74-05-44.

hôtels particuliers
BOULOGNE
Ravins, main, 80 m² + es-
sol + jard. charmé.
2.300.000. 43-59-51-48.

pavillons
CESSON
35 KM DE PARIS
Vente pavillon 3 pièces
(48 m² habit.), cheminée,
non cuisine, salle de bain,
jardin 140 m², fortifié état.
Prix 380.000 F.
Tél. h.b. : 43-25-85-80.

A VENDRE
à VILLECROUX (84).
Quartier résidentiel,
construction de 1968.
Pavillon de 6 pièces, cuisine
sur sous-sol total, tout
confort, terrain clos de
518 m², veranda, terrasse,
barbecue.
Prix : 1 285 000 F.
Tél. : 43-46-85-83.

locations meublées
demandes
Paris
UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE
5, RUE BERRYER
75008 PARIS
LOCATION VENTE

RECHERCHE
APPARTEMENTS VIDES
POUR SA CLIENTÈLE
LOYERS GARANTIS
par compagnie d'assurance
U.F.E. 42-89-12-52.

immeubles
Rech. pour invest. étrang.
un immeuble bourgeois de
gde qualité et stand. dans
emplacement de 1^{er} choix.
Paiement comptant, ché-
quiers garantis, Clarté, 130,
rue Fg-Henri, Paris-9^e.
Tél. : 40-74-05-44.

hôtels particuliers
BOULOGNE
Ravins, main, 80 m² + es-
sol + jard. charmé.
2.300.000. 43-59-51-48.

pavillons
CESSON
35 KM DE PARIS
Vente pavillon 3 pièces
(48 m² habit.), cheminée,
non cuisine, salle de bain,
jardin 140 m², fortifié état.
Prix 380.000 F.
Tél. h.b. : 43-25-85-80.

A VENDRE
à VILLECROUX (84).
Quartier résidentiel,
construction de 1968.
Pavillon de 6 pièces, cuisine
sur sous-sol total, tout
confort, terrain clos de
518 m², veranda, terrasse,
barbecue.
Prix : 1 285 000 F.
Tél. : 43-46-85-83.

locations meublées
demandes
Paris
UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE
5, RUE BERRYER
75008 PARIS
LOCATION VENTE

RECHERCHE
APPARTEMENTS VIDES
POUR SA CLIENTÈLE
LOYERS GARANTIS
par compagnie d'assurance
U.F.E. 42-89-12-52.

immeubles
Rech. pour invest. étrang.
un immeuble bourgeois de
gde qualité et stand. dans
emplacement de 1^{er} choix.
Paiement comptant, ché-
quiers garantis, Clarté, 130,
rue Fg-Henri, Paris-9^e.
Tél. : 40-74-05-44.

hôtels particuliers
BOULOGNE
Ravins, main, 80 m² + es-
sol + jard. charmé.
2.300.000. 43-59-51-48.

pavillons
CESSON
35 KM DE PARIS
Vente pavillon 3 pièces
(48 m² habit.), cheminée,
non cuisine, salle de bain,
jardin 140 m², fortifié état.
Prix 380.000 F.
Tél. h.b. : 43-25-85-80.

A VENDRE
à VILLECROUX (84).
Quartier résidentiel,
construction de 1968.
Pavillon de 6 pièces, cuisine
sur sous-sol total, tout
confort, terrain clos de
518 m², veranda, terrasse,
barbecue.
Prix : 1 285 000 F.
Tél. : 43-46-85-83.

locations meublées
demandes
Paris
UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE
5, RUE BERRYER
75008 PARIS
LOCATION VENTE

RECHERCHE
APPARTEMENTS VIDES
POUR SA CLIENTÈLE
LOYERS GARANTIS
par compagnie d'assurance
U.F.E. 42-89-12-52.

immeubles
Rech. pour invest. étrang.
un immeuble bourgeois de
gde qualité et stand. dans
emplacement de 1^{er} choix.
Paiement comptant, ché-
quiers garantis, Clarté, 130,
rue Fg-Henri, Paris-9^e.
Tél. : 40-74-05-44.

hôtels particuliers
BOULOGNE
Ravins, main, 80 m² + es-
sol + jard. charmé.
2.300.000. 43-59-51-48.

pavillons
CESSON
35 KM DE PARIS
Vente pavillon 3 pièces
(48 m² habit.), cheminée,
non cuisine, salle de bain,
jardin 140 m², fortifié état.
Prix 380.000 F.
Tél. h.b. : 43-25-85-80.

A VENDRE
à VILLECROUX (84).
Quartier résidentiel,
construction de 1968.
Pavillon de 6 pièces, cuisine
sur sous-sol total, tout
confort, terrain clos de
518 m², veranda, terrasse,
barbecue.
Prix : 1 285 000 F.
Tél. : 43-46-85-83.

locations meublées
demandes
Paris
UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE
5, RUE BERRYER
75008 PARIS
LOCATION VENTE

RECHERCHE
APPARTEMENTS VIDES
POUR SA CLIENTÈLE
LOYERS GARANTIS
par compagnie d'assurance
U.F.E. 42-89-12-52.

immeubles
Rech. pour invest. étrang.
un immeuble bourgeois de
gde qualité et stand. dans
emplacement de 1^{er} choix.
Paiement comptant, ché-
quiers garantis, Clarté, 130,
rue Fg-Henri, Paris-9^e.
Tél. : 40-74-05-44.

propriétés

MMMO 106
33, R. DE LA MADELEINE,
28230 EPERNON
(16-37) 85-73-73
rech. pour sa client.
PARIS ET BANLIEUE
PPTES, TERR., ETANGS,
FORÊTS, ETC.
PAIEMENT COMPTANT
chez votre notaire.

41 PRÉS MONTMORE Me-
tous entièrement rénovés,
300 m² hab., séj., 64 m² avec
cheminée, 4 chères, s/parc
payant des 8.000 m².
Prix 1.575.000 F. Réf. 217.
André Karcha SA 43-70-89-68.

SEPTUPL. Maison 181 m²,
7 p. et ch. s/parc arboré
18.000 m². Px. 2.000.000.
Réf. 270.
André Karcha SA 43-70-89-68.

RENNÉCY Dans une 1^{re} au
bord de l'Essonne, 30 m²
Paris, prêt à l'usage, 180 m²
hab., 300 m² + 3 ha
terr., dont 4 de plan d'eau. Px.
2.940.000 F. Réf. 147.
André Karcha SA 43-70-89-68.

75 km Ouest Paris, N° 12,
région Houdan, Meulan,
300 m² hab., 1^{er} et 2^e ét.
amén. en bord. riv., av.
2 liaisons, vannage neuf,
dépense, indep., sec., é-
difices, tout à l'égout.
2 grandes magnif. mais. de
St-François, 35, rue Hous-
sain, conv

LOCATIONS

LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Campagnes d'immobilier - Sociétés immobilières - Cédants de Retraites
ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 8^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
5 Pièces 152 m ² , 2 ^e étage	14 500 910		66, bd Malesherbes GCI 40-16-28-69	Possibilité mixte hab. / prof.	2 Pièces 65 m ² , r.-de-ch.	3 100 756	OUI	Rocquencourt 13, rue des Érables SGI / CNP 47-42-17-61	Prox. centre comm. Parly 2, terrain de tennis, libre de suite, appart. stand.
PARIS - 11^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 85 m ² , 3 ^e étage	6 680 850	OUI	St-Germain-en-Laye 2 bis, rue de la Rochesjacquin AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v. chauff. ind. électr.
5 Pièces 95 m ² , 1 ^{er} étage	5 870 750	OUI	6-8, rue des Bluts AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v.	Studio 36 m ² , r.-de-ch.	3 150 370	OUI	St-Germain-en-Laye 40 bis, rue des Uraines AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v. chauff. ind. électr.
4 Pièces 87 m ² , 2 ^e étage	5 380 929	OUI	35, rue Emile-Lapeu SGI / CNP 47-42-17-61	M ^{re} Cheronne Libre de suite	5 Pièces 93 m ²	4 892 310	OUI	Villepreux 8, avenue de la Melodrie SGI / CNP 47-42-17-61	Mais. indiv. avec jard. privatif et cheminée, libre de suite
4 Pièces 83 m ² , 1 ^{er} étage	5 346 893	OUI	5, impasse Carrière-Maignier SGI / CNP 47-42-17-61	M ^{re} Cheronne Libre de suite	93 - SEINE-SAINT-DENIS				
4 Pièces 85 m ² , 1 ^{er} étage	6 700 972	OUI	4, avenue de Taillebourg SAGGEL 47-42-44-44	Récent, standing Vis. / r.v.	2 Pièces 46 m ² , 2 ^e étage	3 000 550	OUI	Bois-Colombes 11-17, rue de Gal-Lederc AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v. chauff. ind. électr.
PARIS - 14^e ARRONDISSEMENT					Studio 56 m ² , 3 ^e étage	4 500 1 050	OUI	Boulogne 33-35, rue Anna-Jacquin AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v. chauff. ind. électr.
4 Pièces 85 m ²	6 500 800	OUI	66 bis, avenue Jean-Moulin PRÉBAIL 45-40-55-66	Imm. neuf, chauff. ind. électr., park. inclus	3 Pièces 102 m ² , 2 ^e étage	9 100 2 150	OUI	Boulogne 33-35, rue Anna-Jacquin AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v.
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 63 m ² , 2 ^e étage	3 640 1 348	OUI	Boulogne 22, rue de Sully SGI / CNP 47-42-17-61	Prox. bois de Boulogne M ^{re} Pte-de-St-Cloud
Studio 38 m ² , 4 ^e étage	4 200 500		94, boulevard Flandrin AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v.	5 Pièces 103 m ² , 8 ^e étage	8 750 825	OUI	Boulogne 78-82, av. de Gal-Lederc PRÉBAIL 45-27-06-37	Imm. neuf, balcon, dernier étage
4 Pièces 185 m ² , 2 ^e étage	16 000 1 500		8, rue A.-Collobert AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v.	2 Pièces 55 m ² , 2 ^e étage	4 250 530	OUI	Issy-les-Moulineaux 12-14, rue Diderot AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v.
4 Pièces 135 m ² , 3 ^e étage	10 600 2 052	OUI	4, rue Nungesser-et-Coli SGI / CNP 47-42-17-61	Prox. Roland-Garros, Parc des Princes, M ^{re} Pte- d'Auteuil, chauff. collect.	3 Pièces 151 m ² , r.-de-ch.	12 080 1 880		Neuilly 5 bis, bd Richard-Wellece SGI / CNP 47-42-17-61	Prox. bois de Boulogne M ^{re} Pt-Neuilly
2 Pièces 54 m ² , 1 ^{er} étage	6 500 776	OUI	12, avenue Boudon LOCARE 45-79-20-22	Imm. neuf, M ^{re} Joëlle ou Eglise-d'Auteuil	5 Pièces 104 m ² , 3 ^e étage	6 100 1 300	OUI	Puteaux Av. Georges-Pompidou SAGGEL 47-78-15-85	Immeuble neuf, standing Vis. / r.v.
3 Pièces 63 m ² , 7 ^e étage	5 900 1 068		8, rue Fautin-Latour SAGGEL 47-42-44-44	Réfait à neuf, balc., soeil. Vis. / r.v.	4 Pièces 87 m ² , 2 ^e étage	5 060 986	OUI	Puteaux Av. Georges-Pompidou SAGGEL 47-78-15-85	Immeuble neuf, standing Vis. / r.v.
4 Pièces 107 m ² , 4 ^e étage	10 700 2 700	OUI	94, rue Raynaud SAGGEL 47-42-44-44	Duplex, ref. à neuf, dern. étage, terrasse Vis. / r.v.	94 - VAL-DE-MARNE				
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 86 m ² , 2 ^e étage	4 878 727	OUI	Cachan 4, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL 47-42-44-44	Récent, standing Vis. / r.v.
4 Pièces 128 m ² , r.-de-ch.	9 500 1 180		95, rue Jouffroy PRÉBAIL 45-27-06-37	Possibilité professionnelle, Plaine Monceau	4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	4 300 1 107	OUI	Kremlin-Bicêtre 135, av. de Fontainebleau PRÉBAIL 43-48-74-00	Immeuble récent, prox. métro
PARIS - 18^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 75 m ² , 3 ^e étage	3 120 1 500	OUI	Thiais 1, allée de Normandie AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v.
4 Pièces 95 m ² , 4 ^e étage	7 500 1 620	OUI	110, rue Mercadet AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v.	2 Pièces 52 m ² , 4 ^e étage	3 750 773	OUI	Vincennes 8, rue du Lieutenant-Haiz PRÉBAIL 43-48-74-00	Immeuble récent, balcon
PARIS - 20^e ARRONDISSEMENT									
2 Pièces 57 m ² , r.-de-ch.	3 500 690	OUI	2, rue Tolain AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v.					
3 Pièces 68 m ² , 5 ^e étage	4 600 800	OUI	74-80, rue de Buzanval AGF 42-44-00-44	Vis. / r.v.					
78 - YVELINES									
4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	2 970 1 134	OUI	Guyencourt 2, rue de la Liberté SGI / CNP 47-42-17-61	A 5 mn de la gare St-Quentin et nouveau centre commercial					
5 Pièces 132 m ² , r.-de-jard.	7 824 487	OUI	Nolay-le-Roi 3, square André-le-Nôtre SGI / CNP 47-42-17-61	Maison individuelle, balcon 3 m ² , jardin 132 m ²					
3 Pièces 71 m ² , 4 ^e étage	2 700 927	OUI	Polisy 3, avenue des Uraines SGI / CNP 47-42-17-61	SNCF, gare Saint-Lazare					



Av. Georges-Pompidou,
dans le nouveau quartier
de Suresnes-Puteaux

Économie

SOMMAIRE

■ La France est un pays vieillissant. Elle est aussi celui où la fécondité reste parmi les plus fortes en Europe, indique le dernier rapport de l'INED (lire page 34).

■ En France constants, l'essence ne se paie pas plus cher aujourd'hui en France qu'en 1973 (lire ci-contre).

■ Le développement technologique de l'Europe est en bonne voie, mais l'effort doit être poursuivi pour se tenir au niveau des grands pays concurrents (lire page 32).

■ Dans son discours d'automne, le chancelier de l'Echiquier s'engage à protéger l'économie britannique contre les effets d'une croissance ralentie (lire page 31).

TRANSPORTS

Les compagnies aériennes prévoient le doublement du trafic à la fin du siècle

Les compagnies aériennes se portent bien. Elles ont pu le vérifier, le 31 octobre et le 1^{er} novembre, à Montréal, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'Association internationale de transport aérien (IATA).

Le trafic continue de se développer plus vite que prévu. Les augures tablèrent sur 5 % ou 6 % de croissance. Or, en 1987, les cent soixante-douze membres de l'IATA ont transporté 12,4 % de passagers de plus qu'en 1986 et la pente des six premiers mois de l'année conserve cette inclination favorable. Certes, UTA (-5,9 %) ou United Airlines (-2,2 %) régressent, mais l'immense majorité des transporteurs annonce des chiffres positifs : +4,1 % pour Iberia, +6,7 % pour Lufthansa, +8,7 % pour Air Inter, +13,2 % pour Air France, +16 % pour British Airways ou American Airlines et +20,5 % pour Cathay Pacific. Le fret évolue entre +10 % et +11 %.

La productivité, rendue nécessaire par la déreglementation et la concurrence acharnée qui en résulte, a encore progressé. Les avions sont mieux remplis de trois points selon l'IATA et le personnel contribue à abaisser de 3 % à 4 % de passagers ou de tonnes de fret supplémentaires. Il n'est donc pas étonnant que les bénéfices des membres de l'IATA aient enfilé de 200 millions de dollars en 1986 à 800 millions de dollars en 1987, et que M. Gunter Esler, directeur général de l'IATA, se risque à pronostiquer plus d'un milliard de dollars (61 milliards de francs) pour l'exercice 1988.

On retrouve dans le domaine aérien les mêmes clivages que dans les autres secteurs économiques et les compa-

gnies des pays les moins favorisés s'efforcent de rester dans la course. En Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient et dans les pays de l'Est, les déficits et les pénuries de devises perturbent la régularité et empêchent de renouveler les flottes. C'est l'Allemagne de l'Est Interflug et la hongroise Malev qui doivent se contenter de louer respectivement des Airbus et des Boeing. C'est Air Afrique, Air Zaïre ou Uganda Airline qui courent après les subventions gouvernementales. Comment seront remplacés les 115 avions trop bruyants qui volent en Afrique et qui seront interdits en Europe et en Amérique du Nord après 1990 alors qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses des compagnies et des États ? L'Amérique latine qui privatise à tout va ses transporteurs aériens, au Mexique, en Argentine et en Uruguay, montre l'une des voies possibles.

L'autre zone d'ombre est la congestion qui gèble la multiplication des avions et des vols sur la planète. On a passé, en 1987, le cap du milliard de passagers transportés et ce chiffre doublera à la fin du siècle. Les contrôles aériens sont, d'ores et déjà embouteillés, les jours de pointe comme on a pu le constater en France au cours des week-ends de l'Assemblée et de la Pentecôte.

Les contrôles aériens, les infrastructures aéroportuaires accueillent de plus en plus difficilement les hommes d'affaires qui veulent tous partir de New-York, Londres, Paris ou Francfort et y revenir aux mêmes heures. Les solutions passent par une informatisation totale du contrôle aérien, par une meilleure répartition du trafic grâce à des tarifs dégressifs et par l'emploi d'avions de plus en plus grands. En Europe, les transporteurs et les autorités aimeront remettre en cause les privilèges des avions militaires et réduire les fermes nocturnes des aéroports.

ALAIN FAUJAS.

Union des élus alsaciens en faveur du TGV-Est

STRASBOURG
de notre correspondant

Tous les parlementaires alsaciens sont enfin d'accord pour défendre une seule voie : le projet de TGV-Est qu'ils appellent de leurs vœux. A l'issue d'une réunion autour du ministre délégué aux personnes âgées, leur compatriote Théo Braun, ils ont demandé un calendrier rapide d'études, puis de travaux.

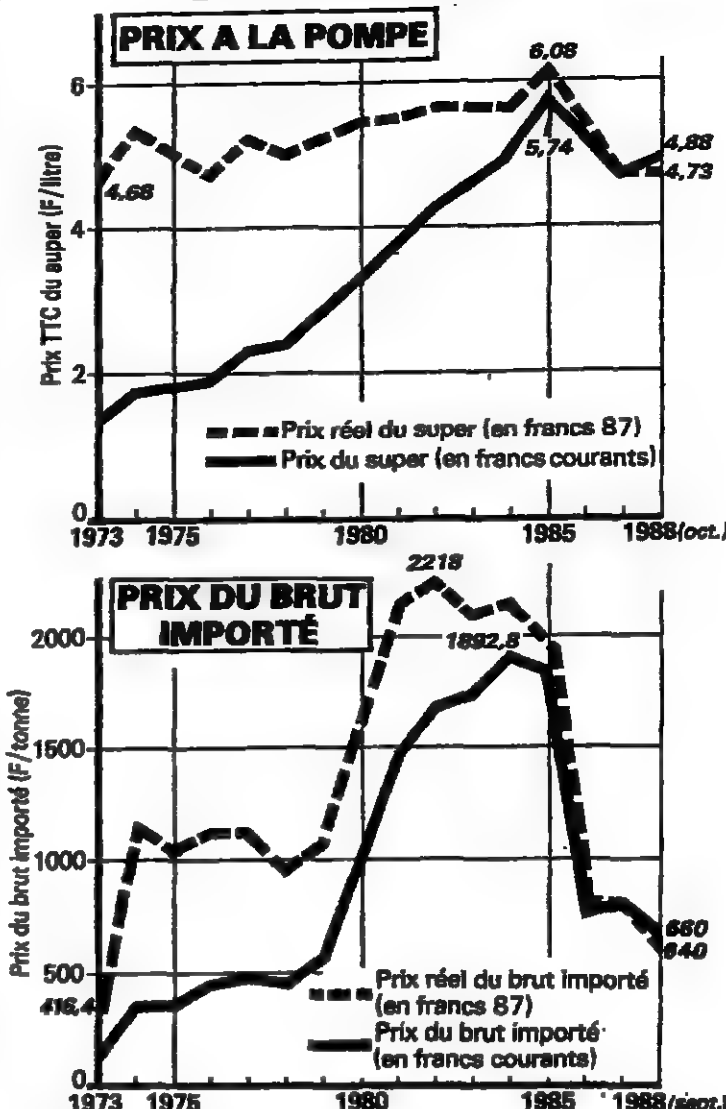
« Il importe de ne pas perdre de temps », explique leur déclaration, signée par l'ensemble des parlementaires, toutes tendances politiques confondues. Elle demande dans l'immédiat « la mobilisation des forces d'études SNCF sur la mise au point du TGV-Est dans ses conceptions Nord-Sud et Est-Ouest » : en clair, le tracé Paris-Strasbourg fait aujourd'hui l'unanimité, mais devrait être accompagné par des aménagements permettant aux rames TGV de pourvoir à 220 kilomètres/heure de Strasbourg vers Bâle (Suisse), voire jusqu'à l'aéroport binational de Mulhouse-Bâle. L'éventuelle ligne TGV Paris-Aix-Mulhouse est donc écartée.

Les élus réclament aussi la nomination rapide de la commission d'études sur le TGV-Est et de son responsable. M. Théo Braun doit pour cela prendre contact avec M. Michel Delebarre, son collègue des transports. Enfin, les élus d'Alsace proposent un calendrier : courant 1989, l'avis de la commission d'études, puis à la fin de l'année, le début des procédures d'enquête. La déclaration d'utilité publique pourrait alors intervenir début 1991, la mise en service rapide de Strasbourg-Bâle dès la fin 1992, et la ligne Paris-Strasbourg commencer à fonctionner à grande vitesse en 1995.

J. F.

ÉNERGIE

L'essence n'est pas plus chère qu'il y a quinze ans



Tandis que l'OEPEP, faute de consensus, semble avoir abandonné toute discipline de production, les cours de pétrole poursuivent leur chute sur les marchés internationaux, ramenant les prix de vente au consommateur quasiment au niveau de 1973, avant les deux chocs pétroliers. Mardi 1^{er} novembre, les cours continuent de glisser, allant de 10,40 dollars le baril pour les pétroles de Golfe (« Dubaï ») à 13,44 dollars pour les pétroles américains, un prix inférieur au coût moyen de production outre-Atlantique (13,50 dollars).

Ce nouvel accès de faiblesse s'explique par le gonflement brutal de la production saoudienne depuis l'échec de la réunion de Madrid, le 22 octobre, au cours de laquelle les principaux membres du cartel avaient tenté en vain de s'entendre sur les moyens d'arrêter la chute. La production de l'OEPEP a ainsi atteint au cours de la dernière semaine d'octobre son niveau le plus haut depuis 1982 à environ 23 millions de barils/jour.

Si les consommateurs ne se sont pour la plupart encore guère aperçus de cette manne, on constate pourtant que le prix moyen du super, compte tenu de l'inflation, est retombé en octobre à un niveau proche de celui de 1973. Calculé en francs de 1987 pour prendre en compte le pouvoir d'achat réel (source INSEE), le prix du litre est revenu à 4,73 F soit 22,2 % de moins qu'en 1986 et seulement 1 % de plus qu'il y a quinze ans !

Cette relative stabilité du prix de vente final s'explique largement par le poids plus élevé des taxes, qui représentent plus des trois quarts de ce prix et qui ont largement amorti les variations des cours internationaux. Exprimé en francs par tonne, le coût du brut à l'importation a fluctué beaucoup plus largement et, en termes réels (en francs de 1987), s'est établi en moyenne en septembre (dernier chiffre connu) à 640 F, soit 71 % de moins qu'en 1982, et 53 % de plus qu'en 1973.

Sécurité routière

Le succès relatif de l'opération « Drapeau blanc »

Les initiateurs de l'opération « Drapeau blanc » — Antenne 2, Europe 1, les AGF et la Prévention routière — annonçaient, dans la matinée du 2 novembre, que 117 personnes « seulement » avaient été tuées au cours du week-end de la Toussaint contre 192 pendant le week-end correspondant de 1983. Ils évaluaient à 25 % la baisse du nombre des accidents et à 33 % celle du nombre des blessés. Ils se félicitaient de la réussite d'une opération qui consistait à demander aux automobilistes d'accrocher à leur véhicule un morceau de tissu blanc pour exprimer leur volonté de respecter les limitations de vitesse, le port de la ceinture de sécurité et l'abstinence en matière d'alcool.

Un tintamarre médiatique de cette ampleur en faveur de la sécurité routière ne peut pas faire de mal, tant il est vrai que les débuts catastrophiques de l'année 1988 (+18 % de tués au premier trimestre) avaient démontré que les conducteurs

relâchent leur vigilance dès qu'ils ne sont plus soumis à un rappel des risques de la route. Les résultats obtenus doivent, toutefois, être relativisés. En effet, ils sont provisoires et les statistiques officielles, qui attendent six jours pour établir définitivement le compte des morts, s'allourdiront inévitablement.

Tout rudimentaire qu'elle soit, les chiffres de la Toussaint 1988 sont dans le droit-fil des bilans qui s'amélioreraient pendant les Toussaints des années précédentes. On relevait 41 morts par jour en 1983, 43 en 1984, 45 en 1986, 39 en 1986 et 33 en 1987. On aurait atteint, cette année, 29 morts par jour. La répression renforcée que le gouvernement a mise en œuvre cet été, et qu'il a confirmée au cours du comité interministériel du 27 octobre, a remis la sagesse à la mode. Mais une Toussaint ne fait pas l'année tout entière...

AL. F.

SOCIAL

M. Pierre Guillen (CNPF) prône une augmentation globale des salaires

Dans une interview publiée par le quotidien *Le Croix* daté 1^{er} et 2 novembre, M. Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF, fournit des indications sur la politique salariale que devraient adopter les chefs d'entreprise, et cela au moment où le gouvernement butte sur le même sujet, avec la fonction publique.

« La situation économique est meilleure qu'on ne le pensait il y a quelques mois et cela doit se traduire par une amélioration en matière de gains », déclare ainsi M. Guillen. On doit avoir une politique de rémunération globale qui assure aux salariés la contrepartie de cette amélioration. « Pour ce faire, l'intéressement nous paraît primordial », poursuit le premier vice-président du CNPF, car « il exploite le présent sans engager l'avenir de manière irrévocable ».

Dans cet esprit, le CNPF devrait adresser aux fédérations patronales des recommandations salariales qui soient des idées plutôt qu'une doctrine rigide,

en veillant à l'équilibre de trois éléments : « Les augmentations globales qui doivent s'inscrire dans le contexte économique en tenant compte de la situation de chaque entreprise ; la participation de chacun qui doit être prise en compte à travers des augmentations individuelles dont les critères doivent être clairs ; l'intéressement qui doit se développer sans se substituer au salaire ».

« Tout cela doit être géré dans un esprit de large concertation et nous attachons du prix aux accords de salaires », souligne encore M. Guillen, qui doit s'engager à la situation des fonctionnaires. Par ailleurs à un discours plus en plus monotone, et sans rapport avec la réalité qui obligerait plutôt à lâcher du lest sans le dire, M. Guillen indique au passage qu'il a « surtout la crainte que l'on fasse trop de discours » au sein du gouvernement en brandissant le spectre de l'inflation.

M A D R I D

MAINTENANT

DÉPART PARIS	ARRIVÉE MADRID	DÉPART PARIS	ARRIVÉE BARCELONE
11h05	→ 12h55	10h45	→ 11h45
15h25	→ 17h45	15h50	→ 17h20
20h45	→ 22h05	20h20	→ 21h50

sauf samedi et dimanche

A partir du 1^{er} novembre, Iberia dessert Madrid et Barcelone 6 fois par jour, au départ de Paris. Les relations économiques entre l'Espagne et la France ne cessant de croître, il était naturel qu'Iberia fasse tout pour faciliter vos déplacements. Cela, seule une grande compagnie peut le faire.



Économie

MONNAIES

Une nouvelle phase de baisse ?

Le dollar sous la barre des 125 yens

Mercredi 2 novembre, le dollar s'affaiblissait vis-à-vis de toutes les monnaies, mais c'est surtout vis-à-vis du yen japonais qu'il perdait du terrain. A New-York, puis à Tokyo, le cours du billet vert est retombé au-dessous de 125 yens, en dépit des interventions des banques centrales. Réserve fédérale des Etats-Unis et Banque du Japon.

La remontée prévisible de l'excédent commercial nippon et la vigueur des exportations dans un pays où les industriels ont aisément absorbé la revalorisation de leur monnaie incitent les milieux financiers internationaux à renouveler leur confiance dans la devise de l'empire du Soleil-Levant.

Vis-à-vis du mark, le dollar a modérément fléchi, revenant à 1,78 DM après avoir touché 1,7640 DM lundi. Par ailleurs, la tendance haussière qui s'était développée du printemps à l'été sur le dollar, dans l'espoir d'une amélioration de la balance commerciale des

Etats-Unis, a fait place à une tendance fondamentalement baissière, alimentée par toutes les nouvelles défavorables en provenance des Etats-Unis.

Ainsi, la chute du prix du baril de pétrole au-dessous de son seuil de rentabilité à la production outre-Atlantique, estimée à 13,50 dollars, déprime la devise américaine au lieu de la doper comme cela se passait il y a deux ans. La crainte d'une diminution de la production américaine du brut et donc d'une augmentation des importations l'emporte sur la satisfaction de voir le recul des prix des hydrocarbures contribuer à la lutte contre l'inflation.

Par ailleurs, la baisse (0,1 %) de l'indice composite des principaux indicateurs, censé préfigurer la conjoncture aux Etats-Unis, indique que le ralentissement de la croissance américaine, déjà amorcé, devrait se poursuivre dans les prochains mois, au détriment du dollar.

REPÈRES

Assurance-maladie

Progression des prescriptions

Les dépenses d'assurance-maladie ont continué à progresser en septembre à mesure que s'éloignaient les effets du plan de rationalisation. En rythme annuel, la progression était de 5,8 % fin août, contre 5,3 % fin août, selon les statistiques publiées par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Elle porte moins sur l'hospitalisation publique ou privée (+ 0,2 point au total) que sur la médecine ambulatoire, et, pour celle-ci surtout, sur les prescriptions (+ 6,7 % en rythme annuel fin septembre contre + 5,1 % fin août).

Les remboursements de consultation ont été supérieurs de 9,3 % aux prévisions des comptes de la sécurité sociale, mais ceux des visites à domicile inférieurs de 1,7 %, et ceux des actes techniques et chirurgicaux de 1,8 %. L'activité des spécialistes continue à augmenter plus vite que celle des omnipraticiens (+ 7,2 % en rythme annuel selon la CNAMTS, contre + 3,7 %). Les remboursements de médicaments dépassent les prévisions des comptes de 5,6 %, ceux d'actes d'infirmiers et de kinésithérapeutes de 7,5 %, ceux d'analyses biologiques de 3,8 %.

Inflation :

entre 0,9 % et 1,5 % par an en URSS

L'inflation se situait entre 0,9 % et 1,5 % par an si l'on en croit M. Yuri Maslyukov, membre sup-

plément du bureau politique et directeur du Gosplan. M. Maslyukov a précisé qu'il ne disposait pas de chiffre exact et que l'inflation, d'une nature différente de celle existant à l'Ouest, n'est pas le fait du renchérissement des produits, mais de la disparition de marchandises bon marché des étagères. C'est la première fois qu'un haut responsable soviétique s'engage sur une estimation chiffrée de l'inflation, que les Occidentaux dévisent, pour leur part, à 8 %. Le directeur du Gosplan n'a pas caché son inquiétude face à la hausse des salaires, qui, de 7,8 % au cours des neuf derniers mois, est sensiblement supérieure à la productivité, elle-même en augmentation de 5,2 %, mais il a exclu l'idée d'un blocage des rémunérations des salariés.

Rachats d'entreprises par les salariés

Progression en Grande-Bretagne

Le nombre et la valeur des rachats d'entreprises par les salariés (RES) ont atteint un record en 1987 en Grande-Bretagne, indique une étude du Centre de recherche économique. La valeur totale des RES a presque triplé en un an pour représenter 3,1 milliards de livres (33 milliards de francs), le nombre des opérations passant de trois cent huit à trois cent dix-sept. Le krach boursier d'octobre 1987 a entraîné un ralentissement des RES durant le premier semestre 1988, cent cinquante rachats d'entreprises ayant été enregistrés contre cent soixante un en septembre. Mais, en valeur, les transactions ont augmenté de 80 %.

ÉTRANGER

Le discours d'automne du chancelier de l'Echiquier

M. Lawson promet un atterrissage en douceur de l'économie britannique

M. Nigel Lawson a prédit un atterrissage en douceur de l'économie britannique, après l'évidente surchauffe de ces derniers mois, mais a confirmé les mauvais résultats du commerce extérieur pour l'année en cours et envisagé une inflation supérieure à 6 % en 1989. Le chancelier de l'Echiquier, qui prononcera mardi 1^{er} novembre la traditionnelle « déclaration d'automne » sur les perspectives budgétaires pour l'an prochain, s'est

efforcé de convaincre l'opinion que le ralentissement prévisible de la croissance ne s'accompagnerait pas de remous trop désagréables. En attendant, il a pu faire état des remarquables rentrées fiscales dues au boom actuel, qui lui permettent d'escompter un excédent de l'ordre de 10 milliards de livres pour l'année financière en cours, très supérieur à celui de 3 milliards qu'il prévoyait ce printemps.

LONDRES de notre correspondant

L'économie britannique vit certainement dangereusement, et si l'Etat continue de pratiquer la vertu en limitant ses dépenses et en continuant à rembourser la dette, M. Lawson lui-même a perdu son image de pilote quasi infallible. Il a dû rectifier considérablement ses prévisions, et la City est quelque peu sceptique sur les nouveaux chiffres qu'il annonce pour les deux années à venir. Le chancelier de l'Echiquier avait ainsi ironisé sur les « phantômes » qui mettaient en doute au printemps dernier son pronostic d'un déficit de 3,5 milliards de livres des comptes extérieurs du pays. M. Lawson a reconnu mardi que celui-ci atteindrait probablement 13 milliards cette année.

Les consommateurs britanniques ont, en effet, été lents à réagir à la hausse des taux d'intérêt et ont continué à dépenser avec entrain. L'envolée des prix dans l'immobilier a eu un effet psychologique que M. Lawson a sous-estimé. Souvent propriétaires désormais de leur maison ou de leur appartement, même s'ils la payent à crédit, de nombreux sujets de Sa Gracieuse Majesté ont jugé que, puisqu'ils étaient plus riches, il n'était pas temps d'épargner. Il était difficile de proclamer sans relâche que la Grande-Bretagne avait un des plus forts taux de croissance des pays développés et de demander en même temps aux intéressés de se montrer raisonnables. L'Etat est certes toujours aussi vertueux, mais la population estime visiblement qu'elle a le droit de profiter pleinement des fruits de la croissance de ces dernières années. Il y a donc eu un dérapage que le chancelier de l'Echiquier, plutôt euphorique par tempérament, n'avait pas prévu aussi important et qu'il s'efforce maintenant de contrôler.

M. Lawson a voulu donner le bon exemple aux particuliers en ne modifiant pas l'enveloppe des dépenses de l'Etat pour l'an prochain, qui reste fixée à 167 milliards de livres. L'excellence des rentrées fiscales, la baisse continue du chômage, qui diminue d'autant les sommes consacrées à l'aide sociale, et les revenus supplémentaires provenant des privatisations lui permettent de se montrer généreux à l'extérieur de ce cadre. Le service national de santé est le mieux loti,

puisque'il reçoit 2 milliards de livres de plus que prévu. Même compte tenu de l'inflation, cela représente une augmentation de 4,5 % en termes réels. Les infirmières et la profession médicale en général ont donc obtenu gain de cause. Le tournant est considérable par rapport à l'attitude plutôt hostile observée jusqu'ici par le cabinet conservateur à l'égard de ce système de soins entièrement gratuits. De façon symbolique, le gouvernement a fait approuver mardi 1^{er} novembre par le Parlement la création d'un ticket modérateur pour les soins dentaires.

Un effort pour la santé

Une minorité de députés conservateurs a fait défection à cette occasion et le vote n'a été acquis que de justesse, mais le signal était clair : il n'est pas question de laisser mourir de faim le service national de santé, mais le principe de la gratuité absolue est lentement grignoté.

220 millions de livres supplémentaires sont également accordées

pour l'amélioration du réseau routier, qui souffre de la comparaison avec celui d'autres pays européens comparables. 4 milliards de livres au total vont être consacrés, en trois ans, à celui-ci, ce qui constitue la plus forte augmentation jamais enregistrée dans ce domaine.

M. Lawson peut se flatter d'être fidèle à la doctrine thatcherienne de limitation du train de vie de l'Etat, puisque le total des dépenses publiques devrait être cette année inférieur à 40 % du produit national brut, ce que l'on n'avait pas vu depuis plus de vingt ans. Mais la City retient plutôt un taux d'inflation de 7 % pour l'an prochain et n'est pas convaincue que le déséquilibre considérable des comptes extérieurs pourra être réduit. La croissance, qui devrait être de l'ordre de 4,5 % cette année, au résultat qui place la Grande-Bretagne dans le peloton de tête des pays industrialisés, reviendrait enfin, selon ces prévisions, à 2,5 % en 1989. Ce chiffre, vu l'expérience des mois passés, doit d'ailleurs lui aussi être accueilli avec prudence.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Pour combler le retard européen

Bruxelles veut renforcer la protection des inventions en biotechnologie

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Les inventions européennes en biotechnologie sont mal protégées par le brevet communautaire actuel. Pour combler cette lacune, la Commission européenne vient de soumettre aux Douze un projet de directive visant à instaurer un système harmonisé.

Les faiblesses de la Communauté dans ce secteur de pointe que sont les biotechnologies s'expliquent en partie par l'insuffisante protection de l'innovation. Des chercheurs émigrent aux Etats-Unis. Ceux qui restent en Europe hésitent à breveter leurs inventions par crainte qu'en raison des disparités dans les législations cette démarche ne soit pas reconnue par les Etats-membres voisins et qu'elles puissent de la sorte être illégalement pillées. Conséquence : ils préfèrent souvent garder leur découverte secrète, l'exploiter

en restant attachés à une entreprise, ce qui nuit à la diffusion de l'innovation dans la Communauté et à la création d'un grand marché.

L'objectif essentiel de la directive est de garantir une protection large, aussi bien aux techniques de manipulation génétique qu'aux organismes vivants obtenus grâce à elles. Son effet pratique sera de consacrer en droit la « brevetabilité » des produits créés par la génétique, et notamment des micro-organismes. Cependant, il faut éviter de figer l'innovation. Aussi la juridiction n'empêchera-t-elle pas un autre chercheur ou un industriel d'utiliser la même manipulation génétique — moyennant redevance — pour arriver à un second produit vivant, original, différent du premier, qui pourra à son tour être breveté. Ce type de situation, de découvertes en chaîne, concerne principalement la biologie végétale.

PHILIPPE LEMAITRE.

La Suisse toujours au mieux selon l'OCDE

Le dernier rapport économique de l'OCDE (1) sur la Suisse confirme le statut de très bon élève de la Confédération. Une croissance annuelle moyenne de 2,7 % entre 1984 et 1987, une inflation de 2,3 % l'an dernier, un chômage inférieur à 1 %, des rentrées « invisibles » (tourisme, assurances, fret...) suffisantes pour compenser le déficit commercial : la balance des paiements courants dégage un confortable excédent de 5,75 milliards de dollars. Pour couronner le tout, le budget est désormais excédentaire. Les résultats peuvent être qualifiés d'« excellents » par les experts du château de la Muette.

La forte reprise des investissements productifs, au cours des cinq dernières années, n'est pas étrangère à cette situation exceptionnelle, selon les standards des pays de l'OCDE. Aiguillonnés par une concurrence rendue plus vive par l'appréciation du franc suisse, les industriels helvétiques ont tiré les conséquences d'une augmentation de leurs bénéfices, de la pénurie de main-d'œuvre et de la baisse des taux d'intérêt réels pour moderniser leurs équipements. Cette évolution, qui a permis d'améliorer la productivité, ne pouvait se prolonger indéfiniment. Et les auteurs du rapport prévoient pour 1988, comme pour 1989, un ralentissement des investissements productifs comme du revenu national dont l'augmentation pourrait être limitée à 1,5 % cette année et 1,75 % l'an prochain. La fermeté de la devise suisse et une très légère accélération de l'inflation pourraient ramener à 2,5 % du PIB l'excédent de la balance des paiements courants qui avait représenté 3,4 % en 1987 et avait culminé à 6 % en 1986. Compte tenu des progrès accumulés ces dernières années, ces perspectives n'offrent rien de préoccupant.

Une amélioration étant toujours possible, l'OCDE se penche malgré tout sur les handicaps budgétaires ou structurels de la Suisse. Intervenant dans la polémique qui a lieu dans la Confédération sur la suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires frappant les biens d'équipement, ou « taxe occulte », comme sur la réduction du droit de timbre frappant les opérations sur titre, l'Organisation se prononce très nettement en faveur d'une taxe à la valeur ajoutée de portée générale. Tout en reconnaissant qu'il reviendra aux Suisses eux-mêmes, par voie de référendum, et aux cantons, de trancher. Enfin, les auteurs du rapport préconisent, une fois n'est pas coutume, une extension des activités de l'Etat, actuellement modestes dans les domaines aussi précis que les transports publics, la protection de l'environnement, la qualité de l'enseignement supérieur ou de l'enseignement professionnel. Autant de points faibles auxquels il convient d'ajouter l'insuffisance de la couverture sociale en faveur de certaines catégories de personnes âgées.

(1) Organisation de coopération et de développement économiques.

B A R C E L O N E

6 DEPARTS PAR JOUR



IBERIA
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE
UNE GRANDE COMPAGNIE À L'HEURE DE L'EUROPE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

Le conseil d'administration, réuni le 26 octobre 1988, sous la présidence de M. Roger Papez, a examiné la situation financière de la Société et arrêté les nouveaux investissements et arbitrages.

La situation provisoire du premier semestre 1988 fait apparaître un résultat en hausse d'environ 10 % par rapport à celui du 1^{er} semestre 1987.

Les prévisions établies pour l'exercice 1988 aboutissent à un résultat supérieur à 100 millions de francs. Celui-ci devrait permettre une amélioration sensible du dividende par action rémunérant un capital lui-même augmenté de 222 855 actions (+ 5,4 %) à la suite de la conversion des dividendes 1987.

Le produit de l'augmentation du capital consistera à la conversion du dividende en actions et le produit des ventes

en cours (programmes de Chilly-Mazarin et Argenteuil) permettront le lancement d'un nouvel investissement d'environ 100 millions de francs, constitué de locaux à usage de bureaux et commerces à Paris, rue d'Amsterdam.

Il a été également décidé la mise en vente de l'ensemble immobilier de Massy-Le-Lac (140 logements).

Enfin, le Conseil a examiné une évaluation récente du patrimoine de la société à partir d'une estimation prudente des valeurs de chaque immeuble, en fonction des données du marché. L'évaluation aboutit à une valeur de l'ordre de 2,5 milliards de francs correspondant ainsi à un montant supérieur à 550 francs par action (avant prise en compte de tout autre élément d'actif).



Nord Est vient d'être informée par MB Group (Metal Box) de son intention de ne pas donner suite à l'engagement pris le 12 octobre 1988 d'acquiescer pour 194 MF environ la participation de Nord Est détenue dans Ferembal.

Aucun élément n'autorise à ce jour MB Group à prétendre que toutes les conditions de cette opération ne seraient pas satisfaites.

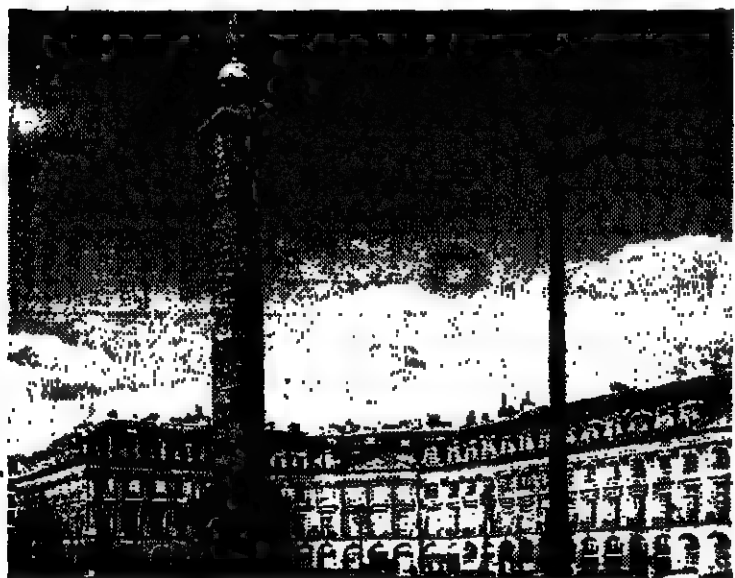
Nord Est prend les dispositions appropriées afin de réserver ses droits pour le cas où MB Group maintiendrait sa position.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4930

OUVERTURE AUJOURD'HUI A PARIS D'UNE SUCCURSALE DE LA SANWA BANK



Déjà présents à Paris avec notre bureau de représentation, nous inaugurons aujourd'hui notre succursale afin de renforcer notre implantation et d'élargir encore la gamme de services offerts à une clientèle internationale.

Au 5^{ème} rang mondial par ses avoirs, Sanwa Bank compte principalement 28 filiales et, avec les sociétés affiliées, plus de 180 bureaux dans 26 pays, hors du Japon.

En termes de résultat d'exploitation, elle a atteint en 1987 le 2^{ème} rang parmi les banques japonaises.

Sanwa Bank joue en outre un rôle important de coordination financière pour le grand projet du siècle qu'est l'Euro-tunnel, symbole d'une nouvelle ère européenne.

L'ouverture de cette nouvelle succursale témoigne du développement d'un réseau européen de plus en plus dense dans lequel Paris est destiné à jouer un rôle majeur.

Sanwa Bank

The Sanwa Bank, Limited Paris Branch

General Manager: Osamu Tanaka
7 Place Vendôme, 75001 Paris, France Tél: (1) 4280-3000 Télécopie: (1) 4260-2431 Télax: 215079 SANWPAR

Économie

ÉTRANGER

Si elle continue à se mobiliser

L'Europe garde ses chances dans la course au développement technologique

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Quatre ans après le lancement d'Esprit, trois ans après celui d'Enrénia, la situation de l'Europe technologique se caractérise par une « amélioration spectaculaire ». L'effort de mobilisation entreprise a été un succès, si bien que la tendance au déclin technologique de l'Europe occidentale — tant redoutée au début des années 80 — semble aujourd'hui évanouie. Mais ce succès reste partiel car « le retard de l'Europe sur les États-Unis et le Japon, s'il ne s'accroît pas davantage, ne paraît pas se combler ».

Les Américains et les Japonais ont, eux aussi, amplifié leur effort et d'autres concurrents redoutables, telle la Corée du Sud, arrivent sur le devant de la scène. En outre, le redressement se limite aux technologies traditionnelles. D'autres secteurs des « high tech » méritent d'être mieux surveillés si l'Europe ne veut pas une nouvelle fois se laisser distancer. C'est le cas en particulier des biotechnologies et des matériaux nouveaux. « L'Europe conserve toutes ses chances, mais les objectifs et les moyens doivent être en partie renouvelés ». Telles sont les conclusions contrastées d'un rapport que viennent de rédiger les experts du Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des affaires étrangères.

« Dans les deux secteurs-clés de l'informatique et des composants électroniques, la période 1984-1987 a été économiquement favorable aux entreprises européennes ». En trois ans, le chiffre d'affaires informatif des six grands fabricants européens (Siemens, Bull, Olivetti, Nixdorf, ICL et Philips) a doublé de 10 à 20 milliards de dollars, tandis que le chiffre d'affaires des « petits » constructeurs américains stagnait et que celui d'IBM augmentait de 6 %. L'Europe compte quatre construc-

teurs parmi les quinze premiers mondiaux au lieu de deux en 1984. A propos des composants, les auteurs du rapport soulignent l'association de Thomson à la SGS italiana. L'Europe, expliquent-ils, dispose de la sorte de trois entreprises puissantes — STM (SGS-Thomson microélectronique), Siemens et Philips — qui investissent plus par rapport à leur chiffre d'affaires que leurs concurrents américains.

Cette industrie européenne renvoie concède des produits tout à fait performants : « Les mini-super-calculateurs de Parys (Grande-Bretagne) et de Talmat (France) sont trois fois plus rapides que leur concurrent américain ». Le rapport évoque également des références aux points marqués par les industriels européens en matière de télévision à haute définition. Mais il constate un peu plus loin que « peu de ces produits nouveaux ont affronté le marché ».

À la troisième rang

Malgré ces résultats encourageants, l'industrie européenne des technologies de l'information reste au troisième rang et elle fait preuve de peu d'audace pour défricher les terres inconnues. « Elle est pratiquement absente des marchés dont la croissance promet d'être explosive, comme les composants à l'architecture de gestion ou les écrans plats, alors qu'elle maîtrise parfaitement les technologies correspondantes. Dans d'autres domaines, comme les fibres optiques et l'opto-électronique, elle a pris du retard alors qu'elle avait naguère de l'avance ».

Les programmes communautaires, Esprit, Brita, Race ainsi qu'Enrénia, un incitant des entreprises et des instituts de recherche qui jusqu'ici s'ignoraient à coopérer, ont contribué au décloisonnement de l'Europe. Celui-ci est loin d'être achevé. La démarche reste souvent trop prudente. « La présence de champions nationaux ou de grands monopoles explique que les stratégies européennes soient cantonnées dorénavant dans la précompétitivité et orientées vers le long terme. C'est ainsi que le programme Race privilégie les télécommunications du siècle prochain, mais dans l'intervalle les Européens auront développé sept modèles de commutateurs différents et auront affronté en ordre dispersé la menace des Japonais sur les réseaux terminaux et celle des Américains sur les réseaux à valeurs ajoutées ou sur les satellites de communication privés ».

Les lenteurs du processus d'intégration de l'industrie européenne sont fâcheuses car les États-Unis et le Japon tissent des liens de plus en plus étroits et bénéficient, plus qu'ils n'en pâtissent, du développement technologique des nouveaux pays industrialisés. L'effort de recherche européen s'est accru et a été réorienté vers l'industrie. Mais il en a été de même aux États-Unis et au Japon, si bien que nos concurrents conservent leur avantage initial. Ce qui est vrai sur le plan quantitatif l'est également au niveau des méthodes : les mesures visant à favoriser les collaborations entre laboratoires universitaires et industriels se sont multipliées dans la Communauté mais le développement d'un tel partenariat est plus spectaculaire encore aux États-Unis et au Japon.

Une capacité de réaction

Malgré ces insuffisances, « l'Europe a apporté la preuve de ses capacités de réaction », justifiant, a posteriori, la démarche volontariste adoptée par la Communauté et singulièrement par la France voilà quelques années. Mais cette démarche de redressement doit être poursuivie et élargie. La Communauté, parant au plus pressé, a concentré ses efforts sur les technologies de l'information et des télécommunications. Les crédits qui leur sont affectés dans le programme cadre 1987-1991 atteignent 2,275 milliards d'ECU contre 220 millions d'ECU pour les matériaux avancés et 120 millions d'ECU pour les biotechnologies. Les mêmes déséquilibres peuvent être observés dans les comptes d'Enrénia. Or, dans le secteur protecteur des biotechnologies, la situation évolue de façon inquiétante. Aux États-Unis, « de nombreuses petites sociétés se lancent sur le marché avec quelques produits ». Au Japon, les grands groupes « entretiennent des équipes qui publient beaucoup et déposent un nombre élevé de brevets ». En Corée du Sud, « une véritable stratégie biotechnologique est à l'œuvre ». L'Europe, pour sa part, « ne donne pas l'impression de vouloir être la première à fabriquer et à vendre sur une grande échelle les

nouveaux produits ». Pourtant, elle dispose de cartes appréciables et, en particulier, d'une industrie pharmaceutique puissante, dotée d'un outil de recherche développé. Mais celle-ci se montre méfiante : « Les nouvelles technologies médicales ne correspondent pas particulièrement au savoir-faire technique des grands groupes pharmaceutiques et peuvent menacer les rentes de situation qu'ils tiennent des thérapeutiques traditionnelles ». L'attentisme qui en résulte est d'autant plus regrettable que les Japonais, en s'appuyant sur les biotechnologies, « préparent une percée mondiale de leur industrie pharmaceutique ».

Des carences stratégiques

Les auteurs du rapport, déplorant cet exemple caractéristique des « carences stratégiques » de la Communauté, suggèrent aux pouvoirs publics de réagir. « L'Europe pourrait transformer en atout l'un de ses plus formidables handicaps : la croissance des dépenses de production sociale. Ses institutions de sécurité sociale lui offrent, en effet, le plus important marché solvable

du monde dans ce domaine. Devenir, grâce à ce marché, le premier producteur de masse de produits nouveaux conduirait à des succès commerciaux extérieurs... »

Les obstacles au lancement d'un Euréka du génie génétique s'appuyant sur une action coordonnée des administrations de la santé ne manquent pas. Les Américains, prompts à dénoncer les politiques de subventions appliquées par la Communauté, verraient sans doute d'un mauvais œil celle-ci faire financer par la sécurité sociale les mises au point des tests de diagnostics ou de nouveaux vaccins... Faudrait-il pour autant renoncer ? Rien n'empêche de réfléchir ensemble aux moyens de développer de façon harmonisée la demande des nouveaux produits de santé et, en outre, les experts du CAP, une initiative dans ce sens pourrait être prise par la France. Le Royaume-Uni, dont l'industrie pharmaceutique est moins réticente à l'égard des biotechnologies que son homologue allemande, devrait être choisi comme partenaire privilégié pour parer à une telle entreprise.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Publicité)
PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

AVIS AU PUBLIC

TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN VIADUC SUR LA CHARENTE

Le projet de la Charente-Maritime a pour objet, par arrêté du 24 octobre 1988, les

travaux prévus à :

- La déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'un viaduc sur la Charente au sud de ROCHEFORT-SUR-MER, de la réalisation des voies d'accès de ce viaduc, ainsi que des ouvrages d'art nécessaires à la réalisation de ce viaduc.

- La mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune d'ÉCHILLAIS.

L'enquête se déroulera du 31 novembre au 30 décembre 1988 inclus.

La commission d'enquête, désignée par le Tribunal administratif de POitiers est constituée par :

- M. Camille PLANCHOT, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, demeurant à SAINT-HÉREM (Charente) ;

- M. Michel RAGOT, géomètre expert, demeurant à POitiers (Vienne) ;

- M. Robert PERRIN, officier en retraite, demeurant à SAINT-VIPIERRE (Charente-Maritime).

Elle élit domicile à la sous-préfecture de ROCHEFORT.

Un dossier principal et un registre d'enquête seront déposés à la sous-préfecture de ROCHEFORT-SUR-MER pour être tenus à la disposition du public, qui pourra y consulter ces documents de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures pendant toute la durée de l'enquête.

Un dossier et un registre subsidiaires seront également déposés aux mêmes lieux :

- A la mairie de ROCHEFORT, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;

- A la mairie d'ÉCHILLAIS, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures et le samedi de 9 heures à 12 heures.

Un membre de la commission d'enquête recevra les observations du public :

- A la mairie de ROCHEFORT les :

lundi 21 novembre 1988 de 9 heures à 12 heures, mercredi 7 décembre 1988 de 14 heures à 17 heures, mardi 20 décembre 1988 de 14 heures à 17 heures.

- A la mairie d'ÉCHILLAIS les :

lundi 21 novembre 1988 de 14 heures à 17 heures, mercredi 7 décembre 1988 de 9 heures à 12 heures, mardi 20 décembre 1988 de 9 heures à 12 heures.

Ces observations pourront également être adressées directement par écrit à :

M. le Président de la Commission d'enquête relative à la construction d'un viaduc sur la Charente, sous-préfecture de ROCHEFORT, 17300 ROCHEFORT.

Le support de ces conclusions de la Commission d'enquête seront déposés à la préfecture de la Charente-Maritime, à la sous-préfecture de ROCHEFORT, dans les mairies de ROCHEFORT et d'ÉCHILLAIS, où ils pourront être consultés aux jours et heures indiqués d'ouverture des bureaux au public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

(Publicité)

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

PRÉFECTURE DE POLICE

Direction de la prévention et de la protection civile

Sous-direction de la prévention

Installations classées pour la protection de l'environnement

9^{ème} BUREAU

La compagnie de raffinage et de distribution TOTAL-FRANCE, direction régionale Nord-Picardie, dont les bureaux sont à Paris (19^{ème}), 34, quai de la Loire, a présenté une demande en vue d'obtenir l'autorisation de créer un station-service, sur le terrain délimité ci-dessous à l'angle de la rue Jean-Baptiste Berlier et du Quai d'Ivry à Paris (19^{ème}).

Les activités projetées relèveront de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

281 bis B : installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, le débit maximum de l'installation étant, pour les liquides inflammables de la 1^{ère} catégorie, supérieur à 20 m³ par heure (20 m³ par heure) ;

281 bis C : installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, le débit maximum de l'installation étant, pour les liquides inflammables de la 2^{ème} catégorie, supérieur à 3 m³ par heure mais inférieur ou égal à 60 m³ par heure (14,4 m³ par heure) ;

283 B : dépôt de liquides inflammables de la 1^{ère} catégorie, en réserve enterrée, remplissant une capacité normale totale supérieure à 50 m³ mais inférieure ou égale à 500 m³ (50 m³) ;

Les installations de distribution, expédientes au client avec surveillance, seront équipées de six appareils distributeurs doubles.

Le dépôt unique de liquides inflammables de capacité totale 90 m³ en réservoirs enterrés, double enveloppe, se répartit de la façon suivante :

- 70 m³ de liquides inflammables de la 1^{ère} catégorie (superventurés et essence ordinaire) ;

- 20 m³ de liquides inflammables de la 2^{ème} catégorie, (gazole).

INSTALLATIONS SOUMISES AU RÉGIME DE L'AUTORISATION

Conformément aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la décentralisation, le projet sera soumis à enquête publique du 17 novembre au 17 décembre 1988 inclus.

Le dossier sera déposé au commissariat de police judiciaire et administrative du 19^{ème} arrondissement, 144, boulevard de l'Hôpital, et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête, du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 heures.

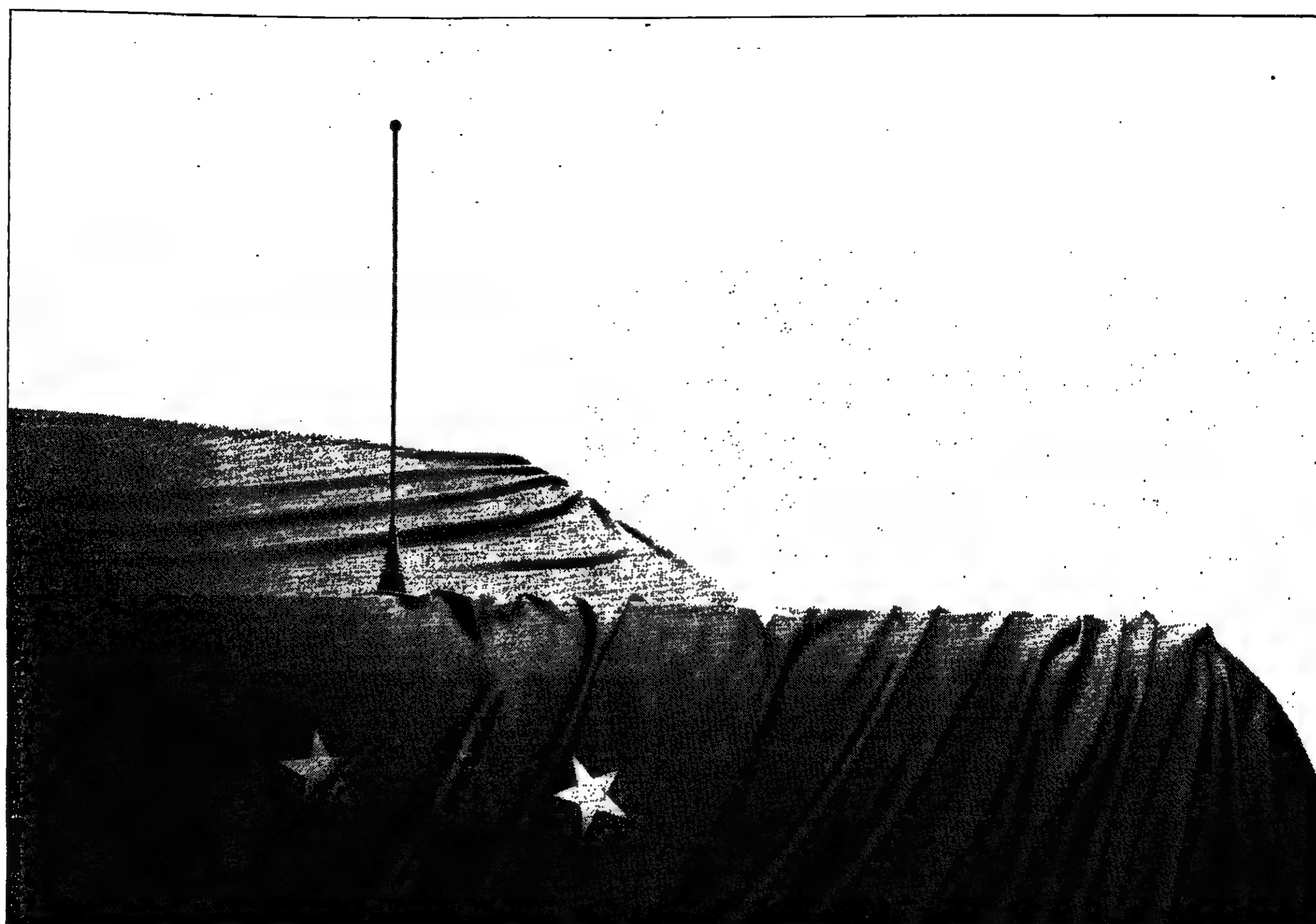
M. Marcel Feyer, commissaire enquêteur désigné par M. le président du tribunal administratif de Paris, recevra les déclarations des personnes intéressées au commissariat précité, aux jours et heures suivants :

lundi 17 novembre 1988
jeudi 24 novembre 1988
samedi 3 décembre 1988
lundi 5 décembre 1988
mardi 13 décembre 1988
de 9 heures à 12 heures

P. LE PRÉFET DE POLICE,
LE DIRECTEUR DE LA PRÉVENTION
ET DE LA PROTECTION CIVILE,
Marc BURLIOT

COURSE

L'Europe. Il y a ceux qui en parlent et il y a ceux qui la font.



Alcatel vient d'être choisi en France et en Allemagne

pour réaliser le futur réseau de radiotéléphone numérique européen.

Alcatel Radiotéléphone, le numéro 1 français du téléphone mobile,

démontre encore une fois que la meilleure façon

de préparer l'avenir, c'est de l'anticiper.

Tél. : 47.85.46.00



Alcatel Radiotéléphone : La passion de communiquer.

ALCATEL

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Éternit

Le président du directoire de la S.A. Financière Éternit, dans la lettre qu'il vient d'adresser aux actionnaires de la société, a commenté les résultats consolidés du groupe pour le premier semestre 1988 :

Le chiffre d'affaires, qui se monte à 1 627,5 millions de francs, est en augmentation de 10,1 % sur la période correspondante de 1987. Les trois branches du groupe, produits plastiques, produits fibres-ciment et divers (câbles béton, câbles et câbles, etc.), ont contribué à cette progression.

Le résultat d'exploitation s'établit à 289,7 millions de francs, en accroissement de 38,6 % sur le premier semestre 1987.

Le résultat courant avant impôts, soit 329,2 millions de francs, s'est en augmentation de 17,7 %, car le résultat financier est inférieur à celui du 1^{er} semestre 1987 qui avait bénéficié d'importantes plus-values sur la cession de valeurs mobilières de placement.

Le résultat avant provisions pour impôts et pour participation des salariés ressort à 273,7 millions de francs, de nouvelles provisions pour risques ayant été constituées. Il est en progression de 27,6 %.

Le bénéfice net consolidé, part du groupe, se monte à 162,2 millions de francs à fin juin 1988. Dans la perspective d'une activité demeurant soutenue, il devrait, en fin d'exercice, être supérieur à celui de 1987 qui s'élevait à 216,1 millions de francs.

An niveau de la seule S.A. Financière Éternit, le résultat de l'exercice 1988 devrait aussi marquer une progression.

Le président du directoire a également rappelé qu'au cours du 1^{er} semestre 1988, la participation du groupe dans la société américaine Suncoast, qui avait été portée de 58,8 % à 100 %. Par ailleurs, il a fait état d'un important programme d'investissement entrepris au sein de la société de telles idées, Tractebel Marley Belpaire, en vue de la modernisation de deux usines de fabrication.



Le groupe Dumont-Lebé a cédé au groupe suisse SASEA les participations qu'il détenait dans les sociétés Socin, Plantations de Terre-Rouge, Socin-Sa, Senah Rubber, Compagnie du Cambodge, Compagnie de Padang, Minca de Kall-Sainte-Thérèse, Financière de l'Artos, Compagnie générale française de transport et d'entreprises, SAFA.

Cette cession a permis à Dumont-Lebé de dégager un moins de dix-huit mois une plus-value d'environ 300 millions de francs.

Ces fonds, qui portent la trésorerie du groupe à près de 3 milliards de francs, permettront à Dumont-Lebé d'envisager à l'avenir de nouvelles acquisitions.

LUCIA

LUCIA publie pour la première fois ses comptes consolidés semestriels.

Aucun comparatif n'est donc possible pour ces comptes du 1^{er} semestre 1988.

Les méthodes et périmètre de consolidation sont identiques à ceux retenus pour la consolidation au 31 décembre 1987.

Au 30 juin 1988, les comptes consolidés font ressortir une perte de 13 722 KF; ce résultat ne peut être considéré comme significatif de celui de l'exercice puisqu'il n'enregistre pas les

résultats des opérations immobilières des filiales.

Quant au résultat propre de LUCIA au 30 juin 1988, en perte de 7 450 KF, il n'est, pour les mêmes raisons, pas davantage significatif de celui de l'exercice. Ce dernier sera, comme il a été annoncé aux différentes assemblées générales d'actionnaires, en augmentation par rapport au précédent exercice permettant d'assurer une croissance du dividende.

Le conseil d'administration.



ACTIVITÉS COMMERCIALES AU 30 SEPTEMBRE 1988

Pour l'ensemble du groupe Intertech, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 1 251,4 millions de francs contre 1 106,5 millions de francs au 30 septembre 1987 (+ 13 %) : le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 1 476,3 millions de francs contre 1 234,4 millions de francs (+ 14 %) : le carnet de commandes consolidé est de 1 192,1 millions de francs.

Pour la branche Aéronautique et systèmes, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 566,7 millions de francs contre 531 millions de francs (+ 6,7 %) : le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 710,9 millions de francs contre 674,1 millions de francs (+ 5,5 %).

Pour la branche Informatique, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 688,3 millions de francs contre 579,9 millions de francs (+ 18,7 %) : le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 794,4 millions de francs contre 623,7 millions de francs (+ 23,4 %).

Rappelons que les périmètres de 1988 et 1987 sont comparables.

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

présente

Le secteur bancaire en Europe

Véritable panorama du secteur bancaire européen, l'étude menée en collaboration avec des professionnels vous propose, outre la présentation des groupes bancaires et de leurs stratégies, l'analyse financière comparative par pays de 25 établissements de crédit européens parmi les principaux acteurs qui s'affrontent sur le futur marché unique.

Qu'il s'agisse de la structure, de l'organisation ou de la réglementation des systèmes financiers en vigueur, les situations sont aussi différentes que nombreuses au sein des principaux pays européens.

Dans ce contexte évolutif, il était important de faire le point sur les spécificités d'environnement (légal, réglementaire, fiscal, ...) qui déterminent actuellement les conditions d'exploitation.

Pour recevoir la présentation détaillée de cette étude de près de 300 pages, réalisée dans la collection "Analyses de Secteurs", contactez : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42 61 51 24.

EMPRUNT
Octobre 1988

EDF
Electricité
de France

EMPRUNT A TAUX FIXE : 1 MILLIARD DE FRANCS
TAUX ACTUEL 8,74%

Nominal des titres : 5 000 F
Echéance : 15 février 2000
Coupon : 8,60% les 15 février 1990 à 2000.
Premier coupon : 109,50 F le 15 février 1989

Emission : 99,08% (4 954 F)
Durée : 11 ans 93 jours

EMPRUNT PIBOR 3 MOIS : 1,5 MILLIARD DE FRANCS

Nominal des titres : 20 000 F
Echéance : 16 mars 2000
Marge actuarielle : PIBOR - 0,34%
Coupon trimestriel : PIBOR 3 mois - 0,15%
Premier coupon : 50 F le 15 décembre 1988

Emission : 100,80% (20 160 F)
Durée : 11 ans 123 jours

Cet emprunt est remboursable au gré de l'émetteur à partir du 14.12.1995.

Une note d'information (visa COB N°88-394 du 25 octobre 1988) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des établissements chargés du placement.

La Caisse Nationale de l'Energie est chargée du service des titres, B.A.L.O. du 31 octobre 1988.



Économie

DÉMOGRAPHIE

Le rapport annuel de l'INED

Le taux de fécondité en France est supérieur à la moyenne de la CEE

Relativement basse, la fécondité (c'est-à-dire le nombre d'enfants par femme en âge d'en avoir) demeure supérieure en France à ce qu'elle est dans les pays de la Communauté européenne — notamment avec l'accroissement des naissances hors mariage. En revanche, la baisse de la mortalité infantile, l'allongement de la durée moyenne de vie sont comparables à ceux de nos voisins. Le rapport annuel de l'Institut national d'études démographiques (INED) que vient de publier le ministre de la Solidarité permet ainsi de replacer la situation démographique de la France, déjà connue par le bilan de l'INSEE, dans le cadre européen.

La fécondité reste basse en France (1,82 enfant par femme) et a même légèrement diminué en 1987 (le Monde du 2 février). Mais elle est désormais supérieure à celle de tous les autres pays de la Communauté sauf l'Irlande (2,43 en 1986 contre 3,41 en 1975) ; si la fécondité reste à 1,78 en Grande-Bretagne, elle a connu dans les pays d'Europe méridionale une baisse sensible depuis cinq ans, qui a amené la Grèce à 1,62, le Portugal à 1,61, l'Espagne à 1,53, l'Italie atteignant maintenant, avec 1,27, le « plancher » de l'Europe : en dessous de la RFA (1,38), du Danemark (1,48), de la Belgique (1,53) et des

Pays-Bas (1,55) où les taux se stabilisent depuis 1986.

Un des éléments de la stabilité de la fécondité en France est la place du mariage : 21,9 % du total en 1987 et le rapport prévoit 25 % en 1988. Le pourcentage, certes inférieur de moitié à celui du Danemark (43 %) est comparable à celui de la Grande-Bretagne (21 % en 1986). Mais ces trois pays se distinguent nettement du reste de la Communauté, où le taux va de 1,9 % (Grèce) à 12,8 % (Portugal).

Cette disparité est encore plus forte que celle du mariage. La crise du mariage touche tous les pays européens : la proportion de femmes non mariées va de 20 % au Portugal, 21 % en Grèce à 43 % au Danemark et aux Pays-Bas, à 47 % en France et au Luxembourg. Mais ces chiffres ne correspondent pas à ceux des naissances hors mariage : « Chez les célibataires on trouve dans les différents pays des proportions variables de personnes vivant en couple », souligne le rapport. Cohabitation, et naissances hors mariage sont plus ou moins bien acceptées. En France, le « développement considérable de l'activité des femmes et la maîtrise quasi parfaite que celles-ci ont de leur fécondité » exercent également une influence directe « à la fois sur les projets de maternité et sur

l'importance attachée au mariage comme moyen de vivre en couple ».

La fréquence des avortements en France (21,4 pour 1 000 naissances vivantes) est comparable à celle de la Grande-Bretagne (20,3 %) et se situe à mi-chemin entre les Pays-Bas (10,7 %) et la RFA (14,2 %) d'un côté, le Danemark et l'Italie de l'autre (plus de 36 %), proches de la situation de la Suède et de la Norvège, malgré « l'habitude de longue date » de la contraception dans ces pays.

Mais le nombre tend à diminuer partout, comme en France (160 670 en 1987 pour 182 862 en 1983). Le rapport note que « jamais des fréquences très élevées comme dans la plupart des pays de l'Est européen ne sont observées (dans la CEE) et une sorte de plafond est assez rapidement atteint après la mise en œuvre de la législation libérale ».

Par ailleurs, le rapport met en évidence la faible taux de mortalité infantile dans la Communauté : il est inférieur à 10 pour 1 000 naissances vivantes dans tous les pays sauf le Portugal (15,8) et la Grèce. Ainsi, « l'excellente situation de la France (7,7 comme aux Pays-Bas) apparaît moins exceptionnelle ». Quant à la durée de vie, si elle se situe avec 80,3 ans dans le haut de la fourchette européenne pour les femmes, elle est au contraire dans la moyenne pour les hommes.

GUY HERZLICH.

La longue pente du vieillissement

La France a commencé à vieillir dès la fin du dix-huitième siècle, puis, jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, quand augmente la proportion de personnes âgées de soixante ans et plus et que ce groupe d'âge est passé de 7,3 % en 1875 à 13 % en 1901, 18 % en 1926 et 18,7 % au 1^{er} janvier 1988. Le rapport sur la situation démographique de la France montre que les causes de ce vieillissement ont changé avec le temps.

Jusqu'à 1950, c'est la baisse de la fécondité qui a joué un rôle déterminant. Certes les points de mortalité résultant des femmes ou des épidémies ont progressivement disparu ; l'espérance de vie à la naissance a augmenté, surtout à la fin du dix-neuvième siècle, passant de 35 ans (en 1806-1807) à 41,8 ans (en 1890-1892) et à 61,8 ans (en 1947-1950) pour les hommes. Mais si la fécondité n'avait pas diminué, les 60 ans et plus n'auraient représenté que 7,35 % de la population en 1945. L'immigration, particulièrement importante dans les années 20, a freiné le vieillissement.

Entre 1950 et 1985, la fécondité, après avoir augmenté depuis 1942 et être restée forte (à

2,9 enfants par femme jusqu'à 1964, a baissé jusqu'à 1,8 en 1976 et s'est stabilisée depuis. Mais la baisse de la mortalité a joué un rôle plus important dans le vieillissement que par le passé : si la mortalité infantile et celle des enfants de 0 à cinq ans ont été réduites des trois quarts depuis 1952, la mortalité par accident des 20-25 ans a augmenté, et le gain d'espérance de vie a été particulièrement fort pour les personnes âgées de 70 à 90 ans, notamment pour les femmes.

Selon les calculs de l'INSEE, un vieillissement « sévère » de la population française va se produire dans l'avenir, « spécialement après 2006 », du fait de l'arrivée à 60 ans des générations nombreuses nées après la dernière guerre. Si la mortalité continue à évoluer — comme aujourd'hui et si la fécondité restait à son niveau actuel (1,8), les 60 ans et plus représenteraient 20,7 % de la population ; même si la fécondité remontait à 2,1, elles formeraient encore 20 % du total.

En 2040, la proportion varierait de 26,08 % (avec fécondité à 2,1) à 34,4 % (avec fécondité à

1,6, chiffre déjà atteint, on l'a vu plus haut, dans plusieurs pays européens), en passant par 29,9 % au taux actuel de fécondité. Ces pourcentages seraient accrus de deux points pour chaque hypothèse de fécondité et la baisse de la mortalité s'accroît pour allonger la durée moyenne de vie de deux ans au lieu d'un tous les dix ans.

Ce vieillissement est un phénomène mondial qui commence à toucher même les pays en voie de développement, par suite de l'allongement de la durée de vie et, surtout dans les pays industrialisés, de la baisse de la fécondité. Les calculs du département de la population de l'ONU situent aujourd'hui la France au septième rang des pays « vieillissants » alors qu'elle figurait au premier rang avec la RDA en 1950 — et la placent toujours dans ce rang médian en 2025. A cette date, les proportions de 60 ans et plus varieraient de 20 % à 30 % dans les pays développés ; la proportion serait supérieure à celle de la France en RFA, aux Pays-Bas, en Suède et en Italie, comparable en Grande-Bretagne, en Hongrie, en RDA et au Japon, mais nettement inférieure en Espagne, aux Etats-Unis et en URSS.

LOGEMENT

La CFTD met en cause la gestion de l'Office des HLM de Paris

L'Union départementale CFTD de Paris met en cause dans un communiqué la véracité des déclarations faites à la presse la semaine dernière (le Monde du 21 octobre) par M. Georges Perol, directeur de l'Office public des HLM de la Ville de Paris, sur l'activité de son établissement.

La CFTD affirme que l'important effort de réhabilitation entrepris sur le patrimoine « aboutit pour la plupart des locataires à un triplement des loyers (charges comprises) ». La CFTD déclare également que la mise en place de digicodes ou d'interphones, avec une augmentation annuelle des loyers de 300 F, « s'est accompagnée de la suppression de près de 400 loges de gardiens en six ans », mais que les vigiles ne peuvent « en aucune manière remplir le rôle que jouent les gardiens pour les locataires ».

La CFTD met également en cause le transfert à des entreprises privées des tâches jusqu'alors assurées par des services intégrés de l'Office (chauffage, entretien, plomberie, menuiserie, électricité...), ce qui se traduit par un « renchérissement très important, pour une même prestation des marchés, consécutif à leur attribution croissante de gré à gré ».

L'augmentation des loyers (de 21,6 % en cinq ans selon M. Perol) se tient pas compte de l'augmentation des charges : + 120 % en deux ans dans certains arrondissements pour les frais de nettoyage, selon la CFTD.

Pour le syndicat, le nombre de logements vacants n'est pas de 2 000 à 2 500, mais de 4 200 à 4 300, sans tenir compte des logements en situation contestée, ni de ceux situés dans des opérations de réhabilitation en cours. Ces appartements atten-

dant pour la plupart, selon la CFTD, « une remise en état, une mise en conformité électrique ou gaz » retardée « par le réchauffement très important des marchés d'emplacement et de travaux ».

« En fait, conclut le communiqué de la CFTD, s'il y a aujourd'hui plus de 4 000 logements vacants à l'Office, c'est essentiellement en raison d'une mauvaise gestion de

M. Georges Perol. (...) « Celui-ci, qui se définit comme « le plus inconditionnel des inconditionnels » de Jacques Chirac, « est tellement préoccupé de l'utilisation politique qu'il peut faire de l'Office qu'il en oublie non seulement son caractère social mais aussi toute règle de gestion concrète ».

L'union départementale CFTD de Paris a demandé audience au préfet de Paris et au maire de Paris.

SCIENCES-PO FORMATION

organise un séminaire de 6 jours sur

DYNAMIQUE SOCIALE ET ENTREPRISES
QUELLE POLITIQUE SOCIALE AUJOURD'HUI ?

Sous la direction de Bernard BRUNHES

avec le concours de :

C. THELOT, R. CESSIEUX, D. TADDEI, M. PEPIN, J-M. PECHENART, G. JOHANNET, D. COUDREAU, A. RAMOFF, J-M. LUTRINGER, J. MERAUD, M. LEBOLAIRE, J. KASPAR, J. DEGIMBE, Y. GATTAZ

Questions abordées : L'emploi, le temps de travail, la conduite du changement, la protection sociale, la formation, la rémunération, le syndicalisme, l'espace social européen.

4 séquences de 2 jours destinées aux

DIRECTIONS DES RESSOURCES HUMAINES :

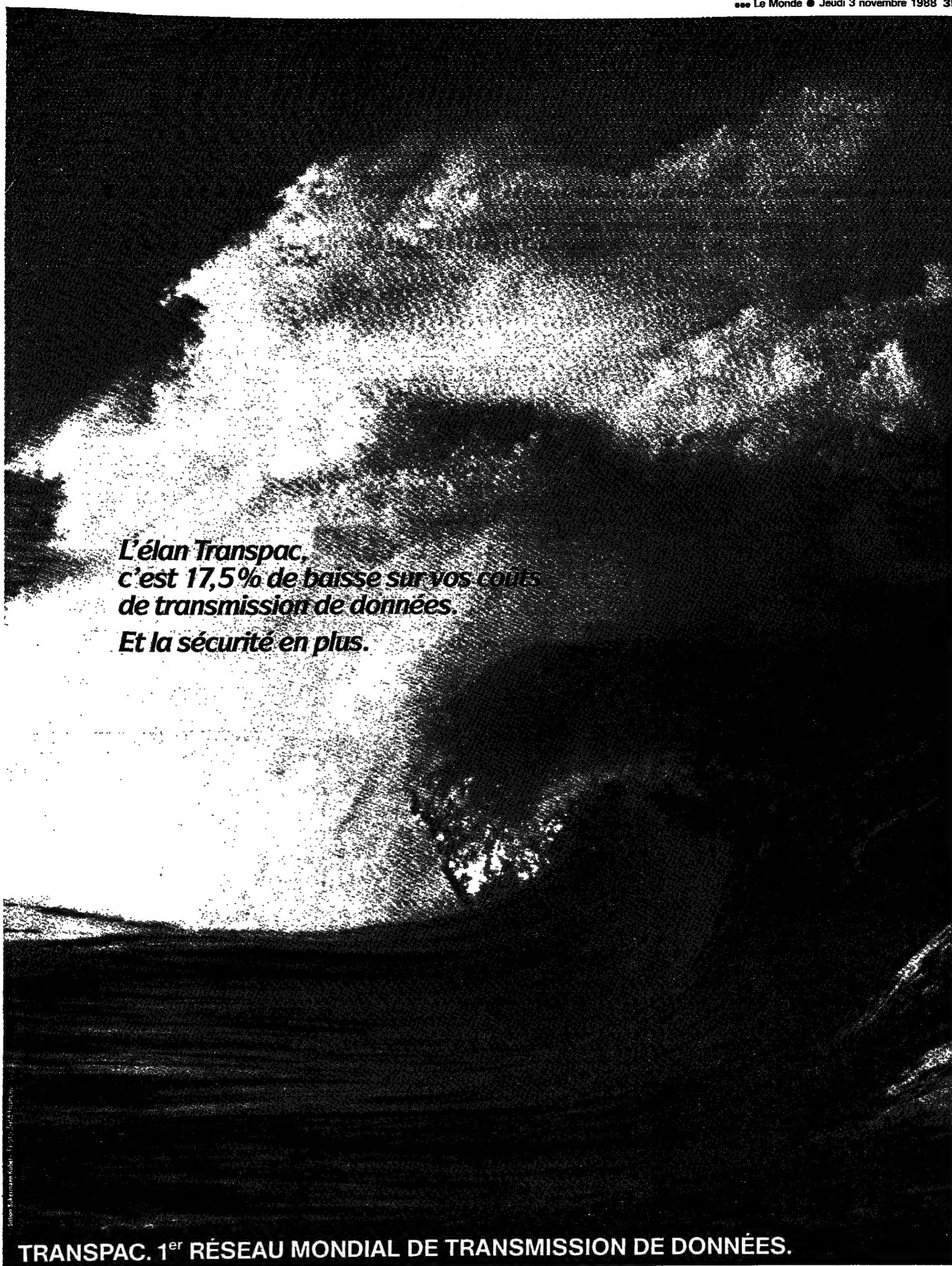
8 - 9 décembre 1988 10 - 11 janvier 1989
7 - 8 février 1989 7 - 8 mars 1989

Renseignements et inscriptions :

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
Service de Formation Continue - 215, Bd St-Germain - 75007 Paris
Tél. : 45.49.50.97 - 45.49.50.99

L'élan Transpac
c'est 17,5 %
de transmission
Et la sécurité





*L'élan Transpac,
c'est 17,5% de baisse sur vos coûts
de transmission de données.
Et la sécurité en plus.*

TRANSPAC. 1^{er} RÉSEAU MONDIAL DE TRANSMISSION DE DONNÉES.

En cinq ans, TRANSPAC a multiplié par 6 le nombre de ses abonnés, par 10 le volume des caractères transmis. Les délais de raccordement sont trois fois plus courts, les performances améliorées, la sécurité renforcée, le service perfectionné.

Tout ceci sans augmentation des coûts de transmission. Bien au contraire ils sont en baisse : 12% au 1^{er} janvier dernier et 6,25% au 1^{er} janvier prochain, soit une baisse cumulée de 17,5%. 1988 : 50 commutateurs supplémentaires implantés dans toute

la France, ouverture de nouveaux modes d'accès indirects sécurisés (cartes à mémoire X32, modems asynchrones à correction d'erreur). A l'horizon 90 : un nouveau mode d'accès à TRANSPAC : le RNIS. C'est cela, l'élan TRANSPAC.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM). TRANSPAC. Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine. 75755 Paris cedex 15. Tél.: (11) 45.38.52.11.

Prenez l'Élan Transpac.

TRANSPAC

MAHFOUZ

Prix

NOBEL



Passage des miracles

Roman traduit par A. Cottin. Plusieurs fois réédité depuis 1970. « La cour des miracles, c'est au Caire, et nulle part ailleurs. » « Le chef-d'œuvre de Mahfouz. » J.-P. Péroncel-Hugoz, *Le Monde*. 110 F

Le voleur et les chiens

Roman traduit par Kh. Osman. « Les soubresauts de l'âme humaine, représentée par un paria. » Tahar Ben Jelloun, *Le Monde*. 85 F

Récits de notre quartier

Roman traduit par Kh. Osman. « Le limon humain du Caire, ou les contes de l'innocence et de la cruauté. » « Mahfouz a fait éclater les cadres de la prose arabe contemporaine. » André Miquel, *Le Magazine Littéraire*. Vient de paraître. 90 F



Les grands romans arabes sont publiés par

Sindbad

En vente en librairies, grands magasins et chez l'éditeur : 1, rue Feutrier, 75018 Paris
Tél. (1) 42.55.35.23

Marchés financiers

INDICES

CHANGES

Dollar: 6,08 F

Le dollar est tombé, mercredi 2 novembre, sur le marché des changes de Tokyo à son plus bas niveau depuis cinq mois, à 124,40 yens. Il a toutefois coté à 124,68 yens, contre 125,30 yens la veille, alors que les intervenants de la Banque centrale japonaise se penchaient. A Paris, le dollar remonte à 6,08 F, contre 6,0625 F à la clôture des échanges interbancaires vendredi et 6,0610 F au fixing du même jour.

FRANCFORT 1^{er} nov. 2 nov.
Dollar (en DM) 1,739 1,738
TOKYO 1^{er} nov. 2 nov.
Dollar (en yen) 124,68 124,40

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (2 nov.) 79,67/4
New-York (1^{er} nov.) 81,44/16

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 31-12-87)

31 oct. 1^{er} nov.
Valeurs françaises... 138,8
Valeurs étrangères... 117,6
(SM, base 100: 31-12-81)
Indice général CAC... 138,8
(SM, base 1000: 31-12-87)
Indice CAC 40... 138,8
(OMF, base 100: 31-12-81)
Indice OMF 50... 138,8

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles... 214,65 215,96
LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles... 1.981,7 1.987,7
Mines d'or... 149,1
Fonds d'Etat... 80,31 80,33

TOKYO

1^{er} nov. 2 nov.
Nikkei Dow Jones... 28.813,67 27.985,26
Indice général... 2.155,61 2.158,29

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	+ base + base	Dep. + en dép.	Dep. + en dép.	Dep. + en dép.
SE-IL	6,0815 6,0835	- 48 - 25	- 50 - 65	- 138 - 118
3 m.	4,9538 4,9578	- 125 - 92	- 246 - 289	- 585 - 499
Yen (100)	4,0685 4,0715	+ 133 + 157	+ 259 + 315	+ 822 + 719
DM	3,4125 3,4155	+ 73 + 93	+ 163 + 189	+ 496 + 564
Franc	3,0258 3,0288	+ 84 + 70	+ 136 + 147	+ 388 + 462
FR (100)	16,2725 16,2755	+ 37 + 143	+ 135 + 334	+ 529 + 967
FF	4,6565 4,6595	+ 132 + 158	+ 274 + 383	+ 805 + 884
L (1 000)	4,9538 4,9578	- 137 - 165	- 273 - 334	- 719 - 634
S	16,7088 16,7118	- 383 - 327	- 772 - 692	- 1983 - 1778

TAUX DES EUROMONNAIES

	1 1/4	1 1/2	1 3/4	2 1/4	2 1/2	3 1/4	3 1/2	4 1/4	4 1/2	5 1/4	5 1/2
SE-IL	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4
DM	4 5/8	4 7/8	4 11/16	4 13/16	4 3/4	4 7/8	4 13/16	4 15/16	4 3/4	4 7/8	4 13/16
FR	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 5/8	5 3/4	5 5/8	5 3/4	5 5/8	5 3/4	5 5/8	5 3/4
FF	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2
FR (100)	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
FR	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
L (1 000)	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
S	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
R. long	7 3/8	7 1/8	7 3/4	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8

Ces courbes pondérées sur le marché interbancaire des devises sont indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IN2

GROUPE INTERTECHNIQUE

ACTIVITÉS COMMERCIALES AU 30 SEPTEMBRE 1988

Pour l'ensemble du groupe IN2:
● le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 688,3 MF contre 679,9 MF (+ 1,2 %);
● le montant hors taxes, consolidé, des commandes reçues s'est élevé à 769,4 MF contre 623,7 MF (+ 23,4 %).
Rappelons que les périmètres de 1988 et 1987 sont comparables.



EXCELLENTE PERSPECTIVE POUR L'EXERCICE 1988

Résultats du troisième trimestre

	1988	1987	Variation 88/87
Total des ventes MS*	4 197	3 880	8 %
Chiffre d'affaires MS	1 461	1 314	11 %
Bénéfice net MS	191	164	17 %
Bénéfice net par action S	1,02	0,86	19 %

* Ventes réalisées sous l'enseigne McDonald's.

Pour les neuf premiers mois, McDonald's a enregistré un chiffre d'affaires de 4,115 millions de dollars et un bénéfice net de 494 millions de dollars soit respectivement une augmentation de 13 % et 18 % par rapport à la même période en 1987.

Nous prévisions, conformément, l'exercice 1988 sera excellent pour McDonald's. Comme prévu, nous ouvrirons à travers le monde entre 550 à 600 restaurants cette année. Tous les éléments sont réunis pour nous permettre de maintenir ce rythme au cours des prochaines années, a souligné le président Fred Turner.

En France, le titre McDonald's est coté au Règlement officiel depuis le 23 juin 1988.



Le conseil d'administration de la société MMB, présidé par M. Philippe CAMUS, a examiné les comptes du premier semestre de l'exercice 1988.

Les résultats sociaux sont les suivants :

	Premier semestre de l'exercice 1988	Premier semestre de l'exercice 1987	(en MF)
Résultat d'exploitation	(5,9)	(5,8)	
Résultat financier	15,9	7,7	
Résultat courant avant impôts	10,0	1,9	
Impôt sur les bénéfices	(2,3)	-	
Bénéfice net	37,6	1,9	

Le résultat exceptionnel enregistré correspond à une plus-value réalisée sur la cession de la participation de 14,5 % antérieurement détenue dans DNS (Société éditrice du quotidien *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*) à la Société QUILLLET, devenue filiale du Groupe Hachette, mais où MMB conserve une participation de 46 %.

En termes consolidés, le résultat net, part du Groupe, est de 62 MF pour le semestre, dont 12 MF au titre des plus-values, alors qu'il était de 37 MF pour la même période de l'exercice précédent. Cette évolution favorable s'explique entre autres, outre les plus-values ci-dessus évoquées, par la contribution du Groupe MATRA, dont MMB est devenue le premier actionnaire à l'occasion de la privatisation de celui-ci.

Le bilan patrimonial de la Société, mesuré d'après les cours de Bourse de ses participations directes ou indirectes, s'est établi, à la date du conseil, à un niveau d'environ 850 F par action.

NEW-YORK, 1^{er} novembre

Irregulier

La tendance est restée étroite, irrégulière mardi à Wall Street. Durant toute la séance, les cours ont, en effet, fluctué de droite et de gauche, mais sans s'éloigner beaucoup de leurs niveaux précédents. A la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 2 150,96 (+ 2,31 points).

Selon les professionnels, la Bourse new-yorkaise ne devrait, désormais, plus varier de façon significative jusqu'à l'élection présidentielle. Les investisseurs face aux OPA géantes, restent généralement l'arme au pied, comme en témoigne la relative faiblesse de l'activité. Environ 150,5 millions de titres ont changé de mains, contre 143,5 millions la veille.

Dans une ambiance sereine, la Communauté a pris connaissance du fléchissement du principal indicateur économique pour septembre (- 0,1 %). Elle attend, d'autre part, la publication, vendredi, des chiffres du chômage pour octobre.

VALEURS	Cours de 31 oct.	Cours de 1 ^{er} nov.
Alcoa	58 5/8	64 1/4
A.T.T.	64 7/8	64 7/8
Chrysler	29	29 1/8
Du Pont de Nemours	51 1/8	51 1/8
General Electric	48 3/4	47 1/2
IBM	111 1/2	111 1/2
Intel	44 3/4	45
Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2
Merck	62 3/4	62 3/4
Motorola	82 3/4	84
Rockwell	51 1/2	51 1/2
Schlumberger	122 1/2	122 1/2
Spacelab	61 3/4	62 1/2
Union Carbide	48 3/4	49 1/8
Veracarb	48 1/8	48 1/8
Wal-Mart	47 1/4	47 1/4
Union Carbide	28 3/4	29
Union Carbide	27 3/4	28 1/8
Union Carbide	52 1/2	52 1/2
Union Carbide	86 1/4	86 1/4

LONDRES, 1^{er} novembre

Légère hausse

Les cours des valeurs ont terminé, mardi, en légère hausse, l'indice Footsie clôturant en progrès de 5,4 points (+ 0,29 %). Toutefois, l'activité est restée calme, avec 471,4 millions de titres échangés. La Bourse a consolidé ses gains à la suite du discours prononcé par M. Nigel Lawson, chancelier de l'Echiquier, qui a rassuré les investisseurs.

D'autre part, l'ouverture ferme de Wall Street a contribué au mouvement. Les rumeurs d'OPA ont également soutenu la tendance. Ainsi le groupe Rediff et Colman a vu ses cours s'enflammer à la suite d'achats spéculatifs, de même que le firm Lucas. La société d'ingénierie NRI a progressé à la suite de rumeurs d'OPA que lancerait Rolls Royce, qui a pris 4,7 % de son capital récemment. Les cours de Consolidated Gold Fields ont continué de progresser. Le plus grand secteur ont terminé en hausse, tandis que les pétroliers se sont montrés irréguliers. Le groupe Carlton Communications (services de production photographique et télévisuelle, vidéo) a indiqué que son augmentation de capital de 364 millions de livres (3,5 milliards de francs) a été entièrement souscrite.

Les fonds d'Etat se sont, pour la plupart, affaiblis, et les mines d'or sont demeurées inchangées.

FAITS ET RÉSULTATS

● ICI : bénéfice record pour les sept premiers mois. — ICI, le quatrième chimiste mondial, a annoncé un bénéfice impossible record de 1,13 milliard de livres (11,4 milliards de francs) pour les sept premiers mois de 1988. ICI avait déjà enregistré un bénéfice de 1 milliard de livres (10 milliards de francs) pour les sept premiers mois de 1987. Ce résultat a été réalisé sur un chiffre d'affaires de 8,7 milliards de livres (88 milliards de francs), contre 8,2 milliards de livres précédemment. Le géant britannique ICI a expliqué ses résultats records par la performance de la plupart de ses opérations dans le secteur industriel et agro-chimique, où l'intégration des activités de Stauffer aux Etats-Unis, rachetées au groupe français Rhône-Poulenc pour 1,9 milliard de dollars en 1987, lui a permis de consolider sa position de leader sur ce marché.

● Odysey Partners achète le groupe textile Fortmann. — La firme d'investissement Odysey Partners a annoncé, mardi 1^{er} novembre, qu'elle allait racheter, pour 185 millions de dollars (1,2 milliard de francs), le fabricant textile Fortmann and Co. Selon un accord conclu entre les deux parties, Odysey va lancer une OPA de 65 millions de dollars (400 millions de francs) sur la totalité du capital de Fortmann, en offrant 11,75 dollars par action. Elle reprendra également à sa charge 120 millions de dettes de cette société. Fortmann, dont le siège se trouve à Dublin (Irlande), prévoit de réaliser, cette année, un chiffre d'affaires de 250 millions de dollars (1,6 milliard de francs), contre 220 millions en 1987. Odysey a acquis récemment plusieurs participations dans le secteur textile. Cette firme

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global, de base 100: 28 décembre 1987

21 oct. 28 oct.

Valeurs françaises	138,7	137,2
Valeurs étrangères	121,1	121,1
Valeurs industrielles	121,1	121,1
Valeurs financières	121,1	121,1
Valeurs de consommation	121,1	121,1
Valeurs de services	121,1	121,1
Valeurs de biens de consommation	121,1	121,1
Valeurs de biens d'équipement	121,1	121,1
Valeurs de biens de consommation	121,1	121,1
Valeurs de biens d'équipement	121,1	121,1
Valeurs de biens de consommation	121,1	121,1
Valeurs de biens d'équipement	121,1	121,1

Base 100 en 1948

Valeurs françaises, à rev. variable : 338,2/238,4

Valeurs étrangères : 400,5/390,6

Base 100 en 1972

Valeurs françaises, à rev. variable : 402,4/406,1

Valeurs étrangères : 541,2/527,6

Base 100: 31 décembre 1980

Indice des val. franç. à rev. fixe : 122,1/121,9

Exportations d'Etat : 118,4/121,7

Exportations de biens de consommation : 121,1/121,9

Sociétés : 122,1/122,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGEMENT

Base 100: 31 décembre 1981

Indice global : 309,1/302,3

Prévisions de base : 243,1/248,9

Construction : 434,7/418,4

Services : 283/287

Industrie : 498/498,3

Biens de consommation : 622,1/622,9

Biens de consommation : 622,1/622,9

Services : 308,8/308,3

Sociétés : 308,8/308,3

Sociétés de la zone franc : 474,4/474,4

Capitalisme : principalement

à l'étranger : 308,8/308,3

Valeurs industrielles : 301,1/301,1

BOURSES REGIONALES

Base 100: 31 décembre 1981

Indice global : 281,7/277,8

VALEURS	Cours de 1 ^{er} nov.	Cours de 2 nov.
Alstom	895	900
Alcatel	1 220	1 220
Canal	1 280	1 280
Elf	3 050	3 070
Elf	3 070	3 070
Elf	2 210	2 190
Elf	1 090	1 020
Elf	5 880	5 880
Elf	2 440	2 400

a notamment acheté, il y a quelques mois, pour 530 millions de dollars (3,4 milliards de francs), une partie des activités du groupe J.P. Stevens and Co. après le rachat de ce dernier par West Point-Toppsell Inc.

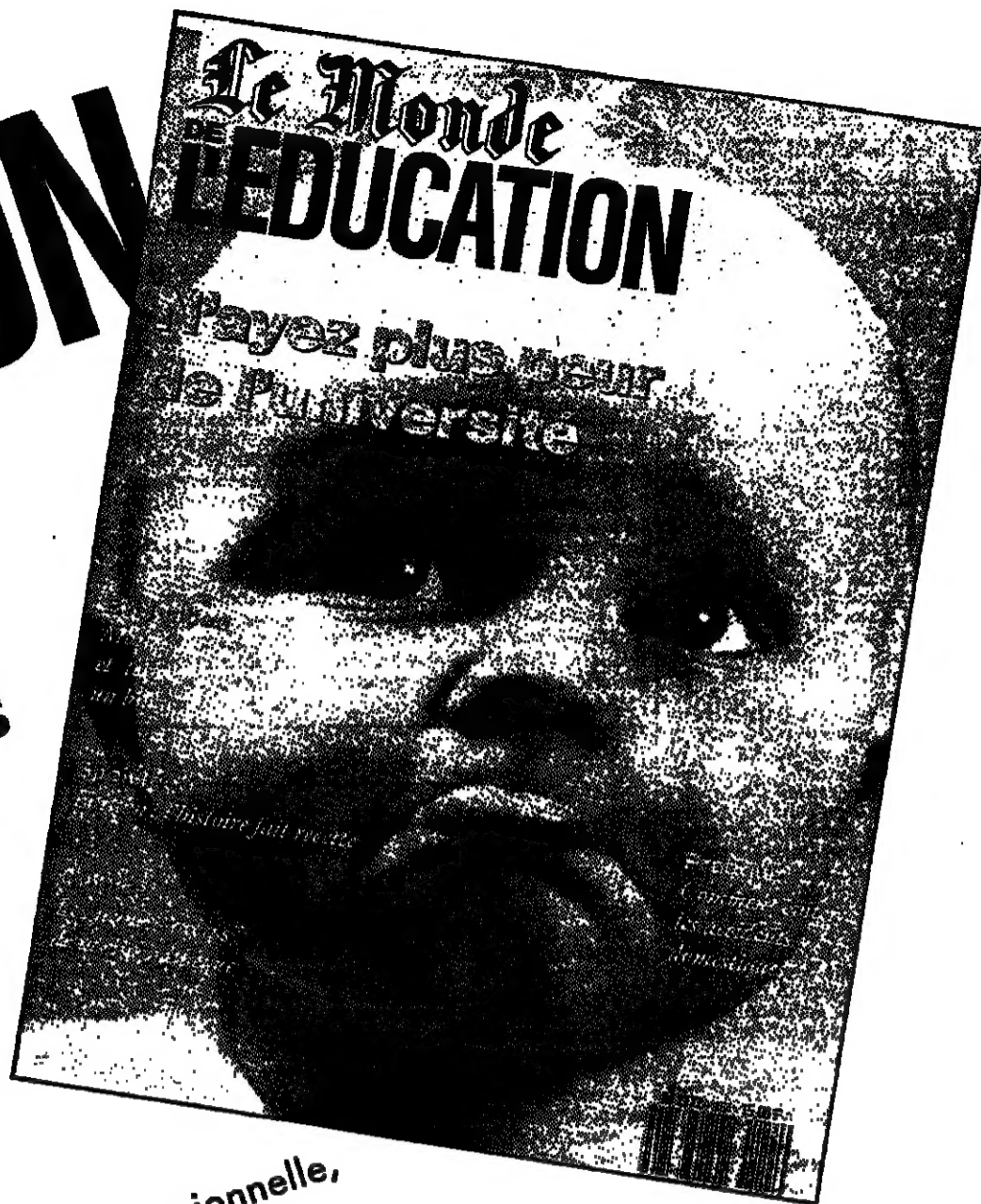
● Alstom achète une société allemande de transports urbains. — Alstom vient d'acheter la société allemande Kiepe Elektrik, filiale de la société belge des ACEC (Associés de constructions électriques de Charleroi), qui exerce l'essentiel de son activité dans la fabrication d'équipements électriques des matériels de transport urbain. Elle réalise un chiffre d'affaires supérieur à 150 millions de francs et emploie quatre cents personnes. Cette opération concerne également la filiale viennoise de la société.

● Nippon Shippan à la Bourse de Paris le 9 novembre prochain. — Les actions de Nippon Shippan, un des plus importants groupes de crédit au Japon, vont être cotées à la Bourse de Paris. Nippon Shippan, fondée en 1951, est le leader des sociétés indépendantes de services financiers aux particuliers au Japon (cartes de crédit, prêts à la consommation, garanties, crédits...). Sa part de marché est d'environ 9 % des crédits à la consommation et de 16 % des cartes bancaires au Japon. Le groupe, qui doit faire face à une vive concurrence sur un marché où la croissance est de l'ordre de 15 % par an, dégageait à la fin mars 1988 (fin de l'exercice) un bénéfice net consolidé de 12,6 milliards de yens, soit 591 millions de francs, pour une production de 3 412 milliards de yens, soit 160 milliards de francs. Nippon Shippan emploie près de sept mille personnes.

NOUVELLE FORMULE

Le Monde DE L'EDUCATION

N'AYEZ PLUS PEUR DE L'UNIVERSITÉ !



Des étudiants de mieux en mieux encadrés,
des formations plus tournées vers la vie professionnelle,
des diplômés qui résistent à la crise.
Redécouvrez les universités !

AVENIR

L'évaluation des maîtrises de sciences et techniques :
des diplômés performants pour des emplois qualifiés.

CULTURE

Pourquoi les romans et les livres historiques font-ils recette ?

LOISIRS

Les jeunes "accros" de la Cinémathèque.

PRATIQUE

Les enfants, premières victimes des accidents domestiques.
Comment les éviter ?

Le Monde
DE
L'EDUCATION

Pour bien comprendre
ses enfants.
Pour préparer leur avenir.

NUMERO DE NOVEMBRE - 124 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

15F.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les religieux grands vainqueurs des élections en Israël. 4 Soudan : M. Perez de Cuellar lance un appel d'urgence à l'aide internationale. 9 Sri-Lanka : drôle de guerre à Jaffna. 10 Washington dénonce l'installation de SS-1 à Kaboul.	12 La campagne pour la réélection de l'ancien ministre de la Nouvelle-Calédonie : — La « oui » de M. Durafour. — La polémique entre le PS et le Cinq. 13 Le Sénat et le revenu minimum d'insertion.	14 Michel Platini à la tête de l'équipe de France de football. 15 La congrès du Syndicat des avocats de France. — Après le refus de révision de l'affaire Mita et Thiennot. 16 Drogue au Pays-Bas : une politique de répression plus sévère.	19 <i>Pelle le Conquérant</i> , un film de Bill August : un entretien avec Max von Sydow. 20 Le siècle Stanislas. 21 Le Festival de jazz de Paris.	30 L'essence n'est pas plus chère qu'il y a quinze ans. 31 Le discours d'automne du chancelier de l'Échiquier. 32 Le développement technologique de l'Europe. 34 Le rapport de l'Institut national d'études démographiques. 36-37 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 27 à 29 Cartes 16 Météorologie 26 Mots croisés 26 Radio-Télévision 24 Expositions 22 Spectacles 23-24	● Israël : la guerre ou la paix ? JOUR ● La mini-journal de la rédaction JOUR ● Gardez un œil sur votre portefeuille BOURSE ● Jeux avec le Monde JEUX ● Une semaine à travers le Monde REP 36-15 tapez LEMONDE

La bataille autour de la Société générale

« Conditions suspensives » à l'attaque de M. Pébereau

Nouveau rebondissement, mercredi 2 novembre, dans la bataille autour de la Société générale. La cotation du titre a été suspendue mercredi dans la matinée et jusqu'à midi sur décision de la Société des Bourses françaises.

Dans un communiqué, la SBF explique qu'« elle a été informée de la décision en date du 28 octobre 1988 par laquelle le comité des établissements de crédit a autorisé la Société immobilière de gestion et de participation (la SIGP), la société pivot de M. Georges Pébereau, l'attaquant de la Générale à acquiescer, conjointement avec la société Atarce Investissements, une participation au moins égale au dixième et inférieure au cinquième des droits de vote de la Société générale ».

La SBF révèle que cette décision est en fait soumise « à la condition suspensive de la vérification de la constitution de la SIGP, de la composition de son conseil d'administration, de la régularité de la désignation de ses mandataires sociaux et de la libération intégrale de son capital social ».

Le Comité avait donc pris sa décision sans avoir vérifié tous ces éléments (le Monde daté 30-31 octobre), ce qui est en cours. La SIGP ne pourra franchir le seuil des 10 % que lorsque le comité « lui aura donné acte de la réalisation de la condition suspensive définie comme ci-dessus ».

A nos abonnés

Des perturbations dans certains services postaux peuvent empêcher une distribution normale du journal aux abonnés. Ces derniers voudront bien nous excuser pour ces difficultés.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 novembre

Calmé

Reprise dans le calme à la Bourse après quatre jours de fermeture en raison des fêtes de la Toussaint. L'indicateur instantané gagnait 0,26 %.

En raison des fêtes de la Toussaint, la Bourse de Paris a été fermée lundi 31 octobre et mardi 1^{er} novembre. Les cours de la séance du vendredi 28 octobre ont été publiés dans notre édition datée du mardi 1^{er} novembre. Cette première édition ne comporte aucune cotation, mais les cours du mercredi 2 novembre seront publiés dans nos dernières éditions. Bourse de ce jour, datée 3 novembre.

Une campagne publicitaire à grande échelle

Les deniers de l'Eglise

« Baptisés, l'Eglise a besoin de vous » : tel est le principal slogan d'une campagne publicitaire, d'une ampleur sans précédent, que l'épiscopat catholique de France a confiée à l'agence Garnier-Parisot pour améliorer le rendement de son annuel denier du culte, appelé aujourd'hui officiellement denier de l'Eglise, déductible depuis 1987 du revenu imposable.

En 1982 déjà, une campagne limitée à quelques organes de presse avait permis une augmentation de 14 % du denier du culte par rapport à l'année précédente. Depuis, cette avance n'a cessé de fondre. En 1987, l'argent versé aux diocèses par les catholiques n'a progressé que de 4 % par rapport à 1986. Cette nouvelle campagne, qui doit démarrer le 4 novembre, va toucher une quarantaine de titres, des grands quotidiens nationaux et hebdomadaires féminins ou de télévision. En revanche, la CNCL n'a pas autorisé la diffusion de spots sur le petit écran. Signe des temps : en 1982, c'est un mannequin, vêtu en clerc, qui figurait sur l'affiche. Cette fois, on a choisi le Père Jean-Michel di Fallo, porte-parole de l'épiscopat.

En visant les « baptisés », l'objectif est de mettre en face de leurs responsabilités le grand nombre de ceux qui se déclarent catholiques, mais ne fréquentent jamais d'église. Si certains diocèses comme Paris (58 millions de francs) ou Lyon (20 millions) sont d'un bon rapport, d'autres se défendent beaucoup moins bien, comme Mende (2 millions) ou Saint-Denis (6,7 millions pour une population supérieure à 1 million d'habitants).

La collecte a, au total, rapporté 750 millions de francs en 1987. C'est pour l'Eglise la principale source de revenus, à laquelle il faut ajouter les honoraires et les quêtes de la messe. Le salaire du prêtre varie selon les diocèses de France de 3 500 francs à 4 800 francs par mois.

Selon un sondage SOFRES publié dans la Croix du 3 novembre, la plupart des Français ont une perception erronée de la situation financière de l'Eglise de France. 48 % d'entre eux estiment que l'Eglise vit avec « des moyens suffisants », contre 32 % qui pensent l'inverse. 20 % sont sans opinion. Plus on est pratiquant, plus on sait le « pauvre » des moyens de l'Eglise. 44 % des Français ne s'estiment « pas prêts à aider financièrement l'Eglise catholique », et un sur deux se dit tout à fait hostile à l'idée d'une aide financière de l'Etat.

POLOGNE : après l'annonce de la fermeture des chantiers Lénine de Gdansk

M. Lech Walesa appelle les Polonais à « prendre la défense du berceau de Solidarité »

M. Lech Walesa était attendu mercredi matin 2 novembre aux chantiers navals Lénine de Gdansk, où les ouvriers devaient tenir un meeting sur la décision gouvernementale, annoncée pendant le week-end prolongé de la Toussaint, de fermer définitivement les chantiers le 1^{er} décembre.

Le président de Solidarité, confronté ici à un nouveau défi personnel, a vivement réagi à cette décision, considérée par les responsables du syndicat interdit comme une pure provocation. Dans une déclaration à la presse mardi soir, il a laissé prévoir des actions de protestation à l'échelle nationale, sans exclure des mouvements spontanés aux chantiers Lénine.

« Le pays doit prendre la défense du berceau de Solidarité. Je suis convaincu qu'on peut sauver les chantiers », a affirmé M. Walesa, lui-même l'un des onze mille employés menacés de licenciement. Selon lui, les autorités savent déjà « qu'elles ont commis une erreur terrible. Les fermetures d'entreprises doivent être le fruit de décisions économiques et non de pulsions politiques. Les chantiers Lénine ne sont pas au premier rang des entreprises non rentables ».

Reconnaissant l'habileté de la manœuvre à la veille de l'arrivée de Margaret Thatcher, elle-même grande adepte de la fermeture d'unités non rentables, M. Lech Walesa, qui a rendez-vous avec le premier ministre

britannique jeudi, a cependant souligné que le fonctionnement des syndicats n'était pas le même en Grande-Bretagne et en Pologne.

De son côté, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a déclaré s'attendre sérieusement à des rousades sociales. « Il nous faut nous habituer au fait qu'en période de profondes et rapides mutations les grèves, bien qu'on ne les souhaite pas et qu'elles portent préjudice à l'économie, font partie des choses normales, et il dit à la télévision. Peut-être y aura-t-il des grèves à Gdansk. Nous nous y attendons avec un calme absolu. Des grèves contre les réformes sont un élément probable » (de la restructuration économique).

S. K.

Les conflits sociaux après le week-end de la Toussaint

Reprise du travail aux Houillères de Lorraine

Quelques conflits sociaux se poursuivent, après le 1^{er} novembre, principalement dans les PTT et les transports urbains de province.

● Aux PTT. — La situation est toujours bloquée au centre de tri de Lille-Lezennes où le courrier est en souffrance. En revanche, le courrier récent qui ne rentre pas dans le centre de tri est acheminé vers une « organisation parallèle », qui fonctionnerait normalement, dit-on à la direction des PTT. Des négociations sont en cours.

A Paris, les difficultés proviennent toujours de la grève des chauffeurs de camions, un service qui emploie 1 200 personnes et utilise 600 poids lourds. Depuis le vote en faveur de la grève intervenu dans les deux garages d'Aubervilliers, le 1^{er} novembre, six garages sur sept ne fonctionnent plus et la région parisienne, entraînant des perturbations sérieuses dans l'acheminement du courrier. Environ la moitié des effectifs aurait cessé le travail et 35 camions « baladeurs » circulent dans Paris, bloquant pendant quelques heures un centre de tri ou un bureau central. Les centres de tri d'Austerlitz ou de la gare de Lyon sont partiellement empêchés de fonctionner et, le 1^{er} novembre, la police est intervenue. Ce mouvement est soutenu par la CGT, la CFDT et FO qui revendiquent « l'arrêt des privatisations » du service transports, une revalorisation des salaires et de la profession de chauffeur. Là encore, des négociations sont en cours.

● Dans les transports urbains. — La situation est inchangée à Lyon et à Saint-Etienne. A Nantes, où la

circulation des bus et des tramways est interrompue depuis quatorze jours, les négociations devaient reprendre le 2 novembre au matin. Lundi, les grévistes avaient massivement voté la poursuite du mouvement jusqu'à mercredi matin. La CFDT propose un protocole d'accord prévoyant une augmentation mensuelle de 250 francs nets, une prime de reprise de 2 000 francs, l'abandon des poursuites et le versement intégral du treizième mois. La CGT réclame 600 francs d'augmentation par mois.

● A Air France. — Une manifestation est prévue pour le 2 novembre à midi pour le personnel de l'aéroport de Roissy, à l'appel de l'union locale CGT Roissy-aéroport. Depuis quinze jours, des arrêts de travail se produisent à Orly et à Roissy parmi le personnel d'entretien au sol, ce le soutien de la CGT, la CFDT et du Syndicat des mécaniciens au sol (autonomes).

● Dans les Houillères de Lorraine. — Le travail a repris le 2 novembre, les syndicats CGT, CFDT et autonomes ayant appelé à la « suspension du mouvement ». A la suite de négociations, le 28 octobre, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), la direction des Charbonnages de France avait proposé de payer les deux jours de grève de jeudi et de vendredi derniers si la reprise du travail était effective après le « pont » de la Toussaint. Les syndicats ont toutefois appelé à la poursuite de l'action, sous des formes diverses, et maintiennent leurs revendications salariales. La direction a, pour l'instant, accordé deux points hiérarchiques d'une valeur globale de 30 francs.

Le numéro du « Monde » daté 2 novembre 1988 a été tiré à 390 582 exemplaires

SCIENCE & VIE

LES MÉDICAMENTS PROJECTILES

La maladie est une cible que les médicaments, sous leur forme actuelle, n'atteignent que faiblement, et après avoir arrosé l'organisme tout entier. Pour y remédier, voici venir de nouveaux médicaments...

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- SPORTIFS DOPÉS : LE DÉTECTEUR ABSOLU.
- BIOSPHERE II PLANÈTE DE POCHE.
- UNE SOURIS-HOMME POUR COMBATTRE LE SIDA

N° 1 DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sur le vif

Impériale bévée

Vous les avez vus, hier à la télé, ils étaient trop bégayés, l'Helmut et le Mimi, sacrés Chermagne, c'est un prix pour je ne sais plus quoi, l'unité européenne, je crois, à Aix-la-Chapelle. Sa médaille, à Mitterrand, il a fallu la retirer en catastrophe. Ils s'étaient plantés, les Allemands. Ils avaient mal orthographié son nom. Manquait un « r ». Heureusement qu'ils s'en sont aperçus, dites donc ! Sa Majesté aurait frôné son impérial sourcil, obligeant Kohl à planquer ses cent vingt kilos dans un trou de souris.

Pauvre Kohl, pauvre Gribouille, il s'est laissé couillonner par Gorby comme c'est pas permis, lui qui était si fier et si content de pouvoir annoncer à son retour de Moscou que tous les prisonniers politiques seraient libérés avant la fin de l'année.

Tu parles d'une promesse ! Vous devinez jamais combien il en reste dans les tantes et les hôpitaux psychiatriques, sans compter, bien entendu, les dissidents et les croyants accusés d'être alcoolos, hooligans ou pédés ? Il en reste deux. Si, si : j'ai le dédiche de l'agence Tass sous les yeux. Ah non, pardon, j'avais mal lu. Il y en a un qui

vient de sortir. Ça en fait plus qu'un !

Alors, de quoi il se plaint, Sakharov ? C'est vraiment le roi des ammerdeurs. Toujours à chercher la petite bête. Aujourd'hui, il pousse des hauts cris. Il est fâché après Gorby. Le nouveau « Petit Père des Peuples » s'est octroyé tous les pouvoirs, y compris celui de tabasser de sales cons venus manifester pacifiquement en Ukraine et en Biélorussie en souvenir des victimes de Staline.

Ce leur fera les pieds. En Tchèque, pareil ! Ils avaient qu'à pas réclamer plus de liberté — non mais, ils se croient tout permis ! — les cent cinquante mecs coffrés à Prague, vendredi dernier.

Et en Pologne ! Si Jaruzelski a envie de bazarder les chantiers navals de Gdansk, libre à lui. Il nous basonne, Walesa, avec Solidarnosc. Où il prend que c'est une provocation ? C'est pour faire des économies et remettre au pas les syndicats, hein, Maggie ? Elle y va, à Varsovie. En revanche, elle ira pas à la Conférence des droits de l'homme en 1991, à Moscou. On se demande bien pourquoi. Tout le monde y sera.

CLAUDE SARRAUTE.

Le différend franco-canadien

L'Uruguayen Enrique Iglesias, médiateur pour régler le conflit sur la pêche

Paris et Ottawa se sont mis d'accord sur le nom du médiateur chargé de proposer une solution au conflit sur la pêche au large de Terre-Neuve et de Saint-Pierre-et-Miquelon, conflit qui envenime, depuis plusieurs années, les relations entre la France et le Canada.

Il s'agit de M. Enrique Iglesias, de nationalité uruguayenne, qui est actuellement président de la Banque interaméricaine de développement.

M. Iglesias aura trois mois pour écouter les parties et proposer les termes d'un accord sur les quotas de morue que les chalutiers français pourront pêcher au large des côtes canadiennes et de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon. Mais ses conclusions n'auront, à l'égard

des deux gouvernements, aucun caractère obligatoire.

(Né dans les Asturies, en Espagne, en 1930, M. Enrique Iglesias, naturalisé Uruguayen, a fait ses études d'économie et d'administration des affaires à Montevideo, puis aux États-Unis et en France. Il commença sa carrière dans le secteur privé en 1954, à l'Union des banques de l'Uruguay, puis fut délégué de son pays à plusieurs conférences internationales. De 1966 à 1968, il a présidé la Banque centrale d'Uruguay. De 1972 à 1983, il est secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui dépend de l'ONU, puis est nommé ministre des affaires étrangères de son pays. A ce titre, il avait joué un rôle marquant à la conférence du GATT à Punta-del-Este, en 1986. Il était président de la Banque interaméricaine de développement depuis le 1^{er} avril 1988.)

LE MONDE

diplomatique

Novembre 1988

PLANÈTE

Par Claude Julien

Enormes dépenses militaires, fractures économiques grandissantes, perte de souveraineté, environnement sacré... Sur cette planète en désarroi, où l'argent apparaît comme l'Étre suprême, comment à se faire jour les lignes de force d'une nouvelle configuration mondiale. Jamais la vie quotidienne de chacun n'a été si fortement déterminée par l'environnement international.

LA CHINE

EN CRISE

Bien avant l'Union soviétique, la Chine s'est lancée il y a dix ans dans la voie des réformes économiques. Elle est en crise. L'inflation fait des ravages, les tensions s'accroissent dans les campagnes et dans les villes. Les dirigeants ont certes décidé une pause, mais le cours choisi ne peut qu'accentuer les inégalités, et les frustrations d'une jeunesse devenue plus exigeante.

En vente chez votre marchand de journaux

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

A B C D E F G